
DOMI NUS ILLU
MINA TIO MEA
Taylor Institution
1861

PERSONNAGES

ÉNIGMATIQUES

PERSONNAGES ÉNIGMATIQUES

HISTOIRES MYSTÉRIEUSES

ÉVÉNEMENTS PEU OU MAL CONNUS

PAR

FRÉDÉRIC BULAU

TRADUIT DE L'ALLEMAND PAR

W. DUCKETT

TOME TROISIÈME



PARIS

POULET-MALASSIS ET DE BROISE

LIBRAIRES-ÉDITEURS

97, rue Richelieu, et passage Mirès

1861

LORD LOVAT

Voici un homme qui fut complétement étranger aux préjugés tant philosophiques que mystiques du XVIII[e] siècle, mais qui manqua aussi des nobles inspirations dont le cœur humain est susceptible, et qui semble n'avoir jamais été autre chose qu'un égoïste consommé. Au lieu de la légèreté aventureuse, n'excluant pas quelquefois une certaine habileté, qui distinguait Bonneval, il fit preuve d'une prudence excessive qui ne fut pourtant jamais de la véritable sagesse. Sans doute il eut de commun avec le XVIII[e] siècle les goûts sensuels, le mépris ironique du monde, la révolte contre les anciens liens moraux, et l'égoïsme le plus naïf ; mais il représente ces vices avec la vigueur de fer d'une autre époque et avec toute la rigidité du caractère écossais.

Simon Fraser, lord Lovat, pair d'Écosse, était né en 1670. Obligé, en 1710, par le scandale de ses débauches, d'abandonner sa patrie, il s'était réfugié à la cour de Saint-Germain, alors l'asile de tous les mé-

contents des Iles Britanniques, et où l'on n'avait pas le droit de se montrer difficile à l'égard des nouveaux arrivants. Il y avait embrassé le catholicisme; mais comme il s'en fallait de beaucoup qu'il eût vraiment à cœur les intérêts de la cause jacobite, — ou de toute autre, — comme il supputait au contraire qu'il y aurait pour lui d'importants profits à retirer de services occultes qu'il pourrait rendre au parti victorieux en Angleterre, il ourdit des intrigues par suite desquelles un beau jour il fut mis à la Bastille. Quand il eut recouvré sa liberté, il prit les ordres et se conduisit avec tant d'hypocrisie, qu'il réussit à se faire un grand renom de piété sincère, alors même que, véritable tartufe, il entretenait encore maintes liaisons galantes. Le scandale allait éclater et l'empêcher de continuer à jouer son rôle de béat, lorsque la mort de la reine Anne (1er août 1714) et l'accession de la maison de Hanovre au trône d'Angleterre vinrent lui ouvrir de nouveaux horizons. Il calcula alors que la nouvelle dynastie avait besoin d'être défendue en Écosse, qu'il ne pouvait manquer de s'offrir des occasions où il serait en mesure de lui rendre des services, et qu'en suivant cette voie il aurait bientôt fait oublier son passé. D'ailleurs, il était prêt à rendre les mêmes services à l'ancienne dynastie, pour peu que les actions de celle-ci lui parussent tendre plus à la hausse que celles de la maison de Hanovre. Abandonnant donc l'état ecclésiastique, il s'en revint en Écosse, où il eut bientôt reconnu que la cause jacobite n'avait plus d'avenir; et dès lors il combattit avec autant d'énergie que d'adresse l'imprudente levée de boucliers de 1715. Cela le mit en fort bons termes avec le gouvernement, qui non-seulement lui accorda amnistie

complète pour son passé, mais encore lui restitua ses biens, qui avaient été frappés de confiscation. Chef du redoutable clan des Frasers, il épousa une Grant, la fille d'un autre chef de clan des plus influents, et, à la mort de celle-ci, une parente du duc d'Argyle, qui, d'ailleurs, ne tarda pas à divorcer d'avec lui. Ainsi, comme on voit, ses relations et son influence allaient toujours en augmentant. Le gouvernement anglais lui accorda des pensions considérables et le combla de faveurs de toutes espèces. On savait parfaitement à Londres que pour l'avoir, il fallait le payer; on ne demandait pas mieux, et on croyait le fort bien payer. Tout cela ne suffisait pourtant pas à lord Lovat; ce qu'il voulait, c'était recevoir des deux côtés à la fois, et se ménager une porte ouverte dans les deux camps. Dès 1736, il se mêla donc aux intrigues jacobites, et, en compagnie de quelques autres gentilshommes écossais, il entra même alors en relation avec la France, à la disposition de laquelle on s'engagea à mettre sur pied un corps de vingt mille hommes si elle opérait un débarquement en Écosse. Il paraît que le cardinal de Fleury avait pris cette entreprise assez à cœur; mais quand il fut mort, les Français ne virent plus là qu'une manière d'épouvantail à entretenir à l'adresse de leurs voisins, car ils savaient parfaitement que la cause des Stuarts était à jamais perdue, et que la force intérieure de l'Angleterre était trop développée pour que ce pays pût jamais être ébranlé autrement que transitoirement par des entreprises du genre de celle en question. Mais le prétendant Charles-Edouard (1),

(1) Né en 1720 à Rome, mort dans la même ville le 31 janvier 1788.

qui se faisait des illusions bien naturelles, vint à Paris, où il servit longtemps de jouet à la politique française. Enfin, s'apercevant qu'on le bernait de belles promesses sans avoir l'intention réelle d'en tenir une seule, il prit le parti désespéré, mais qui s'explique dans sa position, de tenter seul de faire triompher sa cause. Il eut foi dans le sincère enthousiasme d'un peuple fidèle et chevaleresque, et ne calcula pas que si avec d'obscurs et ardents dévouements on peut former une armée, — sauf, en cas de désastre, à les abandonner aux vengeances du vainqueur, — le succès final dépend des chefs, et surtout de l'état des forces respectives des partis en présence.

L'entreprise du prince arriva fort mal à propos pour les conspirateurs écossais, et en particulier pour lord Lovat. Ceux d'entre ces conspirateurs qui étaient sincèrement dévoués à la cause auraient bien eu confiance en une expédition s'appuyant sur toutes les forces de la France, et, dans de telles conditions, auraient espéré, sinon le renversement de la dynastie nouvelle intrônisée en Angleterre, du moins le rétablissement de l'Écosse comme puissance indépendante; mais ils connaissaient trop bien la situation, pour attendre un pareil résultat des seuls efforts de l'Écosse abandonnée à elle-même. Tous les secours fournis par la France se bornèrent à un peu d'argent, à quelques provisions et munitions, et à la permission donnée aux officiers irlandais et écossais employés à son service de s'embarquer dans cette aventure. Lovat n'aurait vraisemblablement pas élevé d'objection contre une expédition française ; c'est tout au contraire ce qu'il eût de beaucoup préféré, afin de pouvoir soutirer de l'argent à la France et au Prétendant

en nourrissant leurs espérances, exercer de l'influence sur le parti jacobite en prenant part à la conspiration, et en même temps se faire payer par le gouvernement pour le tenir au courant des projets et des plans des conspirateurs.

Mais quand Charles-Édouard eut débarqué en Écosse (1745), son entreprise ayant obtenu au début de brillants succès, il fallut que Lovat, s'il ne se déclarait pas encore ouvertement, ne restât du moins pas complétement inactif. Il commença donc par prendre fait et cause pour le gouvernement, mais en se contentant d'armer ses gens, et en ayant soin de faire espérer à chacun des deux partis qu'ils allaient venir grossir ses rangs. On sait que le 1er octobre 1745, l'impétueux courage des montagnards écossais l'emporta, à Preston Pans, sur les troupes du gouvernement, dont le nombre était de beaucoup inférieur, et qui eurent en outre l'imprudence de trop mépriser des adversaires mal disciplinés et mal armés. Cette victoire exalta outre mesure les espérances du parti jacobite, qui ne douta plus du triomphe final de l'entreprise du Prétendant; elle fit en même temps cesser les hésitations de lord Lovat, qui envoya alors son fils rejoindre Charles-Édouard à la tête de cinq cents hommes du clan des Frasers. Mais le vieux renard avait mal calculé. Cette victoire n'avait été qu'un hasard, le fait d'un moment, et ses résultats ne durèrent aussi qu'un moment. La journée de Culloden (15 avril 1746) fut l'expression de la véritable situation des choses, et, par suite, décisive.

Obligé de s'enfuir dans les montagnes, lord Lovat fut arrêté dans le creux d'un arbre, devenu son unique refuge. Alors ce vieillard de quatre-vingts ans

commença à jouer une comédie où, pour la dernière fois de sa vie, il devait employer toutes les ressources de son habile hypocrisie à se tirer des griffes de ses ennemis, soit par la protection des grands seigneurs restés fidèles à la cause de la dynastie nouvelle, soit par l'influence de l'opinion publique. Son pis-aller, c'était de se venger tout au moins de ses adversaires par l'odieux qu'il espérait jeter sur eux, de manière à s'en aller de ce monde avec une réputation meilleure que celle qu'il y avait eue et méritée pendant sa vie.

Il essaya d'abord d'enjôler les vainqueurs, et, le 3 juillet, il écrivit au duc de Cumberland : « Le mal-« heureux lord Simon Fraser de Lovat s'adresse à « Votre Altesse Royale par cette lettre respectueuse. « Je n'aurais pas osé demander à Votre Altesse Royale « la moindre des grâces, si la plus grande partie des « habitants de cette contrée, attachés au gouverne-« ment, tels que le lord président et ceux qui soute-« naient alors la cour, ne devaient pas se rappeler « qu'en 1715, au grand péril de ma vie et au prix de « la vie de mon frère unique, j'ai rendu à la famille « de Votre Altesse Royale plus de services essentiels « que toute autre personne de mon rang en Écosse. « A cette occasion, je fus honoré de trois lettres « écrites au nom du roi, mon seigneur et maître, par « le comte de Stanhope, alors secrétaire d'État; let-« tres où Sa Majesté me donnait des témoignages tout « particuliers de sa bienveillance, et de nature à « inspirer à tous mes compatriotes une inébranlable « fidélité. Mais Sa Majesté ne s'en tint pas à de sim-« ples paroles. Quand j'arrivai à la cour, et lorsque « j'eus l'honneur d'être présenté à Sa Majesté par le

« feu duc d'Argyle, je parvins successivement dans « la faveur royale à un degré tel, qu'on n'avait encore « jamais vu d'Écossais obtenir rien de semblable. « C'est ainsi qu'à Kensington et à Hamptoncourt j'ai « eu bien souvent l'honneur de porter Votre Altesse « Royale dans mes bras, et de vous présenter, Mon- « seigneur, aux embrassements du roi votre grand- « père, qui témoignait de la plus vive tendresse pour « vous et les princesses royales vos sœurs (1). Je « vous conjure donc, Monseigneur, de prendre en « considération la triste position où je me trouve, et « de me donner des preuves de votre bonté et de « votre générosité. Si j'avais l'honneur d'être admis « à baiser la main à Votre Altesse Royale, il ne me « serait pas difficile de vous convaincre *que je puis « encore rendre au roi et au gouvernement des services « essentiels*, et tels qu'on aurait de la peine à s'ima- « giner de la part d'un malheureux vieillard de « soixante-dix-neuf ans comme moi, privé en outre « de l'usage de ses mains et de ses jambes. Le roi « votre père, mon seigneur et maître, était encore, « relativement à nous, fort jeune en 1715, lorsque « j'eus l'honneur de lui présenter à genoux une de- « mande en grâce pour lord Mackintosh, et lorsque « Sa Majesté voulut bien l'accueillir favorablement. « Elle signa la grâce demandée, la remit à son cham- « bellan Charles Kathcart, avec ordre de me la « transmettre pour que j'eusse à la faire parvenir au

(1) Bien des gens diront qu'en invoquant de tels souvenirs, le vieux fourbe ne faisait que rendre sa défection plus coupable encore. Mais d'un autre côté, il faut aussi avouer qu'il est bien difficile de faire couper la tête à un homme qui fait valoir de tels antécédents.

« lord qu'elle concernait. C'est là une des nombreuses
« marques particulières de bonté que Sa Majesté (1)
« daigna m'accorder en l'absence du roi son père,
« alors en voyage en Hanovre; et je ne doute pas que
« le sang qui coule dans les veines de Votre Altesse
« Royale ne soit tout aussi généreux et tout aussi
« compatissant. »

Tout cela ne servit à rien : lord Lovat, détenu d'abord au fort William, puis au fort August, fut transféré à Londres au mois d'août, et traduit par ordre de la Chambre basse devant la Chambre haute pour crime de haute trahison. Le procès une fois engagé, il eut recours à tant de chicanes et d'échappatoires pour faire traîner l'affaire en longueur, qu'il n'en résulta pas moins de 10,000 livres sterling de frais pour la couronne. Tout cela ayant encore été inutile, il spécula sur l'opinion publique, qui commençait à être fatiguée de condamnations à mort déjà si nombreuses. Dans la dernière séance de son procès devant la Chambre haute, il se montra très humble et très abattu, n'invoquant d'autres moyens de décharge que son grand âge, ses infirmités, sa position désespérée, l'exaspération de ses ennemis, sa surdité, la faiblesse de sa voix dans une si vaste salle et en présence d'une si grande assemblée, enfin la fatigue excessive qu'avait entraînée pour lui un tel procès. De la sorte, notre rusé personnage réussit à faire naître en sa faveur parmi le peuple plus de sympathie que n'en avaient obtenu bien des gens qui l'au-

(1) Il est ici question du roi Georges II, qui régnait en 1745, fils de Georges Ier, qui régnait en 1715, père du duc de Cumberland et grand-père de Georges III.

raient beaucoup mieux mérité. Le procès, grâce à l'emploi de toutes les ressources de la chicane, eut beau traîner en longueur, la Chambre haute finit, dans les derniers jours de mars 1747, par prononcer un arrêt qui déclarait lord Lovat coupable de haute trahison, et, en conséquence, le condamnait à la peine de mort. Au lieu de lui faire subir le cruel supplice réservé à ce crime, l'arrêt se contenta de dire, en manière de commutation de peine, qu'il aurait la tête tranchée par la hache (1). Quand le président eut terminé la lecture de cet arrêt, lord Lovat adressa à ses juges une courte allocution remplie des plus mordantes railleries. Ses amis se remuèrent beaucoup, mais en vain, pour obtenir, sinon sa grâce, du moins le renvoi de l'exécution à cinq ans : délai pendant lequel ils espéraient le voir mourir de sa mort naturelle.

Un fait assez singulier, c'est qu'un individu qui paraît n'avoir jamais eu le moindre rapport direct ou indirect avec lord Lovat, et n'avoir pas non plus agi en cela par sympathie pour lui, un certain John Painter, de Saint-John's-College, Oxford, demanda à mourir au lieu et place du condamné. Il adressa à cet effet des pétitions au roi, à lord Chesterfield (2)

(1) Le supplice réservé par la loi au crime de haute trahison consistait à commencer par pendre le patient, qu'on décrochait quand il était à moitié mort. On lui arrachait alors les entrailles du ventre, et on les brûlait; après quoi, on lui coupait la tête; puis, son corps était tiré en quatre quartiers.

(2) Le célèbre auteur des *Letters to his son*, Philippe-Dormer Stanhope, comte de Chesterfield, né le 22 septembre 1694, mort le 24 mars 1773.

et à M. Pelham (1). La contexture même de ces épîtres prouve que cet individu n'avait aucune sympathie pour Lovat. Mais, fatigué de la vie, il se sentait malheureux, et, n'osant attenter lui-même à ses jours, il estimait que ce serait lui rendre un véritable service que de lui faire subir, au lieu et place de lord Lovat, la peine de mort, si justement prononcée contre ce traître. Il s'engageait, du reste, à faire bonne contenance sur l'échafaud, à se montrer digne de la faveur qu'on lui accorderait, à ne pas faire honte au gouvernement en faiblissant, si peu que ce fût, au moment suprême. Il disait à lord Chesterfield « que tous les démons de Milton, tous les esprits des Ecossais morts à Culloden, quand même ils seraient convoqués par quelque nécromancien à se trouver au lieu du supplice, ne pourraient jamais lui faire dire : « Mon Dieu, que cela est affreux de mourir ainsi ! » En cela, notre homme voulait faire allusion aux derniers mots prononcés sur l'échafaud par lord Kilmarnock, condamné à mort dans la même insurrection de 1745. Il faisait observer à M. Pelham que la grâce qu'il sollicitait était d'une nature telle, qu'il croyait n'avoir pas beaucoup de concurrents, si tant est même qu'il en eût un seul. Painter était évidemment un fou ; il paraît toutefois qu'en agissant ainsi il avait pour mobile, bien moins l'envie d'en finir avec la vie, que le désir de prouver qu'il ne redoutait pas la mort.

(1) Henri Pelham, frère du duc de Newcastle, longtemps membre du cabinet Walpole, passa ensuite à l'opposition, succéda en 1743 à Walpole, et mourut en 1754.

Lovat ne fut pas gracié. En apprenant que jour avait été pris pour son exécution, il ne perdit rien de sa gaieté, et conserva constamment dès lors le maintien d'un philosophe railleur. Son geôlier, quelques jours avant sa mort, lui ayant demandé s'il voulait du vin rouge ou du vin blanc : « Pas de blanc, répondit-il, à moins que vous ne vouliez que je me présente à l'échafaud avec un laxatif dans le corps ! » — « Que faites-vous ? » lui disait le major de la Tour. — « Rien que de bonnes choses, repartit Lovat, car je me dispose à aller en un lieu où il n'y a pas de majors et encore moins de lieutenants généraux. » Il étudiait avec soin la manière dont il devait s'y prendre pour jouer convenablement son rôle dans la tragédie qui allait s'accomplir. La veille de sa mort, causant d'un bill présenté au Parlement pour la suppression des juridictions patrimoniales en Ecosse, avec un ami qui était venu le visiter dans sa prison, il lui dit qu'il voudrait voir souffrir de la diarrhée tous ceux qui voteraient cette mesure. Il demanda que son corps fût ramené en Ecosse et déposé dans la sépulture de sa famille à Kirkhill. Par son testament, il avait ordonné que les musiciens de la ville d'Edimbourg vinssent au-devant de son cercueil avec leurs fifres et leurs cornemuses ; et, si l'autorité y mettait opposition, il exprimait l'espoir que, du moins, les bonnes vieilles femmes de son pays entonneraient quelque complainte en son honneur.

Il monta gaiement, résolument, sur l'échafaud, le 20 avril 1747, consolant et encourageant ses amis, leur rappelant le *Dulce et decorum est pro patria*

mori; puis, après avoir encore répété ces paroles d'Ovide :

> Nam genus et proavos et quæ non fecimus ipsi
> Vix ea nostra voco (1),

il plaça sa tête sur le fatal billot. L'instant d'après, le bourreau la détachait du tronc d'un seul coup de hache (2).

(1) « Car je n'appelle guère *nôtres* la race et les ancêtres, et ce que nous n'avons pas fait nous-mêmes. »
(2) *Memoirs of the Life of lord Lovat.* Londres, 1746.

LE PRINCE DE KAUNITZ

ET LE DUC DE CHOISEUL

L'histoire de ces deux hommes d'État, dont la politique consista à opérer au siècle dernier la réconciliation de la France avec l'Autriche, après plus d'un siècle de constant antagonisme, est assez connue de nos lecteurs pour qu'il nous suffise de leur rappeler ici quelques dates comme simples points de repère.

Wenceslas-Antoine-Dominique, prince de Kaunitz-Rietberg, fils du comte Maximilien-Udalrich de Kaunitz, de la ligne de Moravie, et de Marie-Ernestine, fille et héritière du dernier comte de Rietberg, naquit à Vienne le 2 février 1711. Comme il était le dernier de cinq frères, il fut destiné à l'état ecclésiastique, et obtint dès l'âge de treize ans une prébende au chapitre de Munster. Mais tous ses frères aînés étant morts de bonne heure, il quitta le petit collet et rentra dans le monde pour empêcher sa race de s'éteindre. Après avoir étudié successivement à Vienne,

à Leipzig et à Leyde, il alla, à partir de 1732, voyager en Angleterre, en France et en Italie. En 1735, il fut nommé membre du conseil aulique, et en 1737 vice-commissaire impérial près la diète de Ratisbonne. A la mort de sa mère (1758), il hérita du comté de Rietberg. Le 6 mai 1736, il avait épousé une comtesse de Stahremberg (née en 1718, morte en 1749), fille du comte François-Antoine. Après la mort de l'empereur Charles VI, il alla passer quelque temps dans ses terres, en Moravie. Mais Marie-Thérèse ne tarda pas à le charger (1741) d'une mission extraordinaire auprès du pape et à Florence. Une année plus tard (1742), elle le nommait son envoyé à Turin; c'était là un poste diplomatique d'une haute importance, car il s'agissait d'une alliance à conclure entre la Sardaigne, l'Autriche et l'Angleterre, contre la France, l'Espagne et Naples. Ses dépêches furent très remarquées, et Marie-Thérèse en remit un jour une au comte d'Uhlefeld, alors ministre des affaires étrangères, en lui disant : « Voici le premier de vos conseillers (1). » En 1744, Kaunitz accompagna le prince Charles de Lorraine et sa femme, l'archiduchesse Marie-Anne, dans leur gouvernement des Pays-Bas, en qualité de grand maître de la cour et de ministre plénipotentiaire; et, à la mort de l'archiduchesse, ce fut lui qui, pendant l'absence du prince Charles, remplit par intérim les fonctions de gouverneur général. Mais les Français s'emparèrent de la plus grande partie des Pays-Bas, et Kaunitz, mécontent de la direction supérieure imprimée aux affaires,

(1) Comte Mailath, *Histoire de l'empire d'Autriche*, t. V, p. 33.

donna sa démission. L'impératrice ne l'accepta point, et ne consentit qu'à lui accorder un congé. Il se rendit alors à Londres, et en 1747 il assista au congrès d'Aix-la-Chapelle, où il se fit une grande réputation d'habileté. Elle lui valut sa nomination au titre de ministre d'Etat et de conférence en activité de service, et aux fonctions d'ambassadeur à Paris, dans l'exercice desquelles il parvint à opérer la réconciliation de l'Autriche avec la France. Il séjourna à Paris depuis 1750 jusqu'en 1752, et en 1753 il fut nommé chancelier de cour et d'Etat. En 1756, la direction des affaires des Pays-Bas et de l'Italie fut encore ajoutée à ses attributions. En 1764, il fut créé prince de l'Empire. Il resta à la tête du ministère des affaires étrangères sous les règnes de Joseph II et de Léopold II, quoiqu'il eût vu son influence diminuer quelque peu. A l'avénement de l'empereur François II (1792), il prit sa retraite comme chancelier de cour et d'État, à cause de son grand âge, et il mourut le 27 juin 1794. Il laissait quatre fils, dont le second, Dominique-André (né en 1739, mort en 1812), continua seul la race et transmit son nom à un fils unique, le prince Aloys de Kaunitz (né en 1774, mort en 1848). Celui-ci n'eut qu'une fille; de sorte que la branche princière des Kaunitz est aujourd'hui éteinte, de même que la ligne de Moravie de cette maison.

Etienne-François, duc de Choiseul-Amboise, né le 18 juin 1719, descendait d'une branche de la grande et ancienne famille des Choiseul, et débuta dans le monde sous le nom de comte de Stainville. Elevé chez les Jésuites, il entra d'abord dans l'armée, et sa conduite brillante sous les murs de Prague lui valut

un régiment, en 1741. Revenu à Paris, il y obtint la faveur de madame de Pompadour, et passa lieutenant général en 1748. En 1758, il fut créé duc de Choiseul, en même temps qu'il était appelé à prendre le portefeuille des affaires étrangères. Précédemment il avait été nommé, en 1753, ambassadeur à Rome, puis, en 1757, ambassadeur à Vienne. En 1761, il céda le ministère des affaires étrangères à son cousin, le comte de Choiseul, créé plus tard duc de Praslin, et se réserva la direction des deux ministères de la guerre et de la marine. En 1766, il échangea encore avec Praslin le portefeuille de la marine contre celui des affaires étrangères. En 1770, il fut renversé du pouvoir par madame Dubarry et exilé à Chanteloup. Après l'avénement de Louis XVI, il eut permission de revenir à Paris, et le nouveau roi le consulta même à diverses reprises; mais il mourut en 1785. S'il fut le principal instigateur de l'alliance autrichienne, il fut aussi, en revanche, le créateur de la grande ligue des différentes familles royales de la maison de Bourbon, désignée dans l'histoire sous le nom de *pacte de famille*. C'est lui qui chassa de France les Jésuites, surtout parce qu'ils étaient soutenus par le dauphin, adversaire déclaré de la politique inaugurée par Choiseul. C'est aussi sous son ministère qu'eut lieu la conquête de la Corse. La France lui est redevable de ses excellentes écoles militaires, de la puissante impulsion donnée à sa marine, et d'utiles réformes accomplies dans son système colonial. Sa femme, Louise-Honorine Crozat du Chatel, était fille d'un riche négociant. A sa mort, elle sacrifia la plus grande partie de sa fortune particulière pour payer

ses dettes, et se retira dans un couvent. Quand la révolution eut supprimé les couvents, elle vécut dans l'isolement à Paris, où elle mourut en 1801.

Nous empruntons aux Mémoires du baron de Gleichen quelques particularités caractéristiques sur ces deux hommes d'Etat.

« M. de Kaunitz, nous dit Gleichen (1), était grand, bien fait, soigné dans sa mise, — quoique sa perruque à cinq marteaux eût quelque chose de comique, — très digne dans toute sa tenue, solennel et un peu roide dans sa conversation. Mais cette roideur lui séyait beaucoup mieux qu'aux autres grands seigneurs autrichiens. Elle semblait lui appartenir de droit; elle avait même le charme d'un maintien naturel, et portait le cachet de la supériorité.

« Il ne saluait guère que d'un petit signe de tête. Aux intimes il accordait un sourire paternel; avec tous autres il affectait l'air protecteur. Il était bon, juste, loyal, désintéressé, quoiqu'il aimât et même qu'il exigeât tout bonnement que les cours étrangères lui fissent des présents en vins, en chevaux, en tableaux, et autres articles répondant à ses goûts. Il s'exprimait toujours en termes choisis, lentement et avec beaucoup de réserve. Personne ne possédait une connaissance plus étendue de la terminologie technique, et c'était déjà une grande recommandation auprès de lui que d'avoir en ce genre une certaine habileté. On le séduisait tout aussi facilement en employant un terme qui lui était encore inconnu, que le duc de

(1) *Mémoires*, p. 198. Nous ferons observer que Gleichen ne connut le prince de Kaunitz que lorsque celui-ci était déjà vieux.

Choiseul avec un bon mot. Il était instruit, aimait les arts, surtout la peinture, et favorisait les artistes en tout genre. Il tenait en estime particulière tout ouvrier qui excellait dans son métier, si vulgaire qu'il pût être, et avait une véritable passion pour tous les ouvrages bien exécutés. Sa prudence, son sang-froid, son excellent jugement et sa longue expérience, lui avaient valu le surnom de Nestor politique de son siècle. Il avait le bonheur d'avoir du goût pour une foule de choses, sans avoir une seule passion. Ses amis pouvaient se plaindre de ce qu'il fût en définitive peu utile à leur fortune; en revanche, ses ennemis ne pouvaient alléguer contre lui aucun tort, aucun acte de vengeance. Il écoutait avec une patience et une attention extrêmes les détails les plus prolixes, et répondait exactement sur chaque point, mais permettait rarement de réplique.

«Dans les dernières années de sa vie, par suite de sa surdité et des ménagements extrêmes qu'il prenait pour sa santé, il y avait parfois quelque chose de pénible à causer affaires avec lui. En effet, comme il se montrait très difficile pour accorder des audiences particulières, on était obligé de lui parler très haut devant tout le monde, au risque d'encourir ses rebuffades. Il donnait fort peu au travail, et semblait perdre une bonne partie de son temps en rêveries et parfois même en farces. Mais il n'agissait ainsi que pour trouver le temps de réfléchir et pour se maintenir la tête fraîche et alerte. Une de ses principales maximes, qu'il aimait à répéter et dont l'empereur Joseph eût bien dû faire son profit, était de ne jamais faire ce qu'un autre pouvait faire à sa place: « J'aimerais mieux, disait-il, faire des cocotes de papier, que

d'écrire une seule ligne qu'un autre pût écrire aussi bien que moi. » Il lui répugnait tellement d'écrire, qu'il se contentait de signer ses lettres les plus importantes de sa seule initiale K. En revanche, il s'était imposé la loi de ne jamais quitter son cabinet sans que toute la besogne qui pouvait s'y trouver fût expédiée. C'est ce qui explique pourquoi ses repas étaient si souvent retardés et avaient lieu à des heures si irrégulières. En raison du goût prononcé qu'il avait pour la parfaite exécution en toutes choses, et du soin réfléchi qu'il apportait en tout, on aurait pu croire que les travaux de rédaction lui coûtaient beaucoup plus de peine qu'à un autre ; néanmoins, le peu qu'il écrivait portait le cachet de la perfection. Il lui arrivait rarement de témoigner beaucoup d'attention aux personnes qui venaient le voir, et qui, par suite, ne s'en montraient que plus obséquieuses à son égard, et ne le questionnaient que sur des choses essentielles, notamment sur l'état de sa santé.

« Le fait est qu'il s'occupait de sa santé avant toutes choses, et qu'à cet égard il se montrait naïvement égoïste. Il cherchait à éloigner de lui, autant que possible, toutes espèces de soucis, et sacrifiait toutes les considérations possibles à sa commodité, à ses habitudes, à son bien-être. Dans sa jeunesse, il avait déjà habitué l'impératrice Marie-Thérèse, lorsqu'il trouvait qu'il faisait trop frais dans ses appartements, à le voir aller fermer les fenêtres et se mettre un petit bonnet sur la tête. Afin de se maintenir toujours au même degré de température, il portait en hiver une redingote et un manteau qu'il endossait et ôtait alternativement. Vers la fin de son dîner, on lui apportait un miroir et tout l'attirail d'un

dentiste, et il se mettait alors à faire sans façon une longue toilette de bouche en présence de toute la compagnie. Dînant un jour chez le baron de Breteuil, ambassadeur de France, il se disposait à faire comme de coutume cette importante opération, et tout aussitôt M. de Breteuil de dire à la compagnie : « Levons-nous, le prince veut être seul. » A partir de ce jour-là, Kaunitz n'accepta plus jamais d'invitation à dîner en ville. Habitué à se retirer à onze heures du soir, il ne se gênait pas plus à cet égard avec un archiduc qu'avec l'Empereur ; et quand cette heure-là le surprenait jouant encore au billard avec l'un d'eux, il lui tirait sa révérence et vous le plantait là au beau milieu de la partie.

« Il détestait toutes espèces de parfums ; et s'il arrivait à une dame qui en portait, fût-elle même étrangère, de venir se placer auprès de lui, il lui disait froidement : « Éloignez-vous, Madame, vous sentez mauvais. » Pour ne pas être obligé de penser à l'âge et à la mort, il voulait qu'on ignorât le jour de sa naissance, et qu'on ne parlât jamais devant lui d'un homme à l'article de la mort. La mort de celui de ses fils qu'il avait toujours le mieux aimé, et qu'il savait être gravement malade, ne lui fut pas autrement annoncée que par le grand costume de deuil que son valet de chambre lui fit revêtir. Peu de temps avant de mourir, il disait à son fils Ernest-Christophe (né en 1737, mort en 1797) : « Mon ami, je sens que c'en est fait de moi ; console-moi et encourage-moi ! »

« L'estime qu'il avait de sa propre personne avait quelque chose de si naïf, qu'il parlait de lui-même comme il eût pu parler d'un tiers. L'empereur Joseph avait fait faire les bustes du feld-maréchal de Lascy

et du prince de Kaunitz. Au bas de ce dernier buste, on avait placé une inscription latine qui rendait largement justice aux mérites du premier ministre. Quelqu'un étant venu à faire, en présence du prince, l'éloge du style lapidaire de cette inscription, M. de Kaunitz lui dit tout bonnement : « C'est moi qui en suis l'auteur. » Il était grand connaisseur en chevaux, et on le flattait beaucoup quand on venait l'admirer dans son manége, où on était sûr de le rencontrer toujours avant l'heure de son dîner. Lord Keith, ambassadeur d'Angleterre à Vienne, y envoya un jour un de ses compatriotes en lui recommandant d'accabler le prince de compliments et d'éloges, et de ne pas craindre de les fortement assaisonner, attendu qu'à cet égard Kaunitz était bien blasé. Notre Anglais, qui n'était pas fort sur les compliments, cherche pendant longtemps ce qu'il doit dire, et accouche enfin, en rougissant, de ces mots : « Ah ! mon prince, vous êtes le plus grand écuyer que j'aie jamais rencontré de ma vie ! » — « Je le crois parbleu bien ! » se contenta de lui répondre le prince.

« L'âge avait beaucoup aigri le caractère du prince, et son irritabilité allait parfois jusqu'à l'insolence et à de cruelles façons d'agir avec des gens pour qui il ne professait pas grande estime. Le prince Sulkowski (1), un des convives habituels et l'un des plus grands flatteurs du prince de Kaunitz, était un jour vivement engagé dans une conversation avec l'un de ses voisins, quand Kaunitz s'avise de lui envoyer, par un de ses valets de pied favoris, un mets qu'il

(1) Il s'agit vraisemblablement ici du prince Alexandre, qui était général-feld-maréchal-lieutenant.

lui fait recommander particulièrement. Sulkowski, préoccupé de la conversation, repousse un peu brusquement l'attention dont il est l'objet : « Prince, lui dit bien vite Kaunitz, prenez garde ; si vous donnez ainsi des coups de poing à mes gens, je leur ordonnerai de vous les rendre ! » C'était trop fort, même pour Sulkowski, qui demanda satisfaction aux fils du chancelier d'État. L'affaire se termina par des excuses présentées au nom du prince de Kaunitz; et Sulkowski continua, dit-on, à manger chez le premier ministre tout comme si de rien n'eût été.

« Un jour qu'à sa table chacun gardait le silence, Kaunitz, s'adressant à madame de Clary, qui avait le département des invitations et qui était en outre chargée de faire les honneurs de la maison, lui dit : « Il faut convenir, Madame, que vous m'avez invité aujourd'hui une bien sotte société. » Une autre fois, comme il était aussi survenu à table un temps d'arrêt dans la conversation, il dit : « J'aimerais mieux entendre des sottises que rien du tout. » Sur quoi M. de Mérode, l'un de ses flatteurs, reprit aussitôt : « Il faut avouer et proclamer que M. Pitt est le plus grand ministre qu'il y ait aujourd'hui en Europe... Êtes-vous content maintenant, mon prince ? »

« C'est surtout avec ceux dont le rang était pour le moins égal au sien, qu'il se montrait orgueilleux. Quand Pie VI vint à Vienne et lui présenta sa main, que, suivant l'usage, il aurait dû baiser comme tout le monde, Kaunitz se contenta de la prendre dans la sienne et de la secouer avec la plus familière cordialité. S'il s'attachait à humilier les prétentions, il se plaisait à honorer les talents, même dans les classes inférieures. Un envoyé étranger, qui dinait pour la

première fois chez lui, ne se trouva pas au salon à l'heure dite. Dès que Kaunitz y fut entré, il ordonna de servir sans attendre le diplomate retardataire. Le lendemain, il fit retarder son dîner pour attendre le maître de ballets Noverre, l'un de ses convives.

« Quand Joseph II prit les rênes du pouvoir, il exigea du prince de Kaunitz qu'il consentît à ce que ce fût désormais l'Empereur qui vînt travailler avec son premier ministre, et non celui-ci qui allât travailler avec l'Empereur; et cela, sous prétexte d'épargner la santé de M. de Kaunitz et de ne pas déranger ses habitudes. Néanmoins, il ne se faisait rien de réellement important sans qu'on l'eût consulté; et toute apparence d'une diminution quelconque dans l'influence du premier ministre était soigneusement dissimulée par les plus éclatantes démonstrations de confiance et d'estime. Le prince de Kaunitz jouit du même crédit sous le règne de l'empereur Léopold II, et Gleichen vit un jour ce monarque venir, en compagnie de l'Impératrice, dans les jardins du prince pour lui présenter le roi et la reine de Naples. Les restes mortels de l'homme d'État qui, par la conclusion du traité de Versailles, avait étouffé le germe des guerres si nombreuses entre la France et l'Allemagne, reposent dans les champs d'Austerlitz, qui faisaient partie des domaines de ses pères. »

Voici le jugement que M. de Flassan (1) émet au sujet du prince de Kaunitz :

« Ce ministre avait toutes les qualités de l'homme « d'État : un discernement fin, un esprit prompt et

(1) *Histoire de la Diplomatie française*, t. V, page 223.

« facile, de la sagacité, de l'élévation dans la pensée,
« de la justesse dans les aperçus, et beaucoup de dex-
« térité en affaires; un désintéressement à l'épreuve,
« de la discrétion, de la retenue, une raison ferme et
« éclairée qui l'arrachait aux préjugés, le cœur gé-
« néreux et compatissant, le caractère vrai et sûr. Sa
« politique paraissait dégagée de mauvaise foi, et la
« dissimulation n'avait jamais été exercée chez lui
« aux dépens de la bonne foi. Il était habile à démêler
« les vues des autres ministres, par suite des démar-
« ches et des insinuations qu'on lui faisait pour le
« pénétrer lui-même. Il ne flattait ni les caprices ni
« les opinions de ses maîtres; menaçant même de se
« retirer, quand on rejetait le bien dont il sentait la
« nécessité. Dans son intérieur, il était bon, uni et
« familier. Mais, par une destinée attachée aux hom-
« mes les plus parfaits, tant de rares qualités étaient
« quelquefois mêlées de faiblesses et de singula-
« rités (1). »

« Ce ministre avait une répugnance insurmontable
« pour les affaires d'une discussion longue et épi-

(1) « Quelquefois le prince de Kaunitz poussait la facilité
« des manières et la négligence des égards un peu trop loin.
« On le vit, au moment où l'on allait se mettre à table et où
« une nombreuse société était déjà rendue chez lui, monter
« tranquillement à cheval ou en voiture, pour aller à la pro-
« menade, dont il ne revenait qu'à six heures du soir. Invité
« chez les autres, il se faisait attendre deux ou trois heures,
« et faisait même apporter ses propres plats. On le vit à la
« table de ses souverains se regarder dans un miroir de po-
« che, curer ses dents, nettoyer sa tabatière, lire des lettres,
« y faire des réponses, faire apporter de la bougie et ca-
« cheter,. etc. »

« neuse. Persuadé que sa facilité naturelle et sa per-
« spicacité lui aplaniraient les plus grands obstacles,
« il négligeait souvent d'entrer dans l'examen des
« détails et des accessoires; en sorte qu'au lieu d'ap-
« profondir une affaire, il la traitait d'après la pre-
« mière face qui s'offrait à son esprit, et qu'il savait,
« du reste, présenter sous un point de vue séduisant
« et revêtu de tant de motifs de convenance et de pro-
« babilité, qu'il ne laissait même pas soupçonner qu'il
« n'avait vu l'affaire que partiellement. Ce ministre
« aimait les Français, quoiqu'il les taxât de suffisance
« et de légèreté. Il faisait beaucoup de cas du duc de
« Choiseul. »

Ecoutons maintenant Gleichen parler de Choiseul :

« Le duc de Choiseul était petit, d'une taille plutôt ramassée que svelte, et sa laideur ne laissait pas que d'avoir quelque chose d'agréable. Ses petits yeux étincelaient d'esprit; son nez retroussé lui donnait un air aimable, et ses grosses lèvres souriantes annonçaient la gaieté de ses saillies. Bon, noble, franc, généreux, galant, aimant le faste, libéral, fier, hardi, vif et même violent, il rappelait parfaitement l'ancien type du chevalier français. Mais à ces qualités il unissait aussi plusieurs des défauts qui sont le propre de sa nation : il était léger, indiscret, arrogant, présomptueux, dissipateur, importun, téméraire, effréné.

« Quand il remplissait les fonctions d'ambassadeur à Rome, Benoît XIV (1) disait de lui que c'était un

(1) Prosper Lambertini, né en 1675 à Bologne, d'abord avocat, puis nommé *Promotor-Fidei*, en 1727 évêque d'Ancône, en 1728 cardinal, en 1732 archevêque de Bologne, élu pape en 1740, mourut le 3 mai 1758. Dans le conclave de 1740, il

fou de beaucoup d'esprit. Je n'ai jamais rencontré d'homme qui sût aussi bien répandre la gaieté et la satisfaction autour de lui. Quand il entrait dans un salon, il avait l'habitude de porter la main à une des poches, comme pour en tirer l'inépuisable quantité de bons mots et de plaisanteries qu'on l'entendait alors débiter. Il ne pouvait résiste au désir de rendre heureux ceux qui savaient lui dépeindre et lui exprimer les joies dont il ne dépendait que de lui de les combler. Pourvu que cela ne lui coûtât pas trop de peine, il mettait toutes les ressources de son crédit à leur disposition pour les obliger. Par contre, il ne pouvait supporter l'aspect du malheur; et je l'entendis un jour plaisanter d'une façon qui me parut cruelle, à propos des plaintes de la famille de son cousin Choiseul, le marin, qu'il avait dû exiler pour se soustraire à ses importunités et à ses sollicitations. C'est encore ainsi qu'il se cuirassait d'une dureté d'emprunt contre la condescendance et la faiblesse, qui lui étaient propres. La duchesse de Choiseul le traitait un jour devant moi de tyran : « Dites un tyran de coton », lui répondit-il. Un moyen infaillible pour obtenir de lui tout ce qu'on voulait, c'était de commencer par l'irriter à propos d'une chose indifférente. Une fois ce premier mouvement de colère passé, le lion devenait un agneau. »

dit aux cardinaux : « Voulez-vous un saint? prenez Gotti; un homme d'État, Aldobrandini; un bon vieux, moi! » Et c'est aussi ce qu'on fit. Ce souverain pontife était savant, modeste, modéré dans ses goûts, ami des sciences et des arts, sincèrement pieux, éclairé et tolérant. Le seul reproche que lui fissent les Romains, c'était de trop écrire et de trop peu gouverner.

« Une des plus nobles qualités de Choiseul, c'était d'être aussi généreux ennemi qu'excellent ami. Le duc d'Aiguillon (1), qui était accusé devant le parlement et fut sauvé parce que le duc de Choiseul, dans les dépositions qu'il eut à faire contre son vieil ennemi, garda en sa faveur le silence sur beaucoup de faits, est une des meilleures preuves qu'il n'était point vindicatif. Le solide attachement que lui témoignèrent cette foule de courtisans qui, dans sa disgrâce, vinrent le visiter à Chanteloup, et qui lui demeurèrent fidèles jusqu'à la fin de sa vie, prouve combien il avait su se faire d'amis. Le bailli de Solar, ambassadeur de Sardaigne, reçut de lui les témoignages les plus tendres et les plus délicats d'une affection presque filiale. C'était le seul homme que le duc de Choiseul traitât avec une sorte de respect, peut-être bien parce que c'était lui qui à Rome l'avait initié à la connaissance de la politique. Il lui procura l'ambassade de Paris, le rôle de médiateur dans les négociations pour la paix de 1762, d'énormes cadeaux diplomatiques et une abbaye de 50,000 livres de rente. Tous les devoirs pieux qu'un fils peut remplir à l'égard d'un père furent rendus à M. de Solar par Choiseul et les membres de sa famille dans la longue et terrible maladie (le cancer) à laquelle il succomba à Paris, peu de temps après que son ami lui eut fait tous ces brillants avantages. »

« Choiseul aimait la hardiesse, et c'est par une phrase presque blessante, que je maintins avec toute la folle vivacité d'un jeune homme de vingt-deux ans,

(1) Armand Vignerot-Duplessis-Richelieu, duc d'Aiguillon, né en 1720, mort exilé en 1783.

que je trouvai le chemin de son cœur. En 1756, j'étais venu à Frascati passer chez lui les deux derniers mois de l'été. Le jour même de mon arrivée, il parla en ma présence, avec assez peu d'égards, de la margrave de Baireuth, sœur aînée du roi de Prusse, qui m'avait élevé et m'avait envoyé à Rome. Je lui répondis d'une manière si fière et si blessante, qu'il jeta vivement sa serviette sur la table et se leva. Comme j'avais encore là mes chevaux, j'ordonnai d'atteler et voulus partir immédiatement. Madame de Choiseul me retint, et je ne consentis à rester qu'à la condition que l'ambassadeur de France me promettrait de ne jamais dire en ma présence, au sujet de la margrave, rien que je ne pusse pas entendre sans manquer à mes devoirs. Il me le promit, et à partir de ce moment il me témoigna constamment la plus grande affection. Un mois après cet incident, le roi de Prusse prit ouvertement parti contre la France, et envahit la Saxe. Alors, toutes les fois que Choiseul avait quelque chose de désagréable à dire contre le roi et sa sœur, il commençait par m'en demander en riant la permission. »

« Dès le premier carnaval auquel il assista à Rome, il donna une preuve de son arrogante audace. Au théâtre d'Aliberti on avait assigné au gouverneur de Rome la loge qu'avaient toujours eue jusqu'alors les ambassadeurs de France; et, soit inadvertance, soit malice, on oublia de la rendre à Choiseul, qui voulut à toute force l'avoir, quoiqu'il n'aimât pas la musique italienne. Le gouverneur prétendit que, comme il représentait la personne du pape, il ne devait pas manquer au spectacle, et qu'en conséquence il ne céderait pas la loge. Lors de la première représenta-

tion, Choiseul, ayant appris que le gouverneur comptait venir au théâtre avec une escorte, arma ses gens, puis fit prévenir le prélat qu'à la moindre tentative qu'il ferait pour pénétrer dans sa loge il ordonnerait à ses gens de l'empoigner et de le jeter par-dessus le balcon dans le parterre. Une telle déclaration plongea Rome dans la stupeur. Le pape, ne sachant que dire, envoya le cardinal Valenti trouver l'ambassadeur. Ce prélat, qui à beaucoup de dignité joignait une grande facilité d'élocution, composa d'avance une allocution très énergique qu'il s'en vint débiter à M. de Choiseul, avec la ferme conviction qu'il allait rentrer sous terre. — « Savez-vous ce qu'il me répondit? » me dit le cardinal en me racontant cette histoire l'année d'après. « Il me fit claquer ses doigts presque sous le nez (c'était son geste habituel pour exprimer qu'il se souciait d'une chose comme de rien), en disant : « Vous vous moquez de moi, Monseigneur, « voilà trop de bruit pour un petit prestolet, quand « il s'agit d'un ambassadeur de France ! » Sur quoi, il me tourna les talons et sortit. » Quelques coups de tête de pareille nature le firent d'abord prendre par les Romains pour un jeune écervelé. Mais on ne tarda point à reconnaître en lui un homme d'esprit que sa cour appuyait, et qui pour de plus grandes entreprises était capable de tout, puisqu'il avait osé aller si loin pour une affaire de si minime importance. Les Romains, éblouis par son faste et par les grâces qu'il faisait obtenir en cour à ses clients, le craignirent, finirent par le respecter, puis bientôt l'aimèrent et même l'admirèrent. Benoît XIV le prit en amitié à cause de la gaieté de son esprit, en même temps que la morgue romaine se trouvait toute décontenancée par le

sans-gêne de ses façons. Voici, au reste, en quels termes Flassan (1) rapporte la même anecdote :

« L'usage à Rome était que le gouverneur de la « ville eût la loge du fond, en face du théâtre ; l'am- « bassadeur de France avait la première à côté, sur « la droite, et les autres ambassadeurs étaient placés « à droite et à gauche, suivant le rang qu'ils occu- « paient dans le corps diplomatique. La noblesse ro- « maine tirait au sort toutes les autres loges. Cet « usage ancien fut dérangé quelque temps avant l'ar- « rivée à Rome du comte de Choiseul-Stainville. Les « dames romaines, choquées de cette préférence, « obtinrent de Benoît XIV que les ministres étran- « gers seraient soumis au sort pour leurs loges, « comme les nationaux, et le pape approuva ce chan- « gement, contre lequel M. de Choiseul voulut faire « revenir. On éluda ses plaintes. Il menaça même de « partir, et fit quelques dispositions. Le pape l'invita à « passer chez lui, et, pour le calmer, il lui offrit de « lui faire rendre sa loge ; mais M. de Choiseul exigea, « en réparation, celle du gouverneur. Le pape se « contenta, après une vive résistance, de lui promet- « tre qu'il chargerait le prélat Archinti, qui était « alors gouverneur de Rome, de lui en faire les « honneurs. M. de Choiseul dit qu'il voulait avoir « la loge en propriété, et y mettre ses meubles. Le « pape fut obligé d'y consentir ; et M. de Choiseul « garda la loge du gouverneur Archinti un an, après « quoi il reprit la sienne.

« Le pape ayant fait, depuis, Archinti cardinal et « secrétaire d'État, M. de Choiseul, qui pressentait

(1) *Histoire de la Diplomatie*, t. V, p. 384.

« que ce prélat ne lui serait pas favorable, alla trou-
« ver le pape, lui représentant qu'il était forcé de
« s'opposer à ce qu'Archinti devînt ministre, parce
« qu'il lui connaissait des dispositions contre sa cour.
« Le pape observa qu'il était singulier qu'il ne fût
« pas maître du choix de ses ministres. M. de Choi-
« seul ne se désistant pas de sa prétention, Be-
« noît XIV se lève irrité, en disant : « *Fa il papa* (il
« fait le pape). » M. de Choiseul, sentant que le pontife
« avait raison, lui répliqua : Non, Saint-Père, rem-
« plissons chacun notre charge : continuez de faire le
« pape, et moi je ferai l'ambassadeur. » Puis, il propo-
« sa au pape de trouver bon, comme expédient, qu'il
« allât annoncer au cardinal Archinti qu'il était se-
« crétaire d'État, et que c'était à sa sollicitation qu'il
« devait cette faveur.

« Le pape céda enfin, par ménagement pour la
« France, et M. de Choiseul se rendit aussitôt, avec
« toute la pompe de l'*infiocchi*, chez le cardinal Ar-
« chinti, à qui il annonça qu'il venait d'obtenir qu'il
« fût ministre. Archinti le crut ou feignit de le croire,
« et se réconcilia de bonne grâce avec lui. »

« Choiseul, continue le baron de Gleichen, avait mené dans sa première jeunesse une vie passablement désordonnée. Quand on le nomma à l'ambassade de Rome, il était encore fort ignorant. Il lisait peu, mais il n'oubliait jamais ce qu'il avait lu. Son esprit vif, habile, pénétrant et sagace, comprenait à demi-mot, prévenait les explications et dissimulait son ignorance à force de perspicacité. Il se contentait de connaître la partie essentielle des affaires, et en abandonnait les détails à des secrétaires et à des commis. Il écri-

vait lui-même les dépêches les plus confidentielles sans faire de brouillon, sans en garder copie, et les expédiait par des courriers extraordinaires. Son écriture était tellement illisible, qu'un ambassadeur se trouva un jour forcé de lui renvoyer une dépêche en lui exposant qu'il lui avait été tout à fait impossible de la déchiffrer. Il travaillait peu, et faisait néanmoins beaucoup de besogne. Ses intrigues et ses plaisirs lui coûtaient beaucoup de temps; mais il le regagnait par sa rapidité de conception et sa facilité de travail. Il avait imaginé divers moyens pour abréger et simplifier sa tâche de ministre dirigeant. Un de ces moyens consistait à concentrer dans un seul et même acte une grande masse de lectures et d'écritures. Chaque courrier lui apportait plein des paniers de lettres et de pétitions, dont, en sa qualité notamment de ministre de la guerre, il eût dû tout au moins prendre lecture. Cependant ce n'est pas ainsi qu'il procédait: d'abord, parce que cela lui eût été presque impossible, et ensuite parce qu'il avait bien autre chose à faire. Un commis lisait les lettres pour lui, les numérotait et en résumait le contenu sur une feuille de papier pliée en deux. Ceci fait, il lisait ces résumés au ministre, qui lui dictait la partie essentielle de ses décisions, lesquelles étaient aussitôt inscrites en regard de chacun des résumés. La feuille ainsi annotée passait ensuite aux mains d'un autre commis chargé de rédiger les réponses, lesquelles ne portaient d'autre signature qu'une estampille, et qui étaient envoyées aux destinataires sans que le ministre se donnât la peine de les lire. Comme la feuille originale contenant les décisions prises restait aux

archives, on avait un document permanent dont l'existence empêchait l'abus qu'on eût pu faire de l'estampille officielle. »

« Jamais ministre ne fut plus indiscret dans ses expressions que le duc de Choiseul. Sa légèreté, la vivacité de son esprit, son goût pour les bons mots, et souvent le débordement de sa mauvaise humeur, en étaient les causes naturelles ; mais il y en avait aussi de plus nobles dans le fond de son cœur, et qui rendaient presque son indiscrétion honorable. La sincérité de son caractère, de même que l'esprit d'équité qui l'animait, lui faisaient haïr tout ce qui ressemblait à la fausseté, et son orgueil le portait à dédaigner les réserves tortueuses et tout le pédantisme de la diplomatie. Quand l'expérience l'amenait enfin à reconnaître ses fautes, il aimait mieux s'en excuser par quelque plaisanterie que de les réparer. Il se consolait d'un embarras par le plaisir même de s'en tirer: car la qualité la plus remarquable de son esprit était de trouver des expédients pour toutes choses. C'était l'homme du moment pour la jouissance, pour la méprise et pour la réparation. On peut dire qu'il était vraiment étonnant quand il s'agissait de ressources et d'expédients, et s'il avait vécu quelques années de plus, peut-être eût-il été capable, sinon de prévenir la Révolution, du moins d'en détourner le cours. »

« Un officier qui se présentait sans cesse à toutes ses audiences et qui le persécutait de ses demandes pour obtenir la croix de Saint-Louis, finit un jour, afin de le forcer à l'écouter, par se placer entre lui et la porte par laquelle il se disposait à s'esquiver. Mis hors de lui par cette insistance effrontée, Choiseul s'emporta

jusqu'à dire à l'officier : « Allez vous faire.... » ; puis, se rappelant aussitôt qu'il parlait à un homme qui avait l'honneur de porter l'épaulette, et d'ailleurs fort bon gentilhomme, il reprit bien vite : « Allez vous faire... protestant, et le roi vous donnera la croix de mérite... »

« Il aimait les honneurs, la richesse et la puissance, pour en jouir et pour y faire participer son entourage. Il était moins orgueilleux du poste élevé qu'il occupait que de sa propre personnalité. Quand il songeait à ses aïeux, il se rappelait qu'autrefois un homme de sa condition eût cru déroger en acceptant une place de secrétaire d'Etat, et qu'avant lui tous les individus appelés à remplir de telles fonctions avaient été des gens de robe, à l'exception du seul abbé de Bernis. Il croyait donc avoir fait beaucoup d'honneur à Louis XV en consentant à être son ministre. Quoique tout le monde sût que la France, jadis si redoutable, n'était plus guère à craindre maintenant, et que Louis XV était désormais bien résolu à éviter la guerre à tout prix ; quoique la mauvaise idée qu'on avait des finances du pays, idée qui exagérait encore la réalité, fût confirmée par lui-même, puisqu'il disait souvent à son entourage : « Ne tirez pas sur moi, cela ne compte pas ! » le duc de Choiseul n'en réussit pas moins à maintenir en toutes occasions l'honneur de la couronne et à le faire respecter. L'Europe tout entière redoutait son incalculable audace. On se trompait cependant ; il se faisait plus mauvais qu'il n'était réellement au fond, et jamais il n'aurait osé franchir les bornes qui lui avaient été irrévocablement fixées. »

« On raconte que lorsque Choiseul était à Rome, le

général des Jésuites lui aurait avoué qu'il avait été inscrit chez eux au nombre des ennemis de leur ordre, à cause d'une expression irréfléchie qui lui était échappée dans sa première jeunesse; et on prétend que la crainte que lui inspirait une inquisition si perfectionnée, si raffinée, fut la cause de tout ce qu'il entreprit plus tard contre l'Ordre. On est dans l'erreur : il ne devint l'ennemi des Jésuites que par suite de leurs crimes et d'autres circonstances. Déjà mal disposé pour eux, en raison des cruelles persécutions que le parti moliniste (1) exerçait en France contre les mourants à l'occasion de la fameuse affaire des billets de confession, l'ambassadeur s'en donna à cœur joie, une fois que ses instructions lui enjoignirent de travailler ouvertement contre les Jésuites auprès de Benoît XIV, qui ne les aimait guère. Dès lors, les Jésuites se rangèrent au nombre de ses ennemis acharnés et ne cessèrent pas de le poursuivre à l'aide du parti dévot. Dans les premières années de son ministère, ils se servirent du duc de la Vauguyon pour déterminer le dauphin (2) à remettre au roi un mémoire plein d'accusations calomnieuses contre Choiseul. Lorsque celui-ci se fut justifié, il eut carte blanche pour se poser en adversaire du dauphin, à qui le roi donna en outre une rude semonce. Ce prince n'en ayant pas moins persisté à ne pas le traiter avec tous les égards dus à un premier ministre, Choiseul un jour eut la hardiesse de lui dire : « Monseigneur, « j'aurai peut-être le malheur d'être un jour votre su« jet, mais je ne serai jamais votre serviteur. »

(1) Ainsi nommé du jésuite espagnol Louis de Molina, né en 1535 à Cuenca, mort à Madrid en 1601.

(2) Voyez plus bas.

« Les cours deMadrid et de Lisbonne furent les premières à chasser les Jésuites ; à cet égard, Choiseul leur vint en aide, de même qu'il s'appuya ensuite sur elles pour en faire autant en France. Quoique les parlements eussent ordonné leur expulsion, il restait encore à faire sanctionner cette mesure par le roi, qui, en secret, était favorablement disposé pour la compagnie de Jésus, laquelle était en outre appuyée par toute la famille royale, et comptait de nombreux amis tant dans le conseil qu'à la cour. Choiseul n'eut garde de se poser vis-à-vis de son maître en ennemi des Jésuites ; mais il fournit constamment tous les éléments nécessaires au roi d'Espagne, qui entretenait avec Louis XV une correspondance autographe. Je pense d'ailleurs que les Jésuites durent leur chute bien moins aux cours et aux ministres qu'à eux-mêmes. Leurs spéculations financières en France, leurs imprudences en Espagne, mais surtout l'orgueil, l'opiniâtreté et la sotte légèreté de leur général, commencèrent et achevèrent leur ruine. Quand on apprit à leur général que le père Malagrida venait d'être arrêté comme prévenu de complicité dans l'attentat dirigé contre la vie du roi de Portugal, beaucoup d'amis des Jésuites se trouvaient réunis avec le père Ricci chez le cardinal Negroni. Tous lui conseillèrent d'écrire immédiatement au roi de Portugal que l'Ordre, quoique fermement convaincu de la complète innocence du père Malagrida, implorait dès à présent pour lui la grâce de Sa Majesté Très-Fidèle. Mais il n'y eut pas moyen de convaincre le général : il écrivit une lettre fort sotte, dans laquelle il prétendait qu'un Jésuite ne pouvait être jugé que par la Société ; et la Société fut chassée du Portugal. Comme on ar-

guait surtout auprès de Louis XV de leur fameuse maxime « qu'il est permis de tuer un tyran ennemi de la religion catholique », maxime qui ne laissait pas que de l'embarrasser fortement, parce qu'elle lui rappelait l'attentat de Damiens ; le maréchal de Soubise (1), principal organe du parti dévot dans le conseil, émît l'avis qu'il fallait exiger du général le désaveu et la condamnation de cette maxime. C'est aussi ce qui fut fait; mais Ricci se refusa avec une incroyable présomption à faire la moindre concession, prétendant que la condamnation de cette maxime, qui n'avait jamais été qu'un exercice d'esprit, impliquerait l'aveu tacite que ç'avait été là une des opinions, une des règles de l'Ordre, et qu'un soupçon de cette nature suffirait pour déshonorer l'Ordre (2). C'est à cette occasion qu'il prononça cette fameuse absurdité : *Sint ut sunt, aut non sint!* qui décida du sort des Jésuites en France. Clément XIV, qui les craignait plus encore qu'il ne les haïssait, persista longtemps à les défendre ; et le cardinal de Bernis m'a raconté que pour le contraindre à lancer sa bulle, il fallut même le menacer de publier l'engagement qu'il avait pris par écrit de supprimer la Compagnie de Jésus, afin d'obtenir la tiare, et de le convaincre ainsi du crime hon-

(1) Charles de Rohan, prince de Soubise, né en 1715, mort le 4 juillet 1787. Louis XV, pour le consoler de sa déroute de Rosbach, lui confia le portefeuille de la guerre. La victoire que conjointement avec de Broglie il remporta à Lutzelbourg lui valut le bâton de maréchal. Comme homme privé, il était bon et bienveillant. De tous les courtisans de Louis XV, il fut le seul qui accompagna sa dépouille mortelle jusqu'à Saint-Denis. Louis XVI l'en récompensa en lui donnant une place dans son conseil.

(2) Il nous semble pourtant que l'argument avait du bon.

teux de simonie. Je ne crois pas que Clément XIV ait été empoisonné par les Jésuites. Ils n'étaient pas gens à commettre des crimes inutiles ; or cet empoisonnement *eût été de la moutarde après dîner.* Pombal, Charles III et Choiseul sont morts de leur mort naturelle. Clément XIV mourut de la crainte de la mort. Le poison était son idée fixe ; et la rapide décomposition de son cadavre fut le résultat de la terrible inquiétude qui l'avait tué. Si les Jésuites avaient été d'aussi mauvaises gens qu'on le prétend, ils existeraient encore (1).

« On a reproché à M. de Choiseul d'avoir introduit le désordre dans les finances. On ne peut cependant disconvenir que le mal datait de bien avant son arrivée au pouvoir. J'ai été personnellement témoin, après la mort de madame de Pompadour (2), des efforts consciencieux qu'il fit pour acquérir des notions justes et précises en pareilles matières, et pour trouver des ressources contre le déficit toujours croissant. Il consultait surtout à cet égard Forbonnais et M. de Mirabeau (3), qui m'ont dit tous deux avoir été étonnés de la sagacité dont il faisait preuve dans la discussion des questions les plus ardues de l'économie

(1) Or, n'en déplaise à M. de Gleichen, jamais peut-être les disciples d'Ignace de Loyola ne furent plus nombreux, plus riches, plus influents, qu'aujourd'hui !

(2) Jeanne-Antoinette Poisson, marquise de Pompadour, née vers 1720, était fille naturelle d'un commis subalterne, et fut élevée dans la maison d'un fermier général, dont elle épousa le neveu, Lenormant d'Étioles, en 1741. Dès 1745 elle paraissait à la cour comme maîtresse déclarée du roi. Elle mourut le 15 avril 1764.

(3) Le père du célèbre orateur de la Constituante, célèbre comme philanthrope et physiocrate théoricien.

politique. Prenant en considération l'impossibilité de remédier à des désordres basés sur la faiblesse du roi, sur d'anciens abus, et sur l'insatiable cupidité des courtisans, il désespéra de réussir à concilier le maintien de son influence et de sa faveur avec des plans de réformes et d'économies. Il ne s'attacha plus dès lors qu'à faire nommer un contrôleur général qui fût entièrement à sa dévotion, afin de se procurer les fonds nécessaires pour faire marcher les deux départements dont il s'était réservé la direction, et de pouvoir en même temps être le dispensateur de toutes les grâces et de toutes les faveurs royales. Le compte qu'il rendit au sujet des économies qu'il avait opérées dans son département témoigne aussi bien de sa probité que de son habileté économique. Comme il avait constamment présent à l'esprit le désir de se rendre indépendant et en même temps indispensable, il aurait assez volontiers accepté le poste de surintendant des finances. La grave responsabilité attachée à de telles fonctions lui eût permis de repousser toute demande indiscrète, même de la part du roi, et il aurait eu le droit de motiver ainsi ses refus : « Sire, il y va de ma tête! » Mais Louis XV le prévoyait bien, et avait d'ailleurs une invincible répugnance pour la résurrection d'une des anciennes grandes charges de la couronne, quelle qu'elle pût être. Aussi bien, lorsqu'on compare l'état de la dette publique sous Louis XV et sous Louis XVI, de même que le déficit existant sous ce dernier roi, avec les immenses ressources de tous genres que présentait encore le pays, on en arrive à conclure qu'en définitive il n'y avait peut-être pas lieu de tant crier contre les folles prodigalités de Louis XV, et que si l'on s'était donné la moindre peine

pour tirer parti de ces ressources, il n'y aurait pas eu besoin de convoquer les états généraux.

« Si Choiseul avait eu autant d'attachement et d'égards pour sa femme que pour sa sœur, il ne s'en serait que beaucoup mieux trouvé. Il aurait eu des amis moins nombreux, moins gais et moins flatteurs, mais plus vertueux, plus sages et plus désintéressés que ceux dont l'avaient entouré madame de Gramont (1) et l'espoir de tout obtenir par elle. Il n'aurait point eu les ennemis qu'elle lui attira par sa présomption, par ses préjugés et par l'abus qu'elle fit de son influence ; et son excellent cœur serait demeuré exempt de cette pétrification qui se forme si vite autour du cœur d'un ministre. Madame de Choiseul était l'être moral le plus parfait que j'aie jamais connu, une épouse incomparable, une amie fidèle et sage, une femme sans reproches. C'était une sainte, bien qu'elle n'eût pas d'autre foi que celle que donne la vertu. Mais sa mauvaise santé, la faiblesse de ses nerfs, la mélancolie de son humeur, le raffinement de son esprit, la rendaient grave, sévère, minutieuse, précieuse, métaphysicienne et presque prude. C'est ainsi du moins qu'elle était représentée à son mari par sa sœur et par le cercle joyeux qu'il rencontrait chez elle. Néanmoins, il était plein d'estime et de gratitude pour une femme qui l'adorait, qui le réconciliait avec les ennemis de sa sœur, et à laquelle son cœur rendait la justice de reconnaître que sa vertu était plus pure, plus sûre et plus méritante que la sienne. La duchesse de Gramont était plutôt homme que femme. Elle avait la voix rude, le maintien fier et

(1) Voyez t. Ier, p. 412.

présomptueux, des manières libres et même brutales. Elle réunissait toutes les qualités de son frère, mais plus énergiquement accusées, ce qui lui donnait un vernis grossier et choquant chez une femme. Sa ressemblance avec Choiseul, jointe à l'art qu'elle possédait de l'amuser, lui avait procuré sur lui une domination qu'elle manifestait avec une arrogance qui a essentiellement nui à la réputation et même à la fortune de son frère. En effet, cette femme ambitieuse et tranchante hâta beaucoup la chute du duc de Choiseul, tandis qu'elle eût été tout au moins retardée par la vive sympathie que madame de Choiseul inspirait au roi, à toute la cour, et même aux ennemis de son mari. Tout le monde savait qu'en l'exilant à Chanteloup, Louis XV avait dit qu'il aurait traité son ministre beaucoup plus sévèrement, s'il n'avait pas eu égard à madame de Choiseul ; et que ce monarque ne prit nullement en mauvaise part la lettre pleine de dignité par laquelle madame de Choiseul refusa la pension de 50,000 livres que le roi lui avait fait offrir. Après avoir sacrifié à son mari toute sa fortune disponible, et jusqu'à ses diamants, elle consacra en outre à sa mémoire toutes les rentes dont elle était usufruitière ; et pour payer ses dettes elle se contenta d'un laquais, d'une cuisinière et du dixième de son revenu. Aussi, au moment où éclata la révolution, était-elle parvenue à éteindre pour près de deux millions de créances. Les monstres que cette révolution poussa au pouvoir la respectèrent, tandis que sa belle-sœur fut traînée à l'échafaud, conservant toujours d'ailleurs son caractère altier et arrogant, et traitant même ses bourreaux comme elle eût pu faire avec des laquais. »

En 1768, Gleichen arriva à Compiègne de Calais, où il était allé assister à l'embarquement du roi de Danemark (1), qui se rendait à Londres. Il jouait aux échecs avec la duchesse de Choiseul. La compagnie qui remplissait les salons avait peu à peu disparu, et la duchesse, croyant qu'ils se trouvaient seuls, lui dit : « On dit, baron, que votre roi est une tête... » Gleichen, à ces mots, s'aperçoit qu'il y a encore quelqu'un derrière la duchesse, et se hâte bien vite d'ajouter, en lui faisant un signe de l'œil : « ... Couronnée, Madame ! » La duchesse comprend que quelqu'un l'écoute, et reprend aussitôt : « Pardon, vous ne m'avez pas laissée achever : je voulais dire que votre roi est une tête qui annonce les plus belles espérances... »

Voici ce que Gleichen rapporte au sujet de la chute du duc de Choiseul.

« On a prétendu, surtout en Angleterre, que, pour se maintenir plus longtemps au pouvoir, M. de Choiseul avait cherché à entraîner la France dans la guerre qui avait failli éclater alors entre l'Espagne et l'Angleterre, au sujet des îles Falckland. Cela est faux. Je tiens du prince Masserano, qui était alors ambassadeur d'Espagne à Londres, et j'ai appris, vingt ans plus tard, d'un commis principal des affaires étrangères, que dans cette occasion Choiseul fit des démarches aussi hardies que désintéressées pour maintenir la paix. D'ailleurs, ce ministre ne tenait plus à son poste. Sa santé était ruinée. Enfant gâté de la fortune et de la faveur, il ne pouvait plus sup-

(1) On se rappelle qu'il était le ministre de ce prince à Paris.

porter la moindre contrariété. Fatigué des plaisirs de la cour, il désirait d'être heureux d'une autre façon, et bâtissait des châteaux en Espagne à Chanteloup. Il aurait pu facilement s'entendre avec la Dubarry (1). Elle ne demandait qu'à être débarrassée des mains cupides et tyranniques de son beau-frère, de ses protecteurs et de tous les roués auxquels elle avait jusqu'alors servi d'instrument. C'était d'ailleurs au fond une bonne créature, à qui il répugnait souverainement d'être employée à faire le mal, et dont la nature gaie et joyeuse eût été charmée de Choiseul, si elle l'avait connu. Le roi aurait assurément tout fait pour maintenir et consolider le bon accord entre sa favorite et son ministre, qu'il ne perdait qu'à regret. Quand ils en furent à bien plus s'écrire que se voir, Louis XV lui écrivit encore au dernier moment un billet où il lui disait entre autres : « Vous ne connaissez pas madame Dubarry ; toute la France serait à ses pieds, si... » Il y avait dans cette réticence l'aveu étrange de la part d'un roi que la simple voix de son ministre pouvait produire plus que ce qu'il

(1) Marie-Jeanne Gomart de Vaubernier, comtesse Dubarry, née en 1744, fille d'un employé subalterne des finances. Devenue après la mort de son père ouvrière en modes, puis fille de joie, un certain vicomte Dubarry, un croupier de maisons de jeux, se servit d'elle pour attirer des joueurs autour du tapis vert, puis lui fit épouser son frère. Quelque temps après, elle succéda à madame de Pompadour auprès de Louis XV. Après la mort de ce prince, elle se retira d'abord dans un couvent des environs de Meaux, puis vint habiter un château voisin de Marly. Elle fut guillotinée le 9 octobre 1793, sous la prévention d'avoir fait passer des secours aux émigrés et d'avoir conspiré avec les Brissotins. C'est elle qui, au moment de placer sa tête sous le fatal couperet, s'écria : « Monsieur le bourreau, encore un instant ! »

était en la puissance du roi de faire. On ne comprend pas cependant comment Choiseul ou ne céda point, ou, s'il était trop fier pour cela, ne s'éloigna pas volontairement. Il faut dire aussi qu'il ne prévoyait pas devoir être dans son exil l'objet de tant de rigueurs, qu'on le forcerait à se démettre de sa charge de colonel général des Suisses, où il se croyait inamovible, et qu'on emploierait à son égard des moyens aussi étranges, aussi noirs, que ceux auxquels recourut au dernier moment le chancelier (1) pour irriter le roi et le pousser à des mesures violentes. Lorsque M. de Maupeou était encore premier président, M. de Choiseul, à l'occasion d'un différend qui était survenu entre la cour et le parlement, et où il était de l'intérêt public que le parlement ne se conformât pas sur-le-champ aux volontés du conseil, avait écrit des billets contenant des exhortations à la résistance, des conseils de conduite et des promesses d'appui. Ces billets n'étant pas datés, on les présenta au roi comme adressés au premier président alors en fonctions, et comme ayant trait aux vives discussions que la cour avait encore à ce moment avec le parlement. Dès lors, il sembla prouvé que Choiseul entretenait de coupables relations avec le parlement, qui lui était tout dévoué, et faisait cause commune avec ce corps dans sa lutte contre l'autorité royale. Ajoutons que

(1) Nicolas-Charles-Augustin, fils du chancelier René-Charles de Maupeou, né en 1714 à Paris, créé en 1768 chancelier, grâce surtout à la protection de M. de Choiseul, dirigea dans les intérêts de la cour la fameuse lutte contre les parlements, qu'on s'accorde à regarder comme une des causes principales de la révolution. Exilé par Louis XVI dans sa terre de Thuit, en Normandie, il y mourut le 29 juillet 1792.

la chute de M. de Choiseul et sa vie à Chanteloup furent entourés de plus d'éclat que ne l'avaient été les plus beaux jours de sa faveur. La moitié de la cour déserta Versailles pour se rendre à Chanteloup, et au moment de son départ, le peuple de Paris encombrait toutes les rues, depuis son hôtel jusqu'à la barrière d'Enfer, en le saluant de ses acclamations; démonstration qui produisit une si vive impression sur l'ex-ministre, qui n'avait jamais été populaire, qu'il dit avec des larmes dans les yeux : « Voilà ce que je n'ai point mérité ! »

Quant aux bruits répandus par les ennemis de M. de Choiseul, et suivant lesquels il aurait fait empoisonner le dauphin et la dauphine, Gleichen dit que ces accusations manquent de toutes espèces de preuves comme de toute vraisemblance, et que probablement elles eurent pour base une expression irréfléchie qui lui échappa lors de la dernière maladie de la dauphine (1). Le célèbre Tronchin avait été appelé en consultation; il avait vivement discuté avec les médecins ordinaires, et avait écrit au roi un billet où il disait que la maladie de la dauphine présentait des symptômes si extraordinaires, qu'il n'osait les confier au papier, et qu'en conséquence il se réservait d'en instruire verbalement Sa Majesté. Choiseul raconta ce détail en présence de Gleichen, et, d'un air visiblement irrité, ajouta : « Que veut dire « ce coquin de charlatan? Prétend-il insinuer que

(1) C'était la seconde femme du dauphin, Marie-Josèphe de Pologne et de Saxe, née le 4 novembre 1731, mariée le 9 février 1747, morte le 13 mars 1767.

« j'ai empoisonné madame la dauphine? Si ce n'était « le respect que j'ai pour M. le duc d'Orléans, je le « ferais mourir sous le bâton. » C'est dans ces mots, que Choiseul n'eût certes pas dits s'il s'était senti coupable, que Gleichen trouve les premiers germes de ces odieuses rumeurs.

Nous emprunterons encore à Gleichen l'appréciation suivante du caractère du dauphin (1).

« Il aimait les sciences et lisait beaucoup. Il désirait vivement de donner à ses enfants des précepteurs capables et instruits, et cependant il ne les entoura que de sots et d'ignorants. Voici comment cela se fit. Le duc de La Vauguyon, un affilié des Jésuites, et n'ayant d'autre mérite que d'être leur esclave dévoué, fut désigné pour les fonctions de gouverneur par le parti dévot. Les gens du service intérieur de la maison du dauphin, toutes âmes damnées des Jésuites, faisaient savoir tous les matins à La Vauguyon quel livre le prince avait lu la veille, et même à quelle page il en était resté. On rédigeait alors, à l'usage de notre gouverneur en expectative, un précis sommaire de ce dont il était question dans cette partie du livre, puis on faisait tourner, en présence du dauphin, la conversation sur cette matière ; et le protégé des Jésuites, bien stylé d'avance, parlait alors, non pas seulement comme un livre, mais comme une bibliothèque tout entière. Il fut nommé.

(1) Louis, fils de Louis XV, né le 4 septembre 1720, mort le 20 décembre 1765. Sa première femme avait été l'infante Marie-Thérèse, fille de Philippe V d'Espagne. Tous ses enfants étaient du second lit.

« Le dauphin avait la réputation c
ment bigot ; mais on se trompait. Ce
goût ni par conviction qu'il se trouva
parti dévot : c'étaient les dévots et la da
poussaient, à son insu, à jouer ce rô
parti qui flattait sa vanité, tandis qu
réalité qu'un instrument. Il haïssait les
mais non la philosophie. Sa piété était é
était assez habile politique pour prévo
dangers de l'irréligion. »

UNE PRINCESSE DE HOHENZOLLERN

Ernest, comte d'Isembourg, dernier rejeton de la ligne de Grenzau de la maison d'Isembourg, surintendant des finances des Pays-Bas, gouverneur de Luxembourg, chevalier de la Toison-d'Or, général d'artillerie, etc., avait d'abord épousé Hélène, fille du prince Charles d'Aremberg, puis en secondes noces (1636) Marie-Anne de Hohenzollern-Hechingen, dame d'une beauté incomparable, et née en 1614. Peu de temps après ce mariage arriva à Cologne, où la comtesse habitait l'hôtel d'Isembourg, un capitaine du nom de Massaube, fils d'un gentilhomme des environs de Montpellier, que les hasards de la guerre avaient conduit en Lorraine, où il avait épousé la fille du gouverneur de Nancy. Elevé comme page à la cour de l'archiduc Léopold, évêque de Passau et de Strasbourg, il était entré dans le régiment lorrain de Vaubécourt, où il était arrivé à commander une compagnie, lorsqu'il passa au service de Louis XIII. Un jour d'inspection, comme la compagnie de Massaube ne se trouvait pas à beaucoup près au complet,

le commandant, pour dissimuler la malversation dont il était coupable, loua des *passe-volants*, comme on appelait alors les gars chargés de figurer aux recrues pour les soldats manquants. L'officier qui faisait l'inspection découvrit la fraude, s'exprima à ce sujet en termes très vifs, et déclara qu'il en ferait son rapport au roi. Furieux autant que honteux de se voir ainsi publiquement pris sur le fait, Massaube saisit la fourchette d'une arquebuse et en porte un coup violent à l'inspecteur en lui disant : « Tiens, va-t'en porter cela au roi! » Mais tout aussitôt la réflexion lui fait comprendre la gravité de la faute qu'il vient de commettre, et pour en éviter les conséquences terribles, il pique des deux et réussit à franchir sans obstacle la courte distance qui le sépare de la frontière. Déclaré coupable du crime de lèse-majesté, il fut exécuté en effigie pendant qu'il gagnait Cologne, où peu de temps après il était nommé lieutenant-colonel du régiment des gardes du duc Charles IV de Lorraine, dont il devint le compagnon et l'ami intime. C'est en compagnie de ce prince qu'il fut présenté à l'hôtel d'Isembourg, et comme il jouait parfaitement du luth, il ne tarda pas à être au mieux avec la belle comtesse. L'amour qu'il lui inspira devint même si violent, que ce fut elle qui lui proposa de l'enlever et de se réfugier ensuite avec elle en France, dans cette même France où une condamnation à mort pesait pourtant sur la tête du contumace.

Mais pour un véritable amoureux il n'y a pas de dangers devant lesquels il puisse reculer, pas de difficultés dont il ne parvienne à triompher. Par la protection du duc de Saint-Simon, père de l'auteur des Mémoires, Massaube obtint donc la mise à néant

de la procédure instruite contre lui, sous la condition de faire des excuses publiques à l'inspecteur qu'il avait insulté. Il fit ensuite à son protecteur et au cardinal de Richelieu de grands récits d'une princesse allemande qui, malgré ses rapports de proche parenté avec la maison archiducale, était toute disposée à prendre parti pour la France, et qui, pour gage de son dévouement, offrait de livrer la forteresse d'Ehrenbreitstein, récemment tombée au pouvoir des impériaux. On se laissa prendre à cette amorce, et Massaube obtint un ordre ministériel par lequel il était enjoint à tous les commandants de place sur les frontières de lui prêter main-forte à sa première réquisition. Une fois muni de cet ordre, notre homme se rendit à Nancy, où il s'entendit avec son frère cadet pour la mise à exécution du projet qu'il avait conçu.

Il fallait de toute nécessité entreprendre quelque chose contre Ehrenbreitstein, afin qu'on ne s'aperçût pas que le cardinal jouait le rôle de dupe et avait été pris pour instrument dans une affaire qui lui était complétement étrangère ; mais jamais, certes, les deux conjurés ne songèrent sérieusement à s'emparer de cette forteresse, et le coup de main qu'ils tentèrent n'eut lieu que pour la forme. La cheville ouvrière du complot fut un individu du nom de Lafleur (1), qui, muni de lettres de recommandation écrites par d'influents personnages de la Lorraine, s'en vint trouver le commandant d'Ehrenbreitstein pour solliciter l'emploi, alors vacant, de maître arquebusier de la place, qu'il obtint effectivement. Cet homme ne se trouva pas plutôt installé dans ses fonctions, ainsi qu'il ré-

(1) Consultez *Rheinische Antiquarius*, p. 336 et suivantes.

sulte de l'enquête faite postérieurement, qu'il sema habilement de l'argent parmi ses subordonnés en leur donnant à entendre que le hasard pourrait faire qu'il eût un jour besoin de mettre leur reconnaissance à l'épreuve. Chargé de la direction des travaux dans l'intérieur de l'arsenal, il y travaillait suivant son habitude avec deux hommes sous ses ordres, dans le courant de janvier 1642, lorsque cinquante quintaux de poudre emmagasinés dans la partie supérieure de la tour où se trouvait son atelier firent tout à coup explosion, en détruisant de fond en comble cette partie de l'arsenal. Au milieu de cette affreuse catastrophe, qu'advint-il de Lafleur et de ses deux hommes de service? Furent-ils ensevelis sous les décombres de la tour, ou bien avaient-ils pris à l'avance leurs précautions pour ne pas être victimes de l'explosion? C'est ce qu'on ignore. Mais à Paris on ne douta pas que cette explosion ne fût le résultat d'une conspiration ayant pour but de livrer la place aux Français.

Pendant ce temps-là, les frères Massaube avaient eu le soin de s'assurer d'un beau carrosse et de faire préparer des relais à chacune des trente stations de poste séparant Cologne de Nancy. C'est d'ailleurs la comtesse d'Isembourg qui fournit l'argent à ce nécessaire, et les commandants des diverses places fortes des frontières, pour se conformer à l'ordre dont il leur était justifié, mirent à la disposition de Massaube des escortes échelonnées de distance en distance.

Nos individus arrivèrent à Cologne juste au moment convenu. La comtesse, accompagnée de deux femmes de chambre, monta en plein jour dans le carrosse, qui vint à passer comme par hasard devant l'hôtel de son mari; et au milieu de l'animation cau-

sée sur la grande place par la tenue du marché aux chevaux, personne ne s'avisa de faire attention à ce carrosse. Arrivé à la porte de la ville, la foule était si pressée qu'il y eut pourtant un moment d'arrêt; mais alors Massaube, se penchant hors de la portière, se mit à crier : « Place au carrosse de Son Altesse Impériale le duc de Lorraine ! » et chacun aussitôt de se ranger bien respectueusement.

Quelque temps s'écoula avant qu'on s'aperçût à l'hôtel d'Isembourg de la disparition de la comtesse, puis on perdit alors plusieurs heures à la chercher; aussi nos fugitifs avaient-ils déjà une forte avance quand on songea à courir après eux. Néanmoins la poursuite fut faite avec tant de vigueur, qu'en dépit de leurs nombreux relais on les rejoignit sur la frontière de Lorraine. Mais alors on se trouva avoir affaire à un des détachements mis à la disposition de Massaube, et il s'engagea un combat acharné, pendant lequel le couple amoureux réussit à franchir la frontière. Quant au frère de Massaube, emporté par l'ardeur de son courage, il s'engagea tellement dans la lutte qu'il finit par être blessé et fait prisonnier. Ramené à Cologne, il y fut condamné à mort et exécuté, et sa tête, fixée au bout d'une pique, demeura longtemps exposée au-dessus de la porte Saint-Séverin. Jamais la mère ne pardonna à l'aîné de ses fils d'avoir ainsi été la cause de la mort de son frère, et ne voulut ensuite le revoir.

Délivrés de tout danger depuis qu'ils se trouvaient sur les terres du roi de France, les deux amants se rendirent à Paris, où la belle comtesse fut présentée au roi et au cardinal. L'explosion de la poudrière d'Ehrenbreitstein avait laissé après elle un nuage de

fumée qui pendant assez longtemps donna le change sur l'affaire et fit perdre de vue le but qu'on s'était proposé. Mais l'époux outragé, n'ayant pas tardé à retrouver la trace de son infidèle moitié, envoya à Paris un de ses neveux, le comte de Beaumont, pour réclamer l'extradition de la fugitive ainsi que le châtiment du ravisseur. Le roi, qui vit alors clair à l'affaire, témoigna un vif mécontentement et donna l'ordre d'instruire contre les coupables. Mais le cardinal lui fit entendre raison en s'appuyant, dit-on, sur cet axiome politique, « qu'on ne saurait jamais faire trop de mal à un ennemi. » Malgré cela, les deux amoureux, se sentant isolés et abandonnés par parents et amis, jugèrent plus prudent de s'éclipser et de se retirer dans quelque retraite bien obscure et inconnue. En conséquence, ils quittèrent la cour et se rendirent en Auvergne, d'où ils gagnèrent par des routes détournées l'Albigeois. Massaube prit alors le nom de *Mesplach*, qu'il garda jusqu'à la fin de ses jours, peut-être à cause du ressentiment de sa mère et du souvenir de son frère cadet. La comtesse vendit les riches pierreries qu'elle avait eu la précaution d'emporter avec elle, et sur la somme ainsi réalisée, 11,000 livres furent employées à l'acquisition d'un petit domaine situé à une lieue d'Alby, et, à l'aide de travaux auxquels Massaube prit, dit-on, part lui-même comme peintre en bâtiments, on en fit une habitation assez agréable. Nos deux amants y vécurent longtemps, tout entiers à l'amour, complétement oubliés du monde, mais non sans y faire une certaine dépense qui insensiblement diminuait leurs ressources. Au bout de quelques années, cependant, Mesplach chercha aussi ailleurs des distractions. C'est

ainsi que de temps à autre il s'en allait faire un tour à Toulouse, où l'arrivée du mystérieux étranger ne manquait jamais de faire une certaine sensation. Son valet, avec qui il s'était brouillé, en profita pour le dénoncer au premier président du parlement de Toulouse comme espion de l'Empereur. Mesplach fut donc arrêté, et on adressa un rapport sur cette affaire au cardinal Mazarin, qui, dans l'intervalle, avait succédé à Richelieu. Mazarin, quand il connut le fond de l'affaire, déclara que l'inculpé était un très digne gentilhomme, coupable uniquement d'avoir enlevé une princesse allemande. « Plût à Dieu, ajouta-t-il, que tout gentilhomme français en fît autant! » Sur quoi le premier président, accompagné de plusieurs conseillers, se rendit lui-même à la prison pour faire remettre immédiatement en liberté l'inculpé, à qui il fit toutes les excuses possibles. Quant au valet dénonciateur, Mesplach se contenta de faire condamner ce bélître à aller ramer pendant quelques années sur les galères du roi, à Toulon.

L'incident qui arracha nos amoureux à leur tranquille obscurité leur fit perdre en même temps le bonheur dont ils avaient joui jusqu'alors. A son tour la belle dame ne fut pas non plus fâchée de se faire admirer à Toulouse, et la dépense qu'elle se crut obligée de faire dans cette ville pour tenir convenablement son rang de comtesse de l'Empire épuisa les ressources du ménage. La misère devint d'autant plus poignante que Mesplach persistait à vouloir garder les apparences de l'aisance, et, pour cela, il fallait qu'à l'intérieur la comtesse se résignât à remplir les plus humbles fonctions domestiques. Un pareil état de choses ne put pas se prolonger bien longtemps

sans amener des reproches mutuels, du froid, de la brouille et des regrets. L'évêque d'Alby profita de ce moment-là pour faire entendre la voix du repentir à la belle pécheresse, qui, un beau jour, se retira dans le couvent des dames Ursulines d'Alby, où pendant longues années Monseigneur vint presque chaque jour la visiter pour l'affermir dans ses pieuses résolutions, et où elle mourut en Madeleine repentante seulement vers la fin de l'année 1670. Mesplach garda bien quelque temps rancune à sa maîtresse de même qu'à l'évêque, son convertisseur; puis il se consola, et avec raison, lorsqu'il eut obtenu une compagnie de chevau-légers par la protection du cardinal. Son aventure lui valut dans son régiment le sobriquet de *M. le Prince.* Quant au comte d'Isembourg, il paraît qu'il finit lui aussi par en prendre bravement son parti, et qu'il renonça tout à fait à faire poursuivre davantage son infidèle une fois qu'elle eut disparu de Paris. Qui oserait prétendre que ce n'était pas le mieux qu'il eût à faire?

LES DUCS DE NORTHUMBERLAND

DE SOMERSET ET D'ARGYLE

Charles Seymour, sixième duc de Somerset, appelé ordinairement l'*orgueilleux duc de Somerset*, né en 1661, succéda très jeune à son père, et reçut l'ordre de la Jarretière en 1684, n'ayant encore que vingt-deux ans. Il se trouvait de fait à la tête des pairs anglais, les membres de la Chambre haute qui avaient le pas sur lui étant tous catholiques, et par suite exclus des affaires publiques. Il figura aux couronnements de Jacques II, de Guillaume et de Marie, d'Anne, de Georges Ier et de Georges II, de même qu'aux funérailles de Charles II. Il avait épousé en premières noces Élisabeth Percy, fille et héritière de Jocelyn, onzième comte de Northumberland, déjà veuve de Thomas Thynne, mort assassiné en 1682; meurtre dont fut accusé le comte Charles-Jean de Kœnigsmarck, qui avait précédemment recherché la main d'Élisabeth, mais dont celui-ci fut déclaré inno-

cent par les jurés. Elisabeth succéda, auprès de la reine Anne, à la duchesse de Marlborough en qualité de *groom of the stole*, contrebalança l'influence jacobite de la Marsham, et mourut le 23 novembre 1722. Son mari épousa alors en secondes noces Charlotte Finch, fille de Daniel, comte de Winchelsea et Nottingham, issu d'une ancienne famille de robe. Somerset se faisait servir avec une étiquette toute royale, aux exigences de laquelle ses proches eux-mêmes étaient tenus de se conformer. Sa seconde femme s'étant un jour permis de le frapper familièrement sur l'épaule, il se retourna vivement et lui dit : « Ma première duchesse, Madame, était une Percy et n'a jamais osé prendre une telle liberté ! » Sa fille Charlotte, en vertu d'une clause de son testament, et comme il le lui avait notifié longtemps à l'avance, reçut 10,000 liv. st. de moins que sa sœur, pour avoir osé s'asseoir un jour qu'elle était de garde auprès de lui pendant qu'il faisait sa sieste ; office qu'elle remplissait alternativement avec sa sœur de deux jours l'un. Du reste l'orgueil ne fut pas uniquement l'apanage de la ligne ducale des Seymours. Cette ligne était la cadette ; en effet, la ligne aînée ne lui enviait pas son titre de duc, et tirait bien autrement vanité de sa plus grande ancienneté. Sir Édouard Somerset, l'habile chef de l'opposition parlementaire dans la Chambre basse, étant venu rejoindre Guillaume d'Orange, celui-ci crut lui faire une politesse en lui disant : « Je crois, sir Édouard, que vous êtes de la famille du duc de Somerset. — Pardon, Sire, lui répondit celui-ci, c'est le duc de Somerset qui est de ma famille. »

Mais si par cela même qu'il portait la couronne de

duc, Somerset se trouva solidaire des intérêts de la haute aristocratie, il ne leur sacrifia jamais le sentiment de son indépendance et de sa propre dignité. Le roi Jacques II l'invita à faire partie de la procession solennelle au milieu de laquelle le nonce du Pape devait faire son entrée à la cour. Alors colonel et chambellan, il ne se faisait pas scrupule, aux grandes solennités de l'année, de porter l'épée royale dans la chapelle catholique de Jacques II; mais il se refusa positivement à grossir la suite du nonce. Quelques membres de sa famille le conjurèrent de céder pour ne pas s'attirer la disgrâce du roi; mais toutes leurs supplications demeurèrent inutiles. Le roi lui-même l'entreprit à ce sujet : « Je croyais, Milord, vous avoir fait un grand honneur en vous désignant pour accompagner l'ambassadeur de la première des têtes couronnées. » — « Sire, répondit Somerset, on m'a dit que je ne pouvais obéir à Votre Majesté sans blesser ma conscience. » — « Je saurais bien, reprit le roi avec emportement, vous amener à me craindre autant que la loi. Ignorez-vous donc que je suis au-dessus de la loi? » — « Il se peut que Votre Majesté soit au-dessus de la loi, répliqua Somerset; quant à moi, je n'ai rien à craindre tant que j'obéis à la loi. » Le roi lui tourna le dos en témoignant de l'irritation la plus vive, et quelques instants après Somerset se voyait retirer la charge qu'il remplissait à la cour, ainsi que son emploi dans l'armée (1). Un peu plus tard il perdit aussi les fonctions de lord gouverneur du district oriental du Yorkshire, pour s'être refusé à seconder les mesures à l'aide desquelles Jacques II

(1) Macaulay, ch. VIII.

comptait faire nommer un parlement vénal et docile. Il était, d'ailleurs, chancelier de l'Université de Cambridge, et par la suite il remplit pendant longtemps la charge de grand écuyer. Il mourut le 22 août 1746. Des treize enfants qu'il avait eus de sa première femme, il n'y en eut que deux qui survécurent à leur mère (1). Son fils et successeur, Algernon, d'abord comte de Hertford, puis duc de Somerset, mourut deux ans après son père. Algernon avait épousé une fille de cette même famille Thynne, à laquelle appartenait le premier mari de sa mère, et il n'eut d'elle qu'une fille unique, qui fut son héritière. C'est elle qui apporta les immenses propriétés des Percys de Northumberland dans la famille de sir Hugh Smithson, de laquelle descendent les ducs de Northumberland actuels.

Une sœur du duc de Somerset avait épousé lord Worsley-Montague (mort en 1761, à l'âge de 95 ans), ancien ambassadeur d'Angleterre à Constantinople. Elle se vantait d'avoir passé trois jours dans l'intérieur du sérail, et affirmait que le sultan était le père de son fils, lord Montague. C'est elle qui introduisit en Angleterre la pratique de l'inoculation. Elle s'était fait divorcer d'avec son mari, et mourut le 22 août 1761. Sa fille épousa le célèbre comte de Bute.

(1) Du second mariage descendait Françoise, née le 19 juillet 1728, mariée le 6 août 1750 au lieutenant général John Manners, marquis de Granby, fils aîné du duc de Rutland, morte le 24 janvier 1760. Catherine, autre fille du duc, épousa sir William Wyndham, l'infatigable adversaire de Walpole, et mourut veuve en 1731. Mais son fils Charles, à l'extinction de la ligne ducale des Seymours, hérita du comte d'Egremont et de la baronnie d'Ackermouth, ensemble d'un revenu de 10,000 liv. st. par an.

John Campbell, *duc d'Argyle* et de Greenwich, marquis de Kyntire et de Coru, comte de Greenwich, Argyle, Campbell et Conwall, vicomte de Lochow et de Glen-Hop, baron de Chatham, Inverary, Mull, Movern et Terry, était fils d'Archibald, duc d'Argyle (mort en 1704), et d'Élisabeth Talmash (morte le 20 mai 1735), et né en 1678. Il remplit les fonctions de commissaire lors des premières et fort inutiles négociations suivies pour opérer l'union législative de l'Écosse et de l'Angleterre; et le zèle avec lequel il prit dans cette occasion la défense des intérêts anglais lui valut son élévation au titre de pair d'Angleterre (comme comte de Greenwich et baron de Chatham). Lorsqu'on reprit les négociations relatives à cette importante mesure, il fut encore désigné pour y prendre part en la même qualité. Mais comme il avait gagné à la cause de l'union le duc d'Hamilton en lui faisant espérer qu'il serait lui aussi nommé l'un des commissaires, le Gouvernement n'ayant pas jugé à propos de tenir la promesse qu'il avait faite, il crut que son honneur ne lui permettait plus d'accepter la mission qu'on lui offrait. Il rejoignit d'ailleurs l'armée anglaise dans les Pays-Bas, où sa conduite brillante à la bataille de Ramilies lui valut le grade de lieutenant général. Il assista en 1708 à l'affaire d'Oudenarde, en 1709 à la bataille de Malplaquet, et fut décoré de la Jarretière en 1710. Quand les Tories l'emportèrent décidément dans les conseils de la reine Anne, Argyle se rangea de leur côté et contribua à renverser Marlborough. En 1711, le nouveau cabinet le nomma ambassadeur près le roi d'Espagne Charles III; mais il revint en Angleterre dès l'année suivante. Il fut alors nommé gouverneur

d'Edimbourg, de Minorque et de Gibraltar. L'administration n'ayant point eu égard à ses recommandations en faveur d'un solliciteur, il passa dans le camp des Whigs et perdit alors ses diverses charges. Il s'en vengea en contribuant, d'accord avec Somerset, à déterminer la reine Anne à appeler, dans sa dernière maladie, à la tête d'un nouveau ministère, Shrewsberry au lieu de Bolingbroke, et facilita ainsi l'élévation de la maison d'Hanovre au trône d'Angleterre. Georges Ier l'en récompensa en le nommant lord grand chambellan et général, et en lui rendant les gouvernements d'Edimbourg et de Minorque. En 1715, il devint premier chambellan du prince de Galles et prouva sa fidélité à la nouvelle dynastie en attaquant résolument, lors de l'insurrection d'Écosse, le comte de Marr à Stirling. Le 13 novembre suivant, il lui livra encore bataille à Dunblaine, où, il est vrai, l'aile droite de l'armée royale fut mise en pleine déroute par les montagnards écossais en moins d'un quart d'heure, pendant que de son côté l'aile gauche, sous les ordres d'Argyle, écrasa l'ennemi. Dès que le duc eut reçu les renforts nécessaires, le prétendant reconnut l'impossibilité de prolonger davantage la lutte et se rembarqua. Argyle n'en fut pas moins disgracié en 1716. Mais le roi lui rendit ses bonnes grâces dès 1719, et le nomma alors duc de Greenwich et grand maître de sa cour. Il demeura pendant longtemps dans les meilleurs termes avec la cour et le ministère. En 1725, il fut nommé grand maître de l'artillerie et gouverneur de l'île de Wight; puis, en 1737, il fut appelé pour la troisième fois aux fonctions de gouverneur de la ville d'Edimbourg. Mais, en 1739, la guerre ayant éclaté entre l'Espagne et

l'Angleterre, on lui retira ses divers emplois; ce dont il se vengea, en 1746, en prenant une part active au renversement de l'administration présidée par Walpole. Il fut alors réintégré dans sa charge de grand maître de l'artillerie, dont il ne tarda pas d'ailleurs à se démettre volontairement; il mourut le 14 octobre 1747. On l'enterra dans l'abbaye de Westminster. Il ne laissait pas de fils de ses deux mariages. Son frère, Archibald (né en 1681, mort en 1761), hérita du titre de duc d'Argyle; celui de duc de Greenwich passa à sa fille, Marie, comtesse de Dalkeith.

HISTOIRES DE REVENANTS

ARRIVÉES A LA COUR DE L'ÉLECTEUR DE TRÈVES

La petite cour d'Ehrenbreitstein fut encore à diverses reprises pendant le dix-huitième siècle le théâtre d'apparitions de revenants. Souvent, par exemple, lorsque l'Électeur Jean-Philippe (1), plongé dans la lecture de son bréviaire, se promenait dans ses appartements et arrivait ainsi à l'antichambre extérieure, le hallebardier de garde apercevait, à travers la grande porte vitrée donnant sur cette antichambre, un petit monsieur tout habillé de gris qui se tenait à côté de l'Électeur, et, malgré ce qu'il y avait de sérieux dans sa mine, prenait avec le prince de choquantes libertés. Le hallebardier remarqua même un jour que

(1) Jean-Philippe, baron de Walderdorf, né en 1702, nommé coadjuteur de Trèves en 1754, Électeur le 18 janvier 1756, évêque de Worms en 1763, mort en 1768.

l'étranger suspect restait à quelques pas en arrière de l'Électeur en se moquant de lui et en lui faisant un pied de nez. A ce moment, le fidèle garde ne put s'empêcher d'ouvrir précipitamment la porte vitrée pour châtier cet insolent. Mais il s'arrêta alors comme foudroyé, et incapable de dire un mot, en reconnaissant que l'Électeur était tout seul. L'auguste prélat se retourna pour lui demander le motif de cette entrée impétueuse et inconvenante. « Monseigneur, c'est que j'ai été tellement effrayé pour Votre Grâce Électorale... Vous savez bien, ce maudit homme gris... » — « Ah! Est-ce qu'il est revenu? C'est une de mes anciennes connaissances, » se contenta de répondre l'Électeur ; puis il renvoya le soldat à son poste.

Une autre vision, rapportée par le lieutenant-colonel Alexandre-Frédéric de Trautenberg, eut plus d'importance. Il était de service comme page auprès de l'Électeur, lorsque M. d'Ehrenfels, colonel des hallebardiers, vint rapporter à ce prince l'étrange déclaration faite par un hallebardier qui s'était trouvé de garde la nuit précédente dans cette même antichambre. Ce soldat avait vu, tout de suite après minuit, un homme, qu'il avait pris pour l'Électeur, accompagné de plusieurs gentilshommes et précédé de deux pages tenant chacun à la main une girandole garnie de bougies, s'en venir tout le long de la grande galerie, puis passer rapidement devant lui. D'abord, il n'y avait pas fait autrement attention; mais ensuite il avait été frappé en se rappelant que malgré la présence d'un si grand nombre de personnes, il n'avait pas entendu le moindre bruit de pas, et que l'Électeur avait paru extrêmement pâle et amaigri. Après quelques instants de réflexion, l'Électeur ordonna que ce

hallebardier occuperait encore le même poste la nuit suivante, tiendrait bonne note de tout ce dont il serait témoin, et surtout ferait attention à la direction que suivraient les esprits. On permit à notre homme de se donner un compagnon de veillée, mais il refusa d'user de cette autorisation (1). Or, de même que la fois précédente, il vit venir à lui deux pages tenant des flambeaux à la main, puis l'Électeur avec une longue barbe blanche et vêtu d'un magnifique manteau de cérémonie, enfin les gentilshommes de sa suite. Les portes de l'antichambre que traversa le cortége restèrent toutes grandes ouvertes, et notre hallebardier suivit les esprits à une certaine distance. Arrivé dans la troisième pièce, le cortége tourna à droite, et alors le panneau de boiserie tout doré qui recouvrait la muraille laissa apercevoir une porte qu'on n'y voyait pas auparavant. Les pages se placèrent des deux côtés de cette porte, l'Électeur passa devant eux, puis les gentilshommes le suivirent, et les pages se remirent à marcher derrière. A son tour le hallebardier franchit le seuil de cette porte mystérieuse, et il se trouva alors sur un balcon du haut duquel il aperçut une vaste église toute remplie de monde. Un homme tournant le dos au porche, enveloppé dans de larges vêtements, et sur la tête duquel

(1) Nous voulons bien croire que c'était là un acte de courage; mais le fait n'autoriserait-il pas à soupçonner que notre hallebardier n'était qu'un blagueur ? Peut-être aussi n'avait-il fait qu'apercevoir l'Électeur sortant par quelque issue secrète pour se rendre quelque part où ce prince ne se souciait pas qu'on sût sa présence ? Alors le reste de l'histoire ne serait plus qu'une mystification qu'on aurait jouée à cet homme pour lui faire accroire qu'il avait vu des esprits.

trois évêques tenaient une couronne, était agenouillé dans le chœur... A ce moment, la garde de ronde entra par le côté opposé. Le hallebardier s'esquiva bien vite (1) par la même porte; et alors tout disparut, église, foule, porte, etc. L'Électeur demanda à cet homme s'il se rappelait avoir entrevu ailleurs la figure de l'Électeur qu'il avait aperçue dans cette circonstance. Il répondit affirmativement; et l'Électeur l'ayant alors fait conduire dans la grande salle à manger du palais, il reconnut le personnage de son apparition dans le portrait de l'Électeur Philippe-Christophe.

A quelque temps de là, on reçut la nouvelle que l'empereur François Ier était mort le 18 août 1765, et qu'on allait prochainement procéder au couronnement de Joseph II. C'est cet événement qu'annonçait la vision.

Dans l'automne de 1767, on travaillait avec activité à transformer complétement les appartements électoraux d'hiver. Jean-Philippe faisait exécuter ces travaux sous sa propre direction, et venait tous les jours vers midi voir à l'œuvre les peintres, décorateurs et tapissiers. Un jour, il trouva dans une pièce un de ces décorateurs étendu sans connaissance au pied de son échelle. L'Électeur lui fit aussitôt prodiguer tous les secours possibles, mais cet homme resta longtemps sans donner signe de vie, et ce ne fut même que le lendemain qu'il se trouva en état de dire ce qui lui était arrivé. Il raconta alors qu'un monsieur en robe de chambre de damas rouge, qu'il avait pris pour un des gentilshommes de l'Électeur,

(1) Pourquoi ?

étant entré dans cette pièce, il lui avait fait silencieusement sa révérence. Mais l'inconnu, après l'avoir regardé tout de travers, lui avait dit : « Tu te donnes là beaucoup de peine pour pas grand'chose, et dire quelques patenôtres te vaudrait bien mieux ! Sache en effet que celui pour qui tu décores ces appartements ne viendra pas les habiter. » Frappé de terreur, notre décorateur fit bien vite un signe de croix et allait réciter un patenôtre, quand la vision disparut, laissant après elle un épais nuage de fumée. Un bruyant éclat de rire retentit en même temps dans la salle, et c'est alors que l'ouvrier, saisi de terreur, se laissa choir du haut en bas de son échelle. — Ceci se passait le 16 novembre 1767. L'Électeur tomba malade le 25 du même mois, et mourut le 12 janvier 1768.

De toutes les pièces dont se compose le château d'Ehrenbreitstein, celle qui jouissait de la plus mauvaise réputation était la *chambre d'argent*, située dans l'aile du nord. Il s'y tenait de nombreuses assemblées d'êtres malfaisants venus là tantôt seuls, tantôt en compagnie ; on y entendait retentir des sons étranges et parler des langues inconnues. Les fenêtres en paraissaient tout à coup brillamment illuminées, et alors les portes, auparavant très soigneusement fermées, se trouvaient toutes grandes ouvertes. Bref, cette chambre était le théâtre des faits les plus étranges et les plus surnaturels. On s'en étonnera moins, quand on saura qu'en 1631 ét 1632 elle avait été occupée par maître Felix Wendrownikius, dont le métier ostensible était la transmutation des métaux, l'art de faire de l'or, le grand œuvre en un mot ; mais que beaucoup de gens s'obstinaient à con-

sidérer tout simplement comme un agent secret de Bethlen-Gabor. Les gens de cour, qui désapprouvaient fort les relations et les intrigues de l'Électeur, leur seigneur et maître, avec la France et ses alliés, prirent donc particulièrement en grippe maître Wendrownikius, qui n'avait pas de plus implacable ennemi que le chambellan intime, Michel Wiedeman, personnage exerçant une grande influence sur l'Électeur. Quelle part le mauvais vouloir ou les tendances politiques de ce chambellan purent-ils avoir dans les faits que nous allons rapporter, ou bien jusqu'à quel point fut-il lui-même dupe de ses propres illusions? C'est au lecteur à en décider. — Le 2 juin 1632, le chambellan Wiedeman aurait été bien aise de voir l'Électeur se coucher de bonne heure, parce que son beau-père, appartenant à la noble famille des Nettesheim et directeur de la douane à Boppart, se trouvait chez lui en visite. Mais précisement ce soir-là l'Électeur resta plus longtemps à souper que d'habitude; et au moment où il se disposait à lui éclairer pour le conduire à sa chambre à coucher, ce prince lui apprit qu'il aurait encore à l'accompagner jusqu'à l'appartement du Hongrois, dont il voulait examiner le travail avant de se mettre au lit. Le Hongrois les attendait. Il avait placé au milieu de la chambre une table soutenue sur un tréteau. Sur cette table était une assiette, et dans cette assiette un gobelet. Un feu ardent brûlait dans un fourneau de forge. Les visiteurs admirèrent pendant quelque temps le fini du travail de ce gobelet et de cette assiette, où se trouvaient incrustées « des têtes de païens », c'est-à-dire vraisemblablement des médailles antiques. L'Électeur ordonna ensuite à maître Felix Wendrownikius de

continuer son travail ; mais le Hongrois se jeta à ses pieds pour le supplier d'avoir pitié de sa faiblesse. L'Électeur ayant persisté et témoigné même un assez vif mécontentement au sujet de ses hésitations, Wendrownikius se releva en protestant que ce n'était nullement la frayeur qui le faisait hésiter à se conformer aux volontés de Sa Grâce Électorale. Toutefois, il ajouta que l'œuvre qu'il allait entreprendre était entouré de si grands périls pour son âme et pour son corps, qu'il devait recommander à l'assistance de suivre bien exactement ses prescriptions. Il avança un vieux fauteuil et invita l'Électeur à s'asseoir, en lui renouvelant ses instantes recommandations de ne pas proférer le moindre mot, quoi qu'il pût maintenant se passer sous ses yeux. Notre Hongrois affirma en effet qu'il y allait de sa vie. Le chambellan se plaça derrière le siége de son maître, et Wendrownikius lui adressa les mêmes recommandations d'immobilité et mutisme absolus. Le Hongrois passa alors autour du gobelet incrusté de têtes de païens un fil d'archal dont il attacha l'autre extrémité au fourneau de forge, et traça trois cercles autour de ses visiteurs, en marmottant des prières à voix basse ; puis du dernier de ces cercles il tira une ligne droite aboutissant au fourneau. Après avoir placé en triangle autour de l'assiette les bougies allumées, il s'agenouilla devant le fourneau, où il continua de réciter des prières à voix basse, en tirant aussi de temps à autre d'une boîte placée près de lui une certaine quantité de matière inconnue qu'il jetait dans le feu ; acte suivi chaque fois, tout aussitôt après, de bruyants pétillements dans le fourneau, où le feu devenait alors encore plus ardent. Cela dura bien une heure, et le cham-

bellan put voir le fil d'archal attaché au gobelet devenir rouge, puis le gobelet suinter à l'extérieur des gouttes d'un liquide épais et visqueux, tandis qu'à l'intérieur brillaient les lueurs les plus vives, du genre de celles qu'on aperçoit dans les fourneaux d'une fonderie. Insensiblement le gobelet se dilata, se sépara en deux, et augmenta de hauteur, en même temps que les têtes des païens croissaient également à vue d'œil. Plus le Hongrois mettait de ferveur à marmotter ses prières, et plus le gobelet augmentait en hauteur, à tel point que ses bords finirent par presque toucher le plafond. Tout à coup, un fracas semblable à celui du tonnerre se fit entendre, et les têtes de païens se détachèrent du gobelet, en prenant la forme d'hommes à longue barbe enveloppés dans de grands manteaux, et ayant des mines effrayantes. Quand ils eurent formé le cercle autour de l'Électeur, le dernier de la bande s'agenouilla devant le spectre le plus rapproché du prince et dit en le montrant du doigt : « Voilà celui qui veut livrer l'Empire romain aux Gaulois ! » Après quoi, ils rapprochèrent leurs têtes comme pour délibérer ; et quand ils se furent dit quelques mots à voix basse, celui qui formait l'extrémité de la bande tira de dessous son manteau une grande épée et s'écria : « Voilà ce que la loi réserve au traître ! (1) » et il fit quelques pas en avant, comme pour pourfendre l'Électeur. « Au secours ! Au secours, Michel ! » s'écria celui-ci d'une voix étouffée ; au même instant toute la vision disparut. L'Électeur

(1) Rien dans cette scène n'autorise à penser que le Hongrois fût un agent secret de Bethlen-Gabor, chargé de gagner l'Électeur à ses intérêts.

était tombé en défaillance, et le Hongrois lui-même gisait presque inanimé à terre. Le chambellan eut toutes les peines du monde à faire reprendre connaissance à son seigneur et maître ; alors le Hongrois, plus pâle qu'un mort, se releva aussi et aida au chambellan à ramener l'Électeur dans sa chambre à coucher. En s'en allant, Wendrownikius dit au chambellan : « Je sais que vous m'en voulez beaucoup, et qu'il vous tarde même d'être débarrassé de moi. Mais avant de vous quitter, je dois vous donner un dernier avertissement. Ayez soin de briser sur-le-champ le gobelet d'or incrusté de têtes de païens, ou du moins prenez garde que Sa Grâce Électorale ne s'en serve plus jamais pour boire. Sans cela, l'Électeur serait aussitôt frappé de mort : sort réservé d'ailleurs à tous ceux qui désormais porteront ce gobelet à leurs lèvres ! » — Il fallut que le chambellan restât une bonne partie de la nuit auprès du lit de l'Électeur, qui était habitué à prendre de sa main seulement le remède souverain prescrit par ses médecins pour toute incommodité subite : des yeux d'écrevisses longtemps trempés dans de l'eau. Le bon Électeur sommeillait un peu, quand une violente détonation se fit entendre et fut rapidement suivie de quelques autres ; ce qui le réveilla tout en sursaut. « Il faut, dit-il, que la foudre soit tombée bien près d'ici ! » et, en effet, les cris « au feu ! » ne tardèrent pas à retentir dans le palais. « Le feu est au laboratoire ! » s'écrièrent bientôt plusieurs voix ; et le chambellan se dirigea en toute hâte vers l'endroit d'où s'échappaient d'énormes tourbillons de fumée. On avait déjà enfoncé les portes du laboratoire, mais le chambellan fut encore un des

premiers à y pénétrer. Le Hongrois était pendu par son cou aux barreaux de la fenêtre; son visage était déjà tout bleu, et la langue lui sortait de la bouche de plusieurs pouces. En entendant le récit de son chambellan, l'Électeur laissa apercevoir une si vive émotion, que son fidèle serviteur, se jetant à ses pieds, s'enhardit à lui dire que cette terrible histoire devait lui servir de leçon pour le porter à s'abstenir à l'avenir de toutes relations dangereuses avec des aventuriers, et surtout de prendre part à leurs pratiques et sortiléges. « *Jacta est alea!* » se contenta de répondre l'Électeur. Le chambellan n'osa point insister davantage, et le 9 du même mois les Français prenaient possession de la forteresse.

Ils y étaient arrivés comme amis et alliés de l'Électeur; mais celui-ci, faute de pouvoir s'accorder avec le gouverneur français Bussy-Lameth, et de pouvoir vivre sous le même toit que lui, alla bientôt s'établir à Trèves, au château Saint-Pierre. Le 12 mars 1635, tout le monde dans cette demeure princière était déjà couché, et le chambellan de l'Électeur était en train de lire à son maître le cinquième chapitre de l'Évangile selon saint Matthieu, quand un horrible fracas retentit dans l'escalier. Tout de suite après, on entendit dans l'antichambre le bruit des pas d'un cheval; quoique soigneusement fermées aux verrous, les portes s'ouvrirent d'elles-mêmes à deux battants, et un cavalier, dans lequel l'Électeur reconnut aussitôt le Hongrois, entra précipitamment en poussant sa monture jusqu'au fauteuil de l'Électeur, et lui dit d'une voix caverneuse : « Prends bien garde à ce qu'on m'envoie te dire. Tes ennemis se sont con-

jurés contre toi, et leur heure est venue. Ils t'emmèneront prisonnier sur la terre étrangère (1); et ce sera là encore la moindre de tes misères, si tu ne te décides pas à me suivre sur-le-champ, car j'ai le pouvoir de te mettre en sûreté. » Mais l'Électeur, se levant de son siége avec une promptitude extraordinaire, fit le signe de la croix en invoquant le saint nom de Jésus; et tout aussitôt le Hongrois disparut par la cheminée avec son infernale monture. On voit que le fidèle serviteur qui blâmait toute la politique d'un maître auquel cependant il était sincèrement attaché, s'imaginait que cette politique était inspirée à l'Électeur par de malins esprits, contre lesquels ce prince luttait du mieux qu'il pouvait. Ou bien n'y aurait-il eu là qu'une intrigue dont le chambellan était l'âme, et ayant pour but de faire tomber par la ruse l'Électeur entre les mains de ceux qui ne devaient pas tarder à s'emparer de vive force de sa personne? Pendant sa détention à Lintz, l'Électeur renvoya ce chambellan de son service, parce qu'il le trouvait trop dévoué aux intérêts de l'Empereur; mais il ne se sépara de lui que les larmes aux yeux.

Une autre vision que l'Électeur Jean-Hugues raconta à son coadjuteur Verhord fut d'une nature plus pacifique et plus rapprochée de la réalité.

Le 6 janvier 1701, on venait de chanter les *primæ vesperæ solennes* en l'honneur des trois Rois mages; le chapelain du château venait de bénir en grande cérémonie les appartements intérieurs de l'Électeur; après quoi, commencèrent à quatre heures du soir les prières des Quarante heures. L'usage voulait que

(1) C'est ce qui arriva, en effet, le 15 mars 1635.

l'Électeur assistât toujours à la première et à la dernière heure de ces prières. Cette fois, des dépêches arrivées de Vienne, et auxquelles il y avait nécessité de répondre sans délai, l'empêchèrent d'être exact. Après avoir ainsi retardé ses dévotions jusqu'à minuit, l'Électeur put enfin prendre son bréviaire sous le bras, et, un bougeoir d'argent à la main, se rendre à sa tribune, dans la chapelle du château, en traversant la pièce qui la séparait de sa chambre à coucher. Il aperçut de là les cierges qui brûlaient sur le maître-autel, sans qu'il y eût encore d'officiant. La porte de la sacristie s'ouvrit à ce moment, et il en sortit successivement trois prêtres, sans surplis, mais revêtus de magnifiques vêtements sacerdotaux, sauf qu'ils n'avaient pas de mitres. Ils firent leurs génuflexions devant l'autel, puis s'assirent sur les pliants disposés latéralement. De là ils regardaient l'Électeur fixement, et celui-ci leur rendait la pareille. Enfin, il leur cria d'un ton d'impatience de commencer. « Nous attendons encore quelqu'un ! » répondit celui du milieu. Il parut assez surprenant à l'Électeur qu'on pût attendre quelqu'un en sa présence; cependant, ce qu'il y avait d'étrange dans cette scène piquant sa curiosité (1), il résolut de descendre dans la sacristie pour voir de plus près ce qu'il en était. Il trouva la porte conduisant de sa tribune à l'escalier tournant tout ouverte comme d'habitude. Mais dans cet escalier il aperçut une lueur, et en regardant en bas il vit une figure exactement de même grandeur et de

(1) Le fait lui ayant paru étrange, sans doute, mais n'ayant rien de surnaturel; on peut croire que le bon évêque rêvait. En rêve, on n'est jamais étonné de rien.

même conformation que lui-même, vêtue comme lui, avec un livre sous le bras gauche et un bougeoir d'argent à la main droite, le précédant d'une dizaine de marches, et au moment d'arriver à la porte de la sacristie. Son étonnement fut grand de voir quelqu'un se rendre à la sacristie et se disposer à y entrer par une porte dont seul il avait la clef en poche (1), et en conséquence il doubla le pas à l'effet de savoir qui se trouvait ainsi devant lui. Le fantôme se retourna alors, et l'Électeur put apercevoir sa propre figure, trait pour trait, comme dans une glace. Il s'arrêta frappé de terreur. Le fantôme lui tourna le dos, ouvrit la porte avec autant de facilité que si elle n'avait point été fermée du tout, et la rejeta derrière lui avec tant de force que tous les vitraux de la chapelle en tremblèrent (2). L'Électeur ressentit tour à tour des chaleurs et du frisson par tout le corps, et remonta l'escalier avec plus de vitesse qu'il ne l'avait descendu. Il paraît même que son intention était de rentrer dans sa chambre à coucher, sans rester plus longtemps dans la chapelle (3). Mais à la porte même de la tribune, dans l'antichambre conduisant à sa chambre à coucher, deux de ses gardes du corps lui barrèrent le passage en croisant la baïonnette. N'ayant pu leur arracher aucune explication, il se dirigea alors vers

(1) Il fallait bien cependant que les trois prêtres fussent sortis par cette porte; lorsqu'ils lui avaient répondu qu'ils attendaient encore quelqu'un, n'avait-il pas dû en conclure que ce quelqu'un se trouvait en bas?

(2) D'ordinaire les fantômes ne procèdent pas ainsi, et c'est là bien plutôt le fait d'un homme s'enfuyant précipitamment.

(3) S'il avait eu la pleine possession de son intelligence, que ne s'adressait-il aux trois prêtres qui se trouvaient dans la chapelle, et que ne les questionnait-il?

la balustrade de sa tribune, et vit avec terreur que la chapelle était maintenant toute remplie de gens, parmi lesquels il reconnut beaucoup de vieilles connaissances mortes déjà depuis longtemps. Le fantôme qu'il avait rencontré sur l'escalier était agenouillé près du prie-Dieu placé devant le maître-autel; il était revêtu d'ornements pontificaux et assisté de deux acolytes. Coiffé de la mitre comme eux, un troisième prélat fonctionnait à l'autel comme officiant. L'Électeur reconnut alors les trois évêques qui, vingt-cinq ans auparavant, l'avaient sacré, et qui en firent autant au fantôme, son portrait. Quand la cérémonie fut terminée, la foule devint toujours plus compacte, jusqu'à ce qu'au milieu se fit enfin une voie libre. Différents fonctionnaires de la Cour électorale, entre autres le précédent maréchal, s'avancèrent par cette voie, où les suivit bientôt « une jeune fille de quinze ans au plus, plus belle que la plus belle, resplendissante comme des millions de diamants », et dans laquelle il reconnut sa sœur Ève. Elle portait un cierge à la main; autant en faisait son frère Damien-Adolphe (1), qui, de son autre main, tenait une branche d'olivier. Lui aussi était magnifiquement costumé : il portait un étroit ruban rouge (2) à son cou, qui était resté nu; et sa croix de chevalier brillait sur sa poitrine comme un soleil. Venaient ensuite deux fiancés, portant aussi des cierges à la main, et qui n'étaient autres que le père et la mère de l'Électeur. Suivaient leurs autres enfants, tant les morts que les vivants,

(1) Son frère cadet, né en 1639, chevalier de l'ordre Teutonique et commandeur de Trèves, mort au siége de Kanisa, frappé par une balle turque.

(2) Sans doute pour cacher ses blessures.

et parmi ceux-ci l'Électeur reconnut sa sœur, madame de Kesselstadt, avec laquelle il avait soupé le soir même, ainsi que madame de Quad. Ces vivants avaient l'air très grave, tandis que les morts paraissaient être dans un ineffable ravissement. Les deux fiancés furent conduits au prie-Dieu ; les porteurs de cierges s'agenouillèrent de chaque côté, et l'évêque, dans lequel il reconnut sa propre figure, célébra une messe basse. Quand il eut prononcé l'*Ite, missa est*, l'officiant, s'approchant des conjoints, prit la main de la mère, lui retira son anneau du doigt, et l'entoura de son étole en même temps que le fiancé. — La scène changea alors tout à coup, sans qu'il fût possible à l'Électeur de se rendre compte comment (1). — Des cierges de cire jaune brûlaient sur l'autel, les murailles étaient tendues de draperies noires, des voix graves et solennelles entonnaient un *Dies iræ;* on célébrait un service mortuaire. Les officiants se pressèrent autour du cercueil, et quand il se fit un petit interstice entre eux, l'Électeur put s'apercevoir lui-même étendu dans ce cercueil, revêtu de ses ornements épiscopaux et la mitre en tête. Quand on enleva le cercueil, on le descendit dans un caveau latéral au chœur, et on jeta dessus des armoiries brisées. C'est alors seulement qu'il lui sembla perdre connaissance.

Quand il revint enfin à lui, il se trouva complétement seul (2), et se traîna péniblement vers sa chambre à coucher, où il passa une très mauvaise nuit.

(1) Absolument comme dans un rêve.

(2) Y avait-il eu réellement service à la chapelle? S'y serait-il par hasard endormi? Y aurait-il eu quelque négligence

Le lendemain matin, il sonna son valet de chambre. Celui-ci, s'étant approché de son lit, trébucha, se baissa, et ramassa une bague qu'il présenta à l'Électeur. *C'était l'anneau nuptial de sa mère, qu'il regrettait d'avoir perdu depuis plus de vingt ans* (1). D'ailleurs, l'Électeur ne mourut que dix ans après cette scène, mais dix ans juste, jour pour jour.

Cet Electeur de Trèves était le fils de Guillaume d'Orbeck de Vernich, lieutenant-colonel au service de l'Empereur, et de Marie-Catherine de Leyen, sœur d'un autre évêque de Trèves. On fait les plus grands éloges de son caractère. Né en 1634, il avait étudié à Cologne et à Mayence, puis au *collegium Germanicum* à Rome, d'où le général des Jésuites, le P. Oliva, écrivait à son sujet : « Quand ce jeune homme sera plus avancé en âge, il n'aura guère son pareil en Allemagne, et il me paraît fait pour devenir le successeur de Son Eminence (l'Electeur Charles-Gaspard). » Il quitta Rome en 1655, alla encore étudier à Paris et à Pont-à-Mousson, fut admis en 1657 au chapitre de Spire, et en 1658 au chapitre de Trèves. En 1660, il devint doyen du chapitre de Spire, fut nommé en 1672 coadjuteur de son oncle, puis élu en 1676 évêque de Spire. Le 9 juillet de cette même année, il prit les rênes du gouvernement dans le pays électoral, qui venait d'avoir horriblement à souffrir des dévasta-

commise, qu'on aurait dissimulée à l'aide du rêve de l'Électeur, et qui aurait encore contribué à accroître le désordre de ses idées ?

(1) C'est très certainement la circonstance la plus importante de toute cette histoire, et un homme de police n'eût pas manqué d'y trouver des motifs pour suspecter la probité du valet de chambre.

tions de la guerre. Par la sagesse de ses mesures administratives, il y ramena bientôt la prospérité, et y fonda une organisation civile qui resta à peu près sans modification jusqu'en 1794. Ses profondes connaissances en droit lui valurent en 1677 sa nomination aux fonctions de membre de la Chambre impériale; et il en fit surtout preuve dans les soixante-six excellentes ordonnances qui réglèrent désormais la législation de l'Electorat. Le réfugié français Blainville dit de lui, dans sa Relation de voyage (tome Ier, p. 129) : « Jean-Hugues, de la maison des barons d'Orbeck, est le dernier de sa race, et âgé bientôt de soixante-douze ans. Il est de mine agréable et d'une bienveillance qui le fait adorer de tout le monde. Ennemi déclaré de l'injustice et de l'oppression, il a la plus tendre et la plus active sympathie pour ceux de ses sujets qui ont pu souffrir des maux de la guerre, et il aime mieux se contenter de revenus médiocres que de les accabler d'impôts. En un mot, on peut dire qu'il est vraiment le père de ses États. Sa cour, qui l'a pris pour modèle, est incontestablement la plus régulière qu'il y ait en Allemagne. Elle se compose d'hommes vraiment sages, qui préfèrent l'honneur et la probité à toute autre chose. Ici, la justice se rend impartialement, et on ne voit pas de ces exemples d'orgueil, de mépris de la vertu et d'impiété, qui scandalisent tant dans la plupart des autres cours. »

Il mourut le 6 janvier 1711, au château de Coblence. Le souvenir de la nuit des Rois de 1701 s'était si vivement conservé dans l'esprit de l'Electeur, qu'il eut toujours dès lors une dévotion particulière pour les trois Rois mages, en l'honneur desquels il

fit élever dans la cathédrale un autel particulier; et il voulut être enterré au pied de cet autel. Comme il était le dernier de sa race, on brisa son écu lors de ses funérailles et on en ensevelit les fragments avec lui, ainsi qu'il l'avait vu faire dix années auparavant dans son rêve, et comme il savait d'ailleurs parfaitement à l'avance qu'il lui arriverait.

Au reste, les histoires de revenants dont la Philippsburg, d'Ehrenbreitstein, avait été le théâtre, déterminèrent le dernier Electeur de Trèves, Clément-Wenceslas (1) à s'établir d'abord au Dicastère, et ensuite au nouveau château de Coblence.

(1) On sait que c'était un prince de la maison de Saxe, né en 1739, élu prince-évêque de Freising et de Ratisbonne en 1763, Électeur de Trèves en 1768, démissionnaire en 1803, mort le 27 juillet 1812.

N'AVOIR VRAIMENT PAS DE CHANCE

Joseph de Frohn, né à Coblence, était le fils d'un bailli du prince de Lœwenstein. A peine revenu de l'Université, il eut avec son père une discussion des plus vives ; et le lendemain, il enfourchait un cheval avec lequel il gagnait Francfort, mais qu'il eut soin de renvoyer fort exactement à son père, en le prévenant qu'il ne le reverrait plus jamais et qu'il allait s'engager au service de l'Empereur. Cette détermination fut la cause de la vie pleine de tourments et de misères qu'il mena depuis lors, et que termina une mort tragique. On l'incorpora dans le régiment de Warasdin, qui tenait garnison sur les frontières du Banat. Là, son sort fut d'abord des plus misérables, jusqu'à ce qu'un heureux hasard apprît à ses officiers qu'il avait toutes les connaissances nécessaires à un bon comptable. On l'attacha alors au dépôt du régiment en qualité d'écrivain et avec le grade de sergent-major ; et il gagna bientôt tellement la faveur

des officiers, que ceux-ci, sacrifiant leur propre intérêt à leurs sympathies, lui aidèrent à obtenir les épaulettes de sous-lieutenant. Mais comme il n'avait pas pu s'assimiler la langue du pays, il fallut le placer dans un régiment allemand; et ce furent les officiers croates qui se chargèrent de ses frais de premier équippement.

Frohn fit la guerre de Sept ans avec le grade de sous-lieutenant, et assista à la bataille de Lowositz, où il mérita et obtint le commandement d'une compagnie, car il demeura le seul officier survivant du détachement dont il faisait partie. Mais les officiers du 3e bataillon, avec lequel on avait complété le régiment, ne voulurent pas reconnaître le nouveau capitaine, dont la promotion avait vraisemblablement nui à leur propre avancement; et il s'ensuivit toute une série de duels, auxquels prirent aussi part des officiers d'autres régiments, de telle sorte que pour y mettre un terme il ne fallut pas moins que l'intervention de l'Impératrice elle-même. On aura sans doute présenté Frohn à cette princesse comme un bretteur de profession, car on exigea de lui qu'il rendît son brevet de capitaine. Après quoi, il fut replacé dans un autre régiment avec son même grade de sous-lieutenant.

Il avait cependant réussi à passer lieutenant en premier, lorsqu'il fut fait prisonnier sous les murs de Prague, et envoyé dans une petite place forte. Frohn ourdit avec un certain nombre d'autres prisonniers un complot ayant pour but de s'emparer de cette place. Déjà les conjurés avaient réussi à se rendre maîtres de divers ouvrages, quand le commandant parvint à les enfermer entre deux portes. Cependant,

redoutant de voir le désespoir accroître encore leurs forces et leur énergie, il consentit à leur accorder une capitulation aux termes de laquelle il leur fut permis de regagner le territoire autrichien, et Frohn prit le commandement de cette poignée de braves. On ne nomme pas la place où ce fait se passa. L'*Antiquaire du Rhin* (p. 534 et suivantes) prétend que c'était Magdebourg, et qu'il s'agit de la même conspiration dont le fameux Trenk s'appropria ensuite le mérite. Il trouve donc tout naturel que les écrivains prussiens n'en aient pas dit un mot; et on s'expliquerait à la rigueur le silence des Autrichiens, par la défaveur qui s'attachait au nom de Frohn. Mais on ne conçoit pas comment la marche de quelques centaines d'hommes au moins, se rendant en corps de Magdebourg jusqu'aux frontières de l'Autriche, n'aurait laissé aucune trace.

Quoi qu'il en puisse être, Frohn revenu à son régiment passa capitaine, puis chef de bataillon; mais il fut alors fait une seconde fois prisonnier par les Prussiens, qui lui firent subir à Cosel une dure captivité aux tourments de laquelle la conclusion de la paix put seule mettre un terme. C'est à ce moment qu'il lui était réservé de passer par la plus cruelle des épreuves, épreuve qui eût fait perdre l'esprit à tout autre que lui.

Conduit de Cosel à Breslau, on le dirigea de là sur Nachod, n'ayant pas d'autre habillement que celui des détenus de la maison de correction, et sans lui accorder un liard de frais de route. A Nachod, une bonne âme prit pitié de lui et lui fournit d'autres vêtements; mais, pour rejoindre son régiment, il lui fallut encore traverser toute la Bohême et la Moravie

en mendiant. C'est là que l'attendait la surprise la plus douloureuse. On l'avait tenu pour mort, et les états du corps portaient, après la mention de son nom, ces mots : « Mort devant l'ennemi. » Ses anciens camarades refusèrent de le reconnaître ! L'autorité supérieure repoussa ses réclamations, et, malgré qu'il en eût, il lui fallut se tenir pour dûment mort et enterré !

Seul au milieu d'un pays étranger, et inébranlablement décidé à ne plus jamais s'adresser à sa famille, il chercha du travail comme dresseur de chevaux, et même comme palefrenier ; et se trouva un jour à Vienne à la porte d'un manége où il vit entrer, entre autres, le feld-maréchal comte d'Aspremont-Linden, capitaine des trabans de la garde, avec un grand nombre de chevaux et une suite brillante. Parmi ces chevaux, il y en avait un qu'aucun palefrenier ne pouvait maîtriser. Il se cabrait dès qu'on essayait de l'approcher, et renversa une douzaine d'individus qui risquèrent l'entreprise. Frohn demanda et obtint la permission de la tenter à son tour. D'un bond il se trouva en selle, et fit alors si bien sentir à l'animal rétif et ombrageux la main et la cuisse du maître, que quelques instants lui suffirent pour le rendre docile comme un agneau. Le comte lui adressa en mauvais allemand quelques compliments, et voulut joindre à ses éloges une couple de ducats de Cremnitz. Mais Frohn refusa de les recevoir, déclarant que comme ancien officier il pouvait bien rechercher un service seigneurial afin de ne point mourir de faim, mais non pas accepter de son général un pour-boire. Le comte d'Aspremont lui fit alors raconter son histoire, et l'engagea ensuite à venir le trouver le lendemain à son hôtel.

Là Frohn apprit que pas plus le co
ratrice elle-même ne pouvait faire de
du moment où il avait été inscrit com
registres-matricules de son régiment
moins il était en son pouvoir de faire
tenant. Ainsi, c'était pour la troisièm
tenait ce grade ! Mais comme l'équip
vre diable était chose difficile, le feld
était propriétaire d'un régiment de
avait voulu le caser dans ce régiment
avec rang de lieutenant dans les traba
corps où il avait un service facile et co
il était habillé et équipé aux frais de l'

A sa grande satisfaction, il dut mont
garde au château impérial même. Désig
faction de dix heures du soir à minuit, i
un corridor conduisant directement au
d'honneur. Le sergent lui dit : « La
voyez là, à gauche, est interdite ; et
n'importe qui, voulait l'ouvrir, vous
pousser. » A peine la ronde est-elle ter
porte interdite s'ouvre tout doucement
mystérieusement, enveloppé dans un g
le fils de Marie-Thérèse, le roi des Ro
ensuite l'empereur Joseph II, mais q
sa mère astreignait à la plus sévère dis
présente les armes, puis s'avance ver
lisant : « Votre Majesté ignore prol
'ai l'ordre formel de ne laisser passe
le le sais parfaitement, répondit Jo
auras bien assez d'esprit pour ne p
consigne vis-à-vis de moi. Je serai d
qu'on vienne te relever, et au plus

moins de minuit. » Puis il continue son chemin, laissant Frohn dans la plus grande perplexité. Les deux heures de sa faction furent pour lui deux heures d'inquiétudes et de transes mortelles. Mais le roi fut exact; et tout danger avait disparu pour le factionnaire désobéissant, quelques minutes avant qu'on vînt le relever. Quinze jours plus tard, il était encore de garde au château; le soir, il eut de nouveau le même poste, et aussitôt placé en faction, il vit Joseph entr'ouvrir la porte en question et s'esquiver de la demeure impériale, ainsi qu'il l'avait fait précédemment. Ce manége se renouvela toutes les fois que Frohn était de garde, et on eût dit que Joseph comptait formellement sur sa complaisance. Au bout d'un certain temps, quelques trabans de la garde eurent ordre de venir participer aux leçons et exercices d'escrime du roi des Romains, et Frohn fut du nombre. Plus tard encore, il fut désigné pour prendre part aux exercices de voltige qui avaient lieu dans le manége impérial, de même que pour accompagner le roi dans quelques promenades à cheval. Un beau jour, Joseph, qui maintenant était devenu empereur, lui défendit positivement de demander à ses chefs l'autorisation nécessaire pour prendre part à ces promenades. Naturellement, ce manquement à la discipline entraîne pour Frohn une punition, qui s'aggrave encore lorsqu'il y a récidive de sa part. Il en prévient l'Empereur, qui lui commande encore formellement de se passer de permission ; ce qui lui vaut doubles et triples arrêts. On le prévient même que la première fois que cela lui arrivera encore, il sera mis au cachot. Et cependant Frohn est obligé, peu de temps après avoir reçu cet avis, d'accompagner l'Empe-

reur à Hetzendorf, toujours sans permission. Dans ce château, Joseph lui fait endosser, comme par manière de plaisanterie, un uniforme de lieutenant de hussards qui était suspendu dans une alcôve, puis il invite sa suite à présenter ses félicitations au nouveau lieutenant. Au retour à Vienne, Frohn aperçut, derrière l'une des compagnies rangées sous les armes pour rendre les honneurs militaires à l'Empereur, le prévôt des trabans de la garde, qui n'eût certes pas manqué de faire empoigner le traban récalcitrant, mais qui n'osa s'attaquer à l'officier de hussards.

Des temps plus heureux semblaient enfin venus pour Frohn; et, en 1779, il était même colonel du régiment des cuirassiers-Berlichingen. A l'occasion d'une revue qui eut lieu sous les murs de Gross-Wardein, il eut une altercation avec le brigadier de service, le feld-maréchal-lieutenant A.-F. de Berlichingen. Le général fit mettre le colonel au cachot, en même temps qu'il le traduisait devant un conseil de guerre. Cependant Frohn trouva moyen de faire savoir à l'Empereur ce qui venait de se passer. Il reçut une réponse des plus rassurantes; et effectivement le comte de Khevenhüller, officier d'ordonnance de l'Empereur, arriva tout à coup un beau matin à Warasdin, puis se rendit droit à la prison, où il se fit, non sans éprouver d'assez vives difficultés de la part du geôlier, conduire au cachot où était détenu Frohn, — qui venait juste de trépasser quelques instants auparavant. Procès-verbal fut immédiatement dressé pour constater l'état dans lequel Khevenhüller avait trouvé le prisonnier et la prison. Des médecins durent examiner le cadavre, et de leur rapport il résulta qu'il portait des traces évidentes d'empoisonnement.

Au moment où les médecins se disposaient à apposer leurs signatures au bas de leur procès-verbal d'autopsie, ils apprirent que le feld-maréchal-lieutenant, compromis dans cette grave affaire, venait de se brûler la cervelle.

Joseph garda longtemps rancune au régiment de cuirassiers-Berlichingen. Il le transforma même en régiment de dragons, et, au lieu de parements et retroussis rouge cramoisi avec des brandebourgs d'argent, il lui donna pour signe distinctif d'uniforme la couleur noire. En 1795, l'archiduc Jean devint le propriétaire de ce même régiment.

A Coblence, on ne se contenta pas de ce qu'il y a déjà de passablement romanesque dans la vie que nous venons de raconter; et on prétendit que Joseph de Frohn, gaillard bien découplé et passablement entreprenant vis-à-vis du beau sexe, avait eu et mené fort loin une intrigue amoureuse avec l'une des archiduchesses, et que pour y mettre un terme on s'était débarrassé de lui secrètement.

LE COMTE DE BONNEVAL

Encore un représentant bien caractéristique du XVIIIe siècle, mais celui-là sans le moindre mélange de mysticisme ou de fanatisme. Le comte de Bonneval est l'expression complète de la frivolité et du manque absolu de sens moral qui furent le propre de la génération dont il fit partie, et du plus grand nombre des productions de l'art à la même époque. Dès qu'il s'agissait de ses plaisirs, non-seulement la patrie et la religion étaient pour Bonneval des mots vides de sens, mais encore il repoussait les reproches de la conscience à l'aide de quelque bon mot bien piquant, et s'enveloppait d'un scepticisme et d'un épicuréisme s'étendant à tout. Il n'y a que le sentiment de l'honneur, dans le sens qu'on attachait du moins alors à ce mot, à l'empire duquel il lui fut impossible de se soustraire. C'était, d'ailleurs, un homme brave à toute épreuve, d'un esprit éblouissant, adroit et ne manquant même pas d'une certaine bonhomie. Du

reste, nous sommes porté à douter que son système philosophique et la direction de sa vie l'aient, en réalité, complétement satisfait; et ce qui excite nos doutes à cet égard, c'est précisément une lettre où il s'efforce de prouver qu'il se sent heureux. Nous n'y trouvons que des consolations, et nous en concluons que celui qui l'écrivait avait besoin de se consoler. L'homme véritablement heureux ne se donne pas tant de peine pour prouver son bonheur à lui-même et aux autres.

Le comte-Claude-Alexandre de Bonneval naquit le 16 juillet 1675, à Cussac, en Limousin (d'autres le font naître à Paris en 1672), et descendait d'une ancienne famille alliée aux Bourbons. Elevé d'abord chez les Jésuites, qui ne purent venir à bout de ce caractère indomptable, il entra ensuite dans la marine, où il se distingua et obtint bientôt de l'avancement. Le marquis de Seignelay, ministre de la marine, venu un jour inspecter les gardes-marines, voulait le renvoyer dans sa famille comme n'ayant pas encore atteint l'âge voulu par les règlements. « On ne casse pas un homme de mon rang! » lui dit l'enfant avec une orgueilleuse assurance. Seignelay ne l'en cassa pas moins, mais le nomma enseigne tout aussitôt après. S'il avait persévéré dans cette carrière, qui répondait à ses facultés, qui donnait satisfaction à son goût pour l'imprévu et les aventures, la direction de sa vie eût été tout autre et sans doute plus heureuse. Mais il se laissa déterminer par quelques amis à solliciter son admission aux gardes-françaises, et se trouva ainsi mêlé à la vie d'aventures galantes et d'excès de tous genres par laquelle se signalaient les officiers de ce corps. Quand éclata la guerre de la

d'Espagne, il passa au régiment de La
es campagnes d'Italie sous les ordres de
e Vendôme, et celles des Pays-Bas sous
méritant partout la réputation d'un auda-
de partisans. Mais son esprit, qui ne res-
n, et toute sa manière de vivre, lui attirè-
mbreuses et redoutables inimitiés. Madame
non, entre autres, ne pouvait lui pardonner
ies incessantes contre la religion ; et, dans
notion qui eut lieu en 1704, on prétexta
s qu'on l'accusait d'avoir commises pour ne
corder l'avancement auquel il avait droit.
n alors sa démission dans une lettre conte-
plus inconvenantes accusations contre Cha-
le ministre de la guerre (1); aussi ne jugea-
prudent d'attendre la réponse, et se réfugia-
llemagne. Traduit par contumace devant un
de guerre, Bonneval fut cassé de son grade, et
ns confisqués.

la recommandation du prince Eugène, qui
ppris à l'estimer parmi ses adversaires, il fut
dans les rangs de l'armée autrichienne avec le
de général-major, et porta alors les armes
e sa patrie, non pas seulement en Italie, où no-
ent il força le pape à céder (1708), mais encore
e propre sol de la France, lors de l'invasion de
rovence et du Dauphiné par les forces alliées.

Cette lettre témoignait en outre de sa morgue aristocra-
. Il y disait au ministre que si sous trois mois il ne lui
pas été rendu justice pour le passe-droit qui lui avait
it, il entrerait au service de l'Autriche, où tous les mi-
es étaient des hommes de condition et sachant traiter
enablement leurs pareils.

A la paix d'Utrecht, le prince Eugène lui fit obtenir la mise à néant de la procédure instruite contre lui, et la restitution de ses biens confisqués. Son frère s'en était mis en possession. Bonneval ne put ou ne voulut pas l'en évincer, et paraît même avoir toujours été en assez bons termes avec lui. Il demeura au service d'Autriche, devint feld-maréchal-lieutenant et membre du conseil aulique de la guerre; et lors de la glorieuse campagne faite contre les Turcs par le prince Eugène, il prit une part brillante à la bataille de Péterwardein (5 août 1716), et y fut même grièvement blessé. Après s'être guéri de ses blessures à Vienne, il osa maintenant, protégé par sa gloire récente, faire une excursion à Paris, où on le reçut avec la plus grande distinction, et où on parut avoir tout à fait oublié que Français il avait porté les armes contre la France. Au rétablissement de la paix, il alla se fixer à Vienne, où il s'occupa des affaires portées devant le conseil aulique de la guerre. Mais le prince Eugène eut bien moins à se louer de son protégé en temps de paix qu'en temps de guerre. Ce n'était pas seulement le scandale de la vie privée de Bonneval et l'impossibilité de pouvoir jamais retenir sa langue qui attiraient à chaque instant des désagréments au prince, notre aventurier n'épargnait même pas son protecteur, et finit par lui devenir tout à fait insupportable en se mêlant indiscrètement de ses affaires domestiques. En conséquence, pour se débarrasser de lui, Eugène le fit envoyer dans les Pays-Bas avec le titre de commandant en chef de l'artillerie. Dès lors, Bonneval se crut délié de toutes espèces d'obligations envers le prince. Il semble, d'ailleurs, qu'il n'ait jamais soupçonné l'immense distance qui existait entre eux,

et qu'il ait considéré le prince Eugène comme un aventurier militaire de son espèce. Quand il eut, à Bruxelles, les démêlés les plus vifs avec le marquis de Prié, gouverneur de la ville, dont la femme et la fille se moquaient de la reine d'Espagne, qui n'avait pas observé assez rigoureusement avec elles les règles de l'étiquette, beaucoup de personnes pensèrent que Bonneval ne s'était ainsi heurté à M. de Prié que parce que celui-ci était un des favoris du prince Eugène. Soit que Prié s'en doutât, soit qu'il eût une trop haute idée de sa position et de lui-même pour se soucier d'un individu de l'espèce de Bonneval, toujours est-il que, par le calme stoïque qu'il opposa aux attaques verbales et écrites de son adversaire, il le mit tellement hors de lui que Bonneval lui envoya un cartel. Alors il fut arrêté, et eut ordre de se rendre à Vienne. Dans une lettre écrite à son frère en 1741, il prétend que sa chute ne provint pas de ses démêlés avec le marquis de Prié. Il ajoute : «Tout mon crime consista à avoir provoqué en duel le prince de *** (1), qui, le premier, brisa les liens d'une amitié remontant à plus de dix-huit années, et qui avait inventé contre moi une fable offensante pour l'honneur d'une vertueuse reine; et tout cela à cause de la haine acharnée qu'il avait eue toute sa vie contre la France, et qu'au temps de notre intimité je lui avais mille fois reprochée comme une indigne faiblesse. » Bonneval n'était guère homme à trouver dans quelque assertion blessante pour une vertueuse princesse un motif de

(1) Il avait déjà adressé de La Haye au prince Eugène une lettre dans laquelle tout autre que lui eût vu une provocation en duel. Plus Eugène témoigna d'indifférence, et plus Bonneval désira ardemment s'en venger.

briser une amitié remontant à dix-huit ans ; il est évident qu'il se servit de cette difficulté comme d'un prétexte pour donner libre cours à des sentiments qui s'étaient amassés à la longue dans son cœur, qui lui étaient vraisemblablement inspirés par la jalousie, et qui débordèrent enfin.

Au lieu d'aller droit de Bruxelles à Vienne, ainsi qu'il en avait l'ordre, il se rendit d'abord à La Haye, où il séjourna pendant près d'un mois, et où il se rendit suspect par ses fréquents rapports avec les ambassadeurs de France et d'Espagne. Lorsqu'il repartit pour Vienne, il fut arrêté en route, transféré au Spielberg et condamné à la peine de mort par le conseil aulique de la guerre. L'Empereur commua toutefois cette sentence en une année de détention au Spielberg, puis en bannissement. Quand il eut achevé sa peine, il fut conduit à la frontière du Tyrol, où on l'avisa de ne plus avoir à jamais remettre les pieds sur le sol de l'Empire. Ainsi se termina sa carrière militaire en Autriche.

Il alla d'abord à Venise, et chercha, dit-on, à entrer au service de cette république, à laquelle il convenait pourtant si peu, et où il aurait pu si facilement faire connaissance avec la terrible prison des Plombs. A un État de cette espèce, il fallait des hommes prudents et réservés. Il paraît qu'il sollicita aussi du service en Russie ; s'il avait réussi dans ses démarches, il est probable que son nom aurait figuré dans bien des intrigues, bien des troubles ; en revanche, il est permis de douter que sa vie se fût terminée d'une manière aussi tranquille et aussi commode qu'en Turquie. Mais très certainement il combattit ensuite d'autant plus volontiers la Russie, qu'il avait eu la mortifica-

tion de voir cette puissance dédaigner ses offres de service. Cependant, c'était encore l'Autriche qu'il haïssait par-dessus tout.

De Venise il gagna la Bosnie, où il fut arrêté à Serraï à la demande du représentant de l'Autriche dans cette ville. Il prétend, dans une de ses lettres, que « les Allemands offrirent alors aux autorités turques « de grosses sommes, pour qu'elles eussent à le leur « livrer comme déserteur allemand. » On comprend, en effet, que l'Autriche n'ait pas vu d'un bon œil Bonneval entrer au service de la Porte, mais on ne voit pas comment elle aurait pu réclamer à titre de déserteur un individu qu'elle avait elle-même banni de son territoire (1). Il rapporte aussi qu'il resta alors pendant quinze mois en état d'arrestation, et qu'il invoqua vainement la protection de l'ambassadeur de France à Constantinople, M. de Villeneuve. Il semble convaincu que la moindre réclamation de ce diplomate eût été immédiatement suivie de sa mise en liberté; mais l'ambassadeur refusa de rien faire pour lui. Voici ce que Bonneval raconte à ce propos : « Je n'ai pas pu trouver de motif à ce refus. En sa qualité d'arrière-petit-fils d'un juif d'une petite ville voisine d'Avignon, qui était venu trop tard au monde pour concourir au crucifiement de Jésus-Christ, peut-être Villeneuve a-t-il été bien aise d'avoir aussi occasion de pouvoir vendre un chrétien. » Il prétend n'avoir embrassé l'islamisme que parce que sans cela il n'aurait jamais recouvré sa liberté, qu'il avait à craindre

(1) Bonneval assure qu'elle invoqua dans cette occasion les articles de la paix de Passarowitz, aux termes de laquelle les deux parties contractantes s'engageaient à se livrer leurs déserteurs respectifs.

au contraire d'être livré à ses ennemis ; or, ajoute-t-il, il auraitmieux aimé être remis aux mains du diable. Il préférait de beaucoup être ce qu'il était maintenant, et vivre où il se trouvait, à avoir été pendu vif en Allemagne comme bon chrétien. Peut-être s'exagérait-il à lui-même les périls dont il se disait menacé, afin de mieux justifier vis-à-vis de sa famille, à laquelle ces lettres sont adressées, les motifs qui le déterminèrent à embrasser l'islamisme (1) ; peut-être aussi ne lui restait-il plus d'autre ressource que d'entrer au service de la Turquie, ce qu'il ne pouvait faire sans avoir préalablement rempli cette condition. La suite prouva bien qu'il ne s'était pas fait musulman, ainsi qu'il le prétendit plus tard, uniquement afin de pouvoir passer le reste de ses jours en robe de chambre et en bonnet de nuit.

Il embrassa l'islamisme en 1730, reçut à cette occasion le nom d'Achmed, et ne tarda pas à être promu pacha à trois queues et chef du corps des bombardiers. Secondé par quelques Français et Italiens fort habiles, il se donna alors beaucoup de peine pour opérer une réforme dans l'organisation militaire des Turcs, et fut protégé dans ses efforts par le sultan Mahmoud Ier. Mais la jalousie des autres pachas, les intrigues des puissances européennes et la répugnance du peuple turc pour tout ce qui est innovation, empêchèrent Bonneval d'obtenir de grands résultats. Il

(1) Il dit encore ailleurs qu'il eut les plus graves motifs pour entreprendre un voyage en Orient, et que ce fut un hasard tout particulier qui lui fit adopter une autre route. Il ne saurait d'ailleurs indiquer ces *graves* motifs, parce qu'il s'agit de personnages de haut rang, sans l'autorisation desquels il ne saurait parler. Tout cela paraît n'être que des *blagues*.

introduisit bien quelques améliorations partielles dans l'armée, et la guerre qui éclata à quèlque temps de là permit de les apprécier ; mais, en dépit même de ses succès, il ne put rien fonder de durable. Son influence politique resta d'ailleurs moindre qu'il n'avait compté, ce dont furent en grande partie cause ses habitudes d'intrigue jointes à son égoïsme personnel. Ce qu'il voulait avant tout, c'était exciter la Porte à déclarer la guerre à l'Autriche, devenue maintenant l'objet de sa haine la plus ardente pour prix de l'hospitalité qu'elle avait autrefois accordée à l'étranger banni de sa patrie. Il conseillait constamment au Divan de se mettre en bonne intelligence avec la Russie, afin de pouvoir employer toutes les forces vives de la Turquie contre l'Autriche. Le réfugié hongrois Joseph Rakoczy travaillait la Porte dans le même sens ; mais Rakoczy et Bonneval ne restèrent point en bonne intelligence, et le premier ne put pardonner au second d'avoir travaillé à l'empêcher d'obtenir le titre de prince de Transylvanie (1). Aussi bien, l'écuyer de Rakoczy, Illosway, et le secrétaire de Bonneval, Bon, étaient tous deux à la solde de Talmann, le résident autrichien à Constantinople, qu'ils tenaient fort exactement au courant de tout ce que leurs maîtres respectifs entreprenaient auprès de la Porte. L'Autriche, pour défendre ses intérêts, employait avec intelligence une arme bien puissante à Constantinople, où la démoralisation politique est si profonde et la cupidité si grande : l'argent. Aussi, Bonneval ayant pro-

(1) Rakoczy l'emporta sur ce point, il est vrai, mais sans résultats durables.

posé un plan d'après lequel, tandis qu'un corps d'armée marchant sur Belgrade attirerait de ce côté l'attention des Autrichiens, un autre corps se dirigerait vers la Bosnie pour envahir la Styrie, Talmann, rien qu'avec 1000 ducats distribués à propos, réussit à faire tomber ce redoutable projet — dans le Bosphore.

Cependant, les ennemis de l'empire ottoman opérèrent ce que tous les efforts de Bonneval avaient été impuissants à produire. La Russie, voyant la Turquie embarrassée dans une guerre contre la Perse, et croyant pouvoir compter sur la coopération de l'Autriche, jugea le moment favorable pour faire quelques pas de plus vers son but naturel, l'extension de son territoire jusqu'aux rives de la mer Noire. L'Autriche oublia la générosité avec laquelle la Porte l'avait traitée à l'époque de ses désastres et avait refusé alors de l'écraser, bien qu'elle y fût excitée par diverses puissances chrétiennes; et, dans le décevant espoir de s'indemniser aux dépens de la Turquie des pertes qu'elle avait subies en Italie, elle entra en campagne contre les Turcs comme puissance belligérante principale, au lieu de se borner à donner à la Russie l'assistance stipulée. Les Turcs eurent donc à se défendre tout à la fois contre la Perse, contre la Russie, et contre l'Autriche. Il faut dire aussi que depuis que le sage grand vizir Ali-Pacha avait été destitué par suite des intrigues du parti français et avait été exilé en Grèce, la Turquie, était bien plus disposée qu'auparavant à guerroyer. La prudence naturelle et la modération du caractère d'Ali-Pacha, la connaissance exacte qu'il avait du

triste état des finances du Sultan et du mécontentement des populations (1), avaient porté ce grand vizir à éviter soigneusement toute occasion de guerre avec les puissances européennes ; et les conseils des puissances maritimes n'avaient pu que l'affermir dans une telle politique (2). Le Sultan lui ayant donné pour

(1) On lit dans le *Journal du comte de Munnich*, au sujet de la campagne de 1735 : « Les suites désastreuses des sanglantes défaites essuyées par les armées turques à Peterwardein et à Belgrade en Hongrie, dans les années 1716 et 1717, pesaient encore de tout leur poids sur la Porte. On avait vidé tous les caveaux contenant les trésors amassés par le sultan précédent, et plus de la moitié du trésor du sultan Selim se trouvait déjà entamée. Le mécontentement d'une grande partie de la population, au sujet du changement de gouvernement opéré quelques années auparavant, durait toujours ; et, pour se réunir à l'effet de délibérer, il fallait toujours que les membres du Divan se fissent protéger par des escortes particulières. Le peuple refusait d'oublier ce beau sultan Achmed qu'on avait détrôné, et qui pourtant représentait si bien la souveraine puissance ; il ne pouvait se décider à aimer le cousin d'Achmed, le nouveau sultan Mahmoud, petit homme chétif et mal conformé... La guerre de Perse, qui durait depuis trente ans. les fréquentes émeutes de la populace de Constantinople, les tentatives faites par le gouvernement pour comprimer et détruire l'esprit de révolte des Janissaires, avaient irrité ce corps redoutable, ainsi que les autres troupes. D'un autre côté, Tachmas-Khan (Nadir-Shah) donnait tant d'embarras en Perse, qu'on ne pouvait espérer traiter de la paix avec lui qu'au prix des plus grands sacrifices.... »

(2) Les Anglais et les Hollandais, qui commercent dans le Levant avec leurs draps et les autres marchandises constituant la partie la plus importante de leur négoce, ne pouvaient voir d'un bon œil qu'on cherchât ainsi à écraser la Turquie. Du moment, en effet, où les Turcs, qui, comme tous les peuples orientaux, font consister leur magnificence dans la multiplicité et l'ampleur de leur vêtements, se trouveraient rui-

successeur le violent et inexpérimenté Ismael-Pacha, ancien aga des Janissaires, le parti de la guerre triompha. Les puissances maritimes se remuèrent beaucoup pour réunir à Niemiroff un congrès de médiation, qui se tint pendant la guerre et n'aboutit point.

Malgré cela, Bonneval ne fut pas mis réellement en activité de service, et on ne lui confia le commandement d'aucune armée. On aurait été assez disposé à le charger de la défense d'Azof, et, *contre l'usage*, il avait même été appelé à assister aux délibérations du Divan sur cette question (1). Mais il déclara nettement qu'en raison de la haine toute particulière que lui avait vouée le corps des Janissaires à cause du bataillon de troupes régulières qu'il avait organisé et présenté au Sultan, et aussi en raison de son inexpérience à faire la guerre à la manière des Turcs, il ne pouvait pas plus accepter le commandement d'Azof que tout autre commandement.

C'est à tort que beaucoup de personnes ont pris pour Bonneval l'Achmed-Pacha qui, en qualité de pacha de Bagdad, négocia alors bien inutilement le rétablissement de la paix entre la Porte et la Perse.

nés, des milliers d'ouvriers drapiers, surtout en Angleterre, seraient obligés de mettre bas leurs métiers. Voilà pourquoi, lorsque la Russie ou l'Empereur viennent à déclarer la guerre à la Turquie, on voit tout aussitôt les puissances maritimes intervenir comme médiatrices, parce que la paix sert leurs intérêts communs, et que d'ailleurs elles ne se soucient pas de voir la Russie étendre son commerce sur la mer Noire, où jusqu'à présent l'exportation des produits de la Russie est toujours restée entre leurs mains. (*Journal du comte de Munnich*, p. 163.)

(1) *Journal de Munnich*, p. 143.

Ce n'est pas non plus Bonneval, mais Topal-Osman, qui battit d'abord Nadir-Shah (1), puis fut battu par celui-ci, de même que son successeur Abdullah-Pacha; par suite de quoi, la Porte, pour obtenir la paix, fut réduite à faire d'importantes concessions. Tout ce que Bonneval pouvait faire, c'était de donner des conseils, qu'on suivait quelquefois, qu'on négligeait plus souvent aussi, et qui, au total, semblent avoir été bons. Lors de l'invasion des Russes en Crimée, il recommanda vivement de se garder de leur livrer bataille, et de se borner à leur couper les vivres autant que possible (2). Mais il insistait surtout pour qu'on conclût une paix séparée avec la Russie, afin de pouvoir ensuite employer toutes les forces de l'empire ottoman contre l'Autriche. Les circonstances permirent d'exécuter la dernière de ces recommandations, et cela en temps tout à fait opportun; tandis qu'on échoua du côté de la Russie. Mais là les populations du théâtre de la guerre étaient encore pour les Turcs, qui pouvaient espérer de récupérer quelque jour ce qu'ils avaient perdu. D'ailleurs, les positions qu'y avait prises la Russie étaient encore trop éloignées des points vitaux de la Porte, pour qu'il y eût danger permanent de la voir étendre davantage ses frontières vers le Sud. On se jeta donc, avec toutes les forces dont on pouvait disposer, sur l'Autriche, regardée comme l'ennemi le plus redoutable du croissant.

Cette guerre contre l'Autriche fut signalée par des

(1) Précédemment connu sous le nom de Thamasp-Kouli-Khan.

(2) *Journal de Munnich*, p. 143.

succès auxquels les armées de la Porte étaient depuis longtemps déshabituées, et tels qu'elles n'en ont plus jamais obtenu depuis lors. Une partie de ces succès peut être attribuée à Bonneval, dont on apprit alors seulement à apprécier les services en ce qui touche l'organisation et la discipline militaire des Turcs (1). Bonneval fut en conséquence nommé gouverneur de l'île de Chios ; mais les constantes intrigues de ses envieux, jointes à son incurable imprévoyance, ne tardèrent point à lui faire perdre de nouveau son influence en même temps que la faveur du Sultan. Il ne fut pourtant pas précisément destitué. Il resta en effet chef de l'artillerie, mais dut échanger le gouvernement de l'île de Chios pour celui de la Caramanie. A partir de ce moment, il semble n'avoir plus aspiré qu'aux douceurs du repos, cherchant à se persuader à lui-même qu'il était heureux, ou tout au moins à le faire croire aux autres. Mais il est évident que son bonheur n'était pas sans mélange. C'est ainsi que dans la lettre dont nous parlions tout à l'heure, il écrit : « Je suis convaincu que Dieu n'a rien fait qui ne soit « bon et salutaire, par conséquent que la mort n'est « qu'un mal imaginaire et doit tout au contraire être « regardée comme un bien réel, puisqu'elle est com- « prise dans l'ordre général que le Créateur a insti- « tué pour toutes les choses. Soutenu par cette incon- « testable vérité, je jouis librement de ma vie, qui « s'écoule comme un éclair et ne m'a été donnée par

(1) Ses efforts eussent peut-être produit des résultats encore plus réels et plus durables, si la Russie n'avait pas su embaucher à son service le plus grand nombre des officiers français et italiens placés sous les ordres de Bonneval.

« mon Créateur que pour que je fusse heureux. Je « répète souvent les deux derniers vers de l'ode de « Malherbe sur la mort :

> Vouloir ce que Dieu veut est l'unique ressource
> Qui nous met en repos.

« D'ailleurs, je me porte parfaitement; je n'ai ni « goutte ni rhumes. Je puis encore aussi bien monter « à cheval que si je n'avais que vingt ans, et je suis « encore un intrépide marcheur. Il n'y a que le dé- « mon qui tourmentait saint Paul, et allait même « jusqu'à lui donner des soufflets, qui, à mon grand « regret, ne m'ait point encore quitté. »

Il écrivait une autre fois : « Mon ancien goût pour « la guerre se réveille de temps à autre, parce que je « me sens assez de forces pour faire encore quelques « campagnes... Il est vrai que la vie par trop tran- « quille que je mène ici est parfois assez désagréa- « ble pour un homme qui, comme moi, a vécu depuis « sa première jeunesse dans le tumulte des armées et « dans le fracas du grand monde, et que, si je ne « possédais pas une bonne bibliothèque, je goûterais « peu de plaisirs conformes à mes goûts... » Mais il se console en se rappelant les vers de Benserade sur Job et ses afflictions :

> Il s'en plaignit, il en parla,
> J'en connais de plus misérables.

Ailleurs, il dit encore : « Ici, je fais ce que je « veux, je vis comme il me plaît. Je ne manque de « rien, je puis même satisfaire cette passion pour la

« prodigalité qu'on m'a toujours reprochée. Malgré « toutes les persécutions auxquelles j'ai été en butte, « je n'ai perdu ni ma gaieté ni mon appétit. Heureux « ceux dont la philosophie est dans leur sang... » Il termine dans le même ton : « D'ailleurs, mon frère, « adieu, et n'oubliez pas qu'il n'y a ici-bas que des « folies, qu'on peut diviser en amusantes, sérieuses, « guerrières, politiques, judiciaires, religieuses, sa- « vantes, tristes, etc., mais qu'il n'y a que les pre- « mières qui, si on a le soin de se tenir toujours le « ventre libre, peuvent procurer une longue et heu- « reuse vie. » Il ne s'était pourtant pas complétement détaché de l'Europe. En effet, après avoir dit : « Avec « un turban du poids de quatre livres sur la tête, « une longue barbe et de longs vêtements, j'ai fini « par m'établir en Turquie, et j'aurais pu d'abord « crever de rire en songeant aux motifs de *cette mas- « carade* qui devaient me faire tomber dans cet « abîme », il ajoute qu'il n'en doit pas moins *à sa maison* de se justifier.

Vers la fin de sa vie, le revenu de ses emplois s'élevait encore à 45,000 florins de Hollande, c'est-à-dire à près de 100,000 fr., et on dit qu'il touchait en outre des subventions considérables de diverses puissances européennes, de la France notamment. Il avait la meilleure table de Constantinople, et se souciait médiocrement des prohibitions portées par le Coran contre certains mets. En revanche, il exerçait la bienfaisance la plus large, sans avoir pour cela besoin de se conformer aux prescriptions du Coran. Comme musulman, il put se livrer en toute liberté à sa passion pour les femmes, tant que l'âge n'y mit pas d'obstacles. On dit que dans les derniers temps il

parlait de s'en retourner en Europe; mais la mort, dont il reconnut les signes avant-coureurs, ne lui en laissa pas le temps. « La vieille machine, écrivait-il, « n'en peut plus. Je sens qu'il me faut m'en aller; « mais peu m'importe que ce soit aujourd'hui ou de- « main. »

Il mourut le 22 mars 1747. Sa femme, Judith-Charlotte, princesse de Biron (1), qu'il avait épousée en 1717, était restée en France, où elle mourut en 1741; et il n'en avait pas eu d'enfants. Il avait adopté un jeune Milanais, qui hérita non-seulement de sa fortune, mais de son emploi de chef des bombardiers (2). Ce jeune homme avait lui aussi embrassé l'islamisme, et s'appelait Soliman-Aga (3).

Le Sultan fit élever à Péra un monument magnifique en l'honneur de Bonneval, et on y plaça l'inscription suivante :

« Ici repose Bonneval Achmed-Pacha, que l'uni- « vers entier a connu. Il abandonna sa patrie et son « héritage pour adopter la foi des Musulmans. Il avait « acquis parmi les siens de la gloire suivant le monde; « mais il s'est fait un renom dans l'éternité en venant « se ranger parmi les vrais croyants. C'était un des « sages de notre siècle, et il en avait ressenti les

(1) De la famille des Biron, ou plutôt Biren de Courlande, qui n'obtint le titre de prince qu'en 1723.

(2) Les mémoires qu'on lui attribue sont apocryphes, de même que toutes les biographies de Bonneval publiées de son vivant fourmillent d'inexactitudes.

(3) Quelques-uns le qualifient de comte de la Tour, et le tiennent, ce qui est assez probable, pour un fils naturel de Bonneval.

« grandeurs aussi bien que les adversités. Comme il « avait éprouvé par lui-même le bien et le mal, il sa- « vait distinguer le beau et le laid. Complétement « convaincu de la vanité de toutes les choses hu- « maines, il saisit le moment favorable pour passer à « l'éternité, et avala ce calice dans la nuit du vendre- « di, anniversaire de la naissance du plus glorieux « de tous les prophètes. Ce fut là une heure heureuse « qu'il choisit pour se remettre entre les mains de la « miséricorde divine. Que le paradis soit la demeure « de Bonneval Achmed-Pacha ! »

Sur l'autre face de ce monument, on lisait :

« Au nom de Dieu, récitez la préface du Coran pour « l'âme d'Achmed-Pacha, chef des bombardiers ! »

LORD PETERBOROUGH

Charles Mordaunt, comte de Peterborough, fut un des militaires, des diplomates ét des orateurs parlementaires les plus célèbres d'un siècle qui produisit une longue série d'hommes remarquables, et l'emporta sur le plus grand nombre d'entre eux pour ce qui est de l'esprit chevaleresque et de la faculté d'éprouver de nobles enthousiasmes. Néanmoins, sa vie produit l'effet de celle d'un aventurier inquiet; et il faut en chercher la cause dans l'excentricité d'un caractère qui pourtant ne manquait ni de constance de volonté, ni de clarté d'appréciation.

Macaulay (1), qui a raconté avec un soin et un amour tout particuliers le fait le plus brillant et à bien dire le seul fait historique de sa vie, la prise de Barcelone, le juge avec beaucoup de sagacité. « Cet homme, dit-il, était le caractère sinon le plus grand,

(1) Dans sa critique de l'*Histoire de la guerre de la succession d'Espagne* de lord Mahon (*Edinburgh-Review*, 1833).

du moins très certainement le plus extraordinaire de ce siècle, sans même en excepter le roi de Suède. On peut dire en effet que Peterborough fut un Charles XII instruit, poli et amoureux. Son courage avait toute l'impétuosité française et toute la solidité anglaise. La fécondité et l'activité de son esprit étaient presque incroyables. Elles se manifestaient dans tout ce qu'il faisait, dans ses campagnes, dans ses négociations, dans sa correspondance intime, dans sa conversation la plus légère et la moins étudiée. C'était un ami sincère et un ennemi généreux ; tout dans sa tenue annonçait le parfait *gentleman*. Mais sa légèreté et son inquiétude naturelles, son irritabilité, sa passion pour le changement et le mouvement, rendirent presque inutiles pour sa patrie ses talents si brillants et ses vertus si solides. Dans plus d'une occasion ses faiblesses non-seulement le mirent dans de graves embarras, mais encore le portèrent à commettre quelques actions indignes de sa noble et humaine nature. Le repos lui était insupportable. Il aimait à traverser toute l'Europe avec encore plus de rapidité qu'un courrier de cabinet. Une semaine il était à La Haye, et la semaine suivante on le voyait à Vienne. Puis, il lui venait à l'esprit de visiter Madrid, et il n'était pas plus tôt arrivé à Madrid, qu'il commandait des chevaux et partait pour Copenhague. Il n'y avait pas de domestiques capables de résister à la rapidité de ses courses, pas d'infirmités physiques qui pussent l'arrêter. L'âge avancé, la maladie, la proximité même de la mort, furent impuissants à produire le moindre effet sur cette inébranlable volonté. Au moment de subir la plus terrible des opérations chirurgicales, sa conversation était encore aussi gaie

que celle d'un jeune homme dans toute la plénitude de la santé. Le lendemain de l'opération, il voulut, en dépit de toutes les prières de ses médecins, se remettre en voyage. Il avait la mine d'un squelette; mais l'élasticité de son esprit le soutenait au milieu de souffrances et de douleurs qui eussent conduit au tombeau l'homme le plus robuste. Il lui était aussi indispensable de changer d'occupation que de changer de lieu. Il aimait à dicter six et sept lettres à la fois. Ceux qui avaient à traiter d'affaires avec lui se plaignaient de ce que, malgré la grande habileté avec laquelle il parlait sur chaque sujet, il était impossible de jamais le fixer sur un point donné. « Lord Peterborough, nous dit Pope, pouvait dire dans ses lettres des choses très fines et très spirituelles, mais elles tournaient trop à la facétie et aux digressions; à l'encontre de Bolingbroke, qui, s'il avait dû écrire à un empereur ou à quelque homme d'État, se serait attaché au point le plus essentiel et aurait cherché à le présenter sous le jour le plus lumineux et le plus attrayant, de manière à en tirer le meilleur parti possible pour son but. Il y avait la même différence entre Peterborough et Bolingbroke comme écrivains, qu'entre lui et Marlborough comme généraux. Il fut en réalité le dernier des chevaliers errants, brave jusqu'à la témérité, généreux jusqu'à la prodigalité, chevaleresque dans sa conduite envers ses ennemis, le protecteur des opprimés, le respectueux adorateur des femmes. Ses vertus comme ses défauts étaient ceux de la Table-Ronde. La vieille et spirituelle mère du Régent écrivait à son sujet : « Il a de l'esprit comme un démon, mais une cervelle tout à fait à l'envers; et il ricane d'une façon toute singulière en vous disant non. »

Charles Mordaunt était le petit-fils de John, baron de Mordaunt et de Turrey, créé par Charles Ier, en 1627, comte de Peterborough. Celui-ci mourut en 1642 et eut deux fils, dont l'un, Henri, hérita du titre de comte de Peterborough, et l'autre, John, du titre de baron de Rygate. Dans sa jeunesse, le comte Henri avait été d'abord un rude soldat, puis un courtisan et un diplomate habile; mais, vers la fin de sa vie, quand l'âge et la maladie eurent affaibli son corps et son intelligence, il fut, sous le règne de Jacques II, du petit nombre d'hommes d'une condition élevée qui se laissèrent déterminer à embrasser le catholicisme. « Quand on le voyait errer dans les galeries de Whitehall, s'appuyant sur une canne et tout enveloppé de flanelle et de taffetas gommé, on se consolait de son apostasie en remarquant qu'il n'avait changé de religion qu'après avoir survécu à la perte de ses facultés (1). » Il seconda fort inutilement la politique du gouvernement de Jacques II, à l'effet de travailler la matière électorale dans le comté de Northampton en vue des prochaines élections au parlement. Vivement attaqué à cette occasion dans un pamphlet publié sur l'ordre de la Chambre des communes par un avocat très habile, d'abord démagogue exalté, un nommé William Williams, qui, à l'époque de la Restauration où l'opposition avait pris l'attitude la plus hostile, avait été président de la Chambre des communes, le comte de Peterborough lui intenta un procès en diffamation pour la publication de ce pamphlet, dont l'auteur avait déjà encouru une condamnation à

(1) Macaulay, *Histoire d'Angleterre depuis l'avénement de Charles II*, ch. 7.

10,000 liv. st. d'amende et avait vainement invoqué, pour décliner la responsabilité de son œuvre, les privilèges du parlement. A bout de ressources, Williams déserta alors les rangs de l'opposition pour se faire l'un des complaisants instruments du parti de la cour. En conséquence de quoi, Peterborough retira sa plainte en même temps que remise était faite par le fisc à Williams de ce qu'il restait encore devoir sur son amende. Ce même Williams, créé *baronet*, fut nommé ensuite procureur général, et occupa en cette qualité, avec toute la passion de son ancien parti, dans le fameux procès intenté aux évêques. Mais par la suite il déserta la cause de Jacques II, rechercha les faveurs du nouveau souverain de l'Angleterre, et appuya dans la convention les plans des whigs. Le vieux comte de Peterborough mourut le 29 juin 1697, et eut pour successeur son neveu Charles (1). Celui-ci était le fils aîné de John, qui, en 1660, avait été créé par Charles II vicomte d'Avalon, qui avait épousé Élisabeth, fille du dernier comte de Monmouth de la maison de Carey, et qui mourut le 5 juin 1675. Charles était déjà membre de la chambre haute en qualité de vicomte Mordaunt, et avait débuté, le 19 novembre 1685, par un discours dans lequel il avait fait preuve d'autant d'indépendance d'opinion que d'habileté oratoire.

Le parlement ayant été prorogé le lendemain, il partit aussitôt pour La Haye, et pressa Guillaume d'Orange de venir immédiatement débarquer en An-

(1) Une fille de Henri, Marie Mordaunt, avait épousé en 1677 Henri Havard, duc de Norfolk, et mourut en 1732.

gleterre. Celui-ci, qui ne jugeait pas les circonstances encore assez mûres pour cela, l'écouta, mais demanda le temps de réfléchir et ne lui répondit ensuite qu'en termes généraux et évasifs. Trois ans plus tard, lorsque le moment propice fut arrivé, Mordaunt fut l'un des premiers qui vinrent à La Haye se grouper autour de Guillaume III pour le seconder dans sa grande entreprise. Toutefois, il fut aussi un de ceux qui s'associèrent à l'opposition faite contre les déclarations sages et modérées du prince d'Orange par ces démagogues, dont Macaulay dit que c'est parmi eux qu'on trouve *les échantillons les plus dépravés de la nature humaine;* opposition qui heureusement se brisa contre la résistance des whigs alors à la tête du mouvement. L'obstination n'était point au nombre des défauts de Mordaunt, peut-être bien parce qu'il n'avait pas de but déterminé et qu'il n'obéissait qu'à la première impulsion de sa disposition d'humeur. Quand on n'adoptait pas ses idées, il laissait les affaires aller leur train et s'occupait d'autre chose. C'était quelquefois de sa part une faute, mais une faute bien plus excusable assurément que la conduite de ceux qui, lorsqu'on ne suit pas aveuglément leurs idées dans une affaire, ont recours à tous les moyens pour la faire échouer. — Mordaunt commandait l'avant-garde lors de l'entrée triomphale de Guillaume III à Exeter (9 novembre 1688), où il l'avait précédé la veille.

Quand Guillaume III fut monté sur le trône d'Angleterre, il le nomma membre du conseil privé, chambellan, et bientôt après l'un des commissaires de la trésorerie. En 1689, il le créa comte de Mon-

mouth. Sa femme, une Écossaise, Cary Fresier (morte le 28 mai 1709), devint dame d'honneur de la nouvelle reine.

Il ne tarda pas cependant à se trouver vis-à-vis du nouveau gouvernement dans une position équivoque. Vers la fin de décembre 1690, un pêcheur de Barking, dans le comté d'Essex, prévint lord Carmarthen (1) qu'un de ses bateaux venait d'être retenu pour transporter quelques personnes en France. On donna l'ordre de visiter cette embarcation à Gravesend, et l'on y trouva lord Preston (2), un M. Ashton, autrefois au service de l'ex-reine, et un M. Elliots. Ashton, porteur de papiers contenant des traces d'une conspiration jacobite, fut pendu. Preston avoua tout, et demanda grâce. Son frère, M. Graham, l'évêque Turner d'Ely, l'un des sept évêques qui avaient montré tant de courage contre Jacques II, mais nullement partisan de la révolution, et le célèbre quaker William Penn, accusés de complicité, prirent la fuite (3). Lord Clarendon (4), quoique innocent, fut mis à la Tour. Les aveux de Preston compromettaient en ou-

(1) Peregrin Osborne, marquis de Carmarthen, né en 1659, créé duc de Leeds en 1694, mort en juillet 1729.

(2) Il avait été l'un des ministres de Jacques II; mais comme il appartenait au parti modéré, il s'était soumis au gouvernement provisoire.

(3) Penn se représenta devant la justice en 1693 et fut acquitté.

(4) Henri Hyde, le fils aîné du célèbre chancelier d'Angleterre, beau-frère de Jacques II, dont la première femme était la sœur de Clarendon, et frère du comte de Rochester. Il fut pendant quelque temps vice-roi d'Irlande. Né en 1638, il avait épousé en 1660 Théodosie, fille de lord Capel, et mourut en 1709.

tre les comtes de Shrewsbury, de Devonshire (1) et de Monmouth ; et quoiqu'on n'eût pas jugé à propos de les poursuivre, ils n'en restèrent pas moins en état de suspicion.

Une autre affaire eut des suites encore plus graves pour Mordaunt, et est effectivement restée l'un des points les plus obscurs de sa vie. Il paraît avéré que plusieurs des membres les plus haut placés et les plus influents du nouveau gouvernement, qui avaient essentiellement contribué à la révolution, entretinrent néanmoins plus tard des relations très actives avec le roi détrôné, soit que la révolution n'eût point satisfait leurs vœux personnels, soit qu'ils aient voulu se ménager ainsi des ressources pour toutes les éventualités possibles, soit encore que leur conduite n'ait eu réellement d'autre but que de mieux suivre, à l'aide de ce stratagème, la trace des sourdes menées du parti

(1) Charles Talbot, comte de Shrewsbury, fils de François Talbot, comte de Shrewsbury,' tué en duel, avait été élevé dans les principes du catholicisme. Parvenu à l'âge de raison, il embrassa par conviction le protestantisme. C'était un noble cœur et un esprit élevé. Sous Jacques II, il avait été lord-lieutenant du Straffordshire et colonel d'un régiment de cavalerie; mais il s'était vu enlever ces deux emplois pour avoir refusé de servir d'instrument aveugle aux plans du roi. Il avait été l'un de ceux qui avaient invité Guillaume à venir en Angleterre, et ce fut lui qui vint annoncer à Jacques II qu'il ne pouvait plus rester avec sécurité à Whitehall. Guillaume, en le forçant d'accepter le poste de secrétaire, avait brisé ses relations avec Jacques II. Créé duc en 1694, il sortit du ministère en 1700, fut nommé lord-lieutenant d'Irlande en 1713, chancelier de l'échiquier en 1714, et mourut en 1718 sans laisser de postérité. — William Cavendish, comte de Devonshire, l'un des chefs du parti whig, fut créé duc en 1694 et mourut en 1707.

jacobite. Guillaume III le savait et laissait faire. On prétend que Marlborough, Godolphin, le comte de Bath et l'amiral Russell étaient mêlés à ces intrigues. En 1694, on découvrit une nouvelle conspiration qui coûta la vie à huit personnes, au nombre desquelles se trouvait sir John Fenwick. Celui-ci, en se débarrassant d'un témoin, réussit à mettre la justice dans l'impossibilité de le déclarer coupable. On eut recours alors contre lui à un expédient dont il s'était servi lui-même contre le duc de Monmouth : à un *bill of attainder* (bill de condamnation), aux termes duquel la condamnation pouvait être prononcée en vertu d'une loi rendue par les trois pouvoirs composant la puissance législative. Il avait déposé contre Marlborough, Godolphin, Bath, Shrewsbury et Russell (1), sans pouvoir rien prouver; et plus tard il n'avait pas renouvelé ses accusations. Godolphin et Bath votèrent pour son acquittement, tandis que Marlborough n'eut pas la même générosité. Shrewsbury était absent. Le bill ne passa qu'à une faible majorité, et Fenwick fut décapité le 28 février 1697. Monmouth, dans toute cette affaire, avait joué un rôle des plus équivoques. Comme Fenwick n'avait pas prononcé son nom, il lui traça la ligne de conduite qu'il avait à suivre pour sa défense, et lui conseilla notamment de faire comprendre dans le procès les individus nommés plus haut. Fenwick ne l'ayant pas fait, Monmouth parla pendant deux heures pour le faire condamner. Fenwick révéla alors ce qui s'était passé entre lui et Monmouth, qui fut envoyé à la Tour, après qu'on lui eut enlevé tous ses emplois. Ce-

(1) Celui-ci fut encore créé en 1697 comte d'Oxford.

pendant, le roi lui fit dire en dessous main qu'il pouvait être tranquille ; et, effectivement, il fut remis en liberté à quelque temps de là.

Il jouit bientôt d'une grande faveur auprès de la reine Anne. Quand, au début de la guerre de la succession d'Espagne, on projeta d'entreprendre une expédition contre l'Amérique espagnole, il fut question de lui en confier le commandement ; mais l'affaire en resta là. Ce qui ne l'empêcha pas d'obtenir une somme de 6,000 liv. st. à titre d'indemnité.

Au mois de juin 1705, il fut envoyé en Portugal à la tête de cinq mille hommes de troupes hollandaises et anglaises. L'archiduc Charles s'embarqua à Lisbonne avec une suite nombreuse, que Peterborough traita magnifiquement à ses propres frais pendant toute la traversée. De Lisbonne la flotte gagna Gibraltar ; et, après avoir pris à bord le prince de Hesse-Darmstadt, elle gouverna au nord-est, le long des côtes d'Espagne. La première place que la flotte attaqua après son départ de Gibraltar fut Altea, dans le royaume de Valence. Le misérable gouvernement de Philippe V avait excité dans toute cette province le plus vif mécontentement. Les envahisseurs y furent reçus à bras ouverts. Le peuple des campagnes accourait à la côte, apportant des vivres frais et faisant retentir l'air des cris de *vive le roi Charles III !* Denia, place forte voisine, se rendit presque sans résistance au petit Basset (1), qu'on avait débarqué aux environs déguisé en mendiant, et qui eut bientôt réuni sous ses ordres une troupe d'hommes déterminés.

(1) Ce Basset était un Valencien de naissance obscure, qui avait longtemps servi en Allemagne et qu'on avait adjoint à l'expédition. Charles III créa sa mère marquise de Cullera.

L'imagination de Peterborough prit feu. Il conçut l'espoir de terminer la guerre d'un seul coup. Madrid n'était qu'à 150 milles (anglais) de Denia. A peine existait-il une seule place fortifiée sur la route, et les troupes de Philippe V étaient en ce moment employées soit sur les frontières du Portugal, soit sur les côtes de la Catalogne. Il n'y avait dans la capitale d'autre force armée que quelques compagnies de cavalerie constituant la garde d'honneur de Philippe V. Cependant le plan de s'engager ainsi avec une armée de 7,000 hommes seulement jusqu'au cœur même d'un puissant royaume était trop audacieux pour que les conseillers de l'archiduc l'agréassent. Aussi bien le prince de Hesse-Darmstadt (1), qui avait été gouverneur de la Catalogne sous le règne de Charles II, et qui s'exagérait son influence sur cette province, était d'avis de s'y rendre sur-le-champ et d'attaquer Barcelone. Lié par ses instructions, Peterborough dut céder.

Il faut convenir du reste que le prince de Hesse-Darmstadt était dans le vrai, et que puisqu'on avait contre soi les populations de la Castille, qui donnent le ton au reste de l'Espagne, il fallait chercher à

(1) Il s'agit ici du prince Georges, fils de Louis VI et d'Elisabeth-Dorothée de Saxe-Gotha, né le 25 avril 1669, mort le 14 septembre 1705. Il avait auprès de lui son frère cadet, né le 26 septembre 1674, nommé en 1705 feld-maréchal-lieutenant et gouverneur de Lérida, et en 1708 colonel des gardes à pied. Celui-ci quitta l'Espagne en 1710, par suite d'un démêlé qu'il eut avec Stahremberg, qui, pour un commandement, lui avait préféré le baron Wentzel. Le roi ne permit pas que le duel projeté entre eux à ce propos eût lieu. Il passa alors la plus grande partie du reste de sa vie à Butzbach, revint au luthéranisme qu'il avait abjuré, et mourut en 1741.

s'appuyer sur l'opposition de la Catalogne. Mais si on avait commencé par se rendre tout de suite maître de la Castille, on ne se serait pas trouvé plus tard dans la nécessité de tenter l'opération et de marcher à deux reprises sur Madrid.

Le 11 août, la flotte arriva devant Barcelone, et Peterborough reconnut alors que la mission dont on l'avait chargé présentait des difficultés presque insurmontables. L'un des côtés de la ville était défendu par la mer, et l'autre par les formidables fortifications de Monjuich. Les remparts présentaient un développement tel, qu'il n'aurait pas fallu moins de 30,000 hommes pour bloquer la place complétement. La garnison était presque aussi nombreuse que l'armée assiégeante. Les meilleurs officiers au service de l'Espagne se trouvaient dans la ville. L'espérance qu'avait conçue le prince de Hesse-Darmstadt de voir la Catalogne tout entière se soulever à sa voix comme un seul homme avait été cruellement déçue. En effet, il n'y eut en tout que 1500 paysans armés, et dont les services coûtaient en définitive plus qu'ils ne valaient, qui vinrent grossir les rangs des assiégeants.

Peterborough se trouvait donc fort embarrassé. Il avait toujours combattu le projet d'assiéger Barcelone. Ses objections ne l'avaient point emporté. Il devait exécuter un plan qu'il avait constamment déclaré inexécutable. La discorde régnait dans son propre camp, où tout le monde le blâmait. Les uns lui reprochaient de ne s'être pas immédiatement emparé de la ville, mais ne disaient pas comment on aurait pu faire avec 7,000 hommes ce qui en eût exigé 30,000. D'autres lui reprochaient de sacrifier son

monde à exécuter quelque chose d'impossible. Le commandant hollandais déclara nettement que ses troupes ne bougeraient pas; que lord Peterborough pourrait bien donner les ordres qu'il voudrait, mais qu'il y aurait folie à entreprendre un siége pareil, et qu'il ne fallait pas envoyer les gens à une mort certaine là où n'existait aucune chance d'être victorieux.

Enfin, après trois semaines d'inaction, Peterborough annonça sa résolution de lever le siége. La grosse artillerie fut, en conséquence, ramenée à bord, et on prit les dispositions nécessaires pour le rembarquement des troupes. Charles III et le prince de Hesse étaient furieux; mais la plupart des officiers ne blâmaient leur général que d'avoir tant tardé à prendre un parti qu'il avait fini par reconnaître nécessaire. Le 12 septembre, il y eut à Barcelone de grandes réjouissances publiques à l'occasion de la délivrance de la ville, et le lendemain matin le drapeau anglais flottait sur les hauteurs de Monjuich. Le génie et l'énergie d'un seul homme avaient suppléé à l'absence de 40 bataillons.

Vers minuit, Peterborough était venu voir le prince de Hesse, avec lequel il n'était pas précisément en fort bons termes depuis quelque temps : « Sir, lui dit le comte, j'ai résolu de tenter un assaut cette nuit même. Si le cœur vous en dit, vous pouvez vous joindre à nous et voir si mes gens méritent ce qu'il vous plaît de dire de nous. » Le prince parut touché. Il dit que c'était là une entreprise désespérée, mais qu'il était prêt à en prendre sa part; et, sans plus de délibérations, il ordonna qu'on lui amenât son cheval.

Peterborough avait pris sous ses ordres 1,500 soldats anglais. 1,000 autres, commandés par Stanhope (1), avaient été postés comme réserve près d'un couvent voisin. Après une marche circulaire le long du pied de la montagne, Peterborough et sa petite armée atteignirent les remparts de Monjuich, et ils y attendirent la venue du jour. Dès que l'ennemi les eut découverts, il s'avança dans les fossés extérieurs pour les combattre. Peterborough avait compté que les Espagnols agiraient de la sorte, et ses hommes avaient fait leurs dispositions en conséquence. Les Anglais soutinrent le feu de l'ennemi sans y répondre, marchèrent toujours en avant, se précipitèrent dans les fossés, en chassèrent les Espagnols, et arrivèrent sur les ouvrages en même temps que les fuyards. Avant que la garnison eût eu le temps de se remettre de cette première surprise, le comte se trouvait déjà maître de tous les ouvrages extérieurs, s'était emparé de plusieurs pièces de canon, et avait construit un parapet pour défendre son monde. Il manda alors la réserve laissée aux ordres de Stanhope. Pendant qu'il attendait ce renfort, on apprit que 3,000 hommes de la garnison de Barcelone étaient en marche sur Monjuich. Il alla aussitôt les recon-

(1) Jack Stanhope, né en 1673, fils de l'ambassadeur d'Angleterre à Madrid, Alexandre Stanhope, combattit sous les ordres de Guillaume III dans les Pays-Bas, en qualité de lieutenant général en Espagne, s'empara de Minorque en 1708, remporta en 1710 les victoires d'Almenara et de Saragosse, puis fut fait prisonnier et ne recouvra sa liberté qu'en 1712. Sous Georges Ier, il devint secrétaire d'État et chancelier de l'échiquier, puis fut créé en 1718 vicomte Mahon. Il mourut en 1721. C'était un whig. Ses descendants appartiennent aujourd hui à la fraction modérée du parti tory.

naître ; mais à peine eut-il quitté ses troupes, que celles-ci furent saisies d'une terreur panique. Elles allaient prendre la fuite, quand Peterborough en fut instruit encore assez à temps. Accourant alors au galop au devant des fuyards, il leur adressa quelques paroles d'encouragement, et se plaça à leur tête. Le son de sa voix et l'expression de son visage leur rendirent toute leur ardeur, et ils eurent bientôt repris leurs positions. Le prince Georges de Hesse-Darmstadt avait été tué dans le désordre de l'assaut, mais d'ailleurs tout prenait une bonne tournure. Le détachement qui arrivait de Barcelone jugea prudent de rebrousser chemin ; on débarqua la grosse artillerie et on s'en servit pour battre les murailles de Monjuich, qui ne tardèrent pas à s'écrouler. Avec sa générosité habituelle, Peterborough sauva les soldats espagnols de la fureur de ses troupes victorieuses, puis rendit en grande pompe les derniers honneurs à son rival le prince de Hesse.

La prise de Monjuich ouvrit toute une série d'actions brillantes. Barcelone dut capituler, et Peterborough eut la gloire d'avoir pris avec une poignée d'hommes l'une des villes les plus grandes et les mieux fortifiées de l'Europe. Il eut encore la gloire de sauver la vie et l'honneur à la belle duchesse de Popoli (1) fuyant, les cheveux épars, devant une soldatesque ivre de fureur ; et cette gloire ne fut pas la

(1) Béatrice Contelini, duchesse de Popoli, femme du duc Restaimus de Popoli, mère du dernier duc de Popoli et prince de Pittorano (mort en 1749), et de Camille, qui en 1724 épousa Bernard de Tocco, prince de Monte-Mileto et d'Acaja, et dont le fils, Restaimus-Joachim de Tocco (né en 1726), hérita des biens et des titres des ducs de Popoli, et épousa Maria

moins douce à son cœur, si éminemment chevaleresque. Mettant habilement à profit la jalousie des Catalans pour les Castillans, il garantit à cette province, dont il occupait maintenant la capitale, tous ses anciens droits et priviléges, et réussit ainsi à gagner complétement les populations de la Catalogne à la cause autrichienne.

Le pays plat se déclara alors en faveur de Charles III. Tarragone, Tortose, Gérone, Lerida, San-Mater, ouvrirent leurs portes. Le gouvernement de Madrid ayant envoyé le comte de Las Torres à la tête de 7000 hommes pour reprendre San-Mater, Peterborough débloqua cette place avec 1200 hommes seulement. Ses officiers lui conseillaient de se contenter de succès déjà si extraordinaires, et l'archiduc Charles insistait pour qu'il s'en revînt à Barcelone. Mais il n'y avait pas de représentations capables d'arrêter un tel esprit au milieu d'une telle carrière. On était en hiver, dans une contrée montagneuse. Les routes étaient presque impraticables, les troupes mal vêtues, les chevaux épuisés, et l'armée qu'on poursuivait était plus nombreuse que celle devant laquelle elle battait en retraite. Mais les difficultés et les dangers disparaissent devant l'énergie de Peterborough. Il continue à marcher en avant, poussant toujours Las Torres devant lui, l'épée dans les reins. Rules capitule rien que devant la terreur de son nom, et, le 4 février 1706, il entre en triomphe à Valence (1). Là, il apprend bientôt qu'un corps de 4000 hommes

Cibo, fille cadette du prince Alderani et Massa, née le 20 avril 1728.

(1) Du reste, ce n'est pas lui, mais Basset, qui se rendit maître de cette place.

est en marche pour rejoindre Las Torres. Au milieu de la nuit, il quitte la ville, franchit le Xucar, tombe à l'improviste sur le camp ennemi, et tue, disperse ou fait prisonnier tout ce qui s'y trouve. Les habitants de Valence n'en pouvaient pas croire leurs yeux en voyant arriver dans leurs murs les prisonniers qu'il venait de faire.

Sur ces entrefaites, les cours de Madrid et de Versailles, irritées et alarmées par la prise de Barcelone et le soulèvement de toutes les contrées environnantes, résolurent de faire un vigoureux effort. Une nombreuse armée, commandée nominalement par Philippe V, mais placée en réalité sous les ordres du maréchal de Tessé, envahit la Catalogne. Une flotte, ayant à sa tête le comte de Toulouse, l'un des fils naturels de Louis XIV, parut devant Barcelone, et la ville fut attaquée à la fois par terre et par mer. La personne de l'archiduc courait les plus graves dangers, quand Peterborough quitte Valence avec 3000 hommes pour accourir à son secours. C'eût été une folie que de vouloir, avec si peu de forces, livrer bataille à une grande armée régulière, commandée par un maréchal de France. Peterborough adopta donc une tactique renouvelée de nos jours par les Mina et les Empecinado. Il prit position sur les hauteurs voisines, tourmenta l'ennemi par d'incessantes attaques partielles, lui enlevant ses fourrageurs, interceptant ses communications avec l'intérieur du pays, et introduisant de temps à autre dans la place des renforts en hommes et en vivres. Il reconnut cependant que la seule chance de salut qui restât aux assiégés était du côté de la mer. Les pleins pouvoirs qu'il tenait de son gouvernement lui conféraient le

commandement en chef, non-seulement sur les forces de terre, mais encore sur la flotte, dès qu'il se trouvait à bord. Il s'embarque donc nuitamment sur un bateau non ponté, sans rien dire à personne de ses projets, et atteint enfin, à quelques milles de la côte, l'un des bâtiments de la flotte anglaise. Une fois à bord, il se fait reconnaître en qualité de commandant en chef, et expédie à l'amiral une pinasse chargée de ses ordres. Il est vraisemblable que, s'ils étaient arrivés quelques heures plus tôt, toute la flotte française eût été capturée. Toutefois, il suffit qu'on les exécutât pour forcer le comte de Toulouse à gagner précipitamment le large. Dès lors, le port était libre et la ville débloquée. La nuit suivante, l'ennemi leva le siége, et son armée se retira dans le Roussillon. Peterborough s'en retourna alors à Valence, la ville d'Espagne où il se plaisait le mieux.

Le brillant succès que le comte venait ainsi d'obtenir sur la côte orientale de la péninsule aiguillonna l'émulation du nonchalant Galway (1), qui était chargé

(1) Henri, marquis de Ruvigny, comte de Galway (ou Galloway), né en 1647, agent général de la noblesse protestante de France, émigra de France avec le maréchal de Schomberg (voyez t. II, p. 199), se fit naturaliser Anglais et créer comte en Irlande, en même temps que colonel d'un régiment de cavalerie formé avec des réfugiés français. Nommé général-major en 1696, il fut placé en 1704 à la tête du corps envoyé en Portugal, puis rappelé en 1709, et mourut en 1720. Il était d'ailleurs proche parent de lady Russell, de cette noble Rachel Wriothesley, la fille de l'excellent comte de Southampton (mort en 1667), la femme d'abord de lord Vaughan, puis de ce célèbre et malheureux lord William Russell, qui périt sur l'échafaud le 21 juillet 1683, la mère du duc de Bedford et des duchesses de Devonshire et de Rutland. Elle était née en 1636

de l'envahir du côté du Portugal. Le duc de Berwick battit en retraite devant lui. Alcantara, Ciudad-Rodrigo et Salamanque tombèrent successivement en son pouvoir, et son armée victorieuse marcha sur Madrid, où bientôt après elle entrait triomphante et proclamait l'archiduc en qualité de roi des Espagnes et des Indes. L'Aragon imita l'exemple de la Catalogne. Saragosse se souleva. Le gouverneur que Philippe V avait établi à Carthagène oublia ses devoirs, et livra aux alliés le meilleur arsenal et l'unique vaisseau que possédât l'Espagne. A Tolède, où la reine douairière et le cardinal Porto-Carrero, autrefois ennemis déclarés, se réconcilièrent par haine commune contre la dynastie nouvelle, les troupes de Charles III entrèrent sans coup férir. Mais à ce moment, la Castille, le Léon, l'Andalousie et l'Estremadure s'insurgèrent tout à coup en faveur de Philippe V. Chaque paysan de ces provinces se procura un fusil, ou à défaut une pique. Les alliés étaient bien maîtres du sol sur lequel ils campaient; mais pas un de leurs soldats ne pouvait s'aventurer à 100 perches du détachement dont il faisait partie, sans courir le danger d'être assassiné. La contrée que les vainqueurs avaient traversée pour arriver à Madrid se souleva derrière eux, et leurs communications avec le Portugal se trouvèrent interceptées. Eux-mêmes ne poursuivirent pas non plus leurs premiers avantages avec énergie. Galway s'arrêta à Madrid, où ses troupes se livrèrent à de tels excès, qu'il y en eut bientôt plus de la moitié dans les hôpitaux. Pen-

et mourut le 29 septembre 1723. Sa mère, Rachel, était fille de Henri de Massey, baron de Ruvigny.

dant ce temps-là, Charles III demeurait inactif en Catalogne. Peterborough, qui s'était encore emparé de Requena, voulait marcher de Valence sur Madrid pour opérer sa jonction avec l'armée aux ordres de Galway ; mais l'archiduc refusa son assentiment à ce plan. Le général en chef, dépité, resta en conséquence dans sa ville favorite, sur les riantes côtes de la Méditerranée, s'amusant à relire *Don Quichotte*, à donner des soupers et des bals, tâchant inutilement d'initier les Valenciens aux charmes du *sport*, mais plus heureux dans les soins qu'il rendait à quelques belles Valenciennes.

Enfin l'archiduc se décida à s'avancer vers la Castille et, en conséquence, ordonna à Peterborough de manœuvrer de manière à opérer la jonction de son corps d'armée avec le sien. Mais il était trop tard. Berwick avait déjà contraint Galway à évacuer Madrid, et, lorsque toutes les forces des alliés se trouvèrent concentrées à Guadalayara, on reconnut qu'elles étaient infiniment inférieures en nombre à celles de l'ennemi.

Peterborough conçut un plan pour s'emparer de nouveau de la capitale. Il fut rejeté. La patience de cet homme irritable et dominé par la soif de la gloire était à bout. Il n'avait rien de cette placidité de caractère qui permettait à Marlborough de vivre en si bonne intelligence avec le prince Eugène, et de supporter la fatigante immixtion des députés hollandais dans ses opérations. Il demanda l'autorisation de quitter l'armée ; elle lui fut accordée sans difficulté, et il partit pour l'Italie. Pour donner un prétexte à son départ, il fut autorisé à aller contracter un emprunt à Gênes. Il arriva dans cette ville le 21 septembre,

s'acquitta de sa mission, repartit aussitôt pour l'Espagne, où il était de retour en janvier 1707. Mais il n'y figura plus qu'à titre de conseiller, sans parvenir d'ailleurs à faire écouter ses conseils. Ce qui témoigne de la justesse de ses vues, c'est que, les circonstances n'étant pas les mêmes, il émit des idées toutes contraires à celles qu'il avait jusqu'alors recommandées. Tandis qu'auparavant il conseillait de se porter par une marche rapide sur Madrid, maintenant il dissuadait d'entreprendre aucune opération offensive en Castille. Il serait facile, disait-il, de défendre l'Aragon, la Catalogne et Valence contre Philippe V. Les populations de ces provinces étaient dévouées à la cause de l'archiduc, et leurs habitants résisteraient à toutes les armées de la maison de Bourbon. En outre, il représentait qu'il faudrait peu de temps pour refroidir l'enthousiasme des Castillans; qu'on pouvait avoir à profiter de mesures impopulaires que prendrait le gouvernement de Philippe V; que des revers dans les Pays-Bas pouvaient contraindre Louis XIV à retirer l'assistance qu'il prêtait à son petit-fils, et qu'alors seulement il serait temps de songer à livrer une bataille. Ces excellents avis furent encore rejetés (1). Peterborough, qui venait alors de recevoir d'Angleterre un ordre formel de rappel, s'éloigna avant l'ouverture de la campagne, laquelle ne fut pour les alliés qu'une suite de revers. Jamais peut-

(1) Cette fois Charles III était du même avis que lord Peterborough. Mais Stanhope et Galway persistèrent à vouloir prendre l'offensive. De Turin Peterborough envoya encore l'avis du prince Eugène, qui partageait complétement ses idées.

être avant lui général n'avait encore obtenu d'aussi importants résultats avec d'aussi faibles ressources, ni déployé tant d'originalité et de hardiesse. Malheureusement les conseillers de l'archiduc ne purent pas plus s'accommoder à ses façons d'agir que le gouvernement anglais lui-même. Il était si excentrique, qu'on en vint jusqu'à lui refuser le jugement qu'il possédait réellement. Un jour, il prenait des villes avec de la cavalerie; une autre fois, quelques instants lui suffisaient pour transformer des centaines de cavaliers en fantassins. C'est à l'aide d'intrigues amoureuses qu'il obtenait la plus grande partie de ses renseignements sur la politique, et il remplissait ses dépêches d'épigrammes. Les ministres crurent donc qu'il y aurait une extrême imprudence de leur part à continuer de charger de la direction de la guerre d'Espagne un personnage si léger et si romanesque. Mais les généraux méthodiques qui lui succédèrent furent battus, tandis que Peterborough avait toujours été vainqueur.

Sa carrière militaire était désormais finie, et on l'employa dans la diplomatie. D'Espagne il retourna en Piémont. Surpris en route par des forces navales françaises de beaucoup supérieures, il s'échappa à bord d'une légère embarcation avec laquelle il arriva à Livourne. Son fils, lord Mordaunt, après s'être vaillamment défendu toute une journée, réussit à gagner Vintimille. A quelque temps de là, il fut rappelé en Angleterre et resta alors plusieurs années en non-activité. En 1711, époque où eut lieu un changement de cabinet, il fut remis en activité par les tories. Après que sa conduite eut été examinée et

approuvée (1), on l'envoya à Vienne, d'où quatre semaines après il accourut à Turin et à Gênes. Il se disposait aussi à se rendre de nouveau en Espagne, mais il en fut empêché par la mort de l'Empereur. On le voit alors dans un court espace de temps apparaître à Vienne, puis en Angleterre, assister à Francfort à l'élection du nouvel Empereur, auquel il présente ses félicitations, puis s'en aller passer les fêtes du carnaval à Venise, où, en pareille circonstance, il se faisait aussi beaucoup de politique, et revenir en toute hâte à Vienne trouver l'Empereur à Presbourg ; puis, au mois d'août, on le voit encore une fois à Turin. En 1713, il revint en Angleterre, où la reine lui accorda une gratification de 20,000 liv. st. et le cordon de la Jarretière, mais d'où il ne tarda pas à s'en aller à Gênes, à Palerme, à Naples, à Rome, à Florence et à Vienne, chargé d'agir auprès des différents gouvernements dans le sens de la politique suivie alors par le cabinet britannique. Après la mort de la reine Anne, il retourna en Angleterre, où Georges Ier l'accueillit avec la plus grande distinction. Mais il existait entre lui et les whigs alors au pouvoir des dissentiments trop profonds pour qu'il fût possible de l'employer. Il n'était pourtant, à bien dire, d'aucun parti. Ce qu'il voulait, c'est qu'on fît de grandes choses, quels que fussent les moyens ou les hommes employés à cet effet, et quels que fussent ceux à qui elles devaient profiter. Son nom continuait d'ailleurs à figurer sur les cadres de l'armée, il touchait tou-

(1) Il est vrai qu'en cela l'esprit de parti avait surtout en vue de désobliger Marlborough, à qui cette année-là on ne vota point les remerciements d'usage.

jours la solde attachée à son grade, et, en 1723, il fut encore promu général de marine; mais il ne servit plus activement.

En 1716, il entreprit un voyage d'agrément en Italie en passant par Francfort. Mais quand il arriva à Bologne, alors placée sous l'administration du cardinal Orighi (1), le prétendant se servit de ce cardinal pour le faire arrêter le 11 septembre par deux Anglais escortés d'une compagnie de grenadiers, et conduire au fort d'Urban, en même temps que ses papiers étaient mis sous les scellés. Le prétendant s'était imaginé que Peterborough n'était venu en Italie que pour gagner la prime offerte autrefois par le gouvernement anglais à celui qui lui apporterait sa tête. Il est sans doute inutile d'ajouter que les terreurs du prétendant n'avaient pas le sens commun; cependant, cette sotte affaire ne pouvait pas en rester là, et le roi Georges fit faire à Rome, par l'intermédiaire du comte Gallas, ambassadeur de l'Empereur, de vives réclamations, en menaçant même de bombarder Civitta-Vecchia si on ne lui accordait pas satisfaction. Dans l'espoir de se tirer sans bruit de ce mauvais pas, le gouvernement pontifical fit dire très poliment au comte de Peterborough qu'il était libre de continuer son voyage; mais celui-ci fit preuve alors d'autant d'obstination à ne pas partir, qu'en montra à Coblentz en circonstance similaire le favori de l'empereur Joseph II, le comte Terzi di Sissa (2). Il déclara donc

(1) Il était né à Rome le 4 mars 1660, avait obtenu le chapeau en 1712, remplit les fonctions de légat à Bologne de 1716 à 1721, et mourut le 18 mars 1737.

(2) Celui-ci fut arrêté sur le pont volant de Coblentz par la sentinelle, pour s'être soulagé d'un besoin naturel à trop peu

qu'avant de partir il en référerait à son souverain, et qu'il attendrait ses ordres. Du reste, toujours généreux, Peterborough traitait les officiers et les soldats chargés de le garder aussi bien que l'étaient jadis les voyageurs sur le pont d'Avignon. L'intervention de l'Empereur finit par arranger cette affaire, de telle sorte que le pape s'engagea à écrire à une personne catholique alliée avec le roi d'Angleterre une lettre ostensible, où toute la responsabilité du fait en question serait rejetée sur le légat; et le secrétaire d'État cardinal Paulucci, ainsi que le cardinal Orighi, durent adresser par écrit des excuses à l'amiral Bing.

A peu de temps de là, Peterborough était de nouveau de retour en Angleterre, où il fut longtemps sans faire parler de lui. Il appartenait en général au parti de la cour, mais prenait peu de part aux affaires. Au mois d'avril 1735, il se fit accorder une pension et partit pour Lisbonne, où il mourut au mois de novembre de la même année. Avant son départ, il avait fait son testament et déclaré qu'il était remarié depuis longues années avec mistress Robinson, ancienne cantatrice de l'Opéra de Londres. Il lui léguait la jouissance viagère du domaine de Mount-Davis, près Southampton, avec un revenu de 2000 liv. st. par an.

de distance; fait considéré comme une satire symbolique du très léger costume des soldats de l'Électeur de Trèves. Terzi ne se fit pas reconnaître, mais on découvrit qui il était; et alors, pour le déterminer à s'en aller, il ne fallut pas moins que l'intervention de l'Électeur de Saxe, du duc de Saxe-Teschen, et de l'archiduchesse Christine, pour arranger à l'amiable la grave violation du droit des gens dont il se déclarait victime.

Il avait eu de sa première femme deux fils, John et Henri, qui tous deux moururent de la petite vérole en 1710. Mais de son union avec Francisca, fille de Charles Pawlet, duc de Bolton, Henri avait eu aussi deux fils : Charles et John. La fille du vieux comte de Peterborough, Henriette, avait épousé le duc Alexandre de Gordon (mort en 1728). Son fils, le duc Georges-Côme de Gordon (mort en 1752), épousa une fille du frère de sa mère.

LA RÉVOLUTION RUSSE DE 1762

La révolution qui détrôna l'empereur Pierre III a été bien souvent racontée, et avec les détails les plus circonstanciés. Mais comme les différents écrivains qui ont traité ce sujet sont partis des points de vue les plus opposés, on remarque de flagrantes contradictions dans l'exposé qu'ils nous font des faits les plus importants. Nous empruntons le fond du récit qu'on va lire à un manuscrit demeuré jusqu'à ce jour inédit, et rédigé par un diplomate accrédité près la cour de Russie très peu de temps après la catastrophe. L'auteur, qui résida à Saint-Pétersbourg de 1763 à 1768, était devenu l'un des intimes du comte Panin; et c'est, suivant toute apparence, de cet homme d'État qu'il tenait les renseignements réunis par lui au sujet de cette révolution. Nous placerons d'abord sous les yeux du lecteur une courte introduction historique nécessaire pour la bien comprendre; et nous donnerons ensuite le mémoire même sans le modifier en rien, en nous bornant à l'accompagner de

notes et d'observations critiques puisées à d'autres sources.

Le duc Charles-Frédéric de Holstein-Gottorp partit en 1721 pour la Russie; son but, en entreprenant ce voyage, était d'obtenir l'appui de Pierre Ier contre le Danemark et la Suède. Assez favorablement accueilli, il réussit à s'accommoder aux caprices et aux excentricités parfois fort peu agréables du grand tzar; et si celui-ci n'eut pas précisément l'envie ou le temps de se mêler des affaires du Holstein, du moins le duc, qui était parvenu à être très bien vu par l'empereur et par l'impératrice, put-il concevoir d'autres espérances dont la réalisation ne devait pas être moins favorable à son but principal. Pierre le Grand avait eu de Catherine deux filles charmantes, Anne et Elisabeth; le duc de Holstein-Gottorp leur fit à toutes deux, mais plus particulièrement à l'aînée, la cour la plus empressée et la plus assidue. Sa recherche ne fut pas trop mal vue tout d'abord, bien qu'avant d'obtenir (1724) la main de la grande-duchesse Anne, il lui ait fallu ensuite suivre pendant quatre ans la cour impériale dans ses multiples pérégrinations, et dévorer sans mot dire une foule de désagréments, d'ennuis et de maux de tête (1).

On sait qu'à la mort de Pierre Ier (28 janvier 1725),

(1) On trouve le récit détaillé, et jour par jour, de la plus grande partie de cette longue et fatigante course *au mariage* dans le Journal d'un des gentilshommes de la suite du duc de

sa veuve, femme d'origine obscure, se mit en possession de son trône sous le nom de Catherine Ire. Elle voulait personnellement du bien au duc de Holstein, dont à ses derniers instants son époux lui recommanda encore instamment les intérêts. Le duc et un de ses gentilshommes appelé Bassewitz, lui rendirent des services essentiels au moment de son avénement; et, si elle ne lui donna pas le duché de Courlande, comme elle le lui avait fait espérer, du moins elle réalisa, en 1725, le projet de mariage arrêté depuis longtemps. A cette occasion, elle assura à la grande-duchesse un grand état de maison, avec une dot de 150,000 ducats et de riches joyaux, et fit don au jeune couple d'un vaste palais meublé (1). En outre, elle assigna au duc, pour tout le temps qu'il résiderait en Russie, les

Holstein, Frédéric-Guillaume de Bergholz. Ce Journal a été imprimé dans les derniers voulumes du *Magasin de Busching*. Il vaut la peine d'être lu à cause des renseignements vraiment curieux qu'il fournit sur les mœurs et coutumes de la Russie à cette époque, de même que sur celles de la petite cour de Gottorp.

L'auteur d'une biographie de Pierre III publiée en deux volumes à Tubingue (1808-1809), le meilleur ouvrage qu'on possède sur les événements dont il s'agit, ayant eu connaissance de ce Journal, n'aurait pas dû dire que ce fut seulement quelques jours avant ses fiançailles que le duc de Holstein apprit que l'aînée des princesses était celle qui lui était destinée. Il résulte positivement du Journal de Bergholz que ce prince l'avait su ou du moins l'avait espéré déjà quelques années auparavant.

(1) Il était situé sur l'emplacement occupé aujourd'hui par le Palais-d'Hiver. Quoique construit en bois seulement, c'était le plus grand édifice qu'il y eût à Saint-Pétersbourg. Après avoir longtemps servi de demeure à l'Empereur, il avait ensuite appartenu au comte Apraxin, à qui il fut acheté par l'Impératrice.

revenus de l'île d'Œsel, le nomma lieutenant-colonel du régiment des gardes-Préobratzschenskoï et premier secrétaire intime, le recommanda aux États de Courlande pour la prochaine élection ducale, agit dans ses intérêts en Suède, lui procura le titre d'Altesse Royale, obtint l'insertion, dans un traité avec l'Autriche, d'un article ayant pour but de placer le duché de Schleswig tout entier sous la souveraineté du duc, et fit même des préparatifs de guerre contre le Danemark (1). La mort de l'impératrice (2), arrivée le 17 mai 1727, en empêcha l'exécution. Dans l'acte de ses dernières volontés, elle avait d'ailleurs encore

(1) Jusqu'à la chute de Charles XII, la Suède avait toujours protégé la ligne ducale de Holstein contre la ligne royale de cette maison qui occupe le trône de Danemark; et des malheurs de la Suède provinrent précisément toutes les calamités qui pesèrent depuis sur le Holstein. De nos jours, au contraire, en 1848 et en 1849, on a vu la Suède et la Russie faire cause commune avec le Danemark contre le Holstein!

(2) Catherine, au rapport de quelques auteurs, était la fille d'un paysan lithuanien appelé Samuel, et suivant d'autres d'un nommé Jean Rabe, maréchal-des-logis dans un régiment suédois, et d'une Livonienne du nom d'Élisabeth Moritz. Née en 1682 à Germunared, en Suède, et baptisée sous le nom de Marthe Rabe, elle revint, après la mort de son père (1684), avec sa mère en Livonie, où elle perdit sa mère dès 1685, et fut recueillie d'abord par le sacristain et plus tard par le pasteur de son village. En 1701, elle épousa un dragon suédois, et en 1702, lors de la prise de Marienburg, elle fut faite prisonnière par le général de Bauer, qui en fit sa concubine, et qui, lorsqu'il fut fatigué d'elle, la donna à la princesse Mentchikof. C'est dans cette maison qu'elle fit la connaissance de l'empereur Pierre Ier, qui l'épousa secrètement en 1711, et qui, dès l'année suivante, la déclara publiquement son épouse légitime. De ses frères et sœurs, ou plutôt des frères et sœurs de sa mère, descendent, dit-on, les comtes Stawronski, les comtes Henrikof et les comtes Jefimowski.

une fois manifesté l'intérêt tout particulier qu'elle portait au duc et à la grande-duchesse de Holstein. Elle les instituait tuteurs du jeune empereur Pierre II. La grande-duchesse Anne et sa sœur Elisabeth devaient chacune recevoir un million de roubles, avec la moitié de tous les diamants de leur mère n'appartenant pas à la couronne ; plus, 300,000 roubles à titre de cadeau de noces, et 100,000 roubles de pension annuelle, sans que le duc eût à tenir compte de ce qu'il pouvait avoir antérieurement reçu. En outre, elle confirmait de nouveau tous les traités conclus avec le duc Charles-Frédéric. Cependant, le prince Mentchikof (1) enleva la tutelle au duc et à la grande-duchesse, et leur fit éprouver tant de désagréments, que dès le mois d'août 1727 ils quittaient la Russie, escortés par une flotte que commandait l'amiral Apraxin ; et, le 26 août, ils faisaient leur entrée solennelle à Kiel. Leur neveu, l'empereur Pierre II, leur écrivit bientôt après, il est vrai, que « le funeste et présomptueux « prince Mentchikof, en raison de son manque de « déférence pour les princesses impériales, et afin « que ses richesses, illégitimement acquises, fissent « retour au trésor impérial, auquel elles avaient été « dérobées, venait d'être personnellement dépouillé « de tous ses titres et honneurs (septembre 1727). »

(1) Alexis, prince Mentchikof, né en 1660, fils d'un simple paysan, devint le favori de Pierre le Grand, ministre d'État, feld-maréchal-général, et duc d'Ingrie. C'était un homme de rares talents, mais d'une honteuse rapacité. Après avoir été l'âme de trois règnes, à tel point qu'il faillit devenir le beau-père de Pierre Ier, il fut renversé du pouvoir et exilé à Bérésof, où il mourut en novembre 1729, en proie à la plus profonde tristesse.

Mais la lettre ne contenait pas d'invitation à revenir en Russie, parce que les Dolgoroucki, qui s'étaient substitués à Mentchikof après l'avoir renversé, ne se souciaient nullement de voir le duc et la grande-duchesse reparaître à la cour de Saint-Pétersbourg. D'ailleurs la grande-duchesse était enceinte, et elle accoucha effectivement, le 21 février 1728, d'un fils, Charles-Pierre-Ulrich, qui était destiné d'abord à ceindre la couronne ducale de Holstein, puis à mourir empereur de toutes les Russies, après avoir refusé la couronne de Suède. De fâcheux présages se rattachèrent à son berceau. Lors des fêtes célébrées à l'occasion de son baptême (29 février), l'explosion d'un caisson de poudre blessa un certain nombre de curieux; et la grande-duchesse mourut dix jours plus tard. C'était une femme d'une rare beauté, douce, instruite, mais un peu mélancolique. Son corps fut ramené à Saint-Pétersbourg, où on l'enterra dans l'église de la forteresse.

Le jeune prince Pierre resta jusqu'en 1735 entre les mains des femmes, qui lui apprirent un peu de français. Il fut ensuite confié aux soins de MM. d'Adlerfeld, de Wolf et de Bromsen, en même temps que le recteur de l'Université de Kiel, un pédant appelé Fuhl, était chargé de lui enseigner le latin. Mais comme on n'avait pas renoncé à de faibles espérances sur la Russie, on conserva à Kiel la chapelle grecque qui y avait été établie par la grande-duchesse, et on fit apprendre au prince un peu de russe, de même qu'on l'initia de bonne heure à la connaissance des dogmes de la religion grecque. Son père lui transmit en outre son goût pour l'art militaire, ou plutôt sa manie de jouer au soldat.

Le duc Charles-Frédéric de Holstein-Gottorp étant mort en 1739, son fils passa sous la tutelle d'un cousin, l'évêque de Lubeck, Adolphe-Frédéric, qui plus tard devint roi de Suède. Son éducation fut alors confiée à MM. de Brœmmer et de Bergholz; si le rôle de ce dernier semble avoir été purement passif, le premier, au contraire, fit parade d'une sévérité sans tact ni discernement. On envoya un M. de Bredahl en Russie; mais il y fut reçu avec tant de froideur, et en rapporta des nouvelles si défavorables, qu'on renonça à tout espoir de ce côté pour concentrer ses vues et ses projets sur la Suède. Il fallut maintenant que le prince, au lieu du russe, apprît le suédois; et l'enseignement du luthéranisme fut substitué à celui de la religion grecque.

En Russie, à Catherine Ire avait succédé le petit-fils de Pierre le Grand, Pierre II, fils du malheureux Alexis, lequel était issu du premier mariage de Pierre Ier. Après la mort inattendue de ce prince, causée par la petite vérole (1730), on revint à la descendance d'Iwan II, le frère aîné de Pierre le Grand; mais au lieu de choisir sa fille aînée, la duchesse de Mecklembourg-Schwerin, on prit la cadette, Anne, duchesse douairière de Courlande, la grande protectrice de Biron (1). Sous l'influence de celui-ci, l'im-

(1) Ernest-Jean de Büren, naquit en Courlande en 1687. Il devint d'abord grand écuyer de la duchesse Anne de Courlande, puis le favori déclaré de cette princesse quand elle eut été appelée en 1730 à succéder à Pierre II sur le trône de Russie. Élu duc de Courlande en 1730, et devenu régent de l'empire de Russie, du 28 octobre au 19 novembre 1740, il fut alors renversé par Munnich et exilé à Palim, en Sibérie. Rappelé un an après, il fut transféré à Jaroslaf, sous un ciel

pératrice Anne appela en Russie sa nièce, la princesse Anne de Mecklembourg, la maria (3 juillet 1739) au duc Antoine-Ulrich de Brunswick-Wolfenbuttel, et désigna pour son successeur (5 octobre) le rejeton issu de cette union, Iwan (né le 12 août 1740), lequel, à sa mort (17 octobre 1740), reçut le titre d'empereur, pendant que la régence était exercée, d'abord par Biron, puis par la duchesse Anne, sous la direction de Munnich (1).

Cependant, Élisabeth, fille cadette de Pierre le Grand, vivait encore alors, dans un isolement qui lui permettait de satisfaire ses goûts voluptueux, mais mécontente, parce qu'elle était sans influence. Lestocq (2) lui recruta un parti, et, dans la nuit du 24

bien moins sévère, tandis que Munnich allait le remplacer lui-même dans les déserts glacés de la Sibérie. En 1762, on lui rendit complétement sa liberté; et en 1763, il fut rétabli en possession de son duché de Courlande. Il mourut le 28 décembre 1772, après avoir abdiqué trois ans auparavant.

(1) Burckhardt-Christophe, comte de Munnich, né en 1683 à Neuenhuntorf, dans le duché d'Oldembourg, servit successivement la Hesse, la Saxe, la Suède et la Russie, où il devint feld-maréchal-général et président du collége de la guerre. Exilé en Sibérie en 1741, il en fut rappelé en 1762, et mourut en 1767.

(2) Jean-Hermann Lestocq, né en 1692 à Celle en Hanovre, était le fils d'un barbier. Devenu chirurgien de Pierre I[er], il se fit fort bien venir de ce prince, qui pourtant finit par l'exiler à Kasan. Rappelé par Catherine, il fut attaché à la maison de la grande-duchesse Élisabeth, qu'il voulut déjà faire monter sur le trône de Russie lors de la mort de Pierre II : proposition que cette princesse repoussa, sans doute parce qu'elle espérait bien qu'Anne la désignerait pour lui succéder. En 1741, il fut nommé conseiller intime, puis premier chirurgien et pourvu du titre de comte. Arrêté et envoyé en exil en 1748, il s'en vit rappeler en 1762, et mourut en 1767. D'ailleurs,

au 25 novembre 1741, on renversait Munnich en même temps qu'on s'emparait de ses jouets, l'empereur et ses parents, condamnés dès lors à l'exil et à la captivité. Élisabeth fut proclamée impératrice. Résolue à ne pas se marier, elle désigna pour son successeur éventuel le fils de sa sœur, le jeune duc Pierre de Holstein ; et, peu de temps après son avénement, elle fit partir pour Kiel le major Nicolas de Korf avec son frère, envoyé de Russie à Copenhague, pour y déclarer la résolution qu'elle avait prise de recueillir à sa cour le prince, son neveu, et de lui faire terminer son éducation auprès d'elle. En conséquence, celui-ci partit très mystérieusèment pour la Russie sous le nom de comte de Ducker, en compagnie du maréchal de la cour de Brœmmer, du chambellan de Bergholz et de l'intendant de la chambre Cramer. Ils arrivèrent à Saint-Pétersbourg au mois de janvier 1742, et y furent accueillis avec les marques du plus vif empressement. L'impératrice, quoiqu'elle eût d'ailleurs été médiocrement satisfaite de son physique et de son intelligence, accorda toute sa bienveillance au jeune duc, qui plus tard ne fit rien pour détruire cette première et fâcheuse impression. A son arrivée à Saint-Pétersbourg, c'était un enfant extraordinairement pâle, d'apparence chétive, et d'une santé évidemment très faible. En outre, il portait ses cheveux à la mode espagnole, comme on disait alors, c'est-à-dire aplatis, pendants sur la nuque, et fortement

Lestocq fut plutôt un instrument qu'un metteur en œuvre. Le marquis de La Chétardie, envoyé de France, prit une part importante à l'affaire dont le parti national russe fut la base, et le régiment des gardes Préobratzschenskoï l'instrument militaire.

poudrés. Il suivit l'impératrice à Moscou pour les fêtes du couronnement, et à cette occasion fut nommé lieutenant-colonel des gardes Preobratzschenskoï, et colonel du régiment des cuirassiers de la garde, dont le vieux feld-maréchal-général Lascy (1) était colonel. Après s'être fait présenter une foule de plans pour l'éducation du prince héritier du trône, Élisabeth se décida en faveur de celui du professeur Stæhlin, lequel fut chargé de le mettre à exécution (2). Dès la première épreuve, le nouveau précepteur constata, à la grande surprise de l'impératrice, que le jeune prince était à tous égards d'une profonde ignorance. Ce qu'il savait le moins mal, c'était le français. Il paraît que Stæhlin apporta beaucoup de zèle et d'intelligence dans l'accomplissement de sa mission; mais il ne pouvait pas s'en promettre de bien brillants résultats, en raison des continuelles distractions qui s'offraient à son élève, chez qui il y avait absence complète du moindre goût pour toute étude, toute occupation un peu sérieuse ; et, comme l'impératrice ne tarda pas à ne plus s'occuper de la chose, Stæhlin ne trouva nulle part l'appui qui lui était si nécessaire. Un moine appelé Theodorsky, mort en 1758 archevêque de Pleskof, fut chargé d'instruire le jeune prince dans la connaissance de la langue russe et de

(1) Pierre, comte de Lascy, né en 1678 à Limerick, en Irlande, fut successivement au service de la France, de l'Autriche, de la Pologne et de la Russie. Il conquit la Finlande, et mourut en 1751 à Riga. Il fut le père du célèbre général autrichien Lascy.

(2) Il était originaire de Memmingen, vint en 1735 à Saint-Pétersbourg à la recommandation de Brühl, et mourut en 1785. Pierre se montra toujours reconnaissant envers lui.

a religion grecque. C'est pour ce qui se rapporte à l'état militaire que Pierre montrait encore le plus de dispositions.

Élisabeth ayant appris, vers la fin de 1742, qu'il était question en Suède de régler l'ordre de succession, et qu'on avait à cet effet jeté les yeux sur le prince Pierre, il devenait urgent pour elle de procéder à l'exécution du plan qu'elle avait conçu relativement à la Russie. Le 18 novembre, le prince Pierre embrassa donc la religion grecque, et reçut à cette occasion les noms de Pierre-Féodorowitch. Les fêtes auxquelles donna lieu cette cérémonie ne durèrent pas moins de huit jours. Après quoi, parut un manifeste ordonnant à la nation russe de prêter serment de fidélité au prince devenu maintenant grand-duc et héritier du trône. Les Suédois, qui deux jours avant sa nomination en Russie l'avaient élu pour successeur au trône de Suède, persistèrent à lui offrir la couronne de leur pays; mais il la refusa.

Les soins persévérants apportés à l'instruction du jeune prince, notamment dans ce qui a trait aux intérêts politiques de la Russie, commençaient pourtant à donner quelques fruits, lorsqu'une maladie des plus graves vint, en 1743, interrompre le cours de ses études. Après sa guérison, on s'occupa de le marier. On s'adressa d'abord à la cour de Dresde, et on demanda pour lui la main de la princesse Marie-Anne (1); mais on s'y heurta aussitôt contre d'insurmontables scrupules de conscience. Frédéric II, à la

(1) Marie-Anne-Sophie, fille de Frédéric-Auguste II, roi de Pologne et Électeur de Saxe, née en 1728, mariée en 1747 à Maximilien-Joseph, Électeur de Bavière, veuve en 1777, et morte en 1797.

porte duquel on frappa ensuite pour la princes
Amélie (1), trouva aussi que le trône de Russie pr
sentait trop peu de sécurité, et provoqua peut-ét
par les propos qu'il tint à cette occasion la haine do
l'impératrice lui donna plus tard de si terrib
preuves. Toutefois, elle agréa la proposition qu'il
fit alors, en signalant à son attention la princes
Sophie-Auguste-Frédéricke d'Anhalt-Zerbst (née
Stettin, le 25 avril 1729). Elle avait d'ailleurs l'ava
tage d'être la fille d'une princesse de Holstein (2)
la nièce de ce prince de Holstein qui avait été
signé pour épouser Élisabeth elle-même à l'épo
de sa jeunesse. Au mois de février 1744, on la
venir en Russie avec sa mère (3). Elle plut, fut
struite dans la religion grecque, qu'elle embrass
9 juillet suivant sous le nom de Catherine-Alexiew
et le lendemain 10 on la fiança au grand-duc.
mariage fut différé encore d'une année, afin
l'éducation du fiancé pût être complétement
minée : précaution qui n'amena pas grands résulta
par suite de la répugnance de plus en plus gra
du prince pour toute occupation sérieuse, et auss
cause de ses fréquentes maladies. En 1745, le gra
duc fut déclaré majeur en vertu d'une dispense d
qu'on obtint pour lui de l'Électeur de Saxe, agis

(1) Anne-Amélie, fille cadette du roi Frédéric-Guillaum
de Prusse, née en 1723, resta fille et devint abbesse de Q
limbourg.

(2) Jeanne-Élisabeth, fille de Chrétien-Auguste, évêq
Lubeck, née en 1712, mariée en 1727 au prince Chré
Auguste d'Anhalt-Zerbst, morte à Paris en 1760.

(3) Elles quittèrent Zerbst secrètement, parce que le
luthérien zélé, ne voulait à aucun prix entendre parler d
négociations avec la Russie

qualité de vicaire de l'Empire : acte qui fut solen-
lement publié le 17 juin. Il confia l'administration
ses États allemands au frère de sa belle-mère, le
nce Frédéric-Auguste de Holstein, qui devint en
50 évêque de Lubeck. Le mariage du grand-duc
c la princesse Catherine-Alexiewna eut lieu le 1er
tembre 1745, et fut célébré par des fêtes et des
uissances qui se prolongèrent jusqu'au 11.
n donna au jeune couple un état de maison des
brillants, et où la plupart des emplois furent
iés à des Russes, tandis que le grand-duc avait
prudence de montrer en toutes occasions une
érence marquée pour les Holsteinois. Dans les
mencements, les relations des deux époux furent
llentes, et on les voyait souvent jouer ensembl
me des enfants. La grande-duchesse, femme
elle personne ne pouvait refuser une grande forc
telligence, dut se plier à faire l'exercice avec so
, et même se laisser mettre en faction. « Il me sem
que j'étais bonne pour autre chose, » disait-ell
tard. Pour le moment, cette docilité lui valut un
ence illimitée sur son mari ; et il eût été à désire
l'un et pour l'autre que cette influence ne se fût
is affaiblie. Le grand-duc avait toujours besoin
e dirigé, surtout à ce moment, où, par ses insi-
ions, le grand chancelier Bestuchef (1), homme

Alexis comte Bestuchef, né à Moscou en 1693, avait
evé en Allemagne. Il était fils d'un homme qui avait joué
rand rôle à la cour de Courlande, mais qui avait été ren-
par Biron. D'abord gentilhomme de la chambre de l'É-
r de Brunswick, puis envoyé en mission à Saint-Pé-
ourg (1714), il fut nommé en 1718 premier gentilhomme
chambre de la duchesse de Courlande, en 1720 envoyé

d'État animé pour la Prusse d'une haine notoire, éta
parvenu à rendre le grand-duc et sa femme suspe
à l'impératrice, dont les facultés faiblissaient av
l'âge. Le grand chancelier ne laissait d'ailleurs jam
échapper la moindre occasion de blesser le gran
duc. Le Danemark offrit à ce dernier les com
d'Oldenbourg et de Delmenhorst, s'il voulait ren
cer à ses droits sur le Schleswig. Bestuchef é
d'avis d'accepter cette proposition ; mais le gran
duc, agissant aussi bien de sa propre inspiration
sous l'influence des conseils de sa femme (1) et
son entourage holsteinois, demanda une indem
plus considérable, et l'affaire en resta là. Vers la
d'avril 1747, le grand veneur de Bredahl, le ch
bellan de Ducker, l'intendant de la chambre Cran
et le commissaire de cour Schriever, reçurent de l'
pératrice l'ordre de s'éloigner immédiatement du
ritoire russe. Le prince Auguste de Holstein lui-m

russe à Copenhague, sous le règne de l'impératrice Anne
nistre de cabinet, puis sous celui d'Élisabeth comte et g
chancelier. Déposé en 1758 et exilé dans ses terres,
rappelé en 1762 et nommé feld-maréchal, sans que plus
on ait eu recours à ses services, et mourut en 1766.

(1) Elle ne pardonna jamais au cabinet de Copenhague
voir recommandé à son représentant à Saint-Pétersbour
comte Rochus-Lynar, de la surveiller exactement, att
que « sous la direction de sa mère elle promettait de de
la princesse la plus fausse de l'Europe ». Voici un fait qui
tifie parfaitement cette appréciation : Le comte venait p
sément à ce moment-là d'échouer dans une négociation
était chargé de suivre dans les intérêts de la cour de D
mark, et c'est surtout à la grande-duchesse qu'il en étai
devable. Or, la veille même, la grande-duchesse le féli
de l'avoir menée à bonne fin, ajoutant qu'elle s'estimait
reuse de pouvoir lui dire qu'elle y avait eu une bonne p

fut aussi invité, quoique de la manière la plus
à quitter la Russie. En fait de Holsteinois, il ne
plus que ceux qui étaient devenus les créatur
grand chancelier. C'est aussi vers ce temps-là
médecin anglais, appelé Blackwell, fut arı
Stockholm; et, dans une audience qu'il obt
l'impératrice, le comte de Barck, ambassad
Suède, apprit à cette princesse que l'on avait
dans les papiers de ce Blackwell des documen
compromettants pour le grand-duc. Cependan
nombre de gens persistèrent à soutenir qu
toute cette intrigue Blackwell (1) n'avait joué

(1) Le procès Blackwell ne fut au fond que le rés
l'antagonisme acharné des partis existant en Suède
d'ailleurs partialement conduit.

Alexandre Blackwell, fils d'un ecclésiastique écoss
reçu une bonne éducation et en avait su profiter, grâ
à ses heureuses dispositions naturelles qu'à l'ardeu
dant longtemps il avait apportée au travail. A l'âg
ans, on l'envoya suivre les cours de l'Université d'E
que quelque temps après il désertait secrètemen
comme tant d'autres, vers Londres par cette influen
tique dont plusieurs écrivains anglais nous ont dé
fets d'une manière si saisissante; force mystérieu
sistible, qui fut la cause de la ruine de tant de j
heureusement doués par la nature, qui procura à
uns une gloire couronnée d'épines, et n'assura qu
petit nombre un bonheur durable. Lorsqu'il eut d
modeste pécule sans avoir vu se réaliser aucune d
rances, Blackwell dut s'estimer heureux d'obtenir
de correcteur dans l'imprimerie Wilkins. Dans cet
position il se fit d'utiles relations littéraires, en mê
qu'il réussissait à toucher le cœur et à obtenir la r
vertueuse jeune fille, qui lui apporta en mariage un
ronde. Dès qu'il eut des sommes importantes à sa d
Blackwell sentit se réveiller l'inquiétude native de s

rôle que celui d'instrument de la cour de Danemark et de Bestuchef. En outre, au mois d'avril 1748, le grand-duc découvrit que son valet de chambre était payé par Bestuchef pour l'espionner, et même pour voler ses lettres et papiers. Au reste, l'impératrice ne se laissa jamais amener à vouloir se débarrasser de l'héritier du trône. Pierre était même en bons termes avec son véritable favori, le comte Rasoumofski, homme à qui elle ne laissait exercer aucune influence

Il passa trois ans à parcourir sans but la France, la Hollande et l'Allemagne. Puis il s'en revint à Londres, où il fonda une imprimerie. Les autres imprimeurs de cette ville se liguèrent contre le nouveau venu, et le sommèrent d'avoir à justifier des années d'apprentissage exigées par les règlements. Blackwell gagna son procès en première instance, le perdit en appel, contracta des dettes, et finit par faire banqueroute (1734); par suite de quoi ses créanciers le mirent en prison. Il n'en sortit que grâce au dévouement et au talent de sa femme. Comme elle dessinait et peignait parfaitement, elle eut l'idée de peindre diverses plantes d'après nature. Les spécimens qu'elle en fit voir au célèbre John Sloane, au Dr Mead et au médecin allemand Andres, excitèrent leur admiration; et alors, avec l'assistance du directeur du jardin botanique Road, elle publia un grand ouvrage de botanique dont elle dessina, grava et enlumina toutes les planches, et dont le texte fut en partie rédigé par son mari. Il est intitulé *Curious Herbal* (Londres, 1727-1739. 2 vol. gr. in-fol.), et une nouvelle édition en fut ensuite faite en Allemagne, texte latin et allemand, par Eisenberger (*Herbarium Blackwellianum*, Nuremberg, 1750-1773. 6 vol. in-fol.). Elle gagna beaucoup d'argent avec cette entreprise et put ainsi tirer son mari de prison. Celui-ci se consacra dès lors presque exclusivement à l'étude des sciences naturelles, écrivit un livre sur la mise en culture des landes et terrains incultes (Londres, 1741), et fut nommé administrateur des domaines du marquis de Chandos. Un exemplaire de l'ouvrage que nous venons de mentionner en dernier lieu tomba entre les mains du ministre de Suède à Londres,

sur la direction des affaires, et cela uniquement *dans l'intérêt de sa santé*. Le grand-duc et sa femme faillirent, le 6 juin 1748, perdre la vie à Gostilitz, maison de campagne appartenant au frère de Rasoumofski. Le bâtiment dans lequel ils couchaient s'écroula peu de temps après qu'ils l'eurent quitté aux cris d'alarmes proférés par une sentinelle. Le 19 novembre 1749, Pierre vint solennellement prendre séance au sénat. Mais le système d'espionnage organisé par l'impératrice autour de son neveu et de sa nièce, ses interventions fréquentes dans leurs affaires de ménage, ses remontrances incessantes, indiquaient

qui l'envoya à Stockholm et fut alors chargé de déterminer l'auteur à venir s'établir en Suède. Blackwell accepta les offres qui lui étaient faites, et fut parfaitement accueilli à Stockholm. Le roi de Suède ayant été atteint d'une dangereuse maladie, se laissa persuader de faire appeler Blackwell, qui eut le bonheur de le rendre à la santé. Blackwell fut alors nommé premier médecin du roi, et il se disposait à faire venir sa femme et ses enfants à Stockholm, quand il fut arrêté, le 21 mars 1747, et enveloppé dans un grand procès politique où se trouvèrent compromis le négociant Springer et le fabricant Hedman. On l'accusait d'avoir été en Suède l'un des agents de cette corruption à l'aide de laquelle les diverses puissances étrangères exploitaient à leur propre profit les luttes des partis, et il périt victime de la démoralisation des hommes politiques de l'époque : démoralisation dans laquelle il n'avait été que pour fort peu de chose, et dont la responsabilité eût dû plutôt retomber sur ceux qui se laissaient corrompre pour trahir les intérêts de leur pays, et à qui pourtant il ne fut rien fait. Il eut la tête tranchée au mois d'août 1747. On prétendit dans le temps que c'était le parti français lui-même qui l'avait poussé à tenter quelques démarches compromettantes, afin de pouvoir l'accuser d'être l'instrument de la politique anglaise.

assez combien étaient changées ses dispositions à leur égard.

Malheureusement, l'impératrice avait de plus en plus lieu de se montrer mécontente. Pierre était devenu boudeur et silencieux ; il témoignait sa mauvaise humeur à sa femme en la traitant avec une froideur choquante, et lui reprochait surtout de ne pas lui avoir encore donné d'héritier. Catherine eût peut-être été une excellente femme si elle avait eu un mari qui sût gagner son amour et son estime. Elle serait peut-être restée une épouse fidèle à ses devoirs si son époux ne lui avait pas donné de justes motifs de plainte, ou du moins s'il n'avait pas paru prendre plaisir à la blesser. C'est aux défauts de son esprit et à sa faiblesse de caractère, c'est aux perfides influences de son entourage, qu'il faut attribuer les fâcheuses dissensions qui éclatèrent entre les deux jeunes époux ; c'est là ce qui finit par faire de Catherine la plus dangereuse ennemie de son mari, et par la rendre maîtresse consommée en tous ces artifices, toutes ces perfidies, alors nécessaires en Russie pour s'élever au pouvoir et s'y maintenir. En 1750, le grand-duc, toujours à court d'argent, était assez disposé à acquiescer à un projet de transaction proposé par le Danemark au sujet des affaires du Holstein ; il suffit que sa femme lui conseillât d'accepter, pour l'en détourner. Sa manie de jouer au soldat, et les constructions qu'il faisait élever à Oranienbaum, domaine ayant appartenu autrefois au prince Mentchikof, lui coûtaient des sommes immenses, et il était toujours endetté. Parfois même sa gêne devenait telle, qu'il acceptait alors de l'argent de cours étrangères, contre les intérêts desquelles

il agissait ensuite comme il avait fait auparavant. C'est ce qui arriva, par exemple, à l'Autriche et à la Saxe. Sa conduite dans l'affaire de la négociation entamée avec le Danemark déplut souverainement à l'impératrice et à Bestuchef. A la mort du roi de Suède (1751), il exprima ouvertement le regret d'avoir perdu pour la Russie le gouvernement d'une nation *civilisée :* expressions qui devaient, on le comprend, blesser vivement cet amour-propre national que les Russes poussent à un si haut degré. On trouva sur un officier holsteinois, arrêté à Cronstadt, des lettres de la grande-duchesse contenant des plaintes amères sur sa position et celle de son mari. Lors d'une espèce de mutinerie de soldats, arrivée en septembre 1751 à Oranienbaum, et dans laquelle on abusa du nom de Pierre, celui-ci se conduisit, il est vrai, avec beaucoup de prudence, et ne se compromit en aucune façon. On peut même dire que sa conduite en cette circonstance fut moins le résultat de sa prudence, car il n'en avait guère, que de sa loyauté, qualité qu'on ne saurait lui refuser, et qui était la meilleure garantie qu'il pût donner. Cependant, cet incident ne fit qu'accroître les méfiances de l'impératrice.

Vers la fin de l'année 1753, il s'opéra entre la grande-duchesse et le grand chancelier, grâce à la médiation de l'impératrice, une réconciliation grosse de dangers pour le grand-duc. C'est aussi à la même époque que la chronique scandaleuse fait naître et même favoriser par la cour les relations intimes de la grande-duchesse avec le comte Sergius Soltikof, qui pourtant ne tarda pas à être envoyé ambassadeur à Stockholm, et qui mourut en Suède. Le 1er décembre 1754, la grande-duchesse accoucha à Saint-Péters-

bourg d'un héritier du trône, qui plus tard devint l'empereur Paul, et par sa fantasque obstination et par sa destinée offrit tant de points de ressemblance avec son père. C'était l'événement le plus propre à permettre à la grande-duchesse d'espérer une amélioration de sa position, tant à l'égard de la cour que vis-à-vis de son mari; et pourtant il n'en fut rien. La disposition d'esprit de la princesse, qui se voyait si souvent déçue dans ses espérances, ne dut que s'en aigrir encore davantage.

Les époux se séparaient toujours de plus en plus, même extérieurement. Le grand-duc passait son temps à jouer au soldat, à construire à Oranienbaum une petite forteresse qui n'était aussi qu'un joujou, et à faire des orgies en société d'officiers holsteinois. Il perdit pourtant plus tard cette habitude de boire, qui, en raison de sa franchise, lui avait singulièrement nui, même au point de vue politique. En 1755 commença son commerce de lettres avec Frédéric II, prince pour lequel il éprouvait une admiration enthousiaste, qui lui fait honneur sans doute, mais qui contribua aussi à son malheur. Frédéric lui donna d'ailleurs de bons conseils, et Pierre les suivit quelquefois, — autant du moins que cela lui était possible. Pendant ce temps-là, sa femme s'était fait construire et arranger à Oranienbaum, au milieu d'un jardin, un petit palais où elle se livrait à ses goûts particuliers. Le premier qui vint égayer pour elle cette solitude fut, en 1755, le comte Stanislas-Auguste Poniatowski (né le 17 janvier 1732), dont elle put plus tard récompenser l'attachement par la couronne de Pologne, et qui lui avait été recommandé par l'ambassadeur d'Angleterre, sir Charles Hanbury

Williams, à la suite duquel il était venu à Saint-Pétersbourg. Poniatowski fut d'ailleurs pendant longtemps au mieux avec le grand-duc. A son arrivée en Russie, le grand-duc et la grande-duchesse le firent recommander par Bestuchef à la cour de Dresde, pour que celle-ci le nommât son représentant à Saint-Pétersbourg.

Pierre, de son côté, avait une maîtrésse, bonne et douce créature, sans prétentions d'aucune espèce, la comtesse Élisabeth Woronzof, fille du conseiller intime comte Roman Woronzof, nièce du vice-chancelier Michel Woronzof, sœur d'Alexandre et Simon Woronzof, qui jouèrent plus tard un rôle si brillant, de la belle comtesse Butturlin, et de cette audacieuse princesse Daschkof, qui desservit toute sa famille auprès de Catherine. La naissance de la grande-duchesse Anne, arrivée en décembre 1757, ne changea rien à la situation.

La guerre contre la Prusse ne pouvait que contrarier les sympathies et les relations du grand-duc, et on n'ignorait pas que ses vœux étaient complétement pour Frédéric, devenu de sa part l'objet d'une si vive admiration. On le soupçonna même un instant d'avoir déterminé, par des ordres secrets, la retraite du comte Apraxin après la bataille de Grossjægerndorf (30 août 1757). La vérité est cependant que cette retraite fut le fait de ses ennemis, et qu'elle avait surtout pour but de lui nuire. Bestuchef, le feld-maréchal Apraxin et le général de brigade de Weymarn avaient, en effet, projeté d'amener l'impératrice à dépouiller Pierre de son droit de succession, pour en investir le jeune grand-duc Paul sous la tutelle de sa mère. Or, l'impératrice étant précisé-

ment tombée malade à ce moment-là, Bestuchef avait ordonné à Apraxin de ramener son armée en Russie, afin de l'avoir sous la main à tout événement. Un des subordonnés du chancelier, Wolkof, surprit le complot et en fit part au vice-chancelier Woronzof, lequel à son tour en instruisit le grand-duc. Ce dernier, aussitôt que l'impératrice fut revenue à la santé, lui révéla la chose ; et cette révélation (1) eut pour suite la chute de Bestuchef (25 février 1758). Apraxin échappa au châtiment qu'il avait mérité en se donnant lui-même la mort (31 août 1758). Weymarn fut renvoyé de l'armée ; mais Catherine l'employa de nouveau plus tard, notamment contre le malheureux Iwan III. La complicité de la grande-duchesse dans ce complot était vraisemblable, quoiqu'elle n'ait pas été prouvée; mais Pierre se montra généreux, et Catherine en fut quitte pour une défense de paraître de deux mois à la cour. Ce fut son mari qui demanda lui-même pardon pour elle à l'impératrice ; et au mois d'avril 1758 eut lieu entre les deux époux, en vue surtout de la prochaine arrivée du prince Charles de Saxe (2), une bien inutile scène de réconciliation, dont l'effet ne dura pas longtemps. L'impératrice insistait auprès du roi de Pologne pour qu'il rappelât Poniatowski ; mais à deux reprises la grande-duchesse,

(1) Il paraît que les menées de l'ambassadeur de France aidèrent aussi à renverser Bestuchef; de même qu'en Suède le parti français fut pour beaucoup dans le procès Blackwell.

(2) Pierre et Catherine firent plus tard sentir à ce prince qu'il avait eu le tort, dans leurs démêlés intimes, de prendre parti pour l'impératrice, qui l'avait souvent cité pour modèle au grand-duc, et de n'avoir pas empêché le départ de Poniatowski.

en recourant à l'intervention de son mari, et même à celle de la maîtresse du grand-duc, réussit à faire revenir sur la décision prise. Cependant, peu aprè le départ du prince Charles de Saxe, Poniatowski rencontré sous un déguisement dans le jardin de l grande-duchesse, fut arrêté (1). L'ambassadeur se v obligé de quitter la Russie, et il fut même alors que tion d'enfermer la grande-duchesse dans un couven mais elle parvint, cette fois encore, à se réconcili avec son mari, grâce à la comtesse Woronzof, et même soir Pierre se présenta à la porte de l'appar ment de sa femme pour lui demander excuse. Se jet alors à ses pieds, elle lui exprima, en même te qu son repentir, sa vive reconnaissance. Ce ne urtant pas sans peine que Pierre obtint cette l'impératrice qu'elle pardonnât, elle aussi, rande-duchesse. « Je connais Catherine, lui tte occasion Élisabeth ; toi et la comtesse Woro ous vous repentirez un jour de ce que vous me ire là ! »

Mais tout cela n'améliorait pas la position de P Les deux époux ne pouvaient plus désormais av confiance l'un dans l'autre. En outre, les em l'argent du grand-duc devinrent si pressants, c réduit à tâcher de tirer parti de vieux titres de c contre l'Espagne, depuis longtemps périmés, e

(1) Rulhière rapporte qu'il fut conduit au corps suivant Saldern, il aurait été amené devant le gran aurait laissé s'en aller après lui avoir adressé quel ries. La biographie de Pierre III prétend que celui senta sa société, et qu'ensuite Branicki le remit avec un geste insultant.

les faire valoir, il eut recours à la médiation de l'Électeur de Saxe (1).

Les revers essuyés par l'armée prussienne, revers auxquels l'armée russe contribua pour une bonne part, affligèrent vivement Pierre; on prétend même que ce fut à son instigation que l'habile comte de Fermor (2) donna alors sa démission. La position du grand-duc était devenue si pénible, qu'en 1759 il chargea un beau jour le comte Alexandre Schouvalof de faire savoir à l'impératrice qu'il était prêt à renoncer pour toujours au brillant avenir qui lui était réservé en Russie, et qu'il la priait de lui permettre de s'en retourner en Holstein. En réponse à cette ouverture, Élisabeth fit engager son neveu à ne pas perdre ainsi courage; et, s'il persistait dans sa résolution, à la lui notifier par écrit. Dès lors elle le traita avec une froideur si voisine du mépris, que Pierre n'osa pas pousser l'affaire plus loin.

La maison de Holstein-Plœn, une des branches

(1) Ils remontaient aux années 1556 et 1572, et provenaient de services militaires accomplis en Flandre. Le 29 août 1727 il était effectivement intervenu en faveur du Holstein, entre l'Autriche et l'Espagne, une convention par laquelle cette dernière puissance s'engageait à payer à la ligne ducale de Holstein 100,000 florins par an jusqu'à la restitution du Schleswig. Mais l'Espagne n'en paya jamais un maravedi, et le grand-duc évaluait à environ 6,000,000 de francs les subsides arriérés dus à ce titre par la cour de Madrid. La Saxe se mêla de cette négociation, parce que la reine d'Espagne d'alors était une princesse saxonne; et Pierre, lorsqu'il fut devenu empereur, en voulut toujours à la Saxe de n'avoir pas réussi.

(2) Guillaume de Fermor, né à Pleskof en 1704, mort à Riетau en 1771.

cadettes de la ligne royale, vint à s'éteindre en 1761. Pierre n'avait rien à réclamer au sujet de cette succession, qui d'ailleurs se trouvait grevée de dettes immenses. Néanmoins, avec d'autres collatéraux, il éleva des prétentions sur une bonne moitié du duché de Schleswig. C'était là une telle folie, que le Danemark eût pu se contenter d'en rire ; mais l'impératrice Élisabeth, âgée de cinquante-deux ans seulement, mourut le 25 décembre 1761, et le duc de Holstein devint alors empereur de Russie.

Quoiquil n'eût rien fait pour se constituer un parti, son avénement au trône non-seulement s'effectua de la manière la plus paisible, mais encore fut vu avec une satisfaction non équivoque par le peuple, qui se réjouit d'avoir de nouveau un empereur à sa tête. Pour que cette favorable disposition de l'opinion durât, il eût fallu que l'empereur fût vraiment homme. On ne peut, sans doute, nier que ses intentions étaient excellentes, et il ne manqua pas non plus de bons conseillers. Dans beaucoup d'autres pays son règne aurait donc pu être tranquille ; mais comme il ne comprenait pas la Russie, il ne sut pas accommoder ses réformes au génie russe, et commit les mêmes fautes que plus tard Joseph II. Ce qu'il ignorait surtout, c'est la manière dont il fallait alors gouverner et user du pouvoir en Russie ; or c'est là ce qu'il eût dû savoir avant de se préoccuper de l'usage qu'il ferait de l'autorité. Certes, Élisabeth lui était inférieure sous le rapport moral, et ses facultés intellectuelles étaient tout aussi médiocres. Mais, de même que l'impératrice Anne avant elle, elle s'entendait bien mieux que lui à gouverner la Russie, ou plutôt à se maintenir sur le trône. Pour cela, en effet, il fal-

lait allier la ruse à la force, se faire craindre en traitant quelques individus avec une rigueur extrême, et en même temps se créer des dévouements absolus, d'une part en distribuant des récompenses excessives, de l'autre en fermant les yeux sur des délits et même des crimes prenant leur source soit dans l'esprit de rapacité, soit dans le génie de la luxure; il fallait savoir que le plus souvent des crimes laissés impunis sont des gages de soumission illimitée, que le gros de la nation se laisse toujours duper par des exhibitions théâtrales d'une bienveillance patriarcale pour les masses, et se bien garder d'ailleurs de vouloir atténuer en rien la lourde oppression que les hautes classes exercent sur les classes inférieures comme pour se dédommager de leur propre servilité politique. En un mot, il fallait être *autocrate*, c'est-à-dire laisser les hommes d'État agir en beaucoup de circonstances uniquement d'après leur bon plaisir, tout en les surveillant constamment, et se servir des uns pour tenir les autres en bride. A la différence de Pierre, Catherine II, qui, de même qu'Élisabeth, n'était pas dénuée de certaines qualités du cœur, mais dont l'esprit était beaucoup plus éclairé et avancé, apprit parfaitement l'art de se maintenir en Russie; art que son mari ignora toujours. Beaucoup trop pénétré des idées qu'on a en Allemagne sur le droit en général, il était franc, consciencieux, opiniâtre, incapable de plier, enthousiaste, manquant de tact, dépourvu du don d'observation, pédant, plein d'idées préconçues, de bizarreries et d'excentricités antinationales. Ajoutons que si quelques Allemands doués d'une nature essentiellement cosmopolite ont pu réussir en Russie, le génie allemand ne convient qu'aux Alle-

mands, et est tout aussi antipathique aux Slaves qu'aux Italiens et aux Grecs. Ce fut une faute grave de la part de Pierre Ier que de ne pas faire progresser la Russie à l'aide de moyens et de ressources fournis par son propre génie national, au lieu de lui imposer une civilisation d'emprunt. Mais, du moins, Pierre Ier prit parti pour la civilisation en général, et était doué du génie du despotisme porté à sa plus haute puissance. Pierre III, au contraire, n'avait entrevu et saisi qu'une des nuances de la civilisation, et n'était d'ailleurs point assez despote pour continuer l'œuvre de son aïeul à l'aide de moyens similaires.

Pierre III signala les premiers jours de son règne par un grand acte de clémence. Sauf un petit nombre d'exceptions, dont la plus saillante était Bestuchef, qu'on se contenta d'exiler dans ses terres, tous les exilés furent rappelés, et la plupart même réintégrés dans leurs honneurs. De ce nombre étaient Biron, Munnich et Lestocq. Munnich surtout prouva à l'empereur sa reconnaissance par une courageuse fidélité et par de sages conseils, — qui ne furent pas suivis. Les portes de la Russie se rouvrirent pour plus de vingt mille individus qui avaient été victimes du despotisme des gouvernements précédents (1). Afin de couper le mal dans sa racine, le nouvel empereur ordonna la suppression de la chancellerie secrète (21 février 1762), grande officine d'arbitraire, véritable Chambre Étoilée de la Russie, et peut-être plus malfaisante encore, qui fut rétablie sous le règne suivant

(1) Élisabeth, qui avait le cœur trop tendre pour signer un arrêt de mort, envoya, dit-on, plus de quatre-vingt mille individus en Sibérie !

avec ses plus essentielles attributions, et qui fonctionna sous le règne de l'empereur Paul avec une activité sans pareille. Un autre oukase interdit l'emploi de la torture. Des mesures furent prises pour accélérer la marche de la justice. On conçut aussi le projet de rédiger un Code civil ; mais il faut ajouter qu'on sembla vouloir lui donner pour base les principes de la loi prussienne : ce qui ne pouvait que le rendre odieux aux justiciables. Pierre acquitta toutes les dettes de sa femme sans rechercher quelle en pouvait être l'origine, augmenta son revenu, et, à l'occasion de l'anniversaire de sa naissance, lui fit don de plusieurs grands domaines. Il voulait même faire venir en Russie le frère de Catherine ; mais celui-ci n'accepta point sa proposition (1). Le 21 février, un oukase affranchissait la noblesse de l'obligation du service militaire, et lui permettait de voyager ainsi que de prendre du service à l'étranger. Les monopoles en matière de commerce et d'industrie étaient supprimés, et diverses mesures de sage administration venaient favoriser les développements du commerce, de l'industrie et de l'agriculture. Une banque de crédit agricole était fondée, et le prix du sel réduit à 20 kopeks. Ces réformes inattendues parurent si généreuses, que le Sénat envoya à l'empereur une députation chargée de solliciter la permission de lui élever une statue d'or. Pierre III refusa ce témoignage de servile adulation. Mais la reconnaissance de la nation pour ces bienfaits

(1) Ce sont là des faits en contradiction complète avec les assertions des écrivains qui prétendent que Catherine ne fit que prévenir son mari, lequel avait résolu de se débarrasser d'elle. Le Mémoire auquel nous puisons, et qui est loin d'être favorable à Pierre, ne dit pas un mot d'un tel projet.

fut moins durable que la dangereuse irritation provoquée par quelques fausses mesures et par des plans mal conçus. L'empereur méditait la confiscation et la vente des biens appartenant aux couvents. Il voulait supprimer les jours de jeûne, et dépouiller les églises de leurs innombrables images de saints; mais il est inexact de dire qu'il ait aussi voulu s'en prendre à la barbe des prêtres russes (1). L'archevêque de Nowgorod, Sertchin, qui essaya de faire des remontrances, reçut l'ordre de ne plus paraître devant les yeux de l'empereur; ordre révoqué cependant huit jours après, à cause de la vénération profonde dont cet homme était l'objet de la part du peuple. Une autre circonstance fâcheuse, c'est que les couvents, comme pour se dédommager des périls qui les menaçaient, élevèrent le prix de fermage des terres qu'ils louaient aux paysans. Il en résulta des troubles, et l'empereur, sur qui on en fit retomber la responsabilité, s'aliéna ainsi l'esprit des classes inférieures. Des mesures efficaces, mais sévères, furent d'ailleurs prises pour assurer le service de la police intérieure. Une faute grave, ce fut la suppression ou du moins l'ajournement de la cérémonie du couronnement.

Les principaux amis et conseillers de l'empereur étaient les princes Georges et Pierre-Auguste de Holstein (2), le comte de Munnich, le comte Michel Wo-

(1) Consultez : *Anecdotes Russes*, ou Lettres d'un officier allemand à un gentilhomme livonien, contenant les principaux événements de la vie de Pierre III, empereur de Russie, avec des détails sur la fin malheureuse de ce monarque (en allemand, Wandsbeck, 1765). Suivant l'auteur, ce bruit-là n'aurait été qu'une mystification.

(2) Georges-Louis de Holstein-Gottorp, né le 16 mars 1719,

ronzof, le feld-maréchal-général prince Troubetzkoï, M. de Bredahl qui venait d'être rappelé, le conseiller d'État Wolkof, le lieutenant général de Korf, créé directeur général de la police à Saint-Pétersbourg, le procureur général Glebof, les adjudants généraux Goudowitch et prince Iwan Galizin. Le conseil de cabinet fut remplacé par une commission où entrèrent successivement les princes de Holstein, Munnich, Michel Woronzof, le prince Troubetzkoï, Wolkonski, le grand maître de l'artillerie Villebois, le lieutenant général Melgounof et Wolkof. La plupart de ces personnages étaient des hommes sensés et honnêtes, et de pareils choix ne peuvent, au total, que faire honneur à l'empereur ; mais étaient-ce bien là les hommes capables de servir le mieux ses intérêts dans la Russie de 1762? Un autre Bestuchef, par exemple, ne lui aurait-il pas pu rendre des services bien plus efficaces? Etaient-ils en position de complétement identifier leur sort au sien? Et, d'ailleurs, ne lui arriva-t-il pas souvent de ne point suivre leurs avis sur les questions les plus graves?

Les réformes militaires et la politique étrangère de Pierre III sont ce qui lui nuisit le plus, après ses dangereuses attaques contre le clergé. Ces réformes comprenaient l'organisation de l'armée et les uniformes. Il congédia la compagnie des gardes, qui avait été investie de très grands priviléges, cette même

mort le 7 août 1763. C'est de lui que descendent les grands-ducs d'Oldembourg actuels.

Pierre-Auguste-Frédéric de Holstein-Beck, né le 7 décembre 1697, mort en mars 1775 feld-maréchal-général russe et gouverneur de l'Esthonie.

compagnie des gardes-Préobratzschenskoï (1), que Lestocq, Schwartz (2) et Grünstein avaient achetée pour Élisabeth, et à l'aide de laquelle ils l'avaient placée sur le trône. Pierre III transforma un régiment de cuirassiers holsteinois en gardes du corps à cheval : acte impolitique, assurément, si jamais il en fut. L'uniforme de la garde fut abandonné pour les petites redingotes à la prussienne garnies de ganses en or : changement qui fit murmurer le soldat. L'empereur conçut même le projet de supprimer tout à fait la garde pour l'incorporer dans divers régiments de la ligne, en même temps qu'il chargeait le général Bauer d'apprendre aux troupes à faire l'exercice à la prussienne. Les régiments reçurent des uniformes différents (3), et furent désignés d'après les noms de leurs chefs. Vingt-quatre généraux furent congédiés ; et la peine du knout, abolie pour les militaires, fut remplacée par la bastonnade et les coups de plat de sabre. Diverses distinctions propres à exciter la jalousie des

(1) Ce corps célèbre tire sa dénomination de ce qu'il provient d'une compagnie que dans son enfance Pierre I[er] forma avec des fauconniers et des palefreniers de l'oisellerie et de la fauconnerie de Préobratzschensk.

Une autre compagnie du même genre était casernée dans le village de Ssemenowsk ; d'où le nom de *régiment* des gardes-Ssémenof.

(2) Ce Schwartz était originaire de la Saxe. Entré d'abord au service de la princesse Élisabeth, en qualité de musicien, il avait ensuite accompagné une caravane en Chine, puis avait été attaché au département graphique de l'Académie avec une petite pension.

(3) Il est faux d'ailleurs qu'il ait introduit des uniformes à la prussienne dans toute l'armée, et substitué au vert, qui est la couleur des uniformes russes, le bleu des Prussiens.

autres corps de l'armée furent accordées aux troupes holsteinoises, et on construisit à leur usage une église luthérienne à Oranienbaum. Pierre s'occupa aussi très activement de relever la marine ; et on ne saurait nier qu'effectivement dans tout cela il fit beaucoup en peu de temps, beaucoup trop même pour si peu de temps. Il paraît, au reste, que vers la fin, à partir surtout du moment où il vint s'établir au palais d'hiver, son ardeur pour les affaires d'État avait beaucoup diminué. Cependant, de tous les changements qu'il opéra, celui qui blessa le plus l'opinion, c'est le changement intervenu aussitôt dans la direction de la politique étrangère. La Russie était alors en guerre avec la Prusse ; mais, comme le nouvel empereur comptait au nombre des plus fervents admirateurs de Frédéric II, le soir même de la mort de l'impératrice Élisabeth il fit partir son adjudant général Goudowitsch avec une lettre autographe pour le roi de Prusse. Bientôt après, non-seulement il concluait la paix avec la Prusse, mais encore il s'alliait avec elle ; et son armée abandonnait les troupes dont elle venait de partager les dangers, pour se placer dans les rangs de ceux qu'elle avait jusqu'alors traités en ennemis. L'empereur accepta le don d'un régiment que lui fit le roi de Prusse, et dès lors porta presque constamment l'uniforme prussien. Dans ses appartements on apercevait partout des portraits de Frédéric II ; et, malgré la pénurie du trésor, il songea en outre à venir en aide à son héros avec de l'argent. En agissant ainsi, l'empereur se fit naturellement des ennemis de tous les adversaires de la Prusse, dont les agents étaient pour la plupart plus influents en Russie et en connaissaient mieux le terrain que les agents de la Prusse,

puissance dont la diplomatie n'a jamais été le côté fort. surtout à l'époque de Frédéric II (1). Par ses sarcasmes Pierre aggravait encore les choses ; aussi les envoyés d'Autriche et de France, le comte de Mercy et le baron de Breteuil, ne se gênaient-ils guère pour lui rendre la pareille. Toutefois, c'est encore à l'égard de la Saxe et du comte de Bruhl que l'empereur s'exprimait avec le moins de retenue ; et il repoussa péremptoirement les diverses propositions que le chargé d'affaires saxon, le conseiller de légation Prasse, eut ordre de lui faire, comme, par exemple, de réunir un congrès à Leipzig pour y poser les bases de la paix, d'y comprendre la Saxe, etc.

Ce qui préoccupait avant tout Pierre, c'était de venger lui et sa maison du Danemark. Or, c'était là, de sa part, une guerre d'autant plus déraisonnable, que son nouvel allié, le roi de Prusse, ne pouvait ni ne voulait faire cause commune avec lui. Il n'en décida pas moins la formation d'un corps expéditionnaire de quarante-mille hommes, dont il voulait prendre le commandement en personne.

Pierre III avait encore conçu un autre projet bien plus grandiose, un remaniement général de l'Allemagne ; plan qui, à côté de quelques bonnes idées, en contenait une foule d'impraticables, qu'il chargea le conseiller d'État Wolkof d'élaborer d'après ses indications, et auquel Frédéric II donna son approbation, peut-être parce qu'il savait parfaitement qu'il n'en pouvait jamais rien sortir. D'après ce plan, Pierre s'ad-

(1) Il faut reconnaître toutefois que le baron de Golz convenait parfaitement aux fonctions qu'il fut chargé de remplir à Saint-Pétersbourg, près de l'empereur.

jugeait la totalité du Schleswig, et, à la mort de l'Electeur Maximilien-Joseph (arrivée seulement quinze années après), la Bavière, afin de faire de la sorte contrepoids aux puissances catholiques en Allemagne. La Prusse devait avoir pour sa part la Pologne prussienne, mais renoncer à la possession de Glatz et de Crossen en Silésie, et même, si le duc de Mecklembourg-Schwerin venait à mourir sans postérité (1), à toute la Silésie en échange du Mecklembourg. Dans ce cas, la Silésie eût fait retour à l'Autriche. La Pologne devait être séparée de la Saxe, à laquelle on donnerait les enclaves prussiennes situées dans la basse Lusace, ainsi que Crossen et Mansfeld, avec une voix de plus à la diète de l'Empire. En outre, on donnait au prince Clément de Saxe l'expectative du premier électorat ecclésiastique qui viendrait à vaquer (2). Le prince Henri de Prusse (3) devait devenir roi de Pologne, en même temps qu'un lambeau de la Pologne était adjugé à la Prusse, et un lambeau de la Lithuanie au duché de Courlande. Si le prince Henri venait à mourir sans laisser d'héritiers, ainsi qu'on pouvait s'y attendre, toute la Pologne était destinée à grossir les États du roi de Prusse. La Courlande devait être érigée en grand-duché en faveur du prince Georges-Louis de Holstein, et le Danemark indemnisé de la perte du Schleswig par la Frise-Orientale.

(1) Le duc Frédéric (né en 1717) mourut effectivement sans enfants, mais seulement le 24 avril 1788, époque où son neveu, devenu plus tard le grand-duc Frédéric-François, lui succéda.

(2) Il devint en effet Électeur de Trèves en 1768.

(3) Une circonstance bien remarquable, c'est la part importante que ce prince prit ensuite au partage de la Pologne.

Osnabruck était sécularisé et réuni au Hanovre avec Brême et Verden. On constituait un duché d'Hildesheim en faveur du prince Ferdinand de Brunswick, et on se réservait de trouver sur les bords du Rhin des dédommagements à offrir aux princes de Mecklembourg.

Quand même la révolution de 1762 ne serait pas arrivée, ce remaniement de la carte de l'Allemagne n'aurait jamais pu être opéré en entier. Cependant, plus d'une démarche aurait vraisemblablement été tentée pour en réaliser quelques détails, si cette révolution n'était pas venue mettre fin aux projets et aux entreprises de Pierre III. C'est le récit de cette révolution que nous allons maintenant placer sous les yeux des lecteurs, récit emprunté au Mémoire inédit dont nous avons déjà parlé, et que nous nous contentons d'accompagner de remarques dont le fond nous est fourni par des relations divergentes : remarques destinées quelquefois à rectifier des idées que l'auteur avait visiblement puisées dans ses entretiens avec le comte Panin.

Le mécontentement contre Pierre III était universel. On regrettait déjà l'impératrice Élisabeth avant qu'elle fût morte ; on la regretta encore bien davantage après sa mort.

La nature avait doué cette princesse de beaucoup d'esprit, mais cet esprit avait été si peu cultivé, que même parmi les femmes elle passait pour ignorante.

Elle avait beaucoup de sentiment religieux, de loyauté et d'humanité. Elle eût voulu du bien à tout le monde, et elle fit autant de bien que le lui permettait son indolence native, jointe à la faible part que ses favoris la laissaient prendre aux affaires; par conséquent on l'aimait. Il ne faut donc pas s'étonner que le public, voyant dans le nouveau souverain un homme sans mœurs (1), inhumain (2), non pas précisément que ce sentiment fût inné chez lui, mais parce qu'il s'imaginait qu'un soldat doit être dur, qui d'ailleurs était un poltron, une tête à l'envers, un menteur, un dissipateur; il ne faut pas s'étonner, disons-nous, que le public ait regretté la mort d'une princesse aussi bonne qu'Élisabeth, et l'avénement d'un prince aussi peu fait que Pierre III pour régner (3).

Le mécontentement public croissait de jour en jour. Pierre III maltraitait en fait et en paroles les gens qui le méritaient le moins. Il disait tout haut que *tels* et *tels* (tous individus autrefois attachés au cabinet d'Élisabeth) lui avaient aidé à tenir le roi de

(1) Il est passablement bizarre de vouloir sous ce rapport opposer l'impératrice Élisabeth à Pierre III. Et puis, l'auteur oublie donc les festins de Pierre Ier !

(2) Il se peut qu'il ait effectivement eu quelque chose de rude dans les formes, et précisément par le motif qu'on allègue ici; mais il n'était pas inhumain. Ce qui le prouve bien, ce sont ses lois, sa conduite vis-à-vis ses anciens adversaires, et la sympathie qu'il témoigna pour l'infortuné Iwan et sa famille. On pourrait citer de lui un grand nombre de traits qui prouvent bien qu'il n'était pas incapable de tout mouvement de sensibilité.

(3) Les *Anecdoctes Russes*, précédemment citées, nous dépeignent tout autrement la première impression produite sur les masses par le changement de règne.

Prusse au courant des événements les plus secrets, tandis que les individus en question, loin d'avoir jamais eu l moindre pensée de se rendre coupables d'une telle trahison (1), s'étaient au contraire toujours montrés les partisans décidés du système opposé au sien. Il s'attaqua d'abord au comte Panin (2), alors gouverneur du grand-duc qui fut plus tard l'empereur Paul (3), et voici de quelle façon. Vingt-quatre heures avant la mort de l'impératrice Élisabeth, dont l'agonie avait commencé et qui avait déjà perdu toute connaissance, Pierre se rencontra au chevet de l'auguste moribonde avec son premier médecin et avec le comte Panin, qui s'était réservé l'accès des appartements intérieurs. Pierre dit au médecin : « Quand cette bonne princesse aura fermé les yeux, vous verrez comment je vous arrangerai les Danois de la belle façon ! M. de Saint-Germain (4) aura trouvé son homme. Il me fera la guerre à la française, et moi je la lui ferai à la prussienne, etc. » Puis, s'adressant au comte Panin : « Qu'en penses-tu ? » ajouta-t-il. « Monseigneur, répondit celui-ci, je n'ai pas entendu ce dont il était question. J'étais tout entier aux douloureuses réflexions que m'inspire le

(1) Il est vraisemblable qu'ils nièrent plus tard le fait, et on ne voit guère pourquoi Pierre aurait menti si inutilement. En tout cas, c'était là de sa part un propos bien étourdi.

(2) Voir à la fin de cet article la note relative à ce personnage.

(3) Pierre disait de lui : « C'est un garçon dont on pourra faire quelque chose. Il faudra d'abord le laisser entre les mêmes mains; mais je prendrai ensuite d'autres arrangements pour son avenir. Au lieu de l'éducation efféminée qu'il a reçue jusqu'à ce jour, on lui en donnera une toute militaire. »

(4) Alors ministre de la guerre en Danemark.

triste état de l'impératrice. » — « Ah! ah! Attends un peu, reprit Pierre en montrant l'impératrice, et je ne tarderai pas à t'ouvrir les oreilles, afin que tu puisses mieux entendre! »

Pierre fatiguait et même martyrisait les soldats. Chaque jour d'exercice, on en voyait qui tombaient épuisés de fatigue; et alors Pierre se bornait à dire froidement: « Qu'on m'enlève tout de suite ces gens-là, et qu'on me les remplace par d'autres! »

Ses favoris étaient ou des imbéciles ou des traîtres (1). Il se livrait avec eux aux plus crapuleuses orgies. Sa maîtresse, mademoiselle de Woronzof, était laide, bête, ennuyeuse et désagréable (2). Pierre croyait qu'il était de bon ton d'avoir une maîtresse. Il ne parlait jamais qu'allemand, et exigeait que tout le monde comprît cette langue. Il ne lui arrivait que très rarement d'employer la langue russe, et il la parlait mal (3). Il voulait tout changer, tout refondre.

(1) La liste que nous en avons donnée plus haut ne justifie pas cette appréciation.

(2) Aussitôt après l'avénement de Pierre, elle reçut le titre de demoiselle d'honneur de l'impératrice. Elle demeurait au palais impérial, et pour que cela pût se faire *décemment*, Pierre n'eut pas de cesse que l'impératrice vînt aussi l'habiter. L'impératrice y consentit, quoiqu'elle fût souffrante et que cela l'éloignât d'Orlof. Du reste, l'impératrice et les gens de son parti n'appelaient la demoiselle d'honneur que *la grosse comtesse*. Son influence sur Pierre était très grande; cependant, elle n'en usa pas pour s'enrichir. Tout ce qu'elle en tira se borna à un petit domaine, à quelques diamans et à l'hôtel Schépélof, situé près du Palais-d'Hiver, et dont elle ne jouit d'ailleurs pas longtemps. On assure que c'était un être inoffensif et sans prétentions.

(3) Il se borna à substituer l'allemand au français. Un ordre portant qu'à l'avenir toutes les requêtes devraient être rédi-

Quelque petit que soit le Holstein en comparaison de l'immense empire de Russie, il le trouvait bien plus grand, bien plus riche, bien plus digne de ses affections. Tous ceux qui n'étaient pas aussi abrutis que Pierre s'éloignaient de lui. Personne n'était satisfait de ce prince; et il ne fut pas plus tôt devenu souverain, que chacun désira en avoir un autre. Le mécontentement avait surtout gagné les soldats. Les gardes s'exprimaient hautement contre lui. Quelques semaines avant la révolution, le comte Panin s'était vu obligé de leur parler et de leur promettre un prochain changement, afin que leur mécontentement ne se traduisît pas dès lors en révolte ouverte.

Que Pierre ait eu ou non connaissance de cette disposition des esprits, il n'en persista pas moins à suivre les mêmes errements. C'est ce qui, quatre semaines avant la révolution, fit concevoir à M. de Panin la pensée de transférer la couronne sur une autre tête, sans effusion de sang et sans que beaucoup de personnes dussent en souffrir.

En réfléchissant bien, M. de Panin comprit la nécessité de déterminer deux autres personnes à concourir à l'exécution de son plan, l'hetman comte Rasoumofsky (1) et le général prince Wolkonsky. Le premier était constamment près de Pierre, chef d'un des régiments de la garde, et homme de résolution. L'autre jouissait d'une grande considération dans l'armée.

M. de Panin voulait faire le coup, quand l'empe-

gées en russe ou en allemand, mécontenta beaucoup... les Français.

(1) Cyrille, comte Rasoumofsky, frère du favori de l'impératrice Élisabeth.

reur viendrait en ville assister au départ des gardes pour l'armée. Ce départ avait été fixé à la fin de juillet. Il fallait donc initier l'hetman au complot assez à temps pour qu'il pût fortifier Pierre dans la pensée de venir à Saint-Pétersbourg assister au départ des gardes. Panin redoutait en effet que Pierre, saisi d'un de ses accès habituels de lâcheté, se dispensât d'être présent à cette cérémonie (1).

Donc, deux jours avant la révolution, le mercredi (7 juillet), il fit des ouvertures à Rasonmofski et à Wolkonsky (2). Tous deux acceptèrent sa proposi-

(1) D'après d'autres témoignages, quoique le courage physique ne fût pas précisément son côté fort, Pierre, en présence du danger qui le menaçait, aurait fait preuve de trop peu de crainte. Frédéric II lui fit très inutilement passer l'avis de prendre des précautions. Pierre lui répondit qu'il était fermement convaincu de n'avoir rien à craindre. Les soldats l'appelaient leur *père*. Il se promenait tout seul dans les rues de Saint-Pétersbourg; il ne faisait que du bien, et dès lors se confiait à la protection de Dieu.

Le colonel de Budberg ayant été sondé par l'un des conjurés, en instruisit l'empereur, qui ne fit que rire de sa crédulité et qui l'assura qu'il n'y avait pas de conspiration. Ce fut seulement tout à la fin, quand les indices s'accumulèrent, que l'empereur se décida à charger son aide de camp Persiliof de surveiller les Orlofs. Mais la mission de Persiliof fut devinée: grâce au goût de cet officier pour le jeu et la bombance, on réussit à lui inspirer une complète sécurité, qu'il fit partager à l'empereur.

(2) Voici quelles furent les premières personnes affiliées au complot : l'impératrice, la princesse Daschkof, Panin, les quatre frères Orlof (Grégoire, Iwan, Alexandre et Fedor), le Piémontais Odart (secrétaire intime de l'impératrice, qui paraît avoir agi en vue surtout de l'argent qu'il y avait à gagner, et qui plus tard se retira à Nice, où il mourut vers 1772 ou 1773, frappé, dit-on, d'un coup de foudre), un fonction-

tion, et l'exécution du complot fut fixée au départ des gardes. Quatre capitaines des gardes étaient déjà dans le secret, ainsi que les quatre compagnies placées sous leurs ordres. C'étaient les mêmes soldats qui un mois auparavant s'étaient déjà hautement prononcés contre l'empereur. Un de ces capitaines (1), Passek, fut arrêté par ordre de Pierre le soir du jeudi, par conséquent le lendemain même des ouvertures faites par Panin à Rasoumofsky et à Wolkonsky. Grégoire Orlof (2), officier dans le régiment des

naire inférieur de la cour appelé Teplof, Iwan Schouvalof (le dernier favori d'Élisabeth, et que Pierre avait toujours très bien traité), le capitaine d'artillerie Bibikof, le capitaine Passek, le procureur général Glebof (un des traîtres de l'entourage de Pierre), le colonel Alsoufief, commandant du régiment du prince de Holstein, de Rehbinder (celui qui avait sondé Budberg), etc. L'ambassadeur de France fournit de l'argent aux conjurés, mais partit pour Varsovie dès le 25 juin. Les conjurés se réunissaient d'ordinaire la nuit sur le pont Vert.

(1) Il avait maintes fois offert d'assassiner l'empereur. Le 7 juillet, dans un moment d'ivresse, il lui était échappé quelques mots au sujet de la conspiration, et il avait été dénoncé par un soldat auquel il avait infligé une punition. On reçut en même temps d'un capitaine des gardes appelé Ismaïlof des avis corroborant ces indices. En conséquence, l'empereur ordonna l'arrestation de Passek, mais remit l'instruction de l'affaire après la fête de saint Pierre et saint Paul. Dans les dernières années du règne de Catherine, ce Passek reçut le cordon bleu de Saint-André.

(2) Grégoire, prince Orlof, petit-fils d'un strélitz, fils d'un général, né en 1734, favori de Catherine après le départ de Poniatowski, fut nommé quartier-maître-général et comte en 1762, puis créé en 1772 prince du saint-empire par l'empereur Joseph II. Sans Panin et Tschernitschof, Catherine l'aurait épousé. Elle l'exila en 1771, puis se raccommoda avec lui. Plus tard, elle lui donna pour remplaçant Potemkin. Il mourut fou, au mois d'avril 1783.

gardes, en fit instruire immédiatement Panin, qui se trouvait à ce moment chez la princesse Daschkof (1); et dans la soirée il lui confirma lui-même le fait, ajoutant que Passek avait été arrêté par suite des murmures qu'avaient fait entendre les soldats de sa compagnie. La consternation de l'assistance fut profonde. Le secret semblait trahi, ou bien près de l'être aussitôt que Passek serait mis à la torture. Il fallait donc enlever l'affaire ou s'exposer aux plus grands périls.

M. de Panin avait envoyé à Peterhof, où se trouvait alors l'impératrice, un carrosse de louage attelé de six chevaux, parce que le départ de l'impératrice de cette résidence aurait été trop remarqué si elle s'était servie d'un équipage de la cour. Il fit (2) appeler l'officier des gardes Alexandre Orlof (3), qui était aussi du complot, lui dit de prévenir les quatre capitaines de son régiment gagnés aux intérêts de Catherine d'avoir à se tenir prêts avec leur monde pour le len-

(1) Catherine Romanofna, née comtesse Woronzof, naquit en 1744. A dix-huit ans, elle devint veuve de son mari, qu'elle avait épousé contre son vœu et avec qui, dit-on, elle ne cohabita jamais. Pleine d'esprit et d'ambition, c'était une femme-homme. Elle ne tarda pas d'ailleurs à se brouiller avec l'impératrice, et passa alors plusieurs années à voyager. En 1782, elle avait été appelée à diriger l'Académie des sciences de Saint-Pétersbourg. Elle mourut à Moscou, en 1810.

(2) Suivant d'autres versions, M. de Panin aurait encore voulu remettre tout au lendemain, tandis que la Daschkof, ayant insisté au contraire pour qu'on risquât le coup immédiatement, serait parvenue à faire prévaloir son avis.

(3) Alexandre Orlof, créé en 1768 grand amiral, remporta en 1770, sur les Turcs, la victoire navale de Tschesmé, et mourut à Moscou en 1809.

demain matin, dans le cas où il y aurait du bruit. Après avoir pris ces précautions, il se rendit avec toute la diligence possible à Peterhof pour apprendre à l'impératrice ce qui venait d'arriver à Passek et lui dire de quitter aussitôt Peterhof dans le carrosse que lui avait envoyé madame Tschoudin, sa femme de chambre et sa confidente. Une fois arrivée à Saint-Pétersbourg, elle devait se rendre à la caserne de son régiment des gardes pour y recevoir le serment de fidélité de ses soldats. De là, elle aurait à aller dans le même but aux casernes des régiments d'Ismaïlof, de Préobratzchenskoï et Ssemenof ; puis, après s'être mise à la tête de ces divers corps, elle devait marcher droit sur le palais, en faisant toutefois halte devant le palais de Kasan pour y attendre le grand-duc, que M. de Panin se chargeait d'y amener aussitôt qu'il aurait appris qu'elle était à Saint-Pétersbourg et qu'elle avait été reconnue par les gardes.

En même temps, il faisait prévenir Rasoumofsky et Wolkonsky de ce qui se passait, et il quitta enfin l'hôtel de la princesse Daschkof pour aller retrouver le grand-duc au Palais-d'Hiver. Il se coucha même suivant son usage dans son lit, placé à côté de celui du jeune prince, afin de ne point éveiller les soupçons de la domesticité, car il avait toujours dans son entourage un officier d'ordonnance de l'empereur chargé évidemment de le surveiller (1). Mais en se couchant il donna à son valet de chambre l'ordre de le réveil-

(1) Il est permis de supposer que cette surveillance ne s'exerça pas tout à fait au détriment de M. de Panin, quand on voit que ce même officier obtint ensuite un emploi dans la maison du grand-duc.

ler dès que quelqu'un viendrait le demander. Il avait calculé qu'Alexandre Orlof serait à Peterhof à quatre heures du matin, et que l'impératrice arriverait à Saint-Pétersbourg un peu après cinq heures.

Tous les moments étaient précieux, et tous avaient été supputés avec soin. M. de Panin s'était bien mis au lit comme si de rien n'eût été, mais il était en proie à la plus vive inquiétude. Chaque instant qui s'écoulait pouvait décider si les conspirateurs atteindraient leur but ou tomberaient dans l'abîme. Cinq heures sonnèrent, et il se trouvait encore sans la moindre nouvelle. A six heures, il était toujours dans la même ignorance. Alexandre Orlof avait perdu courage. Au lieu de partir sur-le-champ pour Peterhof, il était encore allé trouver la princesse Daschkof à quatre heures du matin, pour lui demander si on n'avait pas changé de résolution, si l'affaire tenait toujours; et il ne repartit que lorsque cette dame lui eut dit de se mettre immédiatement en route pour aller prévenir l'impératrice.

Arrivée en ville à six heures du matin (1), Catherine suivit ponctuellement le programme qui lui avait été tracé par M. de Panin. Elle reçut le serment de fidélité des gardes (2), et se trouva à huit heures du matin devant l'église de Kasan, suivie de qua-

(1) Elle avait auprès d'elle, dans sa voiture, sa femme de chambre Iwanofna Tscherekofski. Derrière se tenait le valet de pied Schkourin, créé plus tard conseiller intime. Orlof faisait fonctions de cocher, et Bibikof suivait à cheval.

(2) Elle s'était déjà occupée de les gagner à ses intérêts, et les harangua à ce moment. Les popes des régiments entrèrent avec empressement dans le complot.

tre régiments complétement armés, mais à moitié habillés seulement (1). M. de Panin y amena le grand-duc dans un carrosse qu'on rencontra dans la rue, et l'impératrice se rendit alors au Palais-Neuf. C'est là qu'on rédigea le premier manifeste. Les quatre régiments se massèrent autour de ce palais, et on leur fit alors prêter serment avec toutes les formalités d'usage. L'impératrice convoqua ensuite le saint Synode et le Sénat au Palais de Bois (2), où elle se rendit avec le grand-duc, et dans la chapelle duquel elle reçut l'hommage du Sénat, du saint Synode et de tous les seigneurs présents.

Cette cérémonie une fois accomplie, on s'occupa de prendre les autres dispositions nécessaires. On plaça de forts détachements en position sur les différentes routes conduisant à Saint-Pétersbourg. Le gouverneur de Narwa fut instruit de ce qui se passait, et gagné. On renforça la garnison de cette ville avec l'un des quatre régiments qui se trouvaient alors dans le voisinage de la capitale, parce qu'ils étaient en route pour rejoindre l'armée. On fit aussi prêter serment à ces régiments. On convoqua au Palais de Bois tous les seigneurs qui se trouvaient alors en ville. On reçut leurs serments, et on les créa sénateurs (3). D'ailleurs, on continua à les retenir dans ce palais sous

(1) Les soldats, dans leur exaltation, avaient mis en pièces les objets de leur fourniment où se trouvait le chiffre impérial.

(2) Petit et vieil édifice situé sur l'emplacement où a été construit depuis le Palais-d'Hiver, mais qui avait l'avantage de pouvoir être surveillé des quatre côtés à la fois.

(3) De là, le si grand nombre de membres que compta alors le Sénat.

prétexte de leur faire signer les divers actes et ordonnances qui allaient être rendus et publiés, et on leur donna pour président M. de Neplouyef. On conduisit le grand-duc près de la salle où le Sénat et les seigneurs étaient réunis. Mais il était déjà tard, lorsqu'on songea qu'il fallait s'assurer de Cronstadt, place que Pierre pouvait chosir, et choisit en effet, pour refuge. L'amiral Talyzin y fut envoyé dans l'après-midi, et eut mission de s'en rendre maître, sous prétexte de venir inspecter les bâtiments de l'amirauté. Il se fit précéder par un de ses aides de camp, qui, en débarquant, fut conduit auprès du général Diviers, envoyé à Cronstadt par Pierre III dans le même but que Talyzin l'était par l'impératrice. Diviers le fit entrer aussitôt et lui demanda pourquoi l'amiral allait venir, ce qui se passait à Saint-Pétersbourg, si une émeute venait d'éclater, etc. L'assurance avec laquelle l'officier lui répondit, le trompa. Il crut que tout était tranquille dans la capitale, et que l'officier qu'il avait devant lui, pas plus que l'amiral, ne savait rien de rien; en attendant, cependant, il le fit arrêter. Quelques heures après, Talyzin arriva dans une chaloupe. Il débarqua dans le port, où, conformément aux usages, le commandant et les matelots étaient réunis pour lui rendre les honneurs militaires. Il apprit tout de suite que son arrivée avait été précédée par celle du général Diviers, de même que la mesure qui venait d'être prise à l'égard de son aide de camp, et, tandis qu'il causait de tout cela avec le commandant (appelé Nummers), il aperçut de loin Diviers qui venait à lui. Il avait à redouter qu'il ne lui en arrivât autant qu'à son aide de camp s'il ne prenait pas bien vite son parti. C'est aussi ce qu'il fit, et

exhibant alors au commandant les ordres de l'impératrice dont il était porteur, il lui enjoignit d'arrêter Diviers aussitôt qu'il se trouverait près d'eux. L'arrestation eut lieu sans résistance de la part du général, la garnison reconnut Catherine; et lorsque enfin, vers deux heures du matin, Pierre parut devant Cronstadt dans une chaloupe à rames, on lui signifia qu'on n'y connaissait pas d'autre souverain que l'impératrice, et que, si la chaloupe ne virait pas immédiatement de bord, on allait tirer dessus.

Tandis que ceci se passait à Cronstadt, Pierre (1) envoyait à Saint-Pétersbourg le chancelier comte de Woronzof, avec ordre d'exprimer à l'impératrice sa surprise au sujet de ce qui arrivait, et de la ramener au sentiment de ses devoirs envers elle-même et envers l'empereur. Woronzof s'acquitta de sa mission en termes très dignes, et reçut une réponse négative. On ne voulut pas lui permettre de retourner à Peterhof, mais sur sa demande il lui fut du moins

(1) Ce fut le conseiller d'État Bressan qui lui transmit le premier avis des événements dont Saint-Pétersbourg venait d'être le théâtre; la dépêche, consistant en quelques mots écrits en français, fut confiée à un domestique déguisé en paysan finnois. Avant que ce billet lui fût remis, Pierre avait déjà conçu quelques soupçons en apprenant que l'impératrice avait disparu de Peterhof. Outre Woronzof, Troubetzkoï et Schouvalof furent encore envoyés par l'empereur à Saint-Pétersbourg, mais ils n'en revinrent pas. Quant à Bressan, l'affaire n'eut pour lui d'autre suite que la perte d'une décoration. Schouvalof reçut de Catherine l'ordre de s'éloigner de Saint-Pétersbourg, et elle lui fit cadeau du nègre qui servait de fou à Pierre III. Bressan, originaire de Monaco, était venu à Saint-Pétersbourg pour y travailler de son état de perruquier. C'est Pierre III qui l'avait lancé dans la carrière des honneurs et des emplois.

permis d'écrire à Pierre pour lui rendre compte de ce qu'il avait fait. Il montra sa lettre, qui était parfaitement écrite, et qu'il terminait en déclarant qu'après avoir ainsi rempli ses devoirs envers son souverain, il se conformait *à la volonté du peuple* en reconnaissant celui qui maintenant occupait de fait le trône de Russie.

Une fois cette lettre expédiée, Woronzof se rendit à la chapelle et y prêta serment à l'impératrice. Tout allait bien, mais il restait encore à s'assurer de la personne de Pierre. Il était trop dangereux de le laisser libre. Ce prince avait encore à sa disposition mille moyens de s'échapper, et à sa place tout autre que lui n'eût pas manqué de s'en servir.

Ces diverses dispositions absorbèrent l'impératrice pendant la journée du vendredi et la matinée du samedi. Enfin, dans l'après-midi du samedi, elle se mit à la tête de toutes les troupes par qui elle s'était fait acclamer, et dont les rangs se grossirent en route des divers régiments de ligne qui étaient en marche par ordre de l'empereur; puis, elle quitta Saint-Pétersbourg en se dirigeant sur Peterhof. M. de Panin dut l'accompagner. On laissa par conséquent le grand-duc sous la garde du Sénat, et plus spécialement sous celle de M. de Neplouyef, qui eut ordre de faire partir toutes les demi-heures pour Peterhof un courrier porteur de dépêches relatives à l'état de la capitale. Tous les sénateurs étaient contraints de signer cette dépêche. C'était un moyen de les tenir tous sous la main, et de les faire ainsi se compromettre de plus en plus dans les intérêts de Catherine.

Sur la route de Saint-Pétersbourg à Peterhof, on rencontra à diverses reprises des hussards holstei-

nois (1), envoyés par Pierre en reconnaissance, car il avait été instruit de la marche de l'impératrice. On les fit prisonniers, de même que tous les individus qui avaient accompagné Pierre pendant son voyage de nuit à Cronstadt et qui ne se trouvaient plus avec lui (2).

De ce nombre était le vice-chancelier prince Galitzin, qui avait été envoyé avec une lettre où Pierre, alors à Oranienbaum, faisait sa soumission à l'impératrice (3), et qui prêta aussitôt serment à Catherine en plein air. Arrivé à la moitié de la route, sur la-

(1) Les officiers holsteinois alors à Saint-Pétersbourg avaient naturellement refusé le serment. Le prince Georges-Louis de Holstein avait voulu accourir auprès de l'empereur, mais il avait été mis en état d'arrestation. L'officier d'ordonnance Rayer, le général de brigade de Tott, le colonel de Budberg, ainsi que les capitaines des gardes Schépélof et Woyckof, se montrèrent fidèles à Pierre. Tous demeurèrent en état d'arrestation jusqu'au dénoûment de la crise.

(2) Il y avait eu une brillante soirée chez l'empereur, et les dames surtout y avaient été très nombreuses. Le 7 juillet, l'impératrice s'était de son côté rendue à Oranienbaum, où elle avait été reçue avec tous les honneurs dus à son rang. Le 8 juillet, l'empereur et l'impératrice se virent pour la dernière fois à une grande fête donnée à Gostilitz par le feld-maréchal-général comte Rasoumofsky. Pierre le fit arrêter pour lui servir d'otage.

(3) Catherine portait l'uniforme des gardes à pied, celui même du comte Strogonof, la croix de Saint-André, et une branche de chêne à son chapeau. Ses cheveux flottaient sur ses épaules, retenus seulement par un nœud coulant. Elle montait un cheval gris-pommelé. Plus tard, elle se fit peindre sous ce costume. Wolkonsky et Villebois commandaient en second. Près d'elle venaient à cheval Rasoumofsky et Iwan Schouvalof. Elle avait avec elle quinze mille hommes et la Daschkof.

quelle il avait fallu faire halte à diverses reprises, afin de donner à la troupe le temps de respirer, un courrier expédié par Pierre III apprit à Catherine qu'il se rendait à Cronstadt. On ne savait encore rien au sujet de l'entreprise de Talyzin, mais il était à craindre que, si Pierre avait trouvé les portes de Cronstadt fermées, il ne lui fût venu à l'idée de revenir par eau dans la capitale, afin de s'y montrer au peuple. En conséquence, il fut résolu que M. de Panin, escorté par vingt-quatre gardes à cheval, se rendrait à Saint-Pétersbourg, en suivant autant que possible la rive gauche de la Néwa, pour observer toutes les embarcations qui viendraient à passer par là. Il en remarqua une non loin de la ville, mais qui serrait toujours la côte opposée. On héla cette embarcation pour qu'elle eût à s'approcher de la rive gauche. Un homme ayant de loin l'apparence d'un officier se leva et répondit qu'il n'osait pas s'y aventurer. Ceci augmenta les soupçons. Mais quand on put voir un peu mieux cet homme, on reconnut que c'était l'aide de camp de Talyzin, porteur de la nouvelle que Pierre avait effectivement essayé de se réfugier à Cronstadt, mais qu'on lui en avait refusé l'entrée, et que le général Diviers était arrêté.

M. de Panin n'en continua pas moins sa route vers Saint-Pétersbourg, où il trouva tout parfaitement tranquille. Pendant ce temps-là, Catherine était arrivée à Peterhof, et c'est de là qu'il avait été répondu à la lettre que le vice chancelier Woronzof avait apportée de la part de Pierre III (1). Catherine

(1) Dans cette lettre il offrait à l'impératrice de partager le pouvoir avec elle. Munnich et Goudowitch l'en blâmèrent fort,

exigeait qu'il renonçât formellement à la couronne dans une déclaration entièrement écrite et signée de sa main, déclaration dont elle lui traçait les termes. Pierre se conforma à tout ce qu'on exigeait de lui, et fut alors amené en carrosse d'Oranienbaum à Peterhof avec sa maîtresse, mademoiselle de Woronzof, et deux autres personnes (1).

M. de Panin y était déjà de retour avant l'arrivée de Pierre. La troupe était tellement irritée contre l'empereur et sa maîtresse, que M. de Panin dut lui-même choisir trois cents hommes pour en former un carré devant le pavillon où Pierre allait descendre. Cette précaution était nécessaire pour empêcher une soldatesque ivre et harassée de se faire justice par elle-même (2).

attendu que dans l'état actuel des choses une telle concession ne pouvait mener à rien. Ne recevant pas tout de suite une réponse, Pierre écrivit à Catherine une troisième lettre, dans laquelle il se bornait à demander une pension et la liberté de se retirer en Holstein. Il chargea de cette lettre Michel Ismaïlof, qu'on décida alors à engager son maître à se conformer aux désirs de Catherine. Pendant ce temps-là l'empereur faisait procéder au désarmement complet de son entourage, tandis que Munnich lui conseillait de mourir du moins en empereur, s'il ne savait pas vivre en empereur. Galitzin et Grégoire Orlof arrivèrent à Oranienbaum avec Ismaïlof, qui, moitié à l'aide de promesses, moitié à l'aide de menaces, le détermina à signer l'acte de son abdication.

(1) Goudowitch et Ismaïlof. Potemkin se trouvait aussi parmi les gardes à cheval chargés d'accompagner le carrosse.

(2) Suivant l'auteur de la *Biographie de Pierre III*, cette mesure pourrait avoir eu un tout autre motif. Il raconte que les Kosacks avaient eu pitié de l'empereur en le voyant ainsi prisonnier, et avaient plusieurs fois crié à haute voix : « Se

Pierre, qui avait déjà renoncé à la couronne, demanda comme grâce unique qu'on lui laissât la comtesse Woronzof. M. de Panin fut obligé de le voir à ce moment. Voici mot pour mot les termes dont il se servit pour me raconter cette entrevue : « Je compte « au nombre des malheurs de ma vie d'avoir été « obligé de le voir. Je le trouvai versant des larmes; « et tandis que Pierre me prenait la main pour la « baiser, sa maîtresse se jetait à mes pieds pour obte- « nir de moi la grâce de pouvoir rester auprès de lui. « Il ne me demanda pas non plus autre chose, pas « même à voir l'impératrice (1). »

M. de Panin chercha à mettre fin aussitôt que possible à cette scène pénible. Il promit à Pierre (2) une réponse de Catherine, mais la lui fit remettre par un autre. Cette réponse était négative. Pierre fut placé avec deux officiers dans un carrosse et conduit à Ropscha (3).

laissera-t-il faire ? » Puis, ne recevant pas de réponse, ils auraient ajouté : « Laissez-le aller, il n'en vaut pas la peine ! » A sa descente de voiture, on lui arracha les insignes de l'ordre de Saint-André, et on lui ordonna de se déshabiller. Comme il ne se trouvait pas là, à ce moment, d'autres vêtements tout prêts, il dut attendre pendant quelque temps en chemise et pieds nus. On trouva dans ses poches quelques rouleaux d'or et plusieurs joyaux de prix.

(1) D'après l'ouvrage précité, il aurait insisté auprès de Panin pour avoir un entretien avec l'impératrice ; mais elle s'y serait refusée, et n'aurait consenti qu'à faire grâce à Goudowitch et à mademoiselle Woronzof.

(2) Toujours suivant la même autorité, on lui aurait encore laissé espérer d'être renvoyé plus tard en Holstein.

(3) Domaine impérial situé à peu de distance de Saint-Pétersbourg.

Sa maîtresse fut mise dans une voiture fermée, où personne ne pouvait la voir, et conduite à Moscou. Plus tard, elle se maria avec le brigadier Polianski.

Ici s'arrête le Mémoire.

Tandis que l'impératrice se mettait tranquillement en possession de la puissance souveraine, Pierre était réduit à la société de quelques sergents et officiers choisis parmi les amis des Orlofs. Il demanda une Bible, un violon, quelques romans, son nègre (1) et son chien favori. Ces faveurs lui furent refusées, et on accompagna ce refus d'observations insultantes. Les Orlofs voulaient sa mort avant tout, d'abord pour leur sécurité personnelle, et ensuite parce que Grégoire Orlof avait conçu le projet d'épouser l'impératrice. On chercha donc à prouver à Catherine que, tout bien considéré, il valait mieux qu'il mourût. Il aurait retrouvé en Holstein un corps d'armée russe, dont les dispositions étaient encore inconnues. Là les conseils du roi de Prusse lui seraient venus en aide. Il fallait aussi songer aux dispositions dans lesquelles se trouverait l'opinion publique, une fois que le premier mouvement de surprise serait passé. Ces considérations firent une vive impression sur Panin. Nous n'examinerons pas s'il est vrai, comme on l'a prétendu, qu'il ait été consulté sur le plan d'assassinat, et qu'il l'ait approuvé (2).

(1) Celui dont il fut fait plus tard cadeau à Schouvalof.

(2) L'auteur de la *Biographie de Pierre III* (M. de Saldern),

Pierre tomba malade, et Catherine lui envoya aussitôt un habile médecin allemand du nom de Luders. Il se peut que l'envoi de ce médecin ait eu un motif avouable, car ce fut un autre qui fournit le vin de Bourgogne empoisonné qu'emporta avec lui Alexandre Orlof lorsqu'il se rendit le 17 juillet à Ropscha. Il était accompagné de Grégoire Orlof, du plus jeune des princes Borjatinsky, de Teplof, du comédien Wolkof et d'un courrier de cabinet. A Ropscha, on mit encore dans la confidence l'aîné des Borjatinski, le sergent Engelhardt et deux soldats aux gardes. Teplof et Alexandre Orlof allèrent trouver Pierre, qui, à moitié déshabillé, était assis près d'une table sur laquelle il dessinait un plan de forteresse. Ils lui annoncèrent qu'on allait bientôt le remettre en liberté, et lui demandèrent la permission de dîner avec lui en compagnie des autres Orlofs et du jeune Borjatinski. Il y consentit avec plaisir, et ce fut lui-même qui demanda à boire du vin de Bourgogne. Il n'en eut pas plus tôt avalé un verre, qu'il s'aperçut qu'on venait de l'empoisonner, et il se répandit alors en plaintes amères. Il demanda du lait, qu'on lui donna effectivement, et qui provoqua aussitôt de copieux vomissements. Les meurtriers s'éloignèrent pendant quelques instants pour tenir conseil; puis ils rentrèrent tous ensemble, et Alexandre Orlof saisit brusquement Pierre par le cou. Mais celui-ci se leva bien vite, et en se débattant lui égratigna le visage,

en qui on ne saurait avoir une confiance absolue, affirme que Panin se prononça hautement et constamment contre ce projet. Mais c'est là ce que nous ne saurions garantir, en présence du Mémoire qu'on vient de lire et des témoignages rapportés par d'autres écrivains.

« Qu'est-ce que je t'ai fait? » lui dit-il. Orlof le lâcha et se mit à se promener dans la chambre de l'air d'un homme qui ne sait plus où il en est. Enfin les meurtriers se ruèrent tous à la fois sur Pierre III et l'entraînèrent vers le lit pour l'étouffer sous des oreillers. Mais il avait la vie dure. On le jeta donc ensuite sur un fauteuil, puis par terre. Il poussait, dit-on, des cris affreux. Alors Borjatinski, faisant un nœud coulant avec une serviette, le lui passa autour du cou. Les assassins, qui l'avaient sous eux et qui lui tenaient les pieds et les mains, se mirent à genoux sur son corps et sur sa poitrine. Après quoi, Engelhardt (1) tira le nœud coulant! Teplof (2), Borjatinski jeune et Grégoire Orlof se bornèrent, dit-on, à demeurer simples spectateurs de cette horrible scène. On fit alors entrer le médecin Luders, qui était déjà accouru en entendant les cris que poussait Pierre, mais qui avait été repoussé par les soldats (3); et on lui dit que l'empereur, qu'il voyait là gisant inanimé, venait de succomber à une attaque d'apoplexie.

Alexandre Orlof partit aussitôt à cheval pour Saint-

(1) Il mourut général et gouverneur de Viborg.

(2) Il rédigea le manifeste, et mourut secrétaire intime et sénateur. Borjatinski jeune fut nommé plus tard ambassadeur, et son frère aîné grand maréchal de la cour. Les bruits qui circulèrent aussitôt (voyez de Flassan, *Histoire de la diplomatie française*, t. V, p. 338), désignèrent précisément Orlof et Teplof comme ceux qui s'étaient les premiers rués sur Pierre, et qui avaient ensuite appelé à leur aide Borjatinski, puis Potemkin. Il est cependant permis de douter que Potemkin ait directement pris part à l'assassinat.

(3) Les deux soldats aux gardes obtinrent de l'argent et des épaulettes d'officiers; mais comme on redoutait leurs indiscrétions, on ne tarda pas à les faire assassiner.

Pétersbourg, et demanda à parler à l'impératrice, chez laquelle il y avait cercle. Elle tressaillit en l'apercevant, et Orlof lui apprit alors en termes équivoques que Pierre était mort naturellement. Elle se lamenta de ce qu'un pareil accident fût arrivé dans des circonstances qui pouvaient donner une si large prise aux soupçons, et fit appeler Panin. Celui-ci fut d'avis qu'il fallait paraître ignorer encore la chose, et ne la publier que le lendemain. En conséquence, Catherine rentra dans le salon comme si de rien n'était, et reprit tranquillement le fil de l'histoire qu'elle était en train de raconter quand on était venu la déranger.... Le lendemain, au contraire, elle prit le grand deuil; et lorsqu'elle connut tous les détails de la mort de son mari, elle blâma l'excès de zèle qui l'exposait elle-même à de si fâcheux soupçons. On lança un manifeste dans lequel la mort de l'ex-empereur était attribuée à une colique hémorrhoïdale. Un médecin fut chargé de déclarer dans un procès-verbal que Pierre avait un polype dans le corps. Mais il n'y eut pas d'autopsie; et quand on lui montra le cadavre, le médecin, à ce qu'on raconte, se contenta de dire sèchement : « J'ai connu l'empereur assez longtemps pour savoir qu'il ne pouvait pas vivre davantage. » Les indices de mort violente étaient évidents, notamment au cou, où on ne put les dissimuler qu'à l'aide d'une cravate d'une ampleur extraordinaire. Dans la nuit du 18 au 19 juillet, le cadavre fut transporté au couvent de Saint-Alexandre-Newski, où chacun fut admis à le voir pendant la journée du lendemain. Quoique les funérailles ne fussent entourées d'aucune espèce de pompe, ce spectacle attira une affluence extraordinaire de spectateurs appartenant

surtout aux classes popula... ...bourg. Il l'usage russe, pour baiser les ... mal- vieux feld-maréchal Troubetzk... de s'écrier : « Ah ! mon pauvre P... l'épaisse cravate qu'ils t'ont mise l... mais porté de si serrée ! » Et il se d... cher, mais les gardes l'en empêchèrent. le cadavre, dont la face était devenue co... ...ent noire, fut déposé dans le caveau sépulcral p...r quatre laquais de la cour. On oublia de faire célébrer pour le repos de l'âme du défunt les messes d'usage ; oubli qui autorisa plus tard les pseudo-Pierres à prétendre que Pierre III était encore en vie.

Il n'y eut point, à proprement dire, de persécution exercée contre les partisans de Pierre. Goudowitch fut exilé dans ses terres. Le colonel Budberg donna sa démission. Les autres firent leur paix avec le gouvernement. Le prince Georges de Holstein fut nommé gouverneur du duché de Holstein. On renvoya les soldats holsteinois dans leurs foyers ; mais la plupart périrent dans un naufrage aux approches de Cronstadt.

Il n'y eut pas moins de sept pseudo-Pierres (1) qui

(1) Ce furent : 1° En 1767, un cordonnier de Woronesch, qui fut immédiatement mis à mort. 2° Un fils de paysan appelé Tchernitchef, du nom d'un domaine appartenant à cette famille, et dont il dépendait. Dirigé par des moines, il provoqua en 1770 une insurrection dans les contrées voisines de la Crimée, fut fait prisonnier par un colonel et décapité. 3° En 1771, un médecin du nom de Stéphan, dans l'Archipel. Les Turcs eux-mêmes prirent les armes contre ses partisans. Mis en fuite, il disparut, et on ignore ce qu'il est devenu. 4° En 1771, un paysan des terres appartenant aux Woronzof, qui mourut sous le knout. 5° Un paysan des monts Ourals,

essayèrent successivement d'arriver à la possession du pouvoir sous le nom de l'empereur mort assassiné. Trente-quatre ans plus tard, le 19 novembre 1796, le fils de la victime, l'empereur Paul, fit ouvrir le cercueil ; ensuite, il fit couronner solennellement le cadavre de son père. Après diverses autres cérémonies, ce cercueil fut placé, le 18 décembre, à côté de celui de Catherine, dans l'église de la forteresse. Alexandre Orlof et l'aîné des princes Borjatinski furent forcés de figurer dans toutes ces cérémonies. Le fidèle aide de camp de l'empereur Pierre III, le baron Ungern-Sternberg, fut nommé général; l'empereur l'embrassa publiquement et lui passa le ruban de grand-croix de l'ordre de Saint-Alexandre-Newsky.

Quand Frédéric II apprit, par le général Tchernitchef le détrônement de Pierre, il dit (1) : « Je suis bien sûr que ce prince n'est plus en vie; il aura dû mourir l'épée à la main. »

A ce moment vivait encore en Russie un prétendant au trône, l'infortuné Iwan III, né le 23 août 1740, proclamé empereur le 28 août suivant, détrôné le 5 décembre 1741, et depuis lors retenu prisonnier, d'abord à Iwanogrod près de Narwa, ensuite à Schlusselbourg, puis pour quelque temps à Kœscholm, d'où on l'avait ramené à Schlusselbourg. Au mois d'avril 1762, Pierre III, accompagné de Goudowitch, d'Ungern-Sternberg, de Léon Narischkin, de Korf et de

assez heureux pour s'échapper. 6° Un criminel évadé d'Irkoutsk, et qui mourut sous le knout. 7° Enfin, le fameux Pougatchef, qui, après avoir obtenu d'abord de grands succès, fut exécuté à Moscou le 24 janvier 1774.

(1) C'est ce que le comte Panin raconta à l'auteur du Mémoire rapporté plus haut.

Wolkof, était venu le visiter à Schlusselbourg. Il l'avait trouvé dans le plus affreux abandon. Le malheureux n'était pas sans quelque intelligence. De tous les officiers successivement chargés de le garder, il n'y en avait qu'un seul, disait-il, qui l'eût traité humainement; et l'empereur lui ayant demandé le nom de cet officier, il répondit que c'était Korf, qui, à cette révélation, fondit en larmes. Pierre, lui aussi, pleura, puis pressa vivement la main du brave Korf. Il laissa à Schlusselbourg Ungern-Sternberg, en le chargeant de la garde du prisonnier, qui, pour toute grâce, demandait qu'on lui donnât des vêtements propres et qu'on le laissât jouir de la lumière du jour, dont il était privé depuis si longtemps. Le résultat de cette visite fut que, si Pierre crut que la politique faisait encore de la captivité d'Iwan une nécessité, il résolut du moins qu'il serait mieux traité à l'avenir, et qu'on lui laisserait à Schlusselbourg autant de liberté que possible. Il fit donc commencer aussitôt la construction d'une maison destinée à servir d'habitation au prince, mais qui resta inachevée. Après la mort de Pierre III, Iwan parut bien plus dangereux à Catherine, qui n'avait aucune espèce de droit au trône. Un lieutenant, appelé Mirowitch et originaire de l'Ukraine, fit, le 5 décembre 1764, une tentative pour le délivrer; et en raison de cette tentative, l'infortuné prince fut mis à mort par les officiers commis à sa garde, conformément à des ordres donnés autrefois par l'impératrice Élisabeth pour pareille éventualité. Mirowitch eut la tête tranchée, et on envoya en Sibérie les soldats qui s'étaient laissé entraîner par lui. On prétend que Mirowitch ne fut, sans le savoir, qu'un instrument entre les mains du

parti de Catherine, qui abusa de son inexpérience et de sa crédulité.

Le père du malheureux Iwan, le prince Antoine-Ulrich de Brunswick (né le 28 août 1714), vivait encore. Catherine lui fit offrir sa liberté. Il la refusa, dit-on, et passa le reste de ses jours, avec sa famille, à Scholmongory, dans le gouvernement d'Archangel, où il avait fini par devenir aveugle et où il mourut en 1780, toujours prisonnier. Suivant d'autres, il serait mort dès l'année 1774 ou 1775 (1). Sa femme, la régente Anne de Mecklembourg, était morte le 18 mars 1746. Dans leur captivité, ils avaient encore eu quatre autres enfants, qui se trouvèrent alors orphelins et vécurent complétement isolés dans un coin éloigné et ignoré de l'empire. C'était une humble, douce et aimable famille, dont l'éducation n'avait point été dirigée de manière à ce qu'elle pût jamais figurer dans le grand monde. Elle se composait de: 1° Catherine, née au milieu des grandeurs humaines, le 26 juillet 1741, à Saint-Pétersbourg, et qui survécut à ses frères ainsi qu'à sa sœur; elle était devenue sourde dès sa plus tendre enfance, et à cette infirmité se joignait chez elle une grande difficulté de faire usage de la parole; 2° Elisabeth, née le 16 novembre 1743 à Dunamünde, de toute la famille celle dont l'intelligence était la plus développée, et qui devint en quelque sorte la tutrice de ses frères et de sa sœur; 3° et 4° Pierre, né en 1745, et Alexis, né en 1746 à Scholmongory. La naissance de ce der-

(1) Ces dates sont celles qu'indiquent divers écrivains dignes de foi. Les almanachs généalogiques de l'époque font encore vivre ce prince en 1780, ce qui pourrait à la rigueur s'expliquer par l'ignorance de sa mort; mais une circonstance qui

nier coûta la vie à sa mère (1). En 1780, l'impératrice Catherine se décida enfin à laisser vivre ces infortunés sous un ciel moins inclément et dans un asile où ils pourraient jouir de quelque liberté (2) ; et, à cet effet, elle s'adressa à la sœur de leur père, la reine douairière de Danemark, Juliane-Marie, si connue par le rôle odieux qu'elle joua dans l'affaire de Struensee. L'impératrice offrit à la reine de faire conduire ses neveux et ses nièces, aux frais du trésor russe, dans quelque port de Norwége. Le cabinet de Copenhague accueillit volontiers cette proposition ; mais, au lieu de la Norwége, il obtint qu'on donnerait pour résidence aux enfants du prince Antoine-Ulrich de Brunswick et de la régente Anne de Mecklembourg, la petite ville de Horsens, située tout au fond du

semble autoriser à croire que la vraie date est bien 1780, c'est qu'alors seulement Catherine songea à éloigner de Russie les enfants de ce prince.

(1) Suivant plusieurs historiens, elle serait morte de chagrin au couvent de Solofli, après s'être vu séparer de son mari pour empêcher qu'elle eût d'autres enfants.

(2) Afin qu'ils n'eussent aucun contact avec les autres habitants de Scholmongory, il leur était sévèrement défendu de sortir de leur maison ou du petit jardin y attenant. Aussi demandèrent-ils un jour dans les termes les plus touchants la permission de pouvoir se promener dans une prairie voisine, où ils avaient entendu dire qu'il existait des fleurs qui ne se trouvaient pas dans leur jardin. Ils imploraient encore comme une grâce d'être autorisés à recevoir la visite de quelques femmes d'officiers de la garnison, et aussi qu'on leur envoyât quelqu'un en état de leur apprendre de quelle façon ils devaient mettre les vêtements qui leur étaient expédiés de Saint-Pétersbourg ; enfin, qu'on donnât un peu plus de liberté à leurs domestiques en même temps qu'on augmenterait leurs gages.

Jutland. Le conseiller intime Malgounof fut chargé de présider à la translation de cette malheureuse famille, au sujet de laquelle il a donné d'intéressants détails qui se trouvent dans les Actes de l'Académie impériale de Russie. L'impératrice assigna aux quatre frères et sœurs une pension de 32,000 roubles par an, reversibles sur la tête du dernier survivant, qui fut la princesse Catherine; elle leur accorda en outre une somme de 40,000 roubles pour frais de premier établissement. A Bergen, le chargé d'affaires russe leur remit encore 2,000 ducats pour leurs menus plaisirs, somme sur laquelle ils employèrent aussitôt 3,000 roubles en cadeaux faits à diverses personnes. Le 10 septembre 1780, ils arrivèrent à bord de la frégate russe l'*Etoile polaire*, à Bergen, où les attendait le vaisseau de guerre danois *Mars*, qui les débarqua le 5 octobre à Aalborg, d'où ils atteignirent Horsens le 17. Ils avaient été accompagnés dans leur voyage par le colonel Ziegler, commandant de la forteresse de Schlusselbourg, et par la veuve Lilienfeld avec ses deux filles. Ce fut pour eux un bien douloureux moment que celui où tous les Russes, à l'exception des ecclésiastiques, les quittèrent pour s'en retourner en Russie. Ils se trouvaient maintenant seuls sur une terre étrangère, au milieu d'une population dont la langue et les usages leur étaient inconnus; et leur position devint plus triste encore quand la mort vint rétrécir leur petit cercle. Elisabeth, qui servait de mère à ses frères et à sa sœur, mourut la première, dès le 20 octobre 1782. Le plus jeune des princes, Alexis, la suivit au tombeau cinq ans plus tard, le 22 octobre 1787. Son aîné, Pierre, vécut jusqu'au 30 janvier 1798; et Catherine, la sourde, dont le

langage n'était guère compris que par ses frères et sa sœur, mais qui savait très bien s'entretenir avec eux, se trouva alors seule au milieu d'un entourage composé, à ce qu'il paraît, d'individus aussi égoïstes que peu sympathiques. Elle aurait voulu retourner en Russie et s'y faire religieuse. Avant sa mort, elle écrivit encore à l'empereur Alexandre, et lui demanda des pensions pour ses domestiques. Sa prière fut exaucée, et les pensions accordées passèrent même aux veuves des titulaires. Elle mourut le 9 avril 1807, à l'âge de soixante-six ans, après avoir institué pour héritier le prince royal de Danemark, devenu ensuite roi sous le nom de Frédéric VI.

L'impératrice Catherine aurait pu aussi craindre son propre fils, dont elle avait usurpé les droits, et qui devint effectivement plus tard l'objet de ses défiances et de sa jalousie. Mais Panin (1) avait engagé ce prince à se conduire de manière à effacer dans l'esprit du peuple l'idée que la possession de la couronne de Russie avait pu être le prix d'une nuit de révolte et de meurtre. Il lui avait représenté que, s'il n'arrivait que tard au trône, s'il n'y arrivait même pas du tout, il n'en assurerait que mieux la tranquille possession à ses descendants. Ces exhortations produisirent sur l'esprit de Paul, — prince qui ressemblait tant à son père, Pierre III, par sa rigide loyauté, par sa facilité à se prendre d'enthousiasme pour quelqu'un ou quelque chose, par son obsti-

(1) C'est à tort que M. de Saldern avance que Panin fut cause du prétendu refus de Paul de renoncer au trône pendant tout le temps que vivrait encore sa mère, et qu'il veut même rattacher à ce refus la mort de Panin. En effet, il n'existe aucune preuve que cette mort n'ait pas été naturelle.

nation capricieuse et par la bizarrerie de son caractère, — une impression qui dura encore après la mort de Panin.

Nikita de Panin, descendu d'une famille d'origine italienne, naquit en 1718 d'un père lieutenant général sous le règne de Pierre Ier. Entré très jeune dans la garde de l'impératrice Élisabeth, il fut nommé successivement chambellan, ambassadeur à Copenhague en 1747, puis à Stockholm, et au mois de février 1760 gouverneur du grand-duc Paul, alors âgé de six ans. Après la révolution de 1762, il prit, nominalement d'abord, mais plus tard formellement, la direction du ministère des affaires étrangères, dont le chancelier de l'empire comte Woronzof continua encore d'être le titulaire jusqu'en 1763. Ce qui le détermina à prendre part à cette révolution, ce fut surtout sa passion pour la princesse Daschkof. Il se peut cependant qu'elle lui ait paru être dans les nécessités de la situation, encore bien qu'il ait désapprouvé beaucoup de détails de son exécution. S'il ne fut pas exempt des vices de son temps, il faut du moins reconnaître que c'était un homme d'État habile, solide, et animé de sentiments patriotiques, d'ailleurs loyal et humain dans sa vie privée. On lui reprochait une certaine indolence, une certaine paresse, provenant peut-être bien soit de principes arrêtés (1), soit de son tempérament, ou encore de

(1) Si nous ne nous trompons, c'est lui qui disait qu'il ne faut jamais faire aujourd'hui ce qu'on peut remettre au lendemain ; tandis que Munnich avait pour principe de ne jamais remettre au lendemain ce qu'on peut faire aujourd'hui. Tous deux attribuèrent leurs succès à l'exacte observation de ces maximes si opposées ; et il se peut qu'au fond ils aient eu rai-

son état valétudinaire. Il éprouva une vive lorsqu'il perdit, au mois de mai 1768, sa fian comtesse Anne Petrowna Schérémétief, morte petite vérole. Par tout son caractère il était im à jouer longtemps le rôle de favori. Il pouva en effet être le sage et fidèle conseiller de son rain, mais non le docile instrument de chacun caprices. Il protégea l'impératrice elle-même ses propres faiblesses, en dépit des Orlofs et d temkin ; et si cette princesse lui en sut peut-êt plus tard au fond de son cœur, toujours est- chacun de ces triomphes lui valut de longue cunes de sa part, et lui fit en tout cas de dan ennemis. La position qu'il occupait auprès du duc Paul, dont il était et demeura le guide, fu lui une source de nombreux déboires et lui bien des soupçons. Dans de telles circonstan qui prouve la grande considération dont il entouré, c'est que jusqu'à sa mort il conserva au moins nominalement, la possession de ses et de ses dignités, et que pendant longtemps, e il continua de jouir de la plus haute influence. si plus tard cette influence ne fut plus que nomi c'est sans doute parce qu'il y avait eu un change de front dans la politique russe. En effet, il avai dès l'origine partisan de l'alliance prussienne, c de la perte de Pierre III, quoiqu'il eût voulu q la cultivât avec plus de circonspection et d'habi Mais peu à peu la Russie se rapprocha de l'Autri

son tous deux, l'un comme diplomate, l'autre comme taine, bien qu'il ne faille entendre ces deux maximes que *grano salis*, et que le vrai principe soit : Chaque chose e temps.

et Catherine devint plus indépendante dans sa politique, à mesure qu'elle se sentit mieux consolidée et plus puissante.

Cependant, lorsqu'à l'époque du premier mariage du grand-duc, en 1773, Panin résigna ses fonctions de gouverneur de ce prince, Catherine, qui dès 1767 l'avait créé comte, s'empressa de lui donner des preuves éclatantes de sa reconnaissance pour le soin qu'il avait pris de l'éducation de son fils. Sur son refus de la place de chancelier, elle ne lui en accorda pas moins tous les priviléges et honneurs attachés à ces fonctions. Elle lui fit en outre cadeau de 100,000 roubles en espèces et de propriétés foncières comprenant 9,500 paysans d'un revenu de 28 à 29 roubles, plus un supplément de 30,000 roubles aux 14,000 roubles d'appointements qu'il avait précédemment reçus; enfin, 20,000 roubles pour l'acquisition d'un service en vaisselle plate, avec un hôtel complétement meublé, à Saint-Pétersbourg, et pourvu d'une année de provisions en tout genre.

Parmi les 9500 paysans qui lui furent alors donnés, il s'en trouvait 4000 appartenant aux nouvelles acquisitions de territoire faites aux dépens de la Pologne. Il les donna à trois employés supérieurs de ses bureaux, Bakounin, Oubril et Vauloisin, et cela *parce qu'il avait été opposé au partage de la Pologne.*

Peu de temps auparavant, le conseiller intime de Salbern, qui lui était redevable de son élévation, bien que Pierre III l'eût déjà beaucoup avancé, avait voulu le renverser, d'abord en le brouillant avec le grand-duc, puis en passant dans le parti des Orlofs, et en cherchant à le rendre suspect à l'impératrice. Quelque habilement ourdies que fussent les intrigues

et les trames de Salbern, il ne fut pas difficile à
de les découvrir : aussi dès 1774 le faisait-il in
donner sa démission et à quitter la Russie.

Le 30 mars 1783, le comte Panin avait e
reçu du monde ; et, suivant son habitude, il s'étai
tiré vers minuit dans sa chambre à coucher pour
Vers quatre heures du matin (31 mars), il sonna
domestique, se fit déshabiller, s'approcha de son
et y tomba sans connaissance. Son état léthargique
prolongea jusqu'à onze heures du matin, et alors
expira. Son neveu, le comte Panin le jeune, cel
qui fut plus tard ministre, et dont il est question da
l'article suivant, attribua cet accident à l'emploi d'u
moyen que le médecin Drost lui avait prescrit à l'effe
de lui rendre ses forces, qui diminuaient sensiblement
avec l'âge ; et il considéra toujours depuis cet homme
avec horreur. Le grand-duc accourut aussitôt au chevet de son instituteur agonisant. Il ne le quitta que
lorsqu'il eut rendu l'âme, et baisa alors ce cadavre
en versant des larmes.

LA RÉVOLUTION RUSSE DE 1801

Le Mémoire sur la révolution russe du 12-24 mars 1801, dont il nous a été donné de pouvoir communiquer des extraits dans l'article qu'on va lire, fut écrit en décembre 1804 par un homme d'État qui pendant un séjour de treize années à la cour de Saint-Pétersbourg avait réuni les renseignements les plus exacts qu'il fût possible de se procurer sur l'événement dont il s'agit. Depuis longtemps déjà ce Mémoire dormait dans son portefeuille, lorsqu'un heureux hasard mit à sa disposition de nouveaux matériaux dont il put enrichir son travail primitif, qu'alors il agrandit et compléta. Ces matériaux se composent : 1° de la copie d'un rapport adressé en juin 1801 à sa cour par un envoyé étranger accrédité près le gouvernement russe, et puisé surtout aux sources ouvertes à ce diplomate par le général Benningsen ; 2° de notes prises par quelqu'un, vers la fin de la vie du général Benningsen, à la suite de divers entretiens intimes qu'il avait eus avec ce général, lequel

était alors parvenu à un âge très avancé, après s'être retiré depuis plus de vingt ans en Allemagne, où il est mort. L'auteur du Mémoire eut la satisfaction de voir que les matériaux en question ne contredisaient sur aucun point essentiel son travail primitif, qu'il avait rédigé en français. Nous le plaçons sous les yeux du lecteur.

La catastrophe qui mit fin au règne et à l'existence de l'empereur Paul Ier fut accompagnée de circonstances si extraordinaires, et plusieurs individus, aujourd'hui (1804) encore en fonctions, s'y trouvent si gravement compromis, qu'on répugne à s'occuper des détails d'un crime avéré, et qu'on redoute de blesser des hommes puissants en portant la lumière sur des faits restés jusqu'à présent fort mal connus à l'étranger. L'auteur de ce Mémoire, qui a séjourné pendant plusieurs années en Russie, ne saurait se flatter d'avoir recueilli tous les faits dignes d'être enregistrés par l'histoire; mais il a du moins la conscience de n'en avoir pas rapporté un seul qui ne fût conforme à l'exacte vérité, et il s'est efforcé d'apporter dans son travail tout le discernement et toute la critique dont il était capable.

Paul Ier (1) avait été très heureusement doué par la nature, et quelque profonds qu'aient été les dissentiments survenus plus tard entre lui et sa mère, on doit

(1) Il était né le 1er octobre 1745.

rendre à l'impératrice Catherine II la justice de reconnaître qu'elle ne négligea rien pour développer par une bonne éducation ses dispositions naturelles. Le comte Nikita Panin (1) avait déjà été choisi, sous le règne de l'impératrice Élisabeth, pour présider avec le titre de gouverneur à l'éducation du jeune grand-duc. Ce ministre, si généralement estimé, put se flatter d'avoir réussi dans son œuvre, bonheur qu'ont rarement ceux à qui échoit la tâche d'élever l'héritier d'une couronne.

Lorsque l'éducation du grand-duc fut terminée, on trouva en lui un prince aimable et spirituel, riche en saillies, instruit, plein du sentiment de ses devoirs, généreux comme devrait l'être tout souverain, toujours prêt à réparer les fautes qu'avait pu lu faire commettre la vivacité de son tempérament, et à oublier les torts d'autrui. Jusqu'à son avénement au trône, il fut bon mari et bon père. Quelle réunion d'admirables qualités ! Mais quelle étonnante transformation opérèrent dans ce monarque l'usage et surtout l'abus de la puissance souveraine (2) !

(1) Voyez plus haut, page 198.

(2) Le prince de Solms, ambassadeur de Prusse à Saint-Pétersbourg, s'exprimait de la manière suivante au sujet de ce prince dans une dépêche écrite à l'occasion du premier mariage du grand-duc : « Il n'est pas d'une stature élevée, mais il a de beaux traits. Il est parfaitement fait, agréable dans sa conversation et ses manières, doux, extrêmement instruit, prévenant et d'humeur avenante. Dans ce beau corps habite l'âme la plus belle, la plus loyale, la plus humaine, la plus généreuse, et en même temps la plus pure et la plus innocente, qui ne connaît que le mauvais côté du mal, et qui ne le connaît qu'autant qu'il est nécessaire pour pouvoir prendre la résolution de l'éviter et de le blâmer chez autrui. En

Toutefois, on avait reconnu chez lui dès sa jeunesse deux défauts qui ne firent que croître avec l'âge : c'étaient une mobilité extrême dans ses goûts et ses inclinations, et la défiance des hommes la plus excessive. La vivacité de son esprit était peut-être la cause du premier de ces défauts ; l'autre avait vraisemblablement été aggravé par l'expérience que l'élévation même de son rang lui avait, plus qu'à tout autre, permis d'acquérir. Il semble aussi que la mésintelligence survenue entre l'empereur Paul, lorsqu'il était encore grand-duc, et l'impératrice Catherine, — mésintelligence qu'avait jusqu'alors empêchée d'éclater son gouverneur, le comte Panin, lequel avait réussi à gagner l'amitié de son élève et à conserver la confiance de la mère, — y ait beaucoup contribué. Il paraît qu'à partir de la mort de ce ministre, arrivée le 31 mars 1783, le prince, qui se sentait dans toute la maturité de l'âge, déplora amèrement sa dépendance, et que la complète nullité de son rôle en politique lui devint de plus en plus pénible. En outre, l'influence prépondérante que l'impératrice exerça d'abord sur l'éducation de ses enfants, et ensuite sur leur établissement, lui inspira un chagrin qui dégénéra en une mauvaise humeur habituelle, et provoqua chez lui une excessive irritabilité. Constamment surveillé par les agents de sa mère, le grand-duc avait cherché à se faire des amis, et n'avait rencontré que des dénonciateurs. Aussi en était-il venu à avoir le plus profond mépris pour la nation qu'il était appelé à gou-

un mot, on ne saurait dire trop de bien de ce prince, et puisse Dieu le maintenir dans les sentiments qui l'animent aujourd'hui. Si j'en disais davantage, j'encourrais le soupçon de flatterie... »

verner un jour. C'est précisément ce mépris (1), joint à son goût inné pour le changement, qui fit que de tant de gens auxquels il prit le plus vif intérêt, on ne peut citer que le prince Alexandre Kourakin (2) et son valet de chambre, Paul Petrowitch, devenu plus tard comte Koutaizof, qui aient conservé sa confiance (3).

Le but et les limites que nous nous sommes fixés en rédigeant ce Mémoire ne nous permettent pas de nous étendre sur l'histoire de Paul Ier de 1796 à 1801. L'influence alternative des deux défauts particuliers à son caractère, de son inconstance et de sa défiance, peut expliquer jusqu'à un certain point les faits extraordinaires qui se produisirent dans sa politique intérieure et dans sa politique extérieure (4). En quatre ans et

(1) C'est ainsi qu'en 1782, à Venise, s'entretenant avec la feue comtesse de Rosenberg, il lui dit ces mots remarquables : « Je ne sais si je parviendrai jamais au trône ; mais si le sort m'y fait monter un jour, ne vous étonnez pas de ce que vous verrez alors et de ce que je ferai. Vous connaissez mon cœur, mais vous ne connaissez pas ces gens-là (il voulait parler des Russes), et je sais comment il faut les mener. »

(2) Né en 1752, et élevé avec Paul, qu'il accompagna dans ses voyages. Après avoir rempli les fonctions de vice-chancelier de l'empire sous le règne de Paul Ier et sous celui d'Alexandre Ier jusqu'en 1802, il fut chargé en 1807 des négociations qui amenèrent la conclusion de la paix de Tilsitt, puis de 1808 à 1812 ambassadeur à Paris, d'où il alla à Vienne en la même qualité. Il mourut en 1818, dans un voyage à Weimar.

(3) Ces deux individus, qu'on ne saurait d'ailleurs comparer sous le rapport de leurs qualités respectives, sont les seuls des anciens serviteurs du malheureux monarque qui lui soient demeurés inviolablement attachés jusqu'à sa mort.

(4) Nous-même, dans notre *Système politique de l'Europe*

demi, on a vu le cabinet de Saint-Pétersbourg conclure des alliances avec toutes les puissances de l'Europe, puis leur déclarer la guerre. Dans cet espace de temps, la direction des affaires étrangères changea quatre fois, et on vit se succéder cinq procureurs généraux ou ministres de l'intérieur.

Il n'y a pas de règne si court qui ait offert d'aussi nombreux changements de système et de hauts fonctionnaires que le règne de Paul Ier. Cette conduite enleva au gouvernement russe tout crédit à l'étranger, et à l'intérieur étouffa chez tout homme loyal le désir de participer à la direction des affaires. A partir de l'avénement de Paul Ier au trône, le développement de ses défauts prit une progression d'une effrayante rapidité. Toute expérience nouvelle qu'il avait lieu de faire de la dépravation des hommes accroissait sa sévérité. Au lieu de poursuivre le vice, il se mit à poursuivre les gens vicieux. Son entourage,

(t. III, p. 222), nous avons dit de l'empereur Paul : « Il avait aussi des vertus qui lui étaient propres, tandis qu'il faut attribuer ses défauts à sa destinée, à son éducation, aux circonstances au milieu desquelles il vécut. On ne saurait lui refuser de la loyauté et une générosité chevaleresque. Il succomba parce que sa politique fut plus conforme à ses idées propres, quelque bien intentionnées qu'elles aient pu être d'ailleurs, qu'aux intérêts évidents de son empire; parce qu'il ne trouva pas le calme, la réflexion et la constance avec lesquels doivent être dirigées les affaires de tout grand État, et plus particulièrement celles de la Russie; parce que, dans le sentiment de sa puissance et de son autorité absolue, il vit trop les détails et se mêla de choses qui ne le regardaient pas; parce qu'il ne sut pas manier l'élément populaire, si puissant en Russie, — heureusement pour ce pays; enfin, parce qu'il eut trop de défiance et trop peu de prudence, comme il arrive si souvent.

qui se réjouissait de toute destitution dont il pouvait tirer profit, favorisait les éruptions de la bizarrerie d'humeur de l'empereur. On aurait depuis longtemps été tenté de croire à l'existence d'une maladie mentale chez ce prince, si une pareille idée n'avait été tout aussitôt réprimée par les intervalles lucides où il déployait l'esprit le plus distingué et revenait à la justice, à l'équité. Ces bons moments devinrent rares dans la dernière année du règne de Paul. Il s'abandonnait à des actes de sévérité qui, jusqu'alors, n'avaient pas été dans ses habitudes. Il était exclusivement entouré par un certain nombre d'individus n'ayant d'autre loi que leur intérêt propre, et la bienfaisante influence de l'impératrice se trouva réduite à zéro. Le comte Rostopchin (1), qui dirigeait les affaires étrangères, n'obéissait pas à d'autre mobile que l'égoïsme le plus naïf. Abalyanof était procureur général ou ministre de l'intérieur, et sa cupidité, sa vénalité, l'avaient fait tomber au dernier degré du mépris dans un pays où, en général, on n'apprécie pas assez la délicatesse dans le choix des moyens. Le comte Koutaizof, qui, de barbier de l'empereur, était devenu son grand écuyer et cordon bleu, partageait avec le grand maréchal de la cour Narishkine le soin de pourvoir aux plaisirs de leur maître; et tous deux contribuèrent peut-être à troubler encore da-

(1) Fedor, comte Rostopchin, né en 1760, fut successivement nommé par l'empereur, dans un court espace de temps, général, maréchal de la cour et ministre des affaires étrangères, puis en 1799 créé comte. Gouverneur de Moscou en 1812, lors de l'entrée des Français dans cette ville, il passa les années 1814 à 1835 à l'étranger, et mourut en 1836.

vantage ses facultés intellectuelles, en l'entraînant dans des excès de toute espèce.

C'est l'époque où le comte Pahlen (1) parvint à exercer quelque influence sur les affaires. Promu du grade d'inspecteur général de la cavalerie aux fonctions de gouverneur militaire de Saint-Pétersbourg, il acquit de plus en plus la confiance de Paul sans exciter la jalousie des autres favoris de ce prince. Cet homme habile, qui, sous les formes d'un frondeur disant tout ce qu'il pense, cachait l'esprit le plus astucieux, sut se rendre utile et même nécessaire, sans que jamais personne se soit défié de lui.

Les gens sensuels et ambitieux placés à la tête des affaires avaient besoin d'un homme actif et résolu. Quand le comte Rostopchin eut remplacé le comte Panin (2), M. de Pahlen entra au ministère des affaires étrangères; et il succéda bientôt, dans la direction de ce ministère, à Rostopchin, victime de son astuce. L'empereur y adjoignit pendant quelque temps la direction générale des postes, fonctions d'une haute importance en tous pays, mais surtout dans ceux où le pouvoir fonde sa sécurité sur l'espionnage. Enfin, à ce moment-là Pahlen cumula les fonctions de gouverneur général et d'inspecteur des divi-

(1) Pierre-Louis comte de Pahlen, de la branche livonienne de cette famille, né en 1746, ambassadeur à Stockholm en 1790, gouverneur de la Livonie en 1793, et gouverneur général de la même province en 1796, créé comte en 1799, nommé gouverneur de Saint-Pétersbourg en 1801, prit sa retraite en 1804, et mourut en Courlande en 1826.

(2) Neveu de l'ancien grand maréchal de la cour et ministre des affaires étrangères.

sions militaires de Saint-Pétersbourg, de gouverneur général de l'Ingrie et de la Livonie, de ministre dirigeant du département des affaires étrangères et de directeur général des postes.

Jamais on n'avait encore vu en Russie un sujet légalement investi d'un pouvoir aussi étendu que celui que posséda Pahlen dans les derniers mois qui précédèrent la révolution. Comme il est impossible de ne pas voir en ce personnage le chef de la conspiration qui enleva à Paul le trône et la vie, il convient de donner ici quelques détails sur son origine et sur les développements de ses destinées.

Pahlen descendait d'une ancienne famille noble de la Livonie, et entra très jeune encore avec le grade d'exempt dans la garde à cheval (1), d'où il passa en

(1) On choisissait les plus vigoureux et les plus sûrs d'entre les exempts aux gardes pour en faire des courriers de cabinet; et la noblesse pauvre trouvait dans ces voyages le moyen de visiter, aux frais de l'État, les pays étrangers. Pendant la mission du comte Ostermann en Suède, on fit un jour venir Pahlen, à qui on confia des dépêches importantes à porter en courrier à Stockholm, et on lui remit l'argent nécessaire pour faire le voyage. Pahlen joua toute la nuit, perdit la somme entière qu'il venait de recevoir, et, comme son crédit était épuisé, se crut perdu. Il se promenait sur le port, réfléchissant aux suites fatales qu'allait avoir son étourderie, lorsqu'il aperçut un patron de navire de sa connaissance. Il lui conta son embarras. Le hasard voulut que le navire de cet homme fût précisément au moment de mettre à la voile pour la Suède. Pahlen y prit passage; dès lors il ne s'agissait plus que de savoir s'il arriverait en quatre jours ou en un mois. Favorisée par les vents, la traversée fut d'une telle rapidité qu'en recevant ses dépêches Ostermann crut qu'il devait y avoir erreur de date. La rapidité avec laquelle Pahlen avait exécuté son voyage, regardée comme une preuve de zèle, contribua à le

qualité de major dans un régiment de cavalerie de ligne. Pendant les deux guerres contre les Turcs, il avança jusqu'au grade de général-major (général de brigade). Il passait pour un officier brave, actif et résolu, mais très dissipateur. Sa passion pour le jeu, et des gains très considérables qu'il lui arriva de faire, donnèrent lieu de douter de sa probité (1). Pahlen n'aurait jamais songé à contribuer à une révolution, s'il n'avait pas trop souvent éprouvé par lui-même l'extrême mobilité du souverain auquel il était attaché pour ne pas redouter d'être à son tour tôt ou tard renversé du pouvoir, en raison même de l'élévation des fonctions qu'il remplissait, et s'il n'avait pas été plus que tout autre en position de remarquer que l'empereur avait parfois des accès de fureur qui permettaient de penser qu'il perdait l'esprit. On peut affirmer que, d'accord avec l'amiral Rivas, le comte Panin, neveu de l'ancien ministre et alors vice-chancelier de l'empire, le lieutenant général Talyzin, commandant du régiment des gardes Preobratchens-

mettre en crédit auprès de l'impératrice et du ministère. Ce fut le premier des coups de fortune extraordinaires qu'il eut pendant sa vie.

(1) L'auteur du Mémoire ajoutait ici, en 1804, une note à son travail pour compléter ce portrait du comte de Pahlen.

« Le comte de Pahlen est naturellement présomptueux et habitué à la puissance illimitée dont il a joui sous le règne précédent, et, comme son esprit impérieux se montre d'une manière souvent blessante pour le jeune souverain, on peut regarder sa retraite comme prochaine. Elle ne dépendra que de certains arrangements militaires destinés à contrebalancer la grande influence qu'il exerce sur les troupes de la garnison. »

On voit que l'auteur était bien renseigné. En effet, Pahlen fut renvoyé dès cette même année 1804.

koy, il avait, dès l'automne de 1800, formé le plan de détrôner l'empereur et de lui donner pour successeur le grand-duc Alexandre. Il s'agissait donc d'intéresser celui-ci au succès du complot. Nous croyons pouvoir affirmer que le comte Panin se chargea de cette négociation, et qu'il y réussit.

Le caractère du jeune prince et celui du ministre Panin ne permettent pas de douter que jamais il ne fut question d'ôter la vie à Paul Ier. Dans cette entreprise le comte Panin fut guidé par un patriotisme aussi pur que désintéressé, qui craignait de voir la Russie périr si le règne de Paul Ier se prolongeait longtemps encore, et qui prévoyait que celui d'Alexandre ferait le bonheur et la gloire de son pays. S'il consentait à ce qu'on détrônât le père, ce n'était qu'à condition qu'on couronnerait le fils (1).

Les qualités qu'Alexandre (2) déploya depuis son avénement au trône prouvent que ce ne fut qu'à regret qu'il s'associa à une si périlleuse entreprise. Il est certain aussi qu'il ne se détermina à y prendre

(1) On lit dans une dépêche diplomatique écrite deux mois plus tard : « Il faut en général dire à la décharge de la plupart de ceux qui prirent part à l'affaire, et notamment de cet individu (Benningsen), que la catastrophe qui la termina n'entrait pas plus dans leurs plans qu'elle n'était prévue par eux. Il est en effet parfaitement certain que leurs projets n'allaient pas au delà des mesures à prendre uniquement pour exercer sur l'empereur une contrainte qui le forçât à transmettre le pouvoir, ou plutôt l'exercice du pouvoir, à son fils et à un conseil de régence. C'était là, d'ailleurs, un changement que les maux déjà existants et ceux qu'on pouvait encore attendre de sa capricieuse et sauvage tyrannie rendaient indispensable.

(2) Né le 23 décembre 1777, mort le 1er décembre 1825.

part que dans l'espoir de contribuer ainsi au bien général, et dans la crainte des actes de violence de son père. Son désespoir sincère en apprenant la mor de Paul Ier, le long et visible dépérissement de sa santé, provoqué par son chagrin au sujet d'une catastrophe qui ne coûta peut-être des larmes qu'à lui seul dans tout l'empire, prouvent d'une manière indubitable qu'il fut étranger à l'acte sanglant de cette journée.

La disgrâce du comte Panin vint mettre obstacle à l'exécution du complot, qui n'était pas encore arrivé à complète maturité. Ce ministre fut exilé dans ses terres pour des motifs étrangers à la question. Vraisemblablement, les autres chefs ne se crurent pas en état d'entreprendre quelque chose tout seuls; et l'auteur de ce Mémoire ne mentionne ce fait que pour ne pas laisser le moindre doute sur l'importante question de savoir si l'empereur Alexandre eut ou non connaissance des plans d'assassinat formés contre son père (1).

(1) A cette époque, c'est-à-dire vers le mois de novembre 1800, le comte Panin avait souvent des entretiens secrets avec le grand-duc Alexandre. Pour les envelopper du plus profond mystère, ils se donnaient rendez-vous de nuit dans les galeries d'un passage souterrain du Palais-d'Hiver. Un soir, comme le comte Panin sortait à pied de son hôtel, il se crut observé par un espion chargé de s'attacher à ses pas. Pour lui donner le change, il fit plusieurs détours dans la ville, et se glissa enfin dans l'une des entrées de ce passage souterrain. Il se hâtait de gagner le point où il devait rencontrer le grand-duc, et que signalait assez imparfaitement la lumière douteuse de quelques réverbères, lorsqu'il reconnut le grand-duc Alexandre, qui l'attendait déjà depuis quelque temps.

Ces détails ont été communiqués à l'auteur du Mémoire par

Quand le complot se trouva ainsi à peu près abandonné par suite de la disgrâce de Panin, il fallut la coïncidence de diverses autres circonstances pour décider les conjurés à en reprendre l'exécution.

A a fin de 1800, l'empereur décréta que tous les employés congédiés ou exilés, tant de l'ordre civil que de l'ordre militaire, seraient autorisés à revenir à Saint-Pétersbourg à l'effet de solliciter leur éintégration. De ce nombre était la famille Zoubof, que Paul avait très sévèrement traitée pendant son ègne, et qui dès lors put revenir résider dans la capitale.

Son retour paraît avoir été le moment où on reprit les projets abandonnés depuis la retraite de Panin. Il manquait aux conspirateurs un caractère de la trempe ferme et courageuse de ce ministre. On crut avec raison l'avoir trouvé dans le comte Valérien Zoubof, le seul des trois frères (le prince Platon, le comte Nicolas et lui-même) qui à un jugement sain joignît de l'énergie et de l'esprit d'entreprise. C'était d'ailleurs un officier distingué, un homme d'esprit et de caractère, fort aimé dans l'armée. Le prince Platon Zoubof avait moins de capacité, mais exerçait une grande influence, tant à cause de sa fortune que parce que, dans les dernières années du règne de l'impératrice Catherine, il avait été son favori officiel; circonstance dont il avait usé pour peupler de ses créatures l'armée et la cour. La sœur des Zoubof, madame de Schérebzof, obtint la permission d'aller voyager à l'étranger. Elle se rendit à Berlin, munie, dit-on, de

le comte Panin lui-même, lequel mourut au commencemen de l'année 1837.

valeurs considérables en argent et en diamants, afin de s'assurer des ressources pour elle et ses frères dans le cas où l'entreprise viendrait à échouer, et où ils réussiraient à s'échapper (1).

(1) La famille Zoubof, nom qu'on écrit aussi quelquefois Soubof, devait sa fortune et son élévation à l'aîné de ses membres, le prince Platon, dont l'intelligence était des plus médiocres. Celui-ci était né en 1758 ou 1759, et, simple lieutenant aux gardes, avait su se concilier les faveurs de Catherine, qui le fit prince et commandant supérieur de l'artillerie. Exilé après la mort de Catherine, il alla voyager à l'étranger jusqu'au moment où il reçut l'autorisation de rentrer en Russie. Il n'obtint pas d'emploi sous Alexandre, et mourut en 1817. Valérien était né en 1760, et, dès 1794, il avait fait la campagne de Pologne avec le grade de lieutenant général. C'est à son frère qu'il était redevable de son rapide avancement ; mais il le justifia par son mérite et sa bravoure. Dans cette campagne de Pologne, un boulet lui enleva une jambe. Investi alors du commandement en chef de l'armée envoyée contre la Perse, il prit Derbent (1796), s'empara de toute la côte occidentale de la mer Caspienne, traversa l'Araxe, et prit ses quartiers d'hiver dans la fameuse plaine de Chorval-Mogam, d'où tout l'Aderbidjan se trouvait exposé à ses irruptions, pendant que ses derrières étaient couverts par l'armée de Géorgie et qu'arrivait d'Arstrakan un corps de troupes destiné à protéger son flanc gauche. Heureusement pour la Perse, Catherine vint à mourir sur ces entrefaites, et Paul Ier n'eut rien de plus pressé que de rappeler l'armée. Comme ce rappel eut lieu au moyen d'ordres particuliers adressés à chaque chef de régiment, *sans qu'une seule ligne fût envoyée au général en chef*, on peut présumer que Paul agit en cela par haine des Zoubofs. Grâce à la sévère discipline qu'il avait constamment fait observer à ses troupes, Zoubof laissa en Perse les souvenirs les plus honorables. Il mourut à Saint-Pétersbourg en 1804. Nicolas Zoubof, le plus jeune des frères, fut nommé par l'impératrice Catherine général et grand-écuyer, et naturellement tomba en disgrâce auprès de Paul. Lui aussi, après la révolution, il se retira dans ses terres, et mourut

Le général Benningsen (1) entra dans le complot. Ce gentilhomme du duché de Brunswick était venu en Russie pour tâcher d'être admis à entrer dans l'armée, et avait été recommandé au grand maréchal de la cour, Panin, par un de ses amis intimes. Après avoir servi avec distinction dans les deux guerres précédentes contre les Turcs, il avait commandé en Perse une division sous les ordres du comte Valérien Zoubof. Il venait d'obtenir un commandement dans une ville de province, espèce d'exil que l'empereur lui avait infligé parce qu'il le soupçonnait d'être favorable aux intérêts de l'Angleterre, alors en guerre avec la

également dans cette même année 1804, qui fut fatale à un si grand nombre des principaux acteurs du drame de 1801.

(1) Levin-Auguste-Théophile de Benningsen, né à Brunswick le 10 février 1745, fils d'un colonel brunswickois, fut d'abord page, enseigne et lieutenant au service de Hanovre. Plus tard, il donna sa démission, se retira à Banteln, terre appartenant à son frère, dans le pays de Hanovre, et se maria. La ruine de sa fortune et la mort de sa femme, arrivée en 1773, le décidèrent à entrer au service russe, après avoir préalablement réussi à se faire donner en Hanovre le grade de lieutenant-colonel. Il fit la guerre contre les Turcs, contre Pougatchef, en Pologne, en Perse, et se distingua surtout à l'assaut d'Oczakof, à Wilna, à Olita, à la prise de Derbent. Promu lieutenant général en 1798, il fut nommé sous Alexandre gouverneur général de la Lithuanie et général. Après avoir commandé en chef l'armée russe à Poultousk en 1806, et à Eylau en 1807, il se retira dans ses terres. Mais il reparut en 1812 sur les champs de bataille, combattit à la Moskowa, à Wornowna, et en 1813 à Leipzig, où il fut nommé comte. Plus tard, il commanda en Bessarabie jusqu'en 1818. A cette époque, il se retira dans une terre qu'il possédait en Hanovre, où il devint complétement aveugle, et où il mourut le 3 octobre 1826.

Russie : soupçon uniquement fondé d'ailleurs sur ce que Benningsen avait autrefois habité le Hanovre.

Le général Pahlen lui expédia par un courrier l'ordre de venir à Saint-Pétersbourg, et à son arrivée de se rendre droit chez lui avant d'avoir parlé à personne. Benningsen fut reçu à bras ouverts par son vieil ami et camarade le comte Pahlen, qui l'initia au complot et le détermina à y prendre part. Il fut résolu entre eux qu'il aurait le commandement du détachement destiné à pénétrer dans l'intérieur du palais : mission dont le comte Pahlen avait voulu se charger lui-même, mais qu'il fut heureux de pouvoir confier à un homme dont la capacité, le sang-froid et le courage étaient si connus, et auquel les gardes étaient si dévoués, tandis que Pahlen pouvait être plus utilement employé à prendre le commandement d'un fort corps d'infanterie qui cernerait le palais, dans le double but de s'opposer à la fuite de l'empereur et de comprimer tout mouvement en sa faveur que pourrait tenter le régiment des gardes à cheval, dont la plus grande partie avaient repoussé toutes les séductions dont ils avaient pu être l'objet. Benningsen resta encore caché pendant trois ou quatre jours à Saint-Pétersbourg, c'est-à-dire jusqu'au moment de l'exécution du complot.

Le nombre des personnes qu'on peut considérer comme ayant formé l'âme du complot se réduit par conséquent au comte Pahlen, au général Talyzin, aux trois frères Zoubof et au général Benningsen. L'amiral Rivas était mort quelques semaines avant que le projet fût arrivé à complète maturité. Quant aux qualités personnelles des conjurés, on ne saurait disconvenir

que c'étaient, sauf le prince Platon Zoubof, les hommes les plus courageux qu'il y eût en Russie, se connaissant tous bien, et pouvant tous se fier les uns aux autres.

Il s'agissait maintenant de se faire un parti parmi les officiers attachés aux gardes et au corps d'élite. Chacun des chefs chercha à recruter dans le nombre de ses amis des adhésions à la conspiration. Parmi ceux qui y entrèrent, il faut citer Tatarinof et Tchetcherin, deux généraux congédiés; Mansourof, colonel du régiment des gardes d'Ismaïlof; le colonel d'artillerie Yeschwell; Talbanof, commandant d'un bataillon des gardes Préobratschenskoï; un lieutenant du même corps appelé Marin; enfin, une cinquantaine de personnes dont nous ne nommerons que celles que quelque circonstance particulière de l'exécution du complot mit plus ou moins en relief.

On assure positivement que le grand-duc Alexandre, devenu ensuite empereur, fut mis au courant de tous les détails du plan qu'on avait arrêté. Les frères Platon et Valérien Zoubof étaient devenus les confidents du grand-duc en remplacement du comte Panin. Cependant, il s'en fallait qu'on eût encore organisé toute la conspiration, quand les dispositions personnelles de Paul Ier en hâtèrent l'explosion.

La défiance de l'empereur ne faisait que s'accroître. Soit prévoyance, soit pressentiment, il ne rêvait plus que de complots contre sa vie et sa personne. De simples soupçons motivaient à ses yeux des incarcérations et des condamnations à l'exil. Malgré cela, son fils hésitait encore; et, sans son consentement, les conjurés n'osaient rien entreprendre. Pour détermi-

ner le grand-duc, voici le moyen qu'employa Pahlen.

Il attisa les soupçons que l'empereur avait contre son fils, et alla jusqu'à obtenir de Paul Ier qu'il lui donnât par écrit, en sa qualité de gouverneur militaire de la capitale, l'ordre d'arrêter le grand-duc lui-même, s'il jugeait cette arrestation nécessaire à la sûreté de sa sainte personne. Pahlen montra cet ordre à Alexandre, et lui arracha ainsi son consentement (1).

On assure que l'empereur projetait encore de faire arrêter l'impératrice, de déclarer le troisième de ses fils, le grand-duc Nicolas (né le 7 juillet 1796), son successeur au trône, et de prendre lui-même la direction de son éducation. C'est ainsi que ce malheureux monarque marchait à sa perte, et, par ses caprices inhumains, s'aliénait jusqu'à sa femme et ses enfants.

Tout se réunissait pour accélérer une catastrophe.

(1) Le grand-duc Alexandre fut aussi instruit, d'un autre côté, du sort que lui préparait son père. Le lieutenant général Ouvarof, encore chef du régiment des gardes à cheval au moment où nous écrivons (1804), était l'amant de la princesse Lapouchin, mère de la princesse Gagarin, alors maîtresse de l'empereur. Paul arriva un soir tout triste chez elle, lui dit qu'il n'était entouré que d'ennemis, que ses fils eux-mêmes conspiraient contre lui, et lui raconta, sous la promesse du secret, qu'il était résolu à les faire emprisonner. La princesse Gagarin communiqua ce périlleux secret à sa mère, qui en fit part à Ouvarof, lequel en donna avis à Pahlen. Pahlen lui conseilla d'en informer immédiatement le grand-duc; et quand ce prince en parla au gouverneur général, celui-ci convint que l'ordre en question était effectivement entre ses mains, et insista alors vivement pour que le grand-duc consentît à la déposition de l'empereur.

L'empereur apportait dans sa politique extérieure la même mobilité, la même irritabilité, que dans sa politique intérieure. Il était maintenant en guerre avec l'Angleterre ; des manifestes hostiles allaient être lancés contre la Prusse et le Danemark ; déjà ses représentants à Berlin et à Copenhague avaient reçu l'ordre de quitter ces cours. L'empire, avec un crédit dont la décroissance était rapide, et privé des sources les plus abondantes de sa prospérité (1), allait se trouver en guerre avec des voisins inoffensifs, sans posséder un seul allié en Europe (2). Cependant il n'existait pas le moindre motif, le moindre prétexte de guerre, et l'empereur lui-même aurait été bien embarrassé de produire une raison quelconque de nature à justifier un tel fait. D'après tous les calculs de probabilité, l'État eût été bouleversé avant peu, si une circonstance en apparence fortuite ne fût pas venue hâter le dénoûment de la crise.

L'empereur avait eu précédemment pour gouverneur général de sa capitale un général d'artillerie appelé Araktchéjef (3). A ce moment il jugeait cet homme propre à servir ses desseins ; et, soit, comme

(1) C'était le résultat de la rupture avec l'Angleterre.

(2) Pour lutter contre l'Angleterre, on avait, il est vrai, l'appui de la France ; mais cette puissance était en paix avec la Prusse et le Danemark.

(3) Il fut nommé en 1807 ministre de la guerre ; en 1803, chef du corps d'artillerie tenant garnison à Saint-Pétersbourg, et a joué depuis un grand rôle jusqu'à la fin du règne de l'empereur Alexandre. C'est à lui qu'on doit notamment la création des colonies militaires, dont il devint le chef. En 1825, il fut mis à la retraite, parce que sa sévérité l'avait rendu odieux aux soldats ; et il mourut en 1834 dans sa terre de

on l'a supposé, qu'il eût conçu quelques soupçons au sujet de Pahlen (1), soit encore qu'il crût Araktchéjef plus propre que tout autre à exécuter les mesures sévères qu'il voulait prendre contre sa propre famille, il lui envoya un courrier pour le faire revenir à Saint-Pétersbourg. Pahlen commença par arrêter le courrier porteur de cet ordre, et ne le laissa repartir que lorsqu'il eut acquis la certitude que, lors même qu'on ne hâterait pas la marche des événements, Araktchéjef arriverait encore trop tard. C'est alors seulement

Grusino, sur les bords du Wolkof. Par son testament, il chargea l'empereur Nicolas de disposer de ce domaine, et l'empereur en fit don au corps des cadets de Nowogorod.

(1) Quelques jours avant la révolution, l'empereur demanda brusquement à Pahlen s'il se souvenait de la mort de Pierre III, et, sur sa réponse affirmative, s'il en connaissait bien les circonstances. Pahlen répliqua que non. Alors l'empereur lui dit : « Je sais qu'on en veut à ma vie, et qu'on songe à se débarrasser de moi comme on a fait de mon père. » Pahlen, sans se troubler le moins du monde, traita cette crainte de chimérique, ajoutant qu'il faudrait passer sur son corps avant de pouvoir arriver jusqu'à la personne de son maître.

A l'époque où germait déjà la première idée de la conspiration, Pahlen entra un jour dans la chambre de l'empereur. Celui-ci l'ayant embrassé dans un accès de tendresse, entendit le froissement d'un papier dans la poche de son ministre. Il voulut savoir ce que contenait ce papier, et Pahlen répondit que c'était un rapport militaire insignifiant, tandis qu'en réalité c'était un plan pour la déposition de l'empereur. Le danger que courut Pahlen à ce moment produisit néanmoins sur lui un tel effet, qu'il se trouva mal, et saisit ce prétexte pour se retirer.

Nous tenons ces deux anecdotes si curieuses, et qui peignent si bien la trempe de caractère du chef du complot, de la source la plus sûre (le comte Panin).

qu'il communiqua aux autres chefs de la conspiration les renseignements qu'il avait au sujet de l'intention où était l'empereur de lui enlever les fonctions de gouverneur général de la capitale. Il leur représenta que son renvoi ne ferait pas seulement échouer le projet, mais vraisemblablement en amènerait en outre la découverte. Enfin, il leur fit comprendre que l'arrivée prochaine d'Araktchéjef ne leur permettrait pas plus de différer l'entreprise que d'y renoncer, et on fixa d'un commun accord la nuit du 23/11 au 24/12 mars pour l'exécution du complot.

Avant de commencer le récit de la catastrophe qui mit un terme à la crise où se trouvait la Russie, il est nécessaire que nous fassions connaître les lieux qui furent le théâtre de cette tragédie, et la situation du château qu'habitait Paul Ier.

Dans les premiers mois de son avénement au trône, l'empereur avait fait bâtir un nouveau palais destiné à lui servir de demeure. Soit qu'en construisant cet édifice Paul ait eu aussi un motif religieux, et qu'il voulût consacrer ainsi son arrivée au pouvoir, soit qu'il ait sérieusement cru à la vision qu'assurait avoir eue, dans l'été de 1797, une sentinelle placée dans les environs du Jardin-d'Été, il est certain qu'au même moment l'empereur donna l'ordre de bâtir, sur cet emplacement, une chapelle sous l'invocation de saint Michel, et qu'il y joignit le plan d'un château qui devait être appelé Palais Saint-Michel.

Là, au fond du Jardin-d'Été, sur la rive droite du canal Fontancka, à l'endroit même où se trouvait autrefois l'ancien Palais-d'Été habité par l'impératrice Élisabeth, on vit s'élever, en moins de trois ans et

demi, ce gigantesque édifice. Un fossé en maçonnerie et de légères fortifications garnies de canons en rendaient l'approche assez difficile; mais l'hiver, qui remplissait les fossés de glace, rendait inutiles les ponts-levis placés aux principales entrées du château.

La façade du palais Saint-Michel était de la couleur rose tendre des gants que la maîtresse de l'empereur, la princesse Gagarin, portait le jour où il fut question de la couleur à donner à l'édifice.

L'intérieur en était d'une richesse extrême, et, pour le luxe des marbres et des bronzes, dépassait tout ce qu'on avait encore vu en Russie.

Ce prince fantasque y avait réuni le sacré et le profane. Il l'avait placé sous l'invocation d'un saint, en même temps qu'il lui donnait la couleur de sa maîtresse. Tandis qu'à l'extérieur il avait l'air d'une forteresse, à l'intérieur il réunissait tout le luxe, tout le comfort d'une résidence impériale.

Paul Ier vint habiter ce palais avec toute sa famille vers la fin de l'année 1800. Ce monarque avait marqué un extrême désir de s'établir dans l'édifice qui devait devenir son tombeau, et être en quelque sorte son mausolée: monument destiné à transmettre le souvenir d'un règne fécond en extravagances, en même temps que celui de la fin tragique du souverain qui le fit élever.

Les conjurés soupèrent dans la soirée du 23/11 mars chez quelques-uns de leurs chefs, et, à cette occasion, on n'épargna pas les vins capiteux, afin de ranimer le courage de certains d'entre eux. Tous se réunirent ensuite chez le lieutenant général Talyzin,

où Pahlen arriva le dernier et adressa à ses associés quelques paroles pleines de force et de conviction ; après quoi, on se sépara pour agir suivant qu'il avait été convenu.

Le général Talyzin se rendit aux casernes des gardes Préobratschenskoï, et, sous prétexte de troubles qui venaient d'éclater en ville, y fit prendre les armes à un bataillon commandé par Talbanof. Ce bataillon marcha sans bruit du côté nord du champ de Mars, franchit le pont situé en face de l'hôtel Rivas, puis traversa le Jardin-d'Été pour entourer le palais Saint-Michel. Mais là, on put reconnaître comment le sort des empires dépend quelquefois des circonstances les plus insignifiantes. Les vieux tilleuls du Jardin-d'Été servaient la nuit d'asile à des milliers de corneilles. Quand la troupe s'avança à cette heure inaccoutumée, ces oiseaux de mauvais augure emplirent l'air de leurs cris; et le bruit ainsi produit fut si grand, que les officiers qui commandaient le détachement craignirent qu'il ne réveillât l'empereur. Le complot eût échoué, en effet, si l'étoile de Paul lui eût permis de se mettre en sûreté ; et les corneilles du Jardin-d'Été eussent alors acquis dans l'histoire la même célébrité que les oies du Capitole. Pendant ce temps-là, Pahlen avait pris ses dispositions au sujet des accès du palais du côté de la Perspective. Il y envoya quelques détachements de cavalerie, qui s'y réunirent au bataillon des gardes Préobratschenskoï dont nous venons de parler. *Quant à lui*, *il n'arriva au palais que lorsque tout était déjà terminé.* Les autres conjurés l'accusèrent ensuite d'avoir tardé à dessein, pour profiter de l'instant si l'affaire réussis-

sait, et, si elle manquait, pour pouvoir jouer auprès de Paul le rôle de libérateur (1).

Le palais était gardé ce jour-là par un bataillon des gardes Ssemenofskoï, qui en occupait les parties extérieures et la grand'garde, tandis que la garde de l'intérieur et de la personne de l'empereur était confiée à un détachement des gardes Préobratschenskoï commandé par un lieutenant du nom de Marin (2). Quand le bataillon de Talbanof arriva en vue du palais, cet officier harangua sa troupe et lui demanda si elle voulait l'accompagner dans une expédition dangereuse qu'il entreprenait pour le salut de l'empire et de la nation. Elle répondit affirmativement sans aucune hésitation. On traversa alors les fossés sur la glace, on désarma les sentinelles extérieures du bataillon de Ssemenofskoï sans qu'elles fissent de résistance, et la troupe destinée à pénétrer dans l'appartement de l'empereur y arriva par le petit escalier tournant *a* (3), ayant son entrée sur la façade don-

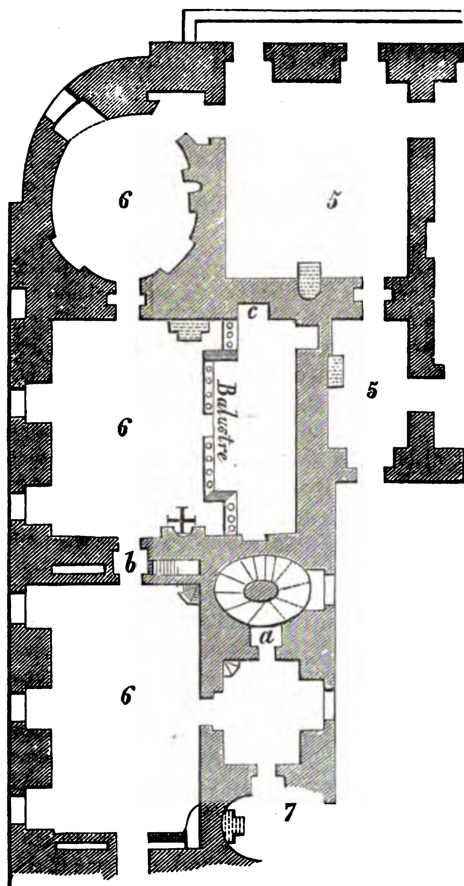
(1) Au rapport de Benningsen, on était convenu que le général Pahlen, accompagné du général Ouvarof, s'avancerait à la tête d'un bataillon de la garde par le grand escalier du palais jusqu'à la chambre de l'empereur. Pahlen marchait si lentement, qu'Ouvarof dut insister pour qu'il hâtât le pas ; circonstance qui donne assez de vraisemblance à l'accusation élevée ensuite contre lui par les conjurés.

(2) Ainsi qu'il a été dit plus haut, il était du nombre des conjurés.

(3) Ce plan d'une partie du premier étage du château Saint-Michel est fait d'après la planche X des quatorze planches publiées en 1800 par l'architecte Brenna. Les trois pièces indiquées par le chiffre 6 étaient les appartements intérieurs de 'empereur. Le nº 5 se rapporte aux appartements de l'impé-

nant sur le jardin communément appelé Troisième Jardin (1).

ratrice, et le nº 7 à une petite cuisine appartenant à l'empereur.



(1) C'est ici qu'il convient de rapporter que depuis plusieurs

Ce détachement se composait des trois frères Zoubof, du général Benningsen, du général Tchitchérin et d'une foule d'hommes inconnus, comme Mansourof, Tatarinof, Yeschwell, qui pendant cette nuit terrible se distinguèrent par leur intrépidité.

Le prince Platon Zoubof et le général Benningsen se rendirent à la chambre à coucher de l'empereur sans rencontrer aucun obstacle, en traversant l'antichambre située entre l'escalier tournant et cette chambre. Elle n'avait pas d'autre issue que la porte indiquée au plan par la lettre *b*. L'architecte Brenna,

mois Paul était assiégé par la crainte de périr empoisonné, et qu'en conséquence il s'était adressé à un marchand établi depuis longues années à Saint-Pétersbourg, et l'avait chargé de lui trouver et de lui recommander une bonne cuisinière bourgeoise anglaise. Cette femme lui préparait son dîner dans la petite cuisine attenant à ses appartements, et indiquée au plan par le nº 7. Elle fut effrayée du bruit que faisaient les conjurés, disparut au milieu de la bagarre, et s'en vint seule, nuitamment, à pied, retrouver ses anciens maîtres à Saint-Pétersbourg.

On lit dans un rapport diplomatique envoyé deux mois après l'événement :

« Les conjurés s'annoncèrent comme une troupe qui venait pour relever la garde à l'intérieur du palais, et, après avoir indiqué le mot d'ordre, passèrent sans difficulté devant les différents postes et sur les ponts-levis. Ils pénétrèrent, par une porte latérale, au pied d'un escalier secret conduisant dans l'appartement à l'extrémité duquel était la chambre à coucher de l'empereur. Ils traversèrent cet appartement sans obstacle, jusqu'au seuil même de la chambre à coucher. Le hussard de la chambre qui s'y trouvait en faction essaya de leur opposer quelque résistance, et, avant qu'on eût pu terrasser et désarmer cet homme, ses cris d'alarme et ses efforts pour résister aux assaillants avaient déjà réveillé l'empereur et appelé son attention. »

qui avait construit le palais Saint-Michel, avait fait pratiquer dans la chambre à coucher de l'empereur une porte de communication avec l'appartement de l'impératrice, marqué par la lettre *c*. A ce moment, la froideur de l'empereur pour sa femme était parvenue à son point extrême. Paul ordonna donc à Brenna de condamner cette porte; et Brenna, ayant différé de quelques heures d'exécuter l'ordre qu'il avait reçu, fut mis aux arrêts en punition de sa négligence.

A l'entrée de la chambre à coucher, sur le seuil même de la porte y conduisant, à l'endroit indiqué au plan par la lettre *b* et où dormait le hussard de la chambre de l'empereur, ce fidèle serviteur essaya d'opposer quelque résistance. Il lui fallut céder à la force, et, après avoir reçu maints vigoureux horions, il s'enfuit pour appeler au secours (1).

(1) L'impératrice-mère attacha plus tard ce hussard à sa personne en qualité de valet de chambre. Quand il entra, la tête tout ensanglantée, dans la salle où se trouvait le détachement des gardes Préobratschenskoï commandé par Marin, en criant qu'on allât au secours de l'empereur, ce détachement avait déjà été alarmé par un allumeur de poêles qui avait annoncé les mêmes faits, mais que Marin avait traité de fou et d'ivrogne en le renvoyant bien vite. A cette seconde nouvelle, l'agitation sur l'escalier devint plus grave et plus générale, et un soldat demanda, au nom de ses camarades, qu'on les conduisît auprès de l'empereur. Marin lui mit la pointe de son épée sur la poitrine en le menaçant de le tuer s'il proférait un mot de plus; puis il ordonna au détachement de présenter les armes. En Russie, cette attitude militaire implique un silence absolu. La troupe obéit et resta dans cette attitude jusqu'à ce qu'on eût appris que tout était consommé. On déclara alors à la troupe que Paul, devenu fou,

Un officier d'ordonnance de l'empereur, dont nous ignorons le nom, guidait les assaillants et pénétra avec eux dans la chambre à coucher. Le prince Zoubof et le général Benningsen étaient en grand uniforme, le chapeau sur la tête et l'épée à la main. Ils se présentèrent devant le lit de l'empereur, et lui dirent : « Sire, vous êtes arrêté. » L'empereur se leva et leur demanda tout abasourdi ce qu'ils voulaient; sur quoi ceux-ci répétèrent les mêmes paroles, en lui déclarant qu'il fallait qu'il abdiquât la couronne, et qu'il se tînt d'ailleurs tranquille. Le prince Zoubof et l'officier d'ordonnance se dirigèrent alors vers la porte pour appeler les autres conjurés, et Benningsen se trouva ainsi pendant quelques instants seul près de l'empereur, qui gardait le silence, rougissant et pâlissant tour à tour de fureur : « Sire, lui dit-il, il y va de votre vie : il faut vous résigner à signer un acte d'abdication (1)... » A ce moment divers officiers pénétrèrent dans la chambre à coucher. Benningsen leur enjoignit de garder l'empereur à vue, puis se dirigea vers la porte pour la fermer. Paul profita de ce mo-

avait été déposé, et elle acclama à l'unanimité Alexandre Ier en qualité d'empereur.

Cette anecdote témoigne autant de la présence d'esprit de Marin que de la puissance du sentiment de la subordination chez le soldat russe.

(1) On lit encore à ce sujet dans le rapport diplomatique précédemment cité : « L'empereur fut arrêté par le général Benningsen, qui se plaça entre lui et une porte située en face, en lui disant en français : « Sire, vous êtes arrêté. » Il y eut alors un moment d'hésitation, et le général Benningsen est convaincu que si l'empereur avait à cet instant consenti à se rendre, on se serait abstenu de tous autres actes de violence... »

ent pour sauter à bas de son lit. Un de ces officiers saisit alors à la gorge; mais l'empereur, qui se dérrassa de son étreinte, courut se mettre derrière ı grand écran placé devant un poêle, et tomba. nningsen lui cria encore une fois : « Sire, n'essayez s de résister, il y va de votre vie ! » Mais l'empeur, se relevant, se dirigea vers une table où étaient ijours à sa disposition plusieurs pistolets chargés. Au moment où la masse des conjurés se précipita r lui, on entendit du bruit à la porte. C'était un ier qui, suivi d'un détachement, venait prendre ordres de Benningsen, lequel lui enjoignit de garr l'entrée et de la défendre. Pendant ce temps-là, conjurés, osant porter leurs mains sacriléges sur personne de leur souverain, avaient renversé Paul rre. On raconte que ce fut le nommé Yeschwell, re d'origine, qui le premier leva son bras régis sur l'empereur, lequel, à la suite d'une assez vireuse résistance, fut enfin terrassé, puis étranglé e l'écharpe d'un officier du régiment des gardes menowskoï, appelé Scariatin, qui commandait la de montante au palais Saint-Michel. On prétend les conspirateurs ne s'étaient d'abord munis de te écharpe que dans le but de lier les pieds de npereur (1).

l) Il paraît que l'empereur expira à l'endroit marqué au ı par une croix. Pendant cette courte lutte, de dix minutes plus, on l'entendit demander ce qu'on lui voulait. A quoi des assaillants répondit qu'il y avait déjà longtemps qu'on ait dû se débarrasser de lui. La plupart des conjurés étaient s. Il semble hors de doute que ce fut le grand écuyer olas Zoubof qui étrangla l'empereur de ses propres mains. tait un homme d'une taille élevée, avec d'assez beaux its, mais d'une expression sinistre. Il mourut jeune encore

isi périt Paul Ier, à l'âge de quarante-six ans :
ple mémorable d'un souverain qui, né avec tous
lents, était doué de toutes les vertus, et qui les
qua jusqu'à un âge où l'on croit que les hommes
uvent désormais à l'abri de l'influence des pas-
tandis que, arrivé à cet âge, il changea complé-
it de mœurs, d'habitudes et de caractère, et dé-
a en un tyran extravagant.

est difficile d'indiquer les noms de tous les meur-
, et de livrer à l'exécration des siècles à venir
moire de tous ceux qui trempèrent leurs mains
éges dans le sang de leur souverain. Le nombre
onjurés était grand, et, ainsi qu'il faut le recon-
e à la honte de l'époque, la haine qu'on portait
prince était si vive et la perversité de ses enne-
i profonde, qu'en 1801 on rencontrait une foule
ciers qui se vantaient d'avoir trempé dans l'as-
nat, quoiqu'ils n'y eussent pourtant pris aucune

outefois, les noms du grand écuyer comte Nicolas
iof, du général Tchitchérin, de Mansourof, de
rinof et d'Yeschwell, seront transmis à la posté-

ı possession de sa charge, d'où il faut conclure que
s l'empereur Alexandre ni l'impératrice-mère n'ont
ı la part directe prise à cet assassinat par le comte
as.

lit dans le rapport diplomatique maintes fois déjà cité
ous : « Il n'est que trop certain que ce dernier acte de
rie fut commis par une personne qui, le soir même,
soupé à la table de l'empereur.
est tout à fait comme il arriva à Pierre III, dont les assas-
se firent d'abord inviter par lui à dîner ! Du reste, d'après
res rapports, Valérien Zoubof avait aussi soupé le même
chez l'empereur.

rité comme ceux des principaux acteurs dans c
catastrophe. On peut affirmer en toute certitude
le comte Pahlen, le prince Platon Zoubof, le co
Valérien Zoubof, les généraux Benningsen et Taly
n'y prirent pas directement part; et peut-être c
vient-il d'ajouter à la décharge de la mémoire
comte Valérien Zoubof, mort en 1804, que ses
mes au sujet de cette issue fatale et imprévue (1
mêlèrent à celles du fils de Paul Ier.

Alexandre, renfermé dans ses appartements,
tendait le résultat de l'entreprise. Le général O
rof et le colonel Nicolas Borosdin étaient restés
lui pour le défendre en cas de besoin, et partager
les dangers d'un insuccès (2). Le comte Valérien Z
se rendit alors chez le grand-duc Alexandre, o
pénétra pas sans peine. Il le trouva vêtu de so
forme, étendu sur un lit de repos, et lui ann
déposition de son père, le commencement de
gne et la mort de Paul Ier. On sait que cette d
nouvelle le plongea dans le plus violent dés
C'est alors seulement qu'il reconnut les suites

(1) Les recommandations itérativement adressées pa
ningsen à l'empereur d'avoir à se tenir tranquille,
qu'il y allait de sa vie, prouvent cependant qu'il av
d'abord prévu que les choses ne pouvaient que trop
ment être poussées à l'extrême. Pour cela, il n'était p
cessaire d'avoir une bien grande connaissance des ho

(2) Cette circonstance a été affirmée à l'auteur par le
Nicolas Borosdin, alors officier d'ordonnance de l'emp
et plus tard lieutenant général; mais elle est en q
sorte en contradiction avec ce qui a été dit plus haut;
varof se trouvait près du général Pahlen avec un batai
la garde. Peut-être pourrait-on concilier les deux vers
admettant qu'Ouvarof avait quitté pour quelque te
grand-duc Alexandre.

de l'adhésion donnée par lui au plan de détrônement; à ce moment il regretta trop tard, et bien inutilement, de s'être lié avec une jeunesse effrénée et féroce, qui avait déshonoré par un forfait une entreprise indispensable peut-être au salut de l'État (1).

L'impératrice Marie (2), qui avait entendu du bruit

(1) On lit dans le rapport diplomatique : « Les deux frères Alexandre et Constantin) étaient ensemble, et, comme il est facile de se l'imaginer, se montrèrent saisis d'horreur et d'épouvante. Mais le nouveau souverain, qui reconnut la nécessité de se conformer à tout ce qu'on exigeait de lui, et à qui naturellement on n'avait rien dit des moyens violents qu'on avait employés pour ôter la vie à l'empereur défunt, consentit enfin à apposer sa signature au bas d'une proclamation où il était dit que ce souverain avait succombé dans la nuit à une attaque d'apoplexie. Cette nouvelle fut annoncée le lendemain 24, au bruit du tambour, dans les rues de Saint-Pétersbourg; et dans l'après-midi, l'empereur Alexandre, qui après cet événement était allé s'établir au Palais-d'Hiver, reçut l'hommage et le serment de fidélité du Sénat, de la noblesse, etc., de même que le serment de fidélité des troupes de la garnison, y compris le régiment des gardes à cheval. Lorsqu'il se montra au peuple sur un balcon, il fut salué par les plus vives acclamations... »

(2) C'était la seconde femme de l'empereur Paul I[er], lequel avait épousé en premières noces, le 10 octobre 1773, la princesse Wilhelmine de Hesse-Darmstadt (née le 25 juillet 1753), appelée comme grande-duchesse Nathalie-Alexiefa, qu'il avait passionnément aimée. Au décès de cette princesse, morte en couches le 26 avril 1776, se rattachèrent de ces bruits sinistres qui, en Russie, se répandent à propos de toute mort inattendue et importante, sans être toujours fondés. Il ne restait pas d'enfants de ce mariage. La seconde épouse de l'empereur Paul fut la princesse Sophie-Dorothée-Auguste-Louise de Wurtemberg (née le 25 octobre 1759), fille aînée du prince devenu, depuis 1795, duc Frédéric-Eugène de Wurtemberg, et de la princesse Fredericke de

ıs le château, apprit qu'un mouvement avait lieu
ıtre l'empereur son époux. Elle essaya de parvenir
qu'à lui ; mais, à toutes les portes de communica-
ı, l'ordre avait été donné de lui défendre, baïon-
te croisée, d'aller plus loin. Un officier, auquel
pératrice s'adressa, crut devoir envoyer deman-
de nouveaux ordres au général Benningsen ; mais
i-ci lui fit défendre, sous peine de la vie, de lais-
l'impératrice sortir de ses appartements. Elle ne
sit pas davantage dans une tentative qu'elle fit

ebourg-Schwedt. Comme grande-duchesse et impéra-
elle porta les noms de Marie Feodorowna. Elle épousa
le 18 octobre 1776, et mourut le 5 novembre 1828.
avait pour frère aîné le prince Frédéric, devenu plus
premier roi de Wurtemberg, père du roi aujourd'hui
nt, lequel épousa en secondes noces une fille de sa
, tandis que son fils a épousé une de ses petites-filles,
de l'empereur actuel de Russie, la grande-duchesse
De ce mariage, l'empereur Paul eut quatre fils et six
: 1° le grand-duc devenu ensuite l'empereur Alexan-
; 2° le grand-duc Constantin, né en 1799, qui, en
et 1825, renonça à la couronne, et qui, après avoir
cé d'avec sa première femme, la princesse Juliane de
-Cobourg (la grande-duchesse Anne, née en 1781, morte
820), contracta, le 20 mai 1820, un mariage morgana-
avec la princesse de Lowicz (la comtesse Jeanne Grud-
ka, née en 1799, morte le 29 novembre 1831), et mourut
juin 1831 ; 3° la grande-duchesse Alexandrine, née en
, mariée en 1799 au palatin de Hongrie, l'archiduc Jean
triche, à qui elle ne donna qu'une fille, morte en nais-
et qui succomba aux suites de cette couche le 18 mars
; 4° la grande-duchesse Hélène, née en 1784, mariée en
au prince héréditaire Louis de Mecklembourg-Schwerin,
du dernier grand-duc et grand'mère du grand-duc actuel
Mecklembourg-Schwerin ; 5° la grande-duchesse Marie,
urd'hui grande-duchesse de Saxe-Weimar, née en 1796 ;
grande-duchesse Catherine, née en 1788, mariée en

n autre côté pour parvenir jusqu'aux grands-ducs ɜxandre et Constantin.

Lorsque le grand-duc Alexandre eut été proclamé pereur par les gardes, les Zoubof et le général hlen quittèrent le palais pour aller prendre leurs spositions en ville. Benningsen resta au palais Saint-chel, pour le garder ainsi que la famille impériale. reçut alors (vraisemblablement de l'empereur lexandre) l'ordre d'aller trouver l'impératrice, et la prier de rester tranquille. Quand Benningsen ırut devant cette princesse, elle lui demanda si aintenant elle était libre. Il lui répondit que non, rma la porte, et mit la clef dans sa poche. L'impéra-ice lui enjoignit alors d'ouvrir et de donner l'ordre e la laisser aller partout où elle voudrait se rendre. l répondit qu'il n'y était pas autorisé, et ajouta aus-itôt : « L'empereur Alexandre... » A ces mots, l'im-ératrice, levant les mains au ciel, s'écria : « Alexan-dre !... Qui l'a fait empereur? — La nation, Madame, es gardes l'ont proclamé ! — Mais qui a formé cette conspiration ? — Tout le monde y a pris part, militai-res, bourgeois, gens de cour. — Laissez-moi aller rouver l'empereur Alexandre. — Non, Madame, cela

premières noces au prince Georges d'Oldembourg (mort en 1812), et en secondes noces au roi actuel de Wurtemberg, à qui elle a donné la comtesse Franciska de Neipperg et la reine actuelle des Pays-Bas, morte en 1819 ; 7° la grande-du-chesse Olga, née en 1792, morte en 1795 ; 8° la grande-du-chesse Anne, mariée en 1816 au prince d'Orange, devenu plus tard le roi Guillaume II des Pays-Bas, veuve depuis 1849 ; 9° le grand-duc Nicolas, devenu empereur en 1825, mort en 1856 ; 10° le grand-duc Michel, né en 1798, mort en 1849.

m'est défendu. Vous ne sortirez pas d'ici. —
néral, je vous en ferai repentir ! »

L'impératrice ayant de nouveau supplié q
laissât aller trouver son fils, Benningsen lui dit
consens, mais à deux conditions : d'abord que v
ne vous arrêterez pas en route, ensuite que vous
parlerez à personne. — Je vous le promets, répon
dit-elle. »

Benningsen plaça alors des postes à toutes les issues, avec défense à qui que ce fût d'approcher de l'impératrice ou de lui répondre. C'est alors qu'elle arriva enfin près de l'empereur Alexandre, qui vint au devant d'elle et l'embrassa, et chez qui elle trouva encore un grand nombre des principaux conspirateurs.

L'impératrice ne put parvenir jusqu'à son époux, qu'après qu'on avait eu déjà la précaution de le revêtir de son uniforme. Il avait été placé sur un lit de camp, dans la chambre même où il était mort ; mais dès qu'elle l'aperçut, elle ne se fit pas illusion sur son genre de mort, et elle s'abandonna alors à une telle douleur, qu'il fallut l'entraîner loin de là en employant même à cet effet la force (1).

Quand on compare la prompte et facile réussite de cette révolution avec les graves difficultés qui paraissaient devoir l'empêcher, on est tenté de croire qu'une inévitable fatalité avait fixé le terme de la vie du

(1) Peu de jours après l'événement, l'impératrice fit veni
auprès d'elle ses deux fils aînés, et leur fit jurer, dans la cha
pelle du palais Saint-Michel, qu'ils avaient ignoré qu'il y e
parti pris d'attenter à la vie de Paul Ier. Ce fut seulemen
quand l'impératrice eut acquis cette certitude, que la con
corde et la confiance furent rétablies entre elle et ses fils.

alheureux monarque. Entre diverses circonstances
ui auraient dû faire découvrir la conspiration, on
cite deux qui sont trop remarquables pour que
ous puissions les passer sous silence. Le matin du
ur qui se termina par la révolution, un homme du
uple s'approcha de l'empereur, qui se promenait à
eval, et lui remit un billet cacheté. L'empereur le
ssa au comte Koutaizof, son grand écuyer, qui
ccompagnait à la promenade, et celui-ci le garda
ns l'ouvrir avant le lendemain matin. Or, il se trou-
a que cette lettre contenait une dénonciation for-
elle du complot et les noms des conjurés. Le même
ur, le général Talyzin s'était dit indisposé afin de
ouvoir mieux prendre les diverses dispositions en-
ore nécessaires. L'empereur lui envoya son médecin,
docteur Grive, Anglais de naissance, et aujourd'hui
804) médecin de l'empereur Alexandre. Par ordre
e Paul, Grive pénétra jusqu'à Talyzin au moment où
élibérait chez lui un comité des conspirateurs. Leur
emière idée fut de tuer ce médecin, afin d'empêcher
nsi toute révélation. Mais le général Talyzin se
argea de lui faire promettre de garder le silence,
le fit strictement surveiller pendant les quelques
ures qui s'écoulèrent encore avant l'explosion de la
nspiration.

Dès qu'on connut la mort de l'empereur Paul, les
oupes qui entouraient le palais firent retentir l'air
leurs hourahs et proclamèrent l'empereur Alexan-
e. On envoya des aides de camp aux casernes des
férents corps pour faire prêter à ces troupes ser-
nt de fidélité au nouveau souverain. La famille
périale alla avant la pointe du jour s'établir au Pa-

lais-d'Hiver (1). De huit à neuf heures, l'e
avait déjà reçu l'hommage de toute la garnis
cour et des principaux fonctionnaires civil:
taires.

Il se présente involontairement à l'esprit
marques qui donnent à cette révolution un
tout différent de celui des autres révolutions m
La première, c'est qu'elle fut accomplie r
l'aide d'un ou deux bataillons d'infanterie
peu de cavalerie ; que ces troupes ignoraien
tement ce qu'on allait leur faire faire, et qu'
taine d'officiers, qui étaient dans le secret, f
et exécutèrent seuls cette révolution. Do
monarque avait pu s'échapper, tout eût mar
il aurait infailliblement trouvé secours et ap
mi ces mêmes soldats qui contribuaient à le c

La seconde remarque, c'est que, sauf l'un
ception de l'auguste victime, ce rapide chan
vue dans le pouvoir suprême, à la suite d'u
où l'autorité avait tant abusé de ce pouvoi
verné si arbitrairement, n'amena aucun act
geance, aucune persécution (2).

(1) Le célèbre baron d'Armfeldt se trouvait al
Pétersbourg, et l'empereur Paul lui avait assigné u
pour le même jour, à six heures du matin. Quand
palais Saint-Michel, où tout était parfaitement t
demanda à être introduit auprès de l'empereur. O
dit qu'il se trouvait au Palais-d'Hiver. Il fut quelq
sans pouvoir comprendre ce brusque déménagem
ce qu'on lui eût appris ce qui venait de se passer

(2) On peut encore faire une troisième rema
que cette révolution, — tout au moins dans ses
diats, car il n'y a pas de révolution sans préjudic

Puisse l'historien philosophe réfléchir sur ces deux remarques ; il ne lui sera pas difficile de nous expliquer pourquoi chez les nations éclairées les révolutions amènent toujours tant de maux à leur suite, et pourquoi chez un peuple dont la civilisation date à peine d'un siècle, elles ont un caractère si différent (1).

Paul I[er] fut exposé sur un magnifique catafalque, le lendemain de sa mort. On avait placé sur sa tête un grand chapeau d'uniforme; sa main droite, toute mutilée de coups de sabre, était, contrairement aux usages du pays, cachée par un gant. Son visage n'était pas très défiguré ; mais le chirurgien Wylie était occupé à le farder d'heure en heure, et à aider à faire disparaître les traces de mort violente qui reparaissaient toujours.

parce qu'elles exercent toutes une pernicieuse influence sur la moralité publique, — se borna à la cour; qu'il n'y eut point de bouleversement dans l'État, que les lois ne perdirent pas de leur force un seul instant, et que l'événement n'eut pas plus d'effet sur le reste du pays que si l'empereur Paul était véritablement mort d'apoplexie. En outre, les meurtriers ne parvinrent point au pouvoir, et on ne vit pas des hommes nouveaux se hisser aux affaires à l'aide de ce crime.

(1) Les nations vraiment puissantes au point de vue de l'esprit et de la moralité, vraiment civilisées au point de vue politique, ne font pas de révolutions. Ou bien, quand elles en font, ces révolutions n'entraînent avec elles aucun dommage, comme l'Angleterre nous en offre un exemple en 1688. Les excès et les horreurs des révolutions proviennent d'une demi-civilisation intellectuelle et politique, de l'absence, dans les masses, du sentiment moral et de celui du devoir, du vrai honneur et de la véritable humanité.

Au pied de ce catafalque on voyait un fils en
à la plus vive douleur, pleurant un père dont il
causé la mort, et cherchant à racheter par des l
sincères le crime de quelques-uns de ses nou
sujets.

Les obsèques de l'empereur eurent lieu le 28
(9 avril) avec la plus grande pompe. Le cadavr
déposé dans le caveau impérial de l'église de la f
resse de Saint-Pétersbourg, où les restes de Pau
reposent à côté de ceux de Pierre III.

UNE PRÉDICTION [1]

Par une brillante matinée du printemps de l'année 1814, le vaisseau de ligne anglais *The Vanguard* entrait dans le port d'Alexandrie toutes voiles dehors, y jetait l'ancre, et bientôt il y était entouré de cet essaim d'embarcations qui viennent offrir aux navigateurs de long cours les vivres frais dont ils ont été si longtemps privés. Quoique le séjour du bâtiment ne dût être que de courte durée, le capitaine accorda à ceux des officiers dont le concours ne lui était pas immédiatement nécessaire la permission de fouler le sol de l'Égypte, cette terre des merveilles, et de visiter ce qu'elle offre de plus curieux, tout au moins à Alexandrie et dans ses environs. Trois jours s'étaient déjà écoulés depuis l'arrivée du *Vanguard*, lorsque quelques-uns de ces officiers, après avoir consacré plusieurs heures à parcourir à cheval les rues de la ville et ses environs, entrèrent dans un khan pour s'y

(1) D'après Burke, *Anecdotes of the aristocracy and episodes in ancestral story*, t. Ier, pages 124 et suivantes.

rafraîchir et y délibérer sur la manière dont ils emploieraient le peu d'heures que leur permission leur laissait encore de libres. Le drogman dont ils s'étaient munis, et que dans leurs courses continuelles ils avaient mis sur les dents, leur assura qu'ils avaient vu tout ce que la ville offrait de curieux. Cependant, il lui revint encore à l'esprit Maugrabin, le devin, qui leur dirait leur bonne aventure, et, à l'aide de son astrolabe, était capable de leur apprendre combien de temps devrait s'écouler pour que chacun d'eux devînt amiral. La proposition fut acceptée à l'unanimité.

Ali s'en alla chercher le mage, et au bout d'une heure revint avec lui. Dans la compagnie de Maugrabin se trouvait un jeune Copte de neuf à dix ans qui devait servir de *medium* à ses révélations magiques. Le sage égyptien déclara en effet que l'avenir ne pouvait se manifester qu'aux yeux de cet enfant, dans le cœur duquel ne s'était encore élevée aucune pensée impure. Il se chargeait de son côté d'évoquer les esprits, et l'enfant donnerait ensuite aux différentes personnes de la société tous les renseignements qu'elles pourraient désirer au sujet des choses invisibles.

Un bassin rempli de charbon embrasé fut apporté et placé sur le sol. Le mage prit du papier, une plume et de l'encre, et questionna la société sur ce qu'elle désirait qu'il demandât aux esprits. Sur la réponse que chacun lui fit qu'il voulait savoir sa destinée, il se plaça devant le bassin de charbon embrasé, ayant l'enfant en face de lui. Il déchira alors une feuille de papier en plusieurs morceaux, sur chacun desquels il traça des caractères arabes. Il prit

ensuite de l'encens, le jeta sur le charbon enflammé, et commença ses conjurations en prononçant quelques paroles inintelligibles. La fumée s'échappait du brasier en formant une série d'anneaux, d'abord épais, puis devenant diaphanes à mesure qu'ils s'élargissaient, pour finir par se réduire à rien; et, pendant ce temps-là, le mage se démenait dans tous les sens, en répétant les mêmes paroles aussi rapidement que cela lui était possible. Tout à coup il s'arrêta, puis il plia un morceau de papier en forme de cornet, le remplit à moitié d'encre, et ordonna à l'enfant de fixer constamment ses regards sur le liquide noir, et d'appeler quand il verrait quelque chose. Les conjurations continuèrent ensuite avec un redoublement d'énergie, jusqu'à ce qu'un cri de l'enfant interrompît enfin l'opération du mage.

« Je vois, dit l'enfant, deux individus avec des balais qui tournent la ruelle, et voilà maintenant un étranger, monté sur un cheval blanc, qui vient à eux. » — « Suffit ! s'écria Maugrabin. A présent, Messieurs, faites-moi connaître vos vœux particuliers. » Alors un jeune *midshipman* prit la parole d'un ton calme mais grave, et demanda à connaître ce qui excite plus ou moins la curiosité de chacun, et à savoir comment se terminerait son existence. Le mage s'inclina en signe d'assentiment.

Une nouvelle dose d'encens fut jetée dans le foyer, et le mage y ajouta encore plus de morceaux de papier que la première fois. D'épais nuages de fumée se répandirent autour de l'assistance, et parfois ils dérobaient complétement Maugrabin et l'enfant aux regards des spectateurs de cette scène. Avec quelques efforts d'imagination, et quand on prêtait l'oreille

aux conjurations auxquelles il continuait de se livrer d'une voix stridente, il était facile de transformer ces nuages de fumée en figures surnaturelles semblant se presser autour de l'enchanteur. De nouveau le cri de l'enfant l'interrompit dans son opération, et le mage lui ordonna alors de dire ce qu'il voyait.

« J'aperçois une île toute couverte d'arbres semblables à des palmiers. Je la vois maintenant très distinctement. C'est un bel endroit. Le sol est verdoyant et couvert de fleurs, comme les plaines d'ici après que le Nil s'est retiré. Devant se trouve un port, et voilà un grand navire qui y entre. Les voiles sont très blanches, et tout à l'extrémité flotte un pavillon sur lequel se trouve une croix rouge. Sur la côte se tiennent des gens comme je n'en ai jamais vu. Ils sont grands et presque nus. Leurs maisons me semblent tout à fait étranges. Il me semble qu'elles sont construites avec des arbres. — L'image est passée... Je vois maintenant des gens semblables à ceux qui sont ici, mais ils ne sont pas tous vêtus de la même façon. Il n'y en a qu'un qui ait de l'or à ses habits. Les autres sont armés de fusils, tandis que lui n'a qu'une épée à la main. Ils sont dans une belle île, mais non pas sur la côte. Ils gravissent une montagne sur laquelle il ne se trouve qu'un seul arbre. Les hommes sauvages les attaquent. Ils combattent bravement. Des masses d'insulaires tombent morts devant les fusils des hommes de mer; mais des masses plus considérables encore se réunissent. Le marin qui a de l'or sur l'épaule est tué, et quelques-uns de ses hommes sont aussi tués à ses côtés. Les autres l'enterrent au pied de l'arbre qui est sur le sommet de la montagne. — Je ne vois plus rien... »

Les autres membres de la société furent
la même cérémonie, et apprirent, celui-ci qu'il
rait de telle façon, et celui-là de telle autre.
ignorons combien de ces prédictions se réalisèr
mais quant à la première du moins, elle se vérifi
point en point bien longtemps après qu'eut disp
toute vraisemblance de la possibilité de son accom
plissement.

En effet, Walter Croker, — ainsi s'appelait notre jeune *midshipman* (1), — issu d'une branche des Croker de Lineham, dans le comté de Devonshire, fut mis à demi-solde peu de temps après le rétablissement de la paix générale. Pendant longtemps il avait fait tous ses efforts pour rentrer en activité, parce qu'il avait un goût des plus vifs pour la carrière qu'il avait embrassée. Mais, voyant que toutes ses sollicitations demeuraient inutiles, il renonça à les poursuivre davantage, se retira dans le manoir paternel, situé à Lisnabrin, dans le comté de Waterford en Irlande, se maria et entra, — pour toujours, à ce qu'il croyait, — dans la respectable classe de
gentlemen campagnards. C'était un homme loya
franc, hospitalier, qui, par son caractère gai, ai
ble et serviable, s'était fait aimer de tous ses vois
Quand il lui arrivait d'entretenir ses hôtes d
aventures de mer, il parlait quelquefois de la p
tion de Maugrabin, qui d'ailleurs n'avait pas fa
lui grande impression, et qui, en raison des ci
stances au milieu desquelles il se trouvait main

(1) Vraisemblablement, il était monté en grade ava
de la guerre.

placé, ne faisait que provoquer de grands éclats de rire de sa part et de celle de ses auditeurs.

La politique suivie par Louis-Philippe devait donner tout à coup une direction nouvelle et bien inattendue à la vie de Croker. Plus de vingt années s'étaient écoulées, et Croker avait tout lieu de se croire complétement oublié des lords de l'Amirauté, lorsqu'il eut l'agréable surprise de recevoir une lettre où on le prévenait qu'on ne l'avait jamais perdu de vue, qu'une belle frégate toute neuve allait prendre la mer au premier jour, et que le commandement lui en était destiné. Il partit aussitôt pour Londres, où on lui confirma la bonne nouvelle. Les intrigues de la France dans la mer du Sud, rendues manifestes par l'occupation de Taïti, exigeaient qu'on y envoyât quelques bâtiments commandés par des hommes d'expérience, qui auraient pour mission d'observer les mouvements de la puissance rivale ; et Croker avait été choisi pour cette tâche aussi difficile qu'honorable. Il ne s'agissait que d'un petit nombre de bâtiments, parce qu'il ne fallait pas exciter la défiance ; et les capitaines avaient ordre d'éviter toute collision avec les navires de l'autre nation, mais en même temps de s'attacher à conserver à l'Angleterre cette réputation de prépondérance maritime qui est indispensable au maintien de sa puissance. Les bâtiments anglais devaient parcourir l'océan Pacifique dans toutes les directions, en visiter les îles, nouer des relations d'amitié avec les chefs, et prendre sous la protection de l'Angleterre ceux d'entre eux qui en manifesteraient le désir ; en un mot, agir ainsi qu'il convenait à de véritables représentants de leur pays.

Le bâtiment monté par Croker arriva un j exécution de ses instructions, dans la baie de T tabou (1). Le but spécial de cette visite était de téger les missionnaires qui avaient établi une sta dans ces îles. La vie de ces bonnes gens avait mise en péril par les naturels, avant qu'on connût mission toute pacifique qu'ils venaient remplir. Le vaisseau anglais arriva juste assez à temps pour les recueillir à son bord. Après avoir mis leurs personnes en sûreté, le brave commandant ne voulut point remettre à la voile avant d'avoir encore fait une tentative pour sauver leurs propriétés. Il débarqua donc à la tête d'un détachement de soldats de marine et de matelots bien armés, et prit le chemin le plus court pour gagner l'établissement des missionnaires, situé dans l'intérieur de l'île. Au retour, il tomba dans une embuscade des naturels. Il réussit à se frayer un passage, et atteignit une hauteur où il résolut de s'arrêter en attendant que des renforts pussent lui arriver du bâtiment. Ces renforts étaient partis aussitôt qu'on avait entendu le bruit de la fusillade; mais avant qu'ils eussent eu le temps d'arriver au secours de leu commandant, celui-ci avait été massacré. Ses reste mortels furent inhumés à l'endroit même où il av succombé, sous un palmier qui, soir et matin, p jette son ombre solitaire sur la montagne verdoya où s'élève son tombeau.

Ainsi se trouva réalisée la vision de l'enfant cop

(1) L'une des îles Tonga ou de l'Amitié.

CASTLEREAGH ET WELLINGTON

En rapprochant ainsi les deux hommes célèbres dont nous allons parler, nous ne nous sommes point proposé de tracer un tableau complet de leur vie et de leurs actes, et pas davantage de pénétrer dans leur histoire privée. En ce qui est de cette dernière tâche, Castlereagh seul pourrait offrir des matériaux secrets de quelque intérêt pour l'histoire, tandis que la carrière de Wellington ne présente que des traits grandioses, clairs et patents. L'unique point de ressemblance qu'ils aient entre eux, c'est que, quoique appartenant l'un et l'autre au sol irlandais par leur origine immédiate et par les propriétés de leurs pères, ils consacrèrent tous deux leur existence entière au service de la Grande-Bretagne. Du reste, il n'y a absolument aucune analogie à établir entre le diplomate, l'homme d'État ambitieux, habile et profondément dissimulé, qui, pour échapper au fatal réseau qu'il avait tissé de ses propres mains, et qui l'étreignait chaque jour plus fortement, ne trouva d'autre moyen que d'attenter lui-même à ses jours au moment où il était parvenu à l'apogée de sa puissance et où il pa-

raissait comblé des faveurs de la fortune ; et le capitaine illustre qui, pour remplir sa mission, ne connut pendant toute sa vie d'autres moyens que l'accomplissement du devoir et la ligne droite ; qui, comme homme d'Etat et comme général, suivit toujours la même règle ; qui, en politique, partit, il est vrai, de la même base que son collègue, mais en sachant éviter les conflits auxquels l'autre succomba, parce qu'il comprit qu'il fallait subordonner les moyens et les principes de parti au grand but final ; qui méprisa toujours la faveur publique, mais non pas le peuple, comme l'autre en fut justement accusé ; qui, en conséquence, se vit entouré jusqu'au tombeau des respects de ce même peuple, qui quelquefois pourtant avait été plus irrité contre lui que contre Castlereagh ; enfin, qui eut le rare bonheur de conserver jusqu'aux dernières limites de la vieillesse toute son énergie morale et toute sa vigueur physique, et qui emporta dans la tombe les regrets sincères et universels de sa nation. Nous le répétons, il ne s'agit ici ni d'un parallèle ni d'un essai biographique. Nous n'avons d'autre but que de mettre en saillie un épisode romanesque de la vie si positive, si anti-romanesque de Castlereagh, et de communiquer des détails généalogiques généralement fort peu connus sur le continent au sujet de Wellington, de cette grande figure militaire que le patriotisme anglais opposera toujours celle de Napoléon.

Le nom de famille de l'homme d'Etat plus généralement connu sous le titre de *lord Castlereagh* était *Stewart;* et l'on trouve effectivement dans son arbre généalogique diverses traces de parenté avec la malheureuse race royale à laquelle les calamités des temps, en Écosse, et ses propres fautes, en Angleterre, firent éprouver tant de tragiques catastrophes. Sir Walter Stewart, fils de sir James Stewart, de Bonkyll, petit-fils d'Alexandre, grand échanson d'Ecosse, dont l'arrière-petit-fils, issu de son second fils James, monta en 1371 sur le trône d'Ecosse sous le nom de roi Robert II, vivait au commencement du quatorzième siècle, et reçut en fief la baronie de Garlies, en Ecosse, de John Randolf, comte de Moray, à qui le document relatif à cette inféodation donne la qualification d'*oncle* du donataire. C'est de lui que descendait sir William Stewart, de Garlies et Dalswinden, qui, en 1429, obtint la seigneurie de Minto après de longues discussions avec ses précédents propriétaires, les Turnbulls. Les comtes actuels de Galloway (1) descendent d'Alexandre, second fils de ce dernier. De son troisième fils, Thomas, de Minto, descendait John Stewart, de Ballilawn-Castle; le premier de la famille qui s'établit en Irlande, et qui, sous le règne de Jacques Ier, obtint par la protection du duc de Lennox une concession de terres dans le comté de Donegal.

(1) Le 19 juillet 1607, sir Alexandre Stewart fut créé baron de Garlies en Écosse, et, le 9 septembre 1623, comte de Galloway. Il était membre du conseil privé d'Écosse. John, septième comte, fut créé pair de la Grande-Bretagne le 6 juin 1796, au titre de baron Stewart de Garlies, et mourut le 13 novembre 1806. Le comte actuel de Galloway, Rodolphe Stewart (né le 16 septembre 1800), est son petit-fils.

Au nombre des descendants de celui-ci, on remarque Robert Stewart, de Ballylawn-Castle et de Mount-Stewart (dans le comté de Down), qui, grâce à ses puissantes relations de famille, à l'attachement énergique dont il témoigna pour la cause du gouvernement, et plus tard encore grâce aux services rendus à l'Etat par son fils, parvint en Angleterre à l'apogée des honneurs et des dignités. Le 18 novembre 1790 il était créé baron Stewart en Irlande; le 6 octobre 1795, vicomte Castlereagh en Irlande; le 10 août 1796, comte de Londonderry, et le 22 janvier 1816 marquis de Londonderry. Il mourut à un âge fort avancé, le 8 avril 1821, un an seulement avant son brillant et malheureux fils. Il avait été marié à deux reprises : d'abord en 1761 avec Sara Frances, fille cadette du marquis d'Hertford, et en second lieu avec Frances, fille aînée du comte de Cambden. De son premier mariage était issu Robert, le puissant et célèbre homme d'Etat objet de tant d'invectives et de malédictions sous le nom de Castlereagh, lequel, du mariage qu'il contracta en 1794 avec Émilie-Anne, la plus jeune des filles de John Herbert, deuxième comte de Buckinghamshire, n'eut point d'enfant. C'est du second mariage de Robert Stewart qu'est issu l'ultra-tory si célèbre par son obstination et ses excentricités, caractère chevaleresque et bonhomme au fond, Charles-William Vane-Stewart, marquis de Londonderry, vicomte Castlereagh et baron Stewart en Irlande, comte de Vane, vicomte Seaham et baron Stewart en Angleterre (1).

(1) Né le 18 mai 1778, il fut créé, le 1er juillet 1814, baron Stewart en Angleterre, et le 28 mai 1823 vicomte Seaham et

Mais ce n'est pas de lui que nous venons parler, et nous n'avons à nous occuper que de son frère aîné et consanguin, à la mort duquel il hérita de tout ce qui lui appartenait.

Robert Stewart (lord Castlereagh) était né le 18 juin 1769 à Mount-Stewart, manoir héréditaire de sa famille, et fut élevé de la manière en usage dans les grandes familles d'Angleterre. Après avoir terminé ses études à l'Université de Cambridge, il alla voyager sur le continent. Mais il paraît qu'avant d'entrer dans la vie publique, où il apporta des idées si complétement positives et pratiques, il avait eu aussi son petit roman, tout comme un autre. Il était allé s'établir sur les bords si pittoresque de la baie de Foyle; et là, sous le simple costume des pêcheurs de la localité, il avait pendant assez longtemps partagé leur genre de vie, n'habitant que sa nacelle; le jour, pêchant, chassant, ou se livrant aux exercices du corps les plus rudes; le soir, partageant la veillée des pêcheurs, et se faisant raconter par eux les vieilles légendes du pays. Pour prix du plaisir qu'il trouvait à entendre leur naïfs récits, il leur accorda, outre des présents plus matériels, un nouveau règlement pour

comte de Vane en Angleterre. Il avait épousé, le 8 août 1804, Catherine, fille cadette de John, troisième et dernier comte de Darnley, morte en 1812; et en 1819 il se remaria avec Frances-Anna, fille unique et héritière de sir Harry Vane-Tongester et d'Anne-Catherine, dernière comtesse d'Antrim. C'est de là qu'il a ajouté ce nom de Vane à son nom de famille. De son premier mariage, il a eu un fils, le vicomte Castlereagh actuel (né le 7 juillet 1805), lequel s'est marié, mais n'a point eu d'enfants ; du second mariage proviennent trois fils, parmi lesquels le vicomte Seaham (né le 21 avril 1821), et trois filles, tous encore vivants aujourd'hui.

la chasse et pour la pêche. Il prenait souvent aussi plaisir à traverser dans une frêle embarcation le détroit qui sépare l'Irlande de l'Angleterre, et il lui arriva une fois, dans l'une de ces excursions, de faire naufrage près de l'île de Man. Ce petit roman rustique et nautique serait resté incomplet sans amour. Le jeune Robert Stewart aima donc la charmante Nelly, la fille d'un pêcheur, dont le cœur lui fut disputé par un rival. De là un duel furieux, mais à coups de poings, et d'où il se tira complétement à son honneur.

Il ne renonça à cette vie si champêtre que pour se jeter dans la carrière politique, où dès lors on le vit déployer toute la finesse, tous les froids calculs, toute la souplesse et la profonde habileté qui auraient pu être le propre d'un homme d'Etat vieilli dans les intrigues de cour, de cabinet et de partis. Il avait à peine vingt-quatre ans lorsque, grâce à l'influence de son père et à la suite d'une élection des plus vivement contestées (1), il fut envoyé au parlement irlandais par le comté de Down. Il alla s'asseoir sur les bancs de l'opposition, dont il devint bientôt un des orateurs les plus brillants; mais tout en combattant le gouvernement, il montrait assez de modération pour ne point se rendre impossible, et témoignait de ce sentiment des nécessités du pouvoir que nient ceux-là seuls qui ne prétendent point à être admis quelque jour à l'exercer. En effet, lorsque au sein de l'opposition éclatèrent des divisions au sujet de l'union législative de l'Irlande et de l'Angleterre, lorsque ce conflit amena des troubles populaires que les révolu-

(1) Elle coûta, à ce qu'il paraît, 30,000 liv. st.

tionnaires français ne manquèrent pas d'attiser, et qu'on le vit, à l'exemple de toute l'aristocratie anglaise, et même des whigs, prendre parti pour l'autorité centrale, il fut facile de prévoir qu'il ne tarderait pas à entrer au pouvoir. Le père de sa belle-mère, lord Camden, ayant été nommé vice-roi d'Irlande, lord Castlereagh — c'est le titre qu'il portait depuis peu — fut appelé aux fonctions de premier secrétaire de l'administration irlandaise (1797). En cette qualité, il prit une part importante à la recherche et à la répression des menées irlando-françaises, de même qu'à l'organisation militante du parti orangiste, et contribua beaucoup aussi à assurer le succès de la fameuse mesure qui opéra l'union législative de l'Irlande et de l'Angleterre; mesure qui ne passa, du reste, qu'à l'aide des moyens les plus illégaux, et dont plus tard O'Connell réclama le retrait avec tant d'énergique obstination, mais si inutilement. Lord Cornwallis (1) ayant remplacé lord Camden, et, après la complète répression de l'insurrection, le moment étant venu d'inaugurer une politique de mansuétude et de conciliation, lord Castlereagh quitta l'administration

(1) Charles, lord Broome, marquis de Cornwallis, né le 31 décembre 1735, aide de camp du marquis de Granby à l'époque de la guerre de Sept ans, succéda à son père, en 1762, comme comte de Cornwallis, et passa général la même année. Envoyé en 1776 en Amérique, où il s'empara de Philadelphie et battit Gates, il fut réduit à capituler en 1781, mais non par sa faute. De 1786 à 1793, il remplit les fonctions de gouverneur général du Bengale. En 1793, il obtint le titre de marquis, et fut créé lord de l'amirauté, puis lord gouverneur d'Irlande. L'un des négociateurs de la paix d'Amiens en 1801, il fut de nouveau envoyé, en 1805, aux Grandes-Indes, où il mourut le 5 octobre de la même année. Son frère, Wil-

de l'Irlande, mais seulement pour venir prendre place dans les rangs de l'administration anglaise. Il fut élu membre du parlement-uni, et placé à la tête de la Cour des Indes orientales.

Vers cette époque, lord Castlereagh eut un jour occasion d'aller visiter un *gentleman* qui habitait le nord de l'Irlande. On lui assigna un antique et sombre appartement, dont la boiserie déployait une richesse extrême de sculptures. La cheminée était d'une ampleur et d'une élévation peu communes. Le long des murailles ce n'étaient que figures d'hommes et de femmes aux traits sinistres. D'épais et sombres rideaux cachaient les fenêtres et entouraient un lit d'un aspect rien moins qu'agréable. Après avoir examiné sa chambre bien en détail, et avoir fait connaissance avec les portraits des anciens propriétaires du manoir, lord Castlereagh renvoya son domestique et se mit au lit. Il venait à peine d'éteindre sa bougie, lorsqu'il vit un rayon de lumière tomber sur les draperies du ciel de son lit. Sachant qu'il n'y avait plus de feu dans la cheminée, que les rideaux des fenêtres avaient été très exactement fermés, qu'il avait lui-même éteint les bougies, et certain que quelques minutes auparavant l'obscurité la plus complète régnait dans la chambre, il supposa que, par un hasard qu'il ne pouvait d'ailleurs s'expliquer, quelque étranger

liam, né en 1743 ou 1744, devint amiral du pavillon rouge, et mourut en 1819. — Le fils du marquis Charles mourut en 1823, et ne laissa que des filles. Le titre de marquis s'éteignit avec lui. Les autres dignités de la famille passèrent à son oncle, l'évêque de Sheffield (mort le 28 janvier 1824), père du comte actuel, qui de sa mère a pris le nom de Mann-Cornwallis.

s'y était introduit, et se tourna brusquement du côté d'où partait le rayon de lumière. Sa surprise fut sans bornes en apercevant la figure d'un bel enfant qui se détachait du milieu des rayons d'une douce clarté, comparable à la lueur matte que projette la lune au moment de disparaître de l'horizon, et permettant d'entrevoir encore confusément les objets environnants. L'apparition se tenait à une faible distance du lit. Lord Castlereagh avait parfaitement la conscience de lui-même; il savait qu'il n'était pas dupe d'une hallucination, mais il soupçonna alors qu'un des nombreux hôtes qui se trouvaient en même temps que lui dans ce vieux manoir avait voulu s'amuser à ses dépens. Il marcha droit vers la figure, qui s'éloigna de lui. Comme il n'avança plus alors que lentement, celle-ci recula tout aussi lentement pour entrer sous le sombre manteau de la cheminée, et disparaître tout à coup dans l'âtre. Lord Castlereagh regagna son lit, mais ne put retrouver le sommeil.

Il résolut de ne pas dire le lendemain matin un mot de l'incident avant d'avoir pu examiner attentivement l'attitude de chacun des membres de la famille de son hôte. Il était convaincu que, s'il y avait là une plaisanterie, ceux qui l'avaient organisée seraient trop heureux de leur succès pour dissimuler leur triomphe. Mais lorsque tout le monde se trouva réuni autour de la table du déjeuner, c'est bien en vain qu'il espéra surprendre un de ces sourires mal comprimés, un de ces regards furtifs décelant la complicité, une de ces attitudes silencieuses et embarrassées, par lesquels se trahissent d'ordinaire les auteurs de ces petites conspirations domestiques ainsi que leurs aides et assistants. Or, tout se passa de la manière

la plus régulière du monde. La conversation fut aussi libre et aussi naturelle qu'elle pouvait l'être, passant rapidement d'un sujet à un autre, suivant les questions à ce moment à l'ordre du jour. Personne ne semblait s'imposer la moindre contrainte, ni avoir un secret sur le bout de la langue, ou bien encore attendre de sa part la moindre ouverture, ainsi qu'il arrive toujours en pareil cas ; personne non plus ne jetait sur lui à la dérobée des regards scrutateurs.

Enfin, force lui fut bien de raconter lui-même la chose, après une longue introduction pendant laquelle il examina attentivement tous les visages. Les personnes de la société, qui étaient comme lui des étrangers recevant momentanément l'hospitalité du propriétaire de ce vieux manoir, furent unanimes à déclarer qu'il y avait là une fraude quelconque. Mais le gentleman leur hôte interrompit enfin les explications aussi diverses que confuses que chacun essayait de donner, et, s'adressant à lord Castlereagh, lui dit : « Ce que vous venez de nous raconter là doit naturellement paraître très étrange à ceux de vous, Messieurs, que je n'ai pas encore eu l'honneur de recevoir chez moi auparavant, et qui dès lors ne sont pas au courant des vieilles traditions de ma famille. Les autres n'y verront que la confirmation d'une antique légende qui a rapport à la chambre dans laquelle vous avez passé la nuit. Vous avez aperçu l'enfant lumineux. Ne le regrettez pas, c'est le présage d'une heureuse destinée. Mais je tiens beaucoup à ce qu'il n'en soit pas davantage question (1). »

(1) Burke, *Romantic records of distinguished families*, t. Ier, p. 105 et suivantes.

Nous ne chercherons pas plus à savoir si le gentleman ne montra que le bon côté du présage et en dissimula le mauvais côté, que nous n'essayerons de nous livrer à des conjectures plus ou moins plausibles pour en tirer une explication toute naturelle du fait en lui-même. Les destinées ultérieures de lord Castlereagh permettent en tout cas de penser que l'apparition n'avait en vue que le bonheur extérieur, et non le calme intérieur avec une fin douce et paisible.

Après la retraite de Pitt, rendue nécessaire par le désir qu'on avait en Angleterre de faire la paix avec la France, lord Castlereagh resta encore dans le cabinet, et après la rentrée de Pitt aux affaires (1805), il fut nommé ministre de la guerre et des colonies. En 1806, il quitta le ministère et entra dans l'opposition ; mais dès l'année suivante il était appelé à reprendre le portefeuille de la guerre. Il n'était pas l'homme qu'il fallait pour un tel poste, et la malencontreuse expédition de Walcheren, notamment, ne fit guère honneur à son administration. Elle donna lieu entre lui et son collègue Canning, alors ministre des affaires étrangères, à des discussions d'une telle gravité qu'elles amenèrent un duel au pistolet (21 septembre 1809) à la suite duquel les deux adversaires donnèrent leur démission (1). Mais dès la même année lord Castlereagh rentrait au cabinet en qualité de ministre des affaires étrangères ; et, dès lors, il fut vraiment l'âme du ministère, surtout après

(1) On a accusé Canning d'avoir, par jalousie contre Castlereagh, prévenu en dessous mains Fouché de ce qui se tramait. Ce qu'il y a d'avéré, c'est qu'il travaillait à éloigner Castlereagh du cabinet. Dans ce duel, Canning fut assez grièvement blessé.

l'assassinat de Perceval (1812). Il prit une part essentielle à la formation et à l'actif développement de la dernière grande coalition qui amena la chute finale de Napoléon ; et le rôle important qu'il remplit dans ces circonstances le rendit naturellement l'objet de la haine toute particulière des ennemis de l'empereur. Il assista au congrès de Châtillon, à la première paix de Paris, au congrès de Vienne, à la seconde paix de Paris ; et quoique dans la réglementation des grands intérêts qui y furent débattus, l'Angleterre ait obtenu bien plus que toute autre puissance, il était inévitable que dans la foule de questions et d'affaires qu'on eut à y traiter, il fût pris plus d'une résolution donnant à tort ou à raison prise à la critique. A ce moment, de même que dans la période qu'on désigne comme celle de la Sainte-Alliance, il ne convint pas à lord Castlereagh d'adopter la politique inaugurée ensuite par ses successeurs au pouvoir, et de se déclarer le protecteur de tous les conspirateurs et de tous les révolutionnaires, tant en Europe qu'en Amérique. Cependant, lorsque les intérêts de l'Angleterre le demandèrent, il s'entendit tout aussi bien à favoriser les mouvements et l'agitation, que les libéraux ses successeurs surent les comprimer s'il y allait aussi de l'intérêt du pays ; ou bien ce fut en adoptant un rôle complétement passif qu'il indiqua clairement la différence existant entre la politique de l'Angleterre et celle des puissances continentales. Mais il s'attira de la sorte sur tous les points de la terre les invectives et les malédictions du parti libéral, alors encore dans l'enfance, et qui, par conséquent, aimait à jouer avec le feu et sympathisait avec tout ce qui de loin s'appelait révolution. Il résista aussi, à l'intérieur, avec au-

tant d'énergie que de sécurité, à l'agitation des classes inférieures quand elle prit des formes illégales, et, le danger un fois passé, il se vit l'objet des attaques des mêmes classes moyennes qu'il venait de protéger. Toutefois, ce qui souleva le plus de blâme contre lui et le ministère dont il était le chef, c'est la servilité en même temps que le manque de tact dont il fit preuve dans le fameux procès intenté par Georges IV à son épouse, la reine Caroline. Cependant, il était encore personnellement au comble de la puissance et dans tout l'éclat des honneurs dont les différents souverains de l'Europe s'étaient en quelque sorte plu à l'accabler. S'il se sentait fatigué du poids des affaires, il avait dans sa récente promotion à la pairie un prétexte fort naturel pour se retirer. Mais il semble qu'il lui était tout aussi impossible de renoncer au pouvoir et aux principes qui l'avaient dirigé dans toute sa carrière politique, que de savoir prendre son parti à l'égard de la répulsion toujours plus prononcée du peuple anglais pour son administration. Il s'irritait à la vue des progrès incessants que les idées du libéralisme continental faisaient même en Angleterre, pays resté jusqu'alors la terre classique de la vraie liberté et de la sagesse politique. Les embarras et les complications de plus en plus graves de la politique continentale, l'influence toujours croissante de son ancien adversaire Canning, le pressentiment de l'impossibilité où se trouverait bientôt son parti de conserver plus longtemps le pouvoir à moins de profondément modifier son système, étaient pour lui autant de poignants chagrins. Il parla d'un voyage à faire sur le continent, d'aller assiter au congrès de Vérone, ne fût-ce que pour y voir les souverains et les hommes

d'État qui allaient y être réunis. Canning espérait déjà qu'une fois parti, on trouverait bien moyen de se débarrasser tout à fait de lui; mais il ne dut pas même attendre jusque-là. Tout à coup, en effet, on put remarquer chez le marquis de Londonderry une grande surexcitation nerveuse; dans tout ce qu'il disait, il y avait une expression de profonde tristesse qui frappa vivement le roi Georges IV lui-même. Il se plaignait d'une accablante lourdeur de tête, parlait peu, d'une voix saccadée, et non sans donner de fréquentes preuves d'impatience et de mauvaise humeur. Il lui arrivait souvent aussi de rappeler les misères de la vie et la vanité des choses d'ici-bas. On le surveillait donc avec anxiété; mais dans la matinée du 12 août 1822, son médecin, M. Bankead, étant entré dans son cabinet de toilette, le marquis lui dit : « Docteur, recevez-moi dans vos bras, tout est fini maintenant ! » Et en prononçant ces paroles il tombait à terre avec la roideur d'un cadavre, tandis que le sang coulait à flots d'une profonde blessure qu'il venait de se faire à la jugulaire à l'aide d'un petit canif renfermé dans un portefeuille.

Son compatriote Wellington, incontestablement plus célèbre, fut aussi plus heureux ; mais sur le continent bien peu de gens savent que le véritable nom de sa famille n'était pas Wellesley, et par quelle suite d'heureux hasards elle fut appelée à en changer.

Les ancêtres paternels de Wellington s'appelaient

Cowley ou Colley, et descendaient de Walter Cowley, qui, en 1537, était *sollicitor-general*, et en 1548 fut appelé à remplir en Irlande les fonctions *de surveyor-general*. Ses descendants, hommes de robe comme lui, occupèrent diverses positions judiciaires et administratives. Le fils aîné de Henry Colley, de Castle-Crokery, appelé Dudley-Colley, eut huit fils et dix filles. L'une d'elles, Élisabeth, épousa Garrett-Wesley (1), écuyer, de Dangan-Castle, auquel elle donna un fils qui porta le même nom, n'eut point d'enfants, se trouva sans proches parents, et put dès lors librement disposer de ses immenses propriétés.

Vers ce temps-là vivait à Epworth, dans le Lincolnshire, du revenu d'un modeste bénéfice, un ecclésiastique du nom de Samuel Wesley ou Wessley, homme pieux et instruit, marié à Suzanne, fille du docteur Annesley. Il éleva trois fils, Samuel, John et Charles, et les envoya l'un après l'autre à l'Université d'Oxford. Quand le plus jeune des trois, Charles, était encore à l'école de Westminster, John y était déjà attaché en qualité de sous-maître. Un jour, ce Garrett-Wesley écrivit d'Irlande à leur père pour lui demander s'il avait par hasard un fils ayant pour prénom Charles, cas auquel son intention était de l'instituer son héritier : et effectivement l'homonyme paya pendant plusieurs années les frais d'étude du jeune Charles, qui finit par obtenir une place au *Christ's Church College*, à Oxford. Vers cette époque arriva à Oxford un inconnu, qu'on suppose n'avoir été autre que

(1) Les Wesleys, dont on trouve le nom écrit aussi Wessley et Wellesley, descendaient d'un porte-bannière du roi Henri II, qui en 1172 obtint de ce prince de grandes concessions de terres en Irlande.

M. Garrett-Wesley, qui s'entretint longtemps avec Charles, et qui lui demanda tout à coup s'il serait disposé à l'accompagner en Irlande. Le jeune homme répondit qu'il lui faudrait en écrire d'abord à son père; mais celui-ci le laissa libre d'agir comme bon lui semblerait. Sur quoi, le jeune Charles, prenant en considération la position qu'il occupait déjà au *Christ's Church College*, se décida à rester en Angleterre. Cette détermination du jeune étudiant devait avoir à tous égards de grandes conséquences. Demeuré à Oxford, il s'y associa à plusieurs gradués inférieurs de l'Université pour se livrer à diverses pratiques de piété, pour lire la Bible en commun, pour mener une vie régulière et communier exactement toutes les semaines; de sorte qu'on les affubla bientôt de divers sobriquets, tous ayant pour but de les tourner en ridicule, tels que ceux de *sacramentaires*, de *mites de Bible*, de *biblistes*, de *saints du club pieux*, et enfin de *méthodistes*, à cause de leur vie méthodique. Quand le frère cadet de Charles, John, qui pendant ce temps-là s'était rendu à Lincoln, revint à Oxford, les pieux congréganistes se placèrent sous sa direction, adoptèrent des règles encore plus sévères, et ne firent plus que croître en nombre. — *Telle est l'origine de la secte des* Méthodistes (1), *aujourd'hui répandue dans toutes les parties du monde.*

L'inconnu s'en était retourné en Irlande : et à peu de temps de là M. Garrett-Wesley instituait par testament son cousin Richard Cowley, petit-fils du Dud-

(1) John Wesley était né le 17 juin 1703, mais passa en 1735 en Amérique avec son frère Charles, qui était né en 1708. Tous deux en revinrent en 1738. Charles mourut en 1788, et John le 2 mars 1791.

ley dont il a été question plus haut, héritier de toute sa fortune, à condition de prendre son nom de famille, qui s'écrivait Wesley ou Wellesley. Ce Richard Wellesley fut créé, le 9 juillet 1746, baron de Mornington en Irlande, et mourut le 31 janvier 1758. Son fils, Garrett, ainsi appelé en mémoire du bienfaiteur de la famille, né le 19 juillet 1735, fut créé, le 20 octobre 1760, vicomte Wellesley et comte Mornington, et épousa (6 février 1759) Anna, fille aînée d'Arthur Hill, premier vicomte de Dungannon. Il mourut dès le 22 mai 1786; mais sa femme, qui lui survécut d'un demi-siècle et parvint à l'âge le plus avancé, fut témoin de la gloire et des grandeurs de ses fils. Elle ne mourut que le 10 septembre 1831.

Son fils aîné fut ce Richard, vicomte Wellesley (1), né le 20 juin 1760, qui, gouverneur général du Bengale de 1797 à 1805, renversa Tippoo-Saïb, s'empara de Seringapatnam, vainquit les Mahrattes, conquit tout le territoire qui s'étend entre le Gange et le Djoumna, envoya des Grandes-Indes un corps de troupes destiné à agir contre les Français en Egypte, fut ensuite (1809) adjoint en qualité de commissaire britannique à la Junte centrale espagnole, et, de la fin de 1809 à 1812, fut ministre de l'intérieur en Angleterre. Après avoir été à deux reprises, de 1821 à 1828, et de 1833 à 1835, lord-gouverneur d'Irlande, où son administration a laissé les plus honorables souvenirs (2), il se retira dans ses terres, où il mourut le

(1) Il fut successivement créé baron Wellesley de Wellesley, dans le comté de Somerset, en Angleterre, et marquis de Wellesley en Irlande.

(2) Quoique tory, il avait été, à deux reprises, envoyé en Irlande par des ministères whigs.

26 septembre 1842, sans laisser d'enfants de deux mariages.

Le second des frères, William Wellesley (né le 20 mai 1760), créé, le 27 juillet 1821, lord Maryborough en Angleterre, devint, à la mort de son frère, comte de Mornington. Il mourut en 1845, et c'est de lui que descend William-Pole-Tillney-Long Wellesley, comte de Mornington, vicomte Wellesley, lord Maryborough, dans le Queen's County, né le 22 juin 1788, marié d'abord, le 14 mars 1812, à Catherine, fille aînée et héritière de sir James-Tillney-Long (1), *baronet*, (morte le 12 septembre 1825), et ensuite avec Hélène Patterson, veuve Bligh. Il n'a eu d'enfants que de son premier mariage, deux fils : William-Richard-Arthur, vicomte Wellesley (né le 2 octobre 1813), et James-Fitzroy-Henry-William Wellesley (né le 12 août 1815); et une fille.

Le troisième frère fut *Arthur* Wellesley, né à la fin d'avril 1769. Élevé à Éton et à Angers, il servit en 1794 en Hollande avec le grade de colonel, prit part, de 1797 à 1805, aux diverses guerres dont les Grandes-Indes furent le théâtre, battit les Mahrattes à l'affaire d'Assye, fut nommé en 1807 secrétaire d'Etat en Irlande, puis alla prendre part à l'expédition de Copenhague. Envoyé, en 1808, en Portugal, comme lieutenant général, il remporta à partir de cette époque, jusqu'en 1815, une suite de triomphes tant dans des batailles rangées que dans des opérations de siéges, et ce fut lui qui eut la haute direction de toutes les opérations stratégiques contre les Français. Créé vicomte Wellesley de Talavera, marquis de Tor-

(1) Dont il ajouta le nom au sien propre.

rès-Vedras, duc de Ciudad-Rodrigo et grand d'Espagne de 1re classe; puis, en 1812, marquis de Wellesley; en 1813, feld-maréchal britannique; il fut élevé, le 3 mai 1814, à la dignité de duc de Wellington et marquis de Douro. Chargé, la même année, de représenter l'Angleterre au congrès de Vienne, il remporta en 1815, sur Napoléon en personne, et grâce à l'arrivée inespérée de Blucher, la fameuse victoire de Waterloo, qui lui valut, de la part du roi des Pays-Bas, le titre de duc de Waterloo, et de la part des souverains de l'Autriche, de la Prusse et de la Russie, celui de feld-maréchal dans leurs armées respectives, avec la grand'croix de tous les ordres de l'Europe. Envoyé au congrès de Vérone, il occupa, de 1828 à 1830, le poste de premier lord de la trésorerie, et, de 1834 à 1835, celui de ministre des affaires étrangères. Commandant en chef de l'armée anglaise, gouverneur de Londres, gardien des Cinq-Ports, chancelier de l'Université d'Oxford, surnommé par le peuple le *duc de Fer*, consulté en chaque occasion importante par son souverain et par les ministres de toutes les couleurs, il mourut le 14 septembre 1852. Du mariage qu'il avait contracté, en 1806, avec miss Packenham, fille de lord Longford, il avait eu deux fils: 1° Arthur, né le 3 février 1807, marié le 2 avril 1839 avec lady Elizabeth Hay, fille du marquis de Tweeddale; 2° Charles, né le 16 janvier 1808, marié le 9 juillet 1834 à Augusta-Sophie-Anne, fille unique de sir Henry-Mawers Pierrepoint, qui lui a donné deux fils (Henry, né le 5 avril 1846; Arthur-Charles, né le 18 mars 1849), et deux filles.

Le quatrième frère, Gerald-Valérien, né le 7 décembre 1770, prit les ordres, épousa une fille du pre-

mier comte de Cadagan, et a eu une très nombreuse famille.

Le cinquième frère, Henry, né le 30 janvier 1773, est le seul qui ait conservé le nom primitif de la famille. Entré de bonne heure dans la carrière diplomatique, il remplit les fonctions de secrétaire de son frère dans les Indes, et devint ensuite vice-gouverneur d'Oude; en 1807, secrétaire de la trésorerie, et en 1809, commissaire diplomatique en Espagne, où, après la restauration de Ferdinand, il resta en qualité d'ambassadeur d'Angleterre jusqu'en 1822. A cette époque, il échangea cette ambassade contre celle de Vienne, qu'il garda jusqu'en 1831. Créé pair d'Angleterre en 1838, sous le titre de lord Cowley, il remplit, de 1841 à 1846, les fonctions d'ambassadeur à Paris, où il mourut le 27 avril 1847. Il avait épousé Charlotte, seconde fille du comte de Cadagan, avec la sœur de laquelle son frère l'ecclésiastique vivait si heureux: mais, en 1810, il fit prononcer son divorce d'avec elle, en se fondant, avec assez de raison, sur ce que sa volage moitié s'était fait enlever l'année précédente par lord Paget; et il se remaria alors avec une fille du marquis de Salisbury. C'est du premier lit qu'est issu lord Cowley, né le 12 juin 1804, qui remplit aujourd'hui les fonctions d'ambassadeur de S. M. la reine de la Grande-Bretagne et d'Irlande près S. M. l'Empereur des Français.

Leur sœur, Anna, mourut le 16 décembre 1844, après avoir été deux fois mariée: 1° avec Henry Fitzroy; 2° avec Charles-Billing Smith.

UN PRÉTENDANT

AU XIX[e] SIÈCLE

Il existe deux classes de prétendants.

A l'égard des uns, il n'y a pas la moindre difficulté, e moindre doute à élever pour ce qui constitue leur ndividualité. Ils sont très réellement ceux qu'ils di- ent être. Ce qu'on nie, ce qu'on discute, c'est leur lroit. Que si, aux yeux de certaines gens, ce droit st indiscutable, toujours est-il qu'ils ne peuvent pas 'exercer ; état de choses qui, en droit public, a encore ien plus d'importance qu'en droit privé. Dans notre iècle il n'a pas manqué de ces prétendants, disons nieux, de ces souverains *de jure* qui ne l'étaient pas *le facto*.

L'autre classe de prétendants se compose d'individus ui se font passer pour une personne qu'on regarde énéralement comme morte ou bien ayant depuis ongtemps disparu au milieu de circonstances restées nveloppées de beaucoup de mystère et d'obscurité.

De nos jours, où la publicité joue en toutes choses un rôle si important, avec nos formalités judiciaires si multipliées, mais si précises, et par d'autres motifs encore, ces individus sont devenus extrêmement rares dans nos États civilisés. Toutefois, on a vu, il n'y a pas longtemps encore, toute une série d'hommes sortis des classes les plus humbles de la société réclamer l'un des trônes les plus brillants de la terre et vouloir chacun se faire passer pour l'héritier de ce trône, tenu pour mort depuis des années. Un trait caractéristique de notre époque, c'est, d'une part, qu'aucun de ces individus n'a réussi à baser sur ces prétendus droits une possession même temporaire, comme avait pu faire autrefois le plus énigmatique de tous, le pseudo-Waldemar, ou bien encore le pseudo-Démétrius ; et, d'autre part, qu'il n'en est aucun à l'égard duquel on ait jugé à propos d'employer des moyens extrêmes ainsi qu'on fit autrefois pour les pseudo-Sébastiens, les pseudo-Warwicks ou les pseudo-Pierres. Ou on les a laissés tranquilles, ou on s'est borné à les traduire en police correctionnelle, en cherchant visiblement dans la manière dédaigneuse et avilissante dont on les traitait, le meilleur moyen d'en finir avec leurs prétentions et leurs réclamations. En cela, nous croyons qu'on a pris le parti le plus sage.

Si de tels faits ont pu se produire de nos jours, et dans de telles circonstances, cela n'a pu arriver qu'en raison du caractère exceptionnel du temps où a réellement eu lieu la mort de la personne dont il s'agit. Il n'a, en effet, fallu rien moins que la direction terrible prise par la révolution française, et le bouleversement universel qu'amenèrent ses phases successives, pour qu'il devînt un jour possible d'élever des

doutes sur la question de savoir si le fils unique d'un roi de France était mort, ou n'était pas mort, à un moment donné, en plein Paris, dans la capitale de l'ancien royaume de ses pères. La plupart des historiens, ceux dont la parole a le plus de poids, n'hésitent pas à regarder ces doutes comme parfaitement ridicules, comme manquant de toute espèce de base. En cela, nous croyons qu'ils vont trop loin, non pas que nous soyons nous-même le moins du monde disposé à exprimer des doutes semblables ; mais force nous est bien d'avouer qu'il n'est pas parfaitement démontré que la mort de Louis XVII soit chose indiscutable (1), ou du moins qu'elle soit arrivée à Paris, le 8 juin 1795, au Temple.

(1) Louis-Charles, fils de Louis XVI et de Marie-Antoinette, naquit le 27 mars 1785 à Versailles, et porta d'abord le titre de *duc de Normandie*. Son frère aîné étant mort le 4 juin 1789, il devint *Dauphin*. On le représente comme un enfant d'une santé florissante, d'un caractère plein de vivacité et de l'humeur la plus enjouée, qui faisait concevoir les plus belles espérances, même pendant sa captivité, tant qu'il ne fut pas séparé de ses parents, et dont le jugement et la force d'âme avaient été singulièrement développés par les circonstances. Il suivit sa famille aux Tuileries, à Varennes et au Temple. En juin 1793, on le sépara de sa mère pour le remettre aux mains d'un brutal savetier appelé Simon. La fin du règne de la Terreur (juillet 1794) le délivra des tortures que lui faisait endurer ce misérable. Mais il était trop tard ; et, suivant l'opinion généralement admise, il mourut, le 8 juin 1795, d'épuisement physique et moral. Son cadavre fut, dit-on, inhumé dans le cimetière de la paroisse Sainte-Marguerite, et déposé dans la fosse commune, où on eut soin de le couvrir de chaux. Aussi, lorsqu'en 1815 on voulut procéder à une exhumation, ne trouva-t-on rien. Voyez ECKARD, *Mémoires historiques sur Louis XVII* (Paris, 1813) et le *Journal* de Cléry.

On sait que ce malheureux prince se trouva livré au plus cruel abandon, surtout à partir du 8 juin 1793, époque où on le sépara de sa mère. Quelques rares amis de sa famille s'intéressaient seuls à son sort, mais sans pouvoir l'approcher, car l'entrée de sa prison était sévèrement interdite à tous, sauf quelques individus appartenant à la classe la plus abjecte et la plus brutale, qui le tourmentaient et le maltraitaient à l'envi. Près de deux années s'écoulèrent ainsi, soit qu'au milieu des tempêtes qui assaillaient de toutes parts le nouveau gouvernement, on eût oublié le royal enfant, soit que les républicains missent une certaine ostentation à en agir avec le plus jeune des rejetons d'une dynastie qui pendant mille années avait gouverné la France, comme avec quelque orphelin appartenant à la lie du peuple. Peut-être bien aussi les Jacobins, alors au pouvoir, ou les instigateurs secrets dont ils n'étaient, sans le savoir, que les instruments, avaient-ils conçu le plan machiavélique de se débarrasser du jeune prince en l'énervant peu à peu physiquement et intellectuellement, au lieu de recourir directement à l'assassinat. Toutefois, quand les hommes de la Terreur eurent été renversés, les mauvais traitements cessèrent; et même, à la suite d'une visite faite au Temple par quelques membres de la Convention, dont Barras faisait partie, on améliora un peu la position du malheureux captif. Chaque jour il était l'objet de la visite d'un commissaire civil, désigné alternativement sur une liste de deux-cent-quarante-huit individus. Condamné à un isolement où il manquait de tous moyens de distraction ou d'instruction, n'ayant presque pas de contact avec d'autres êtres humains, et privé à peu près de

toutes espèces de soins, le Dauphin, dit-on, finit par tomber dans un complet étiolement, au physique comme au moral. Ses forces étaient déjà arrivées au dernier degré d'épuisement, lorsque, dans le courant de février 1795, on fit connaître son état à la Commune de Paris, qui chargea le célèbre médecin Desault de l'aller voir ; mais celui-ci déclara (1) qu'on s'y était pris trop tard pour invoquer les secours de l'art.

Or, ici se présente tout d'abord un fait qui a été amplement commenté par ceux qui doutaient de la maladie et de la mort du prince. Desault mourut le 1er (suivant d'autres le 2, et même le 4) juin de la même année ; et autant en arriva le 9 à son ami intime, l'apothicaire Choppard. Tous deux moururent subitement, et dans des circonstances qui excitèrent des soupçons d'empoisonnement. Beaucoup d'écrivains soutiennent que ces soupçons n'ont aucun rapport avec la question du prétendant ; et on ajoute que l'autopsie des cadavres pratiquée par les hommes de l'art ne les confirma en rien. Ceci, dans la supposition où l'empoisonnement aurait été commis à l'instigation des hommes alors au pouvoir, ne signifierait pas grand'-chose ; mais cela prouve du moins ce que ces deux cas successifs de mort semblent avoir eu de suspect.

(1) Suivant le rapport adressé au nom du Comité de sûreté générale à la Convention par Sevestre, cette visite n'aurait eu lieu que postérieurement au 20 avril 1795. On y lit : « Depuis « quelque temps le fils de Capet était devenu incommodé par « une enflure au genou droit et au poignet ; le 15 floréal (20 « avril), les douleurs augmentèrent, le malade perdit l'ap- « pétit, et la fièvre survint. Le fameux Desault, officier de « santé, fut envoyé pour le voir et pour le traiter, etc. »

Bon nombre d'écrivains légitimistes ont profité de l'existence incontestée de ces soupçons pour dire que Desault avait été empoisonné pour s'être refusé à empoisonner le prince, ou bien qu'on s'était débarrassé de lui une fois qu'il l'avait eu empoisonné, ou encore parce qu'il avait exprimé trop hautement son indignation au sujet des mauvais traitements dont le Dauphin était l'objet. Suivant une autre version, Desault aurait dit à son ami Choppard que l'enfant qu'on lui avait fait voir comme étant le Dauphin n'était pas ce prince, mais un enfant qu'on lui avait substitué, et tous deux auraient dû payer de leur vie une telle révélation. Un certain M. Estier, qui habitait autrefois New-York, aurait, dit-on, fait à Londres, le 22 mai 1843 (1), une déclaration de laquelle il résulterait qu'un médecin de New-York, le docteur Abeille, lui aurait dit avoir été l'un des élèves de Desault, et savoir pertinemment que son maître n'avait point reconnu le Dauphin (2) dans l'enfant qu'on lui avait présenté, qu'il avait fait part de ses soupçons à un ami, et qu'à cause de cela il avait été empoisonné. En conséquence de quoi, lui, Abeille, aurait jugé prudent d'aller s'établir en Amérique.

Les docteurs Pelletan et Dumangin furent alors

(1) Gruau de la Barre, *Intrigues dévoilées, ou Louis XVII, dernier roi légitime de France* (Rotterdam, 4 vol. in-8°, 1846-1848), t. Ier, p. 527 et 528.

(2) Dans la déclaration du sieur Estier, le jeune prince est désigné sous le nom de *duc de Normandie*, qu'il portait avant de devenir *Dauphin*, par suite de la mort de son frère. Dans cette petite inexactitude, nous voyons un motif pour croire à la véracité de la déclaration. Si elle avait été purement d'invention, on aurait eu soin d'éviter cette faute.

désignés (5 juin) pour donner les secours de leur art au prisonnier, mais il mourut le 8. Aucun de ces deux médecins n'avait jamais vu le Dauphin auparavant. Le 9 juin, Sévestre, au nom du Comité de sûreté générale, annonça à la Convention la maladie et la mort « du fils de Capet ». Après les détails que nous avons déjà cités plus haut dans une note, il parle de la nomination des deux médecins et ajoute : « Leurs bulletins en date d'hier onze heures du matin annonçaient des symptômes qui faisaient craindre pour la vie du malade ; et cet après-midi, à deux heures un quart, nous avons reçu la nouvelle de la mort du fils de Capet. Le Comité de sûreté générale nous a chargé de vous en informer. Tout a été constaté. Les procès-verbaux seront déposés aux archives. » On aperçoit ici une légère contradiction : la mort, suivant le procès-verbal d'autopsie, a dû avoir lieu *vers les trois heures de l'après-midi*, et cependant l'on voit, par le rapport de Sévestre, que le Comité de sûreté aurait eu connaissance du fait *dès deux heures un quart de l'après-midi*, quoique les Tuileries, où se trouvait le local de ses séances, soient assez éloignées du Temple.

L'examen du cadavre fut fait par MM. Dumangin, Pelletan, Jeanroy et Lassus, médecins ou chirurgiens parfaitement honorables sans doute, tous chargés de la direction du service médical dans des hôpitaux, ou professeurs, mais dont aucun n'avait encore jamais vu le prince auparavant. Dans leur procès-verbal, ils disent expressément, et d'une manière certes très frappante : *qu'ils ont trouvé sur un lit le cadavre d'un enfant qui leur a paru âgé d'environ dix ans, que les commissaires leur ont déclaré être le cadavre du fils de feu Louis Capet, et dans lequel deux d'entre eux*

ont reconnu l'enfant qu'ils soignaient depuis quelques jours. Mais tout cela pourtant ne constitue pas encore une preuve certaine que ce cadavre était bien véritablement celui de Louis XVII. Le procès-verbal s'étend d'ailleurs sur l'état du corps ; et parmi les détails où il entre à cet égard, nous signalerons plus particulièrement le passage où il est dit que le cerveau et les divers organes qui s'y rapportent se trouvaient dans un état parfaitement sain (1) ; il se termine en concluant que les accidents signalés en détail sont évidemment le résultat d'une maladie scrofuleuse existant depuis longtemps, et à laquelle il faut attribuer la mort de l'enfant. Cette dernière assertion paraît quelque peu étrange : car, d'une part, tous les renseignements qu'on possède sur les jeunes et heureuses années du prince le représentent comme un enfant vigoureusement constitué et d'une florissante santé, dont il n'a pas cessé de jouir pendant tout le temps qu'il est resté avec ses parents ; et, d'autre part, les rapports datant d'une époque postérieure ne font encore aucune mention d'une maladie que pourtant l'on nous dit ici avoir dû dater de loin. Après la mort de Robespierre, des membres de la Convention vinrent visiter le Temple, et il est bien dit dans leur rapport qu'ils eurent pitié de l'état de négligence et d'abandon où se trouvait le Dauphin, et qu'ils recom-

(1) Cette partie du rapport contredirait jusqu'à un certain point les données suivant lesquelles l'enfant, par suite des mauvais traitements et des sévices exercés sur sa personne par Simon et sa femme, ainsi que des habitudes vicieuses qu'ils lui avaient fait contracter, serait tombé dans un tel état de consomption, qu'il finit par en perdre l'intelligence et même l'usage de la parole.

mandèrent de le mieux traiter à l'avenir; mais on n'y voit pas un seul mot de son état de maladie (1). Le 19 décembre 1794, les membres du Comité de sûreté générale, ainsi que les députés à la Convention, Harmand (de la Meuse), Mathieu et Reverchon, vinrent encore visiter le Temple, dans le but exprès de s'assurer de la situation véritable du jeune prisonnier. Ce qui avait provoqué cette visite, comme ils le lui déclarèrent eux-mêmes, c'est que le gouvernement avait été instruit *trop tard* du mauvais état de sa santé, de même que de son refus de prendre quelque exercice et de répondre aux questions qu'on lui adressait. Ils le trouvèrent (ou du moins ils trouvèrent l'enfant qu'on leur dit être le Dauphin) bien vêtu, et jouant avec des cartes dans une chambre propre et claire. Leur entrée ne produisit pas sur lui la moindre impression. Il ne fit pas la moindre réponse, soit verbale, soit par signes, aux questions les plus amicales, pas plus qu'à l'énumération de tous les objets qui pouvaient intéresser cet enfant, se bornant à fixer les regards les plus attentifs sur ses questionneurs. Ce ne fut que lorsqu'on s'approcha tout à fait de lui et qu'on lui ordonna d'un ton plus ferme et plus impératif de montrer ses mains et ses pieds, ainsi que de marcher, qu'il obéit. On constata aux coudes, aux poignets et aux genoux la présence de tumeurs, mais ne paraissant pas accompagnées de douleurs. Il avait toute l'apparence rachitique; les cuisses et les jambes étaient longues et grêles, de même que les bras, le tronc court, la poitrine élevée, les épaules minces et rapprochées, la tête très belle, le teint clair mais

(1) Gruau de la Barre, t. Ier, p. 521-525.

pâle, les cheveux longs et beaux, bien tenus et châtain clair. On n'obtint d'ailleurs pas de lui d'autre réponse ou signe indiquant qu'il comprenait ce qu'on lui disait ; et on ne songea pas le moins du monde alors à attribuer ce mutisme à quelque infirmité physique ou intellectuelle, ou encore à une impuissance quelconque. On n'y vit qu'une détermination fermement prise par le prince depuis le jour où Hébert et Simon l'avaient contraint de signer une accusation déshonorante contre sa mère (5 octobre 1793). Or, le signalement qu'on donne là de lui ne s'accorde aucunement, dit-on, avec ce qu'on sait de l'extérieur du Dauphin. Le président de cette commission, qui se montra assez bienveillant pour le jeune prisonnier, fut envoyé quelques jours après en mission à Brest, et ne revint à Paris que lorsque le Dauphin était déjà mort depuis longtemps (1). Il est impossible d'ailleurs qu'à ce moment la maladie du prince eût encore fait de grands progrès, puisque c'est seulement quatre mois plus tard qu'on lui envoya un médecin, à la suite d'une visite qu'un fonctionnaire lui rendit le 16 mars 1795. Dans cette circonstance, il se comporta d'une façon toute différente. Il ne regarda personne, parut tout engourdi, mais du moins répondit quelquefois par des *oui*. Il but et mangea avec appétit, joua avec le petit chien de son visiteur, se tint longtemps à la fenêtre, et parut d'ailleurs extrêmement flegmatique, abattu et découragé.

L'acte de déclaration de décès ne prouve non plus rien par lui-même. Il repose sur le témoignage du concierge du Temple, Étienne Lasne, et d'un employé

(1) Gruau de la Barre, t. Ier, p. 504-509.

appelé Remy Bigot : le premier se qualifie de *voisin*, et le second d'*ami* du défunt. L'acte porte la date du 12 juin ; il est par conséquent postérieur de *quatre* jours à la mort présumée du prince, et de trois jours à l'autopsie du cadavre. Qui est-ce qui nous garantit que ce Bigot, dont il n'avait jamais été parlé auparavant, et dont il n'est plus question ensuite, ait réellement vu et connu le prince ? Quant à Lasne, qui vivait encore en 1834, qui figura comme témoin dans le procès fait à l'un des prétendants (le baron de Richemont), et qui déclara que le prince était mort dans ses bras, les fidèles de Louis XVII répondent qu'il est entré au Temple pour la première fois quinze jours avant la mort du prisonnier (1), et que jusqu'alors il n'avait encore aperçu qu'une fois le Dauphin jouant dans le jardin. Ce Lasne affirma aussi, dit-on, qu'à son arrivée au Temple l'enfant se portait parfaitement bien ; tandis qu'on prétend, d'un autre côté, qu'il est de notoriété publique que depuis plusieurs mois il se trouvait dans un état de complet dépérissement, à tel point qu'il avait fallu invoquer pour lui les secours de la médecine en avril, et que depuis lors sa maladie n'avait fait qu'empirer. Voilà les lacunes et les contradictions qu'on remarque dans les témoignages invoqués au sujet d'un cas de mort dont la constatation régulière était pourtant d'une si haute importance en raison des négociations entamées alors par la république, tant avec la Vendée qu'avec l'étranger.

Un fait bien certain, en outre, c'est que tout de

(1) En tout cas, ce ne put pas être avant le 23 mars 1795. *Consultez* Gruau de la Barre, t. I[er], p. 480 et 513-515.

suite après le prétendu décès du prince, le bruit se répandit qu'il n'était pas mort, mais qu'il avait disparu ; et, en admettant même que ces bruits provinssent de quelques partisans dévoués de la dynastie déchue, il semble que les mesures prises par le gouvernement républicain n'aient pu que leur donner de la consistance. Un certain Morin de la Guérivière, âgé alors d'une dizaine d'années, voyageait à ce moment sous la conduite d'un M. Jenais-Ojardias. Arrivé à Thiers, cet Ojardias, qui pour affaires personnelles devait encore pousser plus loin son excursion, et qui ne voulait point emmener l'enfant avec lui, le confia à un de ses amis, appelé Barge-Réal. Les gendarmes, qui avaient entouré l'enfant à sa descente de voiture et l'avaient suivi jusqu'à la maison où il devait demeurer, entendirent Barge-Réal dire qu'il regardait l'enfant comme un *dépôt sacré*. Tout aussitôt le fait est signalé aux autorités : on dresse un procès-verbal, et un arrêté municipal fait savoir à Barge-Réal qu'il répond désormais à la nation de l'enfant qui vient de lui être remis. Cependant Ojardias ne fut pas plus tôt de retour, qu'il obtint l'annulation de cet arrêté par un ordre portant la date du 10 juillet 1795, et dont l'original existe encore. Il y est dit textuellement : « *Je vous autorise à lever les ordres qui retenaient l'enfant dans la maison Barge-Réal*, ainsi que ceux qu'on *aurait pu* donner contre la liberté d'Ojardias ; » ce qui prouve bien que l'ordre s'appliquait avant tout à l'enfant. Ce même Morin de la Guérivière, soit dit en passant, devint plus tard partisan fanatique de l'un des faux Dauphins, du baron de Richemont ; et

(1) Gruau de la Barre, t. Ier, p. 533.

il est permis de présumer que c'est
jeunesse, resté gravé dans sa mén
été dans cette voie-là.

On arrêta encore, en 1800, à Cl
enfant qu'on croyait être le Daup
conduit à Vire (1). Un prétendu sign
du 10 septembre 1800, le désigne ca
nom de *Louis-Charles de France*, et a
sur la cuisse droite un tatouage repr판
de lis surmontées d'une couronne roy
des lettres initiales de ses noms, de c
de sa mère et de sa tante Élisabeth. O
qu'un individu, appelé *Léon-Louis*
vivait encore en 1840, fut arrêté,
sumée du Dauphin et par ordre du
générale, parce qu'on l'avait pris p
existe en outre, dit-on, au greffe d
goulême, le dossier d'une affaire où l'
nal, longtemps après le 8 juin 1795,
gissement d'un enfant, attendu que
résulte que c'est à tort qu'on l'a pris

Nous ne mentionnerons que pour
y attacher d'ailleurs autrement d'imp
proclamations et manifestes des ch
eurent encore lieu pendant assez lo
de Louis XVII, comme si ces chefs
mort et qu'ils l'eussent au contraire
vivant.

Parmi les individus qui voulurer

(1) Gruau de la Barre, t. Ier, p. 536.
Mais ne serait-ce pas aussi quelque
Hervagault ? car c'est de cette époque à
les menées de celui-là.

pour Louis XVII, l'*horloger Naundorff* est assurément celui à l'égard duquel la fraude a été le moins juridiquement constatée, si tant est même qu'elle l'ait jamais été, et sur l'individualité duquel force est d'avouer qu'il continue à régner encore aujourd'hui le plus d'obscurité et de mystère. Il paraît certain qu'en dépit de toutes les recherches faites à diverses reprises, et avec le plus grand soin, à l'effet de savoir qui il était réellement, il a été impossible de remonter dans l'histoire de sa vie antérieure plus haut que l'année 1812 (1). A cette époque, il quitta Berlin pour venir s'établir à Spandau, où il obtint le droit de bourgeoisie, sans qu'il eût été, à ce qu'il paraît, préalablement procédé, ainsi que la loi le prescrivait, à une enquête sur son origine et sur ce qu'il avait pu faire avant ce temps-là. Que si les organes du gouvernement français ont à deux reprises avancé que l'origine des plus humbles de Naundorff avait été parfaitement constatée en Prusse, ce fait tourne précisément à l'avantage de ses dires et déclarations. En effet, par les contradictions flagrantes qu'elles présentent, les assertions successives de la police française se trouvent virtuellement réfutées et annihilées. Ainsi, on nous apprend d'abord que *Charles-Guillaume Naundorff* était fils du serrurier Charles Naundorff, et né en 1786 à Neustadt-Eberswalde, qu'il apprit de bonne heure la profession d'horloger, et qu'il continua de l'exercer jusqu'en 1806; qu'à l'époque de la prise de Spandau par les Français, il s'était enrôlé dans un corps franc que ceux-ci auraient

(1) Du moins on n'a pu rien apprendre de positif sur les deux années qu'il prétend avoir passées à Berlin antérieurement à cette date.

organisé (1); qu'il aurait alors fait la connaissance d'un officier appelé *Maressin*, qui avait essayé de se donner à lui pour le Dauphin, ou tout au moins de lui faire accroire qu'il avait très intimement connu ce prince; qu'en 1810, il serait revenu avec ce Maressin à Spandau, où il aurait repris l'exercice de sa profession; que Maressin lui persuada alors de se donner lui-même pour Louis XVII, lui fournit, relativement aux localités, les renseignements nécessaires, puis partit pour la France afin de lui frayer les voies; et que Naundorff néanmoins resta à Spandau, où, en 1812, il obtint le droit de bourgeoisie. Puis, d'après une autre version présentée également comme authentique, on nous dit que Naundorff appartenait à une famille juive de la Prusse polonaise, qu'il vint à Berlin en 1810, et qu'il y séjourna pendant deux ans; qu'il se fit alors colporteur d'horloges de bois, et donna faussement pour sa femme la veuve d'un soldat, Christine Harfert; qu'en 1812 il arriva à Spandau, où il obtint les droits de bourgeois; enfin, qu'à l'époque de son mariage, en 1818, il avait déclaré appartenir à la Confession d'Augsbourg, et être âgé de quarante-trois ans, par conséquent né en 1775, Ces deux histoires (2) offrent de nombreuses contradictions. Dans l'une et l'autre, on trouve sur la naissance de Naundorff des détails dont le gouvernement prussien n'eût pas eu la moindre difficulté à prouver l'exactitude, ce qui aurait tout d'abord réduit à néant les prétentions de Naundorff et désillusionné ses

(1) Il n'est pas resté la moindre trace de la prétendue création de ce corps.

(2) Gruau de la Barre, t. III, p. 589 et 883.

fidèles. La seconde de ces versions est contredite au contraire par une lettre officielle du ministre de Rochow, qui, à la date du 27 août 1840, déclare que le gouvernement prussien n'a jamais avancé que Naundorff fût d'origine israélite, et qu'il n'a connaissance d'aucun fait qui ait pu servir de base à une pareille assertion. Ce qu'il y a d'avéré, c'est uniquement que Naundorff, après avoir habité Berlin de 1810 à 1812 environ, est venu se fixer à Spandau en 1812, qu'il y a acquis le droit de bourgeoisie, qu'il y exerçait la profession d'horloger, et que tant qu'il a résidé dans cette ville, il y a été connu comme un artisan estimé de ses concitoyens, et même bien vu des classes supérieures (1). Mais alors sa parfaite connaissance de la langue française, son habileté à la parler et à l'écrire (2), son éducation évidemment supérieure à la classe dans laquelle il est né et a toujours vécu, et qui lui a permis de se familiariser avec les moindres détails de la révolution française, n'en restent pas moins des faits aussi remarquables que difficiles à expliquer. Quoi qu'il en puisse être, laissons-le plutôt raconter lui-même son histoire par l'entremise de son historiographe, M. Gruau de la Barre.

Nous commencerons par son nom. Il se nomme lui-même *Charles-Louis*, tandis que le prince pour lequel il veut se faire passer est généralement désigné sous les noms de *Louis-Charles*. Il prétend, pour expliquer cette contradiction, avoir été baptisé sous les

(1) Gruau de la Barre, t. II, p. 175 et suivantes.

(2) Une circonstance qu'il eût été très important de tirer au clair, c'est la manière dont il parlait l'allemand quand on l'a vu venir s'établir à Berlin et à Spandau.

noms de Charles-Louis ; mais qu'à la mort de son frère aîné, le roi, pour atténuer les regrets de la reine, a dit : « Le Dauphin sera toujours Louis. » De là l'interversion effectuée dans l'ordre de ses prénoms ; et ce n'est qu'après en avoir écrit de Prusse aux différents membres de sa famille qu'il les a rétablis dans leur ordre primitif. Il attache un grand poids à la connaissance qu'il a eue de ce menu détail intime de famille, tandis que ses divers concurrents se sont tous laissé induire en erreur par les almanachs, etc... C'est là effectivement un point qui ne laisse pas que d'avoir une certaine gravité. Si le prince a réellement reçu sur les fonts de baptême et porté les noms de *Charles-Louis*, il est évident que par cela même le prétendant prouve avoir parfaitement connu les petits détails intimes de la famille de Bourbon. Toutefois, ce n'était pas là un secret de famille; et dès lors on ne voit pas trop pourquoi il s'est départi plus tard d'une disposition arrêtée par son père (il est vrai qu'elle était désormais sans objet). Si son assertion est inexacte, elle a tout l'air d'un malheureux expédient employé pour couvrir, à l'aide d'un mensonge nécessaire, une faute commise par inadvertance, et, par suite, elle détruit tout d'abord la foi qu'on serait tenté d'avoir en ses autres déclarations. Nous ne nous dissimulons point qu'un fait bien grave, qui vient à l'appui de cette réflexion, c'est que dans tous les almanachs et livres généalogiques publiés de 1785 à 1789, qui ont pu nous tomber sous la main, nous avons toujours trouvé les noms écrits dans cet ordre : *Louis-Charles*. Il se pourrait, il est vrai, que le prétendant — qui, en tout cas, ne pouvait savoir la chose que par ouï-dire, — se fût lui-même trompé

étail, ou encore que l'erreur fût le fait des
hs. Aussi bien on ne voit pas trop comment il
venir à l'idée qu'il pût être de son intérêt de
re une inexactitude si facile à relever, mais
e temps si aisée à éviter, ou de différer sur ce
l'opinion généralement reçue.

ouvenirs qu'il a conservés des premières an-
son enfance sont psycologiquement cor-
ls se rattachent à divers événements histo-
bien connus sans doute, mais qui étaient
re à produire sur lui la plus vive impression :
mple, l'instant où Louis XVI, à la suite de la
du 10 août, vint chercher un asile dans le
es séances de l'Assemblée nationale ; la fuite à
es ; l'entretien secret de la reine avec Mira-
dont il fut l'unique témoin ; puis quelques au-
rconstances sans importance pour l'histoire,
de nature à se graver profondément dans la
re d'un enfant, alors surtout que l'esprit de
fant devait se trouver surexcité par les faits qui
mplissaient autour de lui. Or, au milieu de ces
s événements, il se rappelle précisément ce qui
propre à frapper un enfant. Dans ses récits, on
rçoit nulle part la prétention de savoir des cho-
nt il serait invraisemblable qu'il eût pu garder
venir, et ces différents récits sont tous ourdis
lle façon, que, s'ils sont inventés, l'invention
a exigé une adresse et dénote même une force
elligence qu'on ne retrouve pas dans les raison-
nts du prétendant, où l'on reconnaît sans doute
omme instruit et sensé, mais fort ordinaire sous
pport de l'intelligence et de la sagacité. Les sou-
rs de la captivité au Temple sont plus précis,

plus suivis, mais ici encore se ra
culièrement à des faits dans les
lui-même employé par ses paren
bien remarquable aussi, c'est l
nière frappante dont il décrit d
tails, et comme semble pouvoir s
sonne y ayant longtemps demeu
disposition intérieure des appa
la famille royale dans cet édific
core au commencement de l'
l'emploi particulier fait du moir
de ces tristes lieux pour dérobe
ses à la connaissance de leurs g
l'avocat dévoué *quand même* d
fait que nous rapporterons ici.
pas difficile de le vérifier (1). U
blantier de son état, chargé,
l'entretien des lampes au Tem
souverainement absurdes et rid
vés au sujet de la mort du Daup
du séjour du prétendant à Paris
le prince en présence d'un M.
d'un républicain appelé Fougère
soupçonner avec qui il se trouvait.
versation sur le Temple. Bulot se
ter ses souvenirs personnels; mai
tude qu'il commit, le prétendant l'
grande surprise, rectifia ses dires
cription si minutieuse et si exacte
existait en 1792, et en rapportant

(1) Gruau de la Barre, t. III, p. 2

III.

si grand nombre de circonstances toutes particulières, que les yeux du vieillard s'emplirent de larmes, et que, tombant à genoux, il s'écria en sanglotant : « *Mais vous ne pouvez être que le fils de Louis XVI!* » L'histoire est-elle vraie? Ou bien est-ce dans ses entretiens avec ce Bulot que le prétendant a acquis la connaissance si intime dont il faisait preuve à l'égard de tout ce qui se rapportait à l'intérieur du Temple? C'est ce qu'il serait aisé de vérifier, surtout si ce Fougère (1) vit encore. Il glisse sur tout ce qui se rapporte à l'époque où il fut remis à la garde du brutal Simon, ce qui s'explique facilement au point de vue psychologique, puisque cette époque ne fut pas seulement douloureuse, mais encore avilissante pour lui, et qu'elle appartient à ces temps d'infortune dont le souvenir lui pesait le plus; et il dit de son bourreau : « *Cet homme grossier m'a fait bien du mal, mais il fut moins cruel que beaucoup d'autres.* » Un autre fait que nous signalerons encore comme ayant une certaine importance psychologique, c'est qu'il n'a conservé de cette époque qu'un seul souvenir répugnant pour tout esprit délicat, quand il nous raconte avoir vu Simon et sa femme coucher dans le lit de son père, aux pieds duquel se trouvait placé son propre grabat. La femme de Simon favorisa sa fuite, qui, nous dit-il, fut surtout l'œuvre de Joséphine Beauharnais, de Hoche, de Pichegru et de Frotté. Le principal instrument employé pour l'accomplir fut le successeur de Simon, le créole Laurent, à qui José-

(1) Gruau de la Barre dit qu'il était, lui aussi, mécanicien-ampiste, et qu'il portait le sobriquet de *l'Oncle*.

phine avait fait obtenir ce
de Barras.

Ainsi présentée, l'évasio
tout à fait invraisemblable ; 1
passages du récit, surviennei
soires qui rendent l'histoire
lée, de telle sorte que nous n
comment on veut que les cho
commence par nous dire que
ne le firent pas échapper tout
qu'ils se bornèrent à le cach
située sous les toits de cette
core plusieurs mois, tandis
au gouvernement qu'il s'étai
hommes alors au pouvoir pr
l'évasion secrète ; et à cet eff
gitif un enfant muet, que
procure à Barras.

Cet enfant-là serait celui q
la Convention virent en déce
Désormais on n'admit plus
prison que des personnes ini
des individus ne connaissant
Mais, en dépit de ces préc
pand que le vrai prince ne se
Alors, pour pouvoir annonce
rope que le Dauphin est mor
mourir l'enfant muet, et on
ses aliments des substances de
ministre du contre-poison et c
à son ami Choppard que l'ei
pas le fils de Louis XVI. Dès l
et son ami meurent aussi. P

dont les inquiétudes augmentent (1), substitue au petit muet, qui n'en finit pas de mourir, un autre enfant tiré tout bonnement cette fois des hôpitaux de Paris, et dont l'état de maladie était déjà très avancé quand il entra au Temple. Enfin, d'un autre côté, lorsque les amis du jeune Dauphin eurent réussi à le faire disparaître et à le cacher sous les toits, ils le remplacèrent également dans la prison par un autre enfant dressé à jouer son rôle. Le coffre qui avait servi à faire entrer celui-ci servit ensuite à remporter l'enfant muet que, moyennant de fortes sommes, des personnages influents firent remettre à des amis du jeune Dauphin, qui, ne l'ayant jamais vu, crurent être dépositaires de l'héritier du trône (2). L'individu chargé de faire cette *livraison*, un nommé Jean Paulin, conduisit l'enfant muet à Joséphine Beauharnais, dont l'effroi fut extrême en reconnaissant l'erreur qui venait d'être commise.

(1) Mais que pouvaient avoir à redouter, de la part d'un enfant de dix ans, ou même de ses partisans, des hommes qui n'avaient pas hésité à couper la tête au père, à la mère et à la tante de l'enfant? Craignaient-ils par hasard que la France, à la vue du royal orphelin, ne se soulevât tout entière pour les renverser du pouvoir et rétablir l'ancien ordre de choses? Mais c'est là une supposition absurde. Ne savaient-ils pas fort bien que, dans l'ancien droit monarchique, il ne pouvait y avoir vacance du trône, et que, Louis XVII une fois mort, ses agnats se trouvaient *ipso facto* investis par ordre de primogéniture de tous ses droits?

(2) Nous élucidons de notre mieux le récit fort obscur et fort embrouillé de Gruau de la Barre (t. II, p. 487 et suivantes; t. III, p. 363 et suivantes); mais nous avouons ne pas comprendre dans quel but pouvait être faite cette substitution-là, et aussi ne pas savoir ce qu'a pu devenir l'enfant substitué de la sorte au Dauphin, sans doute comme *en cas*.

Ce n'est pas tout : le troisième enfant, le petit malade de l'Hôtel-Dieu, qu'on avait jugé à propos de substituer à ce petit muet qui n'en finissait pas de mourir, et dont la mère était jardinière à Versailles (1), ne pouvait pas disparaître comme cela sans qu'on s'informât de ce qu'il avait pu devenir. On le remplaça donc, lui aussi, à l'Hôtel-Dieu, par un enfant bien portant et pris aux Enfants-Trouvés. Les journaux du temps, s'il faut en croire notre auteur, mentionnèrent même alors comme une espèce de prodige qu'un enfant qui se trouvait dans un état désespéré à l'Hôtel-Dieu, avait complétement recouvré la santé en quarante-deux heures. Cependant, l'enfant vraiment malade et tiré de l'Hôtel-Dieu pour remplacer le petit muet, fils de la jardinière de Versailles, celui qu'on faisait passer pour le prince dont on savait la disparition, mais qui restait toujours caché sous les toits du Temple ; cet enfant-là mourut réellement le 8 juin, et c'est sur lui que fut pratiquée l'autopsie dont on envoya le procès-verbal à la Convention. Au jour fixé pour l'inhumation, de grand matin, les personnes engagées dans le complot d'évasion retirèrent son cadavre du cercueil et y mirent le véritable prince. Quant au cadavre, on l'enterra secrètement dans le jardin du Temple ; et Napoléon, nous dit-on, qui plus tard le fit exhumer, s'assura par l'accord complet remarqué entre les restes trouvés en cet endroit et le procès-verbal d'autopsie, que les choses s'étaient effectivement passées comme Joséphine les lui avait racontées. Alors, lé cercueil que les agents de l'auto-

(1) Cette jardinière, dit encore notre auteur, jugea prudent après cela de se réfugier en Amérique ; et il n'y a pas longtemps que sa fille vivait encore à la Martinique.

rité croyaient contenir le cadavre fut conduit au cimetière Sainte-Marguerite. Mais les amis du prince avaient caché dans la voiture employée à cet effet un coffre rempli de maculatures. Chemin faisant, ils retirèrent le jeune prince de ce cercueil et l'y remplacèrent par les maculatures contenues dans leur coffre, où ils placèrent le Dauphin. C'est ce cercueil, rempli de maculatures, qu'on plaça dans la fosse, tandis qu'on remportait le coffre contenant le prince. Celui-ci fut travesti en jeune fille, et conduit dans une autre voiture à un asile sûr.

Ne croyez pas que nous en ayons fini avec ce terrible *imbroglio*... Non. Il est encore question de plusieurs autres enfants expédiés en même temps en province dans différentes directions, afin de pouvoir mieux dépister les persécuteurs du royal orphelin. C'est à l'emploi de ces divers instruments de duperies et contre-duperies que les partisans du prétendant attribuent en partie le grand nombre de concurrents qui ont cherché ensuite, et peut-être de bonne foi, à se faire passer pour lui.

Quoique toutes ces complications paraissent bien obscures et bien embrouillées, quoiqu'on n'en voie pas le but et qu'elles soient dès lors de nature à faire fortement douter de la vérité de toute cette histoire, force est cependant de convenir qu'il n'était pas nécessaire d'accumuler tant d'invraisemblances pour servir de base à une fraude ; qu'avec le parti une fois pris de tromper, il était facile de donner à l'invention des apparences autrement plausibles ; et, enfin, que ce qui est invraisemblable n'est pas par cela même impossible. C'était là, en effet, une affaire dans laquelle tous, pour mieux en assurer le succès, devaient chercher

à se tromper mutuellement, et sur laquelle devait régner toujours le plus profond mystère. Dès lors, on pouvait bien employer des voies et moyens fort étranges, et qui dans d'autres circonstances paraîtraient tout à fait invraisemblables.

C'est encore ainsi que la vie du prétendant, surtout à partir du moment où il quitte la Vendée jusqu'à son arrivée en Prusse, présente beaucoup d'épisodes tenant du roman et entremêlés d'une foule de détails obscurs et fort peu vraisemblables. Mais il faut ajouter qu'à la rigueur, rien de tout cela n'est radicalement impossible, et que la fausseté n'en a pas non plus été absolument démontrée.

Une fois évadé du Temple, le prétendant dit être resté quelque temps encore à Paris, caché chez une dame suisse. Il gagna ensuite la Vendée, et fut recueilli au château de M. Thor de la Sonde, où il essuya une longue maladie. Quand il s'en trouva guéri, le moment favorable était passé. Les souvenirs qu'il a conservés de sa vie solitaire, et au total calme et heureuse, en Vendée, sont très insuffisants, très obscurs ; mais cette circonstance peut encore s'expliquer psychologiquement. Charette vint le voir une fois, et plus tard il fut confié au général de Frotté. Le marquis de Brizes prit aussi de lui un soin tout particulier. C'est chez ce gentilhomme qu'il rencontra une jeune fille appelée Marie, et un prétendu garde forestier, qui n'était autre que le comte de Montmorin, devenu dès lors son plus fidèle garde et protecteur. De la Vendée, ils se rendirent tous ensemble à Venise, puis à Trieste et à Rome, où le pape Pie VI les prit sous sa protection. Ils ne pouvaient pas alors accepter d'autre protection, parce que, d'une part, les oncles de

Louis XVII regardaient ses amis comme leurs adversaires les plus déterminés, et, de l'autre, qu'il était à craindre que les autres puissances de l'Europe, sauf peut-être la Russie, ne fussent disposées à sacrifier le prince à des considérations politiques ; enfin, parce qu'on eût infailliblement fait assassiner le prince, si on avait su où il se trouvait. A Rome, il prétend être resté d'abord caché dans un couvent, puis être ensuite allé s'établir avec ses protecteurs dans une maison de campagne isolée. Ils y furent rejoints par la dame suisse qui avait recueilli le prince à sa sortie du Temple, et qui dans l'intervalle s'était mariée avec un horloger. C'est de cette façon que le prétendant apprit l'allemand et acquit les premières notions de l'horlogerie. Une fois le pape prisonnier (1798), ils se trouvèrent en butte de tous côtés à la trahison et à la persécution. Le feu prit à leur maison ; la dame suisse et son mari moururent subitement le même jour, le marquis de Brizes et la jeune Marie furent empoisonnés,—mais on ne nous apprend pas clairement où ni comment ; — le prince, embarqué pour l'Angleterre, fut pris en mer (1), conduit en France et incarcéré. Il ne nia point son origine, mais repoussa toutes les tentatives faites pour lui arracher les noms de ses

(1) Toutes les circonstances de cet épisode sont entourées de bien plus d'obscurité encore, car l'auteur des *Intrigues dévoilées, ou Louis XVII dernier roi légitime de France*, en faisant défiler les uns après les autres devant nous les verres de sa curieuse lanterne magique, et en nous racontant les scènes qu'ils représentent, n'a oublié qu'une chose : c'est de placer le moindre bout de chandelle dans l'intérieur de son instrument. Ainsi, il ne nous apprend pas par qui son prince était accompagné dans cette malencontreuse traversée, ni comment M. de Montmorin parvint à se sauver.

protecteurs. Transféré dans une autre prison, il prétend y avoir été traité d'une manière que la cruauté la plus raffinée et la ruse la plus infernale pouvaient seules imaginer. On lui transperça le visage à l'aide d'instruments semblables à des boîtes d'aiguilles; puis, lorsqu'il se trouva tout couvert de sang, on le lava avec un corps spongieux imprégné d'un liquide particulier. Le résultat de cette opération fut, outre d'atroces douleurs, de lui faire enfler le visage, qui demeura dès lors d'une teinte bronzée; et pendant longues années encore notre homme conserva l'apparence d'un individu qui vient d'avoir la petite vérole (1).

Enfin, en 1803, M. de Montmorin obtint, par l'intermédiaire de Joséphine, devenue dans l'intervalle Mme Bonaparte, et de Fouché, ministre de la police, la mise en liberté de son prince; et il fut résolu alors qu'il irait rejoindre le duc d'Enghien à Ettenheim. Préalablement, pour le remettre un peu de ses fatigues et de ses souffrances, on le cacha dans un asile sûr (où?); mais l'oncle Louis, qui avait pris le nom de Louis XVIII et le titre de roi de France, ayant découvert cet asile, il leur fallut de nouveau prendre la fuite. Aux environs de Strasbourg, le prétendant fut encore une fois arrêté, conduit à la citadelle, et de là transféré à Vincennes, où on le plongea dans un sombre et humide cachot. On l'y laissa languir

(1) Notons que les seules personnes au monde qui pussent avoir intérêt à faire commettre un attentat pareil étaient les deux princes, frères de Louis XVI, eux-mêmes alors fugitifs, et qui néanmoins trouvaient chez certains fonctionnaires républicains de commodes et discrets instruments de leur machiavélisme. Comme tout cela est vraisemblable!!!

jusqu'en 1809 environ ; alors le fidèle et dévoué Montmorin réussit à le faire évader une fois de plus et à le conduire en lieu sûr (où ??). L'individu qui lui avait servi de geôlier à Vincennes passa plus tard à l'étranger ; et M. Appert, un autre fidèle du prétendant, apprit ensuite en Suisse que cet individu, ayant eu maille à partir avec la justice, et sommé de déclarer où il avait passé les années 1804 à 1808, répondit qu'il avait été pendant tout ce temps-là employé à garder le fils de Louis XVI à Vincennes. Le fameux réfugié politique allemand Stromeyer, si connu par ses nombreux démêlés avec les diverses polices de son pays, prétendait aussi avoir connu cet individu et lui avoir entendu tenir les mêmes propos (1).

A peine eut-il recouvré sa liberté, que le prétendant essuya une longue et dangereuse maladie, pendant que la police lançait en Allemagne tous ses limiers à la recherche de ses traces. Quand il eut enfin recouvré la santé, dans le courant du printemps de 1809, il partit pour Francfort-sur-le-Mein avec Montmorin, qui lui raconta que Joséphine avait consenti à la captivité qu'il venait de subir, parce que Napoléon lui avait toujours fait espérer que son fils Eugène hériterait de l'empire ; mais qu'aussitôt qu'elle avait acquis la certitude que l'Empereur songeait à un divorce, elle avait aidé à le faire remettre en liberté. Ils se dirigèrent alors de conserve vers la Bohême, et, après de longs détours, ils rencontrèrent dans une petite ville de la vallée de l'Elbe un homme qui les intro-

(1) Gruau de la Barre, t. III, p. 279. L'auteur oublie de nous dire *où* et *à qui* ce geôlier et ce Stromeyer ont fait ces déclarations. Cela en eût cependant bien valu la peine.

duisit auprès du duc de Brunswick. Ce prince leur donna des lettres de recommandation pour la cour de Prusse. Après avoir séjourné quelque temps dans une petite ville située sur la frontière d'Autriche, et appelée Semnicht (Sebnitz?), puis n'ayant pas pu obtenir de permis de séjour à Dresde, ils arrivèrent enfin, et non sans peine ni détours, en Prusse, où ils tombèrent au milieu du corps de Schill. Ils y demeurèrent jusqu'au moment où Schill, plus vivement poursuivi que jamais par les Français, les fit partir avec une escorte commandée par un comte Veptel, Vedel ou Wedel. Surpris et assaillis en route par un détachement de troupes françaises, Montmorin fut tué au milieu de la bagarre, pendant que le prince, grièvement blessé, perdait connaissance et restait lui aussi sur le carreau. Quand il revint à lui, il se trouva dans un hôpital d'où, malgré son état d'extrême faiblesse, on le transféra à Wesel. Là il se vit, avec d'autres individus ayant appartenu au corps de Schill, condamné aux travaux forcés; et peu de temps après il était en route pour Toulon. A moitié chemin, on fut encore forcé de l'envoyer à l'hôpital par suite d'une grave maladie, résultat de tant de traverses et de fatigues. Dans cet hôpital, il rencontra un certain Friedrich qui avait fait partie des hussards de Schill, et tous deux parvinrent à s'évader. Après avoir traversé sans encombre une grande partie de la France, ils atteignirent le territoire de la Westphalie. Là, son fidèle compagnon d'infortune fut arrêté par les gendarmes; quant à lui, secondé par un berger qui le prit en pitié, il réussit à arriver jusqu'en Saxe. Un jour que, à bout de ressources et épuisé de fatigues, il se reposait sur la grande route, près

d'un petit monument élevé à la mémoire de Luther, vint à passer devant lui une voiture attelée de chevaux de poste. La personne qui s'y trouvait lui permit d'y monter, et l'engagea à vérifier ce que pouvait contenir le havre-sac de son compagnon Friedrich ; il y trouva 1,600 francs en or (1) !

L'individu à la voiture de poste prétendait être de Weimar, — mais, ajoute notre auteur, les autorités de Weimar elles-mêmes ont déclaré plus tard que c'était faux (2), — et s'appeler Naundorff. C'est dans sa voiture et avec son passeport que le prétendant arriva à Berlin, où naturellement, avant de lui accorder un permis de séjour, la police lui fit demander toutes les pièces justificatives que comporte un état de civilisation avancée comme le nôtre. Alors il prétend qu'une certaine madame Sonnenfeld (3), à laquelle l'avait recommandé cet énigmatique Naundorff dont on n'a jamais pu depuis lors retrouver la moindre trace, et qui continua maintenant de tenir son ménage tant qu'elle vécut, lui conseilla de s'en aller tout bonnement trouver le préfet de police de Berlin à ce moment en fonctions, et appelé Lecoq, et de se confier à lui. Le prétendant remit en conséquence à ce magistrat, comme pièces probantes, les divers papiers et documents qu'à travers tant de pé-

(1) Ici, évidemment, M. Gruau de la Barre s'exagère la portée de la crédulité et de la stupidité humaines, en nous débitant de pareilles niaiseries.

(2) Comment, avec des renseignements aussi vagues, pouvaient-elles nier ou affirmer ?

(3) Ce n'est peut-être autre que la soi-disant veuve d'un militaire, la dame Harfert, dont parle la version française que nous avons rapportée plus haut.

rils et d'aventures il avait pu conserver jusqu'alors bien soigneusement cousus dans le collet de sa redingote (!!). Le préfet de police reconnut aussitôt l'écriture de Louis XVI et celle de Marie-Antoinette (!!!); il emporta avec lui la lettre de la reine pour la montrer au prince de Hardenberg, et, depuis lors, le prétendant n'a plus jamais pu la ravoir (1). M. Lecoq, vu l'impossibilité de lui conférer à Berlin les droits de bourgeois s'il ne fournissait pas les pièces justificatives exigées, lui conseilla alors d'aller s'établir dans quelque petite ville du voisinage de la capitale, et de conserver le nom indiqué sur le passeport qu'on lui avait prêté. Il lui fit délivrer une patente d'horloger à ce nom, lui donna même de l'argent, et lui recommanda, dans le cas où les autorités de l'endroit où il allait se fixer lui demanderaient ses papiers, de se borner à leur répondre qu'il les avait déposés chez lui.

Il demeura fort tranquille à Berlin jusqu'en 1812, époque où il alla s'établir à Spandau; et là, en effet, sur un simple certificat de M. Lecoq, attestant l'irréprochabilité de sa conduite, il fut admis le 8 décembre au nombre des bourgeois de la ville. Les pièces citées à l'appui de ce fait sont réellement curieuses, si tant est cependant qu'elles soient authentiques (2).

(1) En 1810, ce Lecoq n'était point encore préfet de police à Berlin; en 1810, il ne pouvait qualifier de *prince* M. de Hardenberg, qui n'obtint ce titre qu'en 1815... Ce ne sont là peut-être que de simples fautes de mémoire de M. Gruau de la Barre; mais elles ne laissent pas que de faire singulièrement tort à son récit.

(2) M. Gruau de la Barre les rapporte textuellement dans son tome II, p. 125.

Au reste, les autorités de Spandau écrivent son nom *Nauendorff*, et non pas *Naundorff*. Dans cette ville, il put facilement subvenir à tous ses besoins par l'exercice de son industrie, particulièrement bien vu par le bourgmestre Kattfus et d'autres personnes de distinction (1). Ses espérances se réveillèrent alors à la suite de la direction prise par les événements politiques. En conséquence, il écrivit à Lecoq et à Hardenberg, mais n'en obtint pas de réponse. Après la reprise de Spandau, il écrivit au roi de Prusse, aux empereurs d'Autriche et de Russie, puis encore une fois à Hardenberg et à Lecoq, et toujours aussi inutilement. Il prétend que, dès 1809 et 1811, ces souverains avaient été mis au courant de ce qui le concernait, soit par M. de Montmorin, soit par M. Thor de la Sonde, le Vendéen. En 1815 arriva à Spandau un officier français du nom de Marsin ou Marassin, et qui s'en revenait en France après avoir été prisonnier en Russie. Comme Naundorff avait eu occasion de lui rendre service en 1812, ce Marassin alla le voir et fut parfaitement accueilli. Son hôte lui ayant confié son secret, Marassin se dévoua complétement à sa cause; et Naundorff prit le parti de le charger de préparer les voies à son propre retour en France. Il lui remit de l'argent et lui confia les papiers qui pouvaient être utiles à sa mission, en même temps qu'il mandait à la duchesse d'Angoulême la prochaine arrivée de son émissaire. Mais on n'a plus revu Marassin depuis lors. A en croire M. Gruau de la Barre, la police, après l'avoir fait arrêter à Rouen, se serait mystérieusement débarrassée de lui, et lui

(1) Gruau de la Barre, t. ii, p. 175 et suivantes.

aurait substitué un de ses propres age
Mathurin Bruneau. En 1818, le pré
encore à ses soi-disants oncles et au du
frant de renoncer à ses droits à la cour
de ses oncles et de ses cousins, les duc
et de Berry, ainsi que de leurs descenda
à la mort du duc de Berry, le fils aîné d
rait vingt-cinq ans. Dans le cas contr
servait l'exercice des droits de souver
jour où son petit-cousin aurait accomp
quième année. Toutes ces lettres der
réponse.

Sa fidèle Sonnenfeld étant venue à n
il prit alors le parti de renoncer à
dans les hautes sphères pour lesquel
de contracter mariage dans la classe l
tefois, il écrivit encore à sa prétend
chesse d'Angoulême, pour la préve
résolution qu'il croyait devoir prend
ayant toujours continué à garder le
il épousa, le 18 octobre de la mêm
Einert, pauvre et honnête jeune fill
artisans. Il affirme qu'à cette occasi
de produire un acte de naissance (1)
venu père, le désir d'assurer le sort
se réveilla en lui avec une nouvell
la fin de 1819, il écrivait à ce si
d'Angoulême; puis, en 1820, au du
tend que ce prince seul lui répond

(1) Si le fait est vrai, ne devrait-il pas
trace à Spandau? Ce serait bon à vérifi
(2) Mais pourquoi ne nous communic
ment si important!

à Hardenberg, il continua à garder avec lui le mê
silence que par le passé.

Vers cette époque, il prit le parti d'aller se fixe
Brandenbourg, et cela par suite de petits démêlés q
avait eus avec quelques bourgeois de Spandau à l
casion de la candidature d'un certain M. Daber
aux fonctions de bourgmestre; candidature qu'i
puyait chaudement, qui obtint la majorité des
frages, mais que ne confirma pas l'autorité supéri
parce que, dit-il, ce M. Daberkow l'aurait pı
contre le système de persécutions qu'on avait
maintenant d'organiser contre lui. Donc, en 18
se faisait recevoir bourgeois à Brandenbourg.

Alors recommence pour lui une longue suite
bulations et de persécutions nouvelles, auxqu
donne pour cause première les réclamations q
cesse pas d'adresser à la famille régnante de I
quelque invraisemblables d'ailleurs que pa
les petites et basses intrigues ainsi que les
vulgaires auxquels on a recours contre lui.
achète une maison; et tout aussitôt il se
lacé dans un procès fait sur la pointe d'une
mais qui le retient enchaîné sur le territo
Prusse, que l'on traîne en longueur à l'aid
les moyens dilatoires que peut fournir la ch
qu'il ne gagne que lorsque déjà il est en p
d'autres causes. D'abord il loge près de l'
recteur de la poste, appelé Schernbeck.
commis chez ce Schernbeck, et on dirig
çons sur Naundorff, qui réussit à déco
coupable n'est autre que la propre fille
naire volé. Lui-même devient victime d'
vol de montres. Ensuite, c'est le feu

théâtre, dans le voisinage duquel est situé
blissement. Il sort tout effrayé avec les sien
dant son absence on dévalise sa maison.
l'accuse d'être l'auteur de cet incendie, sa
l'instruction criminelle résulte le moindre
charge. Deux individus, appelés Engel et
sont arrêtés comme prévenus d'émission c
monnaie. L'un d'eux, dans ses interrogatoi
signe Naundorff comme le fabricateur des
fausses mises en circulation, tandis que,
Naundorff, le vrai coupable aurait vraisem
ment été le père de l'un des accusés, déjà con
en 1805 pour crime pareil. Il est donc jeté en l
et l'instruction criminelle, toujours au dire de
dorff, est dirigée avec autant de dureté que c
tialité par un certain conseiller de justice Schul
Ce qui paraît avéré, c'est que les recherches
pendant le cours de cette instruction crimine
l'effet de découvrir la véritable origine de Naun
restèrent tout à fait sans résultat. En fin de c
on ne put trouver de motifs suffisants pour le n
damner comme coupable du fait principal;
« attendu, disait l'arrêt, que dans le cours de
struction, il s'était montré *impudent menteur* en
lant se faire passer pour être d'origine princière
en donnant à entendre qu'il appartenait à la fam
de Bourbon », on le condamna à être enfermé p
dant un certain temps dans une maison de correcti
Là, il attira sur lui l'attention d'un baron de Seck
dorf, chargé de la surveillance supérieure de l'

(1) Consultez, pour les détails, GRUAU DE LA BARRE, t
p. 338 à 381.

blissement, qui lui accorda toute sa sympathie, et continua encore plus tard à lui en donner des preuves non équivoques (1). Ce protecteur obtint pour lui la remise de ce qui lui restait encore de temps de détention à faire, et il fut remis en liberté en 1828, mais avec interdiction de séjour à Brandenbourg ou dans les environs de Berlin. Pendant ce temps-là, comme on peut bien le penser, son petit avoir avait été complétement anéanti, et sa famille se trouvait réduite au dernier degré de la misère.

Ensuite il perd une petite place que Seckendorf lui avait procurée à Gassen, et il va s'établir à Krossen. Dans cette ville, le syndic et commissaire de justice Petzold s'intéresse d'abord à lui, puis épouse complétement sa cause. Ce fonctionnaire écrit aux princes, aux ambassadeurs, sollicite une révision de l'instruction criminelle dont Naundorff a été l'objet, sans se laisser intimider par les menaces personnelles d'un prince Carolath, tant il a l'intime conviction de l'innocence et du droit de son client. Mais ce protecteur meurt en 1832, à la suite de coliques et de vomissements violents dont il est pris tout à coup après avoir avalé une tasse de bouillon.....

On voit à ce moment apparaître dans les affaires du prétendant un certain M. Lauriscus, qui déjà longtemps auparavant avait travaillé chez lui, et qui

(1) Gruau de la Barre, à cette occasion, cite diverses lettres écrites en 1836 par ce baron de Seckendorf à sa sœur, madame de Weissenbach, à Dresde, où il la prie de s'entremettre à l'effet d'obtenir, par sa belle-sœur, madame de Weissenbach de Frauenheim, née princesse d'Esclignac, et amie de la duchesse d'Angoulême, que cette princesse consente à recevoir son client.

promet de se vouer complétement à
connaît les moindres détails; mai
meurt quatre semaines après, et ég
subite. Les scellés sont mis sur tous
se trouvent chez lui, et dont il est e
à Naundorff d'obtenir la restitution
trouve donc réduit à un complet ab
un avis anonyme le prévient qu'on
tenant à l'enfermer par voie de me
tive dans quelque forteresse, il se d
de 1832, à se rendre en France.

Le prétendant arrive à Dresde
sources aucunes. Les démarches qu
tenir des audiences de divers mem
royale lui attirent de la part de
d'avoir à quitter immédiatement le
Il attribue ce résultat aux intrigues
confesseur du roi; mais il avoue lu
passeport n'avait été délivré que
homme que le hasard lui fait renc
alors par ruse un passeport signé p
France à Berlin. La bienfaisance d
de Freiberg (2), qu'un autre hasard
contrer en route, lui fournit les m
pour continuer son voyage en con

(1) Ce sont là, est-il besoin de le dire
par Gruau de la Barre, mais au sujet des
de fournir la moindre preuve.

(2) Qu'il appelle Kishauer, et qu'il dit
horloger. Or, il résulte qu'on n'a jamais c
de ce nom à Freiberg. Mais il y a eu dan
teur Kies, dont le fils effectivement étai

nombre d'émigrés polonais; et, après une foule d'a-ventures, d'accidents et de prétendues persécutions, auxquels il échappe toujours d'une façon miraculeuse, il arrive enfin en France. On nous apprend alors, mais d'une manière aussi obscure qu'embrouillée, qu'il y était déjà attendu, et notamment qu'on songeait à lui ménager une entrevue avec la duchesse de Berry, qui à ce moment se trouvait en Bretagne. Mais toutes ces menées échouèrent; aussi jugea-t-il prudent de passer provisoirement en Suisse, d'où, après avoir eu soin de changer de nom, il arriva à Paris le 26 mai 1833. Il y vécut d'abord dans un grand abandon et une profonde misère, dont il ne fut tiré que par la belle-sœur d'un M. Albouys, qui, d'après ce qu'il avait lu dans les journaux, s'était déjà mis en correspondance avec le syndic Petzold. Il est présenté alors par cette dame à une certaine Mme de Rambaud, qui n'avait pas quitté le Dauphin depuis sa naissance jusqu'au 10 août 1792, puis à Mme Maria de Saint-Hilaire, qui avait aussi connu ce prince dans son enfance. Mme de Rambaud avait d'abord témoigné beaucoup d'incrédulité; mais, à la vue de certains signes dont elle seule avait connaissance, et après les réponses faites par le prince à diverses questions qui lui sont adressées avec la plus grande dextérité, elle est entièrement convaincue et passe dans les rangs de ses plus fervents partisans. Les Saint-Hilaire, eux aussi, avant de se rendre, avaient procédé avec d précautions infinies (1). Il nous est d'ailleurs im- p

(1) D'un autre côté, on affirme, il est vrai, qu'il n'y p dans tout cela qu'une intrigue ourdie au sein d'une p coterie de légitimistes, qui ne voulaient se servir de N

sible de rapporter ici toutes les particu
à peu le firent reconnaître par une foul
pour le véritable fils du roi-martyr
anciens compagnons d'enfance du prin
s'étaient rattachés à la fortune d'au
ments, l'évitèrent au contraire avec
soin; et la fraction du parti légitimi
escient ou sans le savoir, n'estimait la
comme un moyen de servir ses propr
voulut à aucun prix entendre parler
ceux qui le reconnurent, nous citero
particulièrement M. de Brémont, qui
taire particulier de Louis XVI depuis
jusqu'au 10 août 1792, et dont on n
tuellement la déposition judiciaire (2)
Joly, un des derniers ministres de Lou
ce vieux maçon du Temple, Jean P
notoirement une part des plus actives
efforts tentés en faveur de la famille r
le témoignage, nous assure-t-on, confir
circonstances importantes de l'histoire
Il faut aussi dire que peut-être beaucou
se rattachèrent alors par des motifs d
sonnel à la cause du prétendant, de
que beaucoup d'autres la désertèrent pa

dorff que comme d'un instrument, qu'ils reg
mêmes soit comme un fripon, soit comme un i
de monomanie.

(1) Gruau de la Barre cite diverses dépositi
unes par-devant notaires et en présence de témo
au lit de la mort, et qui seraient très importan
si on pouvait en garantir la véracité et l'authen

(2) Gruau de la Barre, t. III, p. 671 à 695.

intérêt personnel n'y trouvait pas son compte (1).

Le prétendant et ses partisans se remuèrent beaucoup à diverses reprises pour gagner la duchesse d'Angoulême à sa cause. Si l'on admet, — ce qui d'ailleurs est formellement nié par le prétendant, — qu'elle le tenait pour un imposteur, son insistance à vouloir avoir un entretien avec elle a dû lui être extrêmement pénible ; et on comprend facilement le dédain avec lequel cette princesse repoussa toutes les tentatives de ce genre. Mais s'il est vrai que pour procéder à l'épreuve des révélations qu'il s'était réservé de lui faire personnellement, la duchesse lui ait fait proposer une conférence à Prague, tandis qu'il demandait qu'elle eût lieu à Dresde, on ne voit pas trop pourquoi elle n'y consentit point. Elle ne risquait rien à venir à Dresde, tandis que pour lui il y avait péril à se rendre à Prague. En 1834 elle vint bien à Dresde, mais elle en repartit subitement dès qu'elle eut appris que le prétendant allait y arriver.

La situation de la famille du prince s'améliora une fois qu'il eut trouvé des partisans. Une nièce de madame de Rambaud, la baronne de Genérès, se décida, en 1834, à faire elle-même le voyage de Krossen pour s'y vouer à l'éducation de ses enfants. Au mois d'avril de cette même année, elle conduisit la famille de Naundorff à Dresde, où elle passa avec elle plusieurs années, et où la ressemblance des enfants avec les membres de la famille de Bourbon leur valut de

(1) Gruau de la Barre, t. III, p. 995.—Sans *doute ces gens-là* ne manqueront pas de dire, pour s'excuser, qu'ils n'ont ainsi déserté la cause du prétendant que *parce qu'ils avaient* acquis la certitude de la complète inanité de ses prétentions.

nombreuses sympathies (1). Le docteur de Caro, entre autres, le célèbre médecin des eaux de Carlsbad, prit un vif intérêt à eux et à leur cause. On cite encore parmi les croyants les généraux de Gablentz et de Leyser, le chambellan de Schorlemer, et un M. de Langerke. Ce dernier assure même que M. de Lindenau (2) *était aussi un vrai croyant*. C'est peut-être grâce à ces hautes influences qu'un des fils de Naundorff fut admis au nombre des élèves de l'École militaire de Dresde. On ajoute encore que le gouvernement saxon repoussa péremptoirement toutes les réclamations et remontrances qui lui furent adressées à ce propos par le gouvernement français. Il ne lui fut pas aussi facile de repousser les réclamations du gouvernement prussien, quoiqu'on ne comprenne pas trop à quel titre ni dans quel intérêt la Prusse pouvait exiger l'extradition de cette femme et de ces enfants à titre de sujets prussiens, puisqu'en 1838 le père (qui se trouvait alors en Suisse) avait formellement répudié cette qualification. Le gouvernement saxon n'accorda donc pas l'extradition demandée, et se borna à refuser à la famille Naundorff une prolongation de permis de séjour, la laissant d'ailleurs libre d'aller ultérieurement résider où bon lui semblerait, — si tant est qu'on nous reproduise exactement les termes de cette décision ministérielle, contresignée *D*[r] *Meerbach*, et adressée « *à l'épouse et aux enfants de Louis-Charles,* « *duc de Normandie, se nommant Naundorff, horlo-* « *ger de Crossen* (3). » Les membres de la famille de

(1) On dit que l'une de ses filles ressemble beaucoup à Marie-Antoinette.

(2) Ancien ministre de l'intérieur en Saxe.

(3) Il est très vraisemblable que cette décision, rédigée

Naundorff gagnèrent alors la Suisse, d'où *ils* allèrent rejoindre leur chef en Angleterre.

L'historiographe du prétendant nous apprend que, déjà pendant son séjour à Paris, son prince avait été l'objet de diverses tentatives d'assassinat, et entre à ce sujet dans des détails très étendus sans qu'ils soient explicites ni fort intéressants. Naundorff eut en outre à soutenir plusieurs procès au civil; et, à ce propos, il convient de faire remarquer que tandis que le gouvernement français s'était empressé de déférer tous les autres prétendants en police correctionnelle sous la prévention de vagabondage, d'escroquerie et d'usurpation de nom, celui-ci, alors même qu'il se fut adressé aux chambres et qu'il eut fondé un journal dans l'intérêt de sa cause, ne fut l'objet d'aucune mesure de répression judiciaire ; qu'on semble, au contraire, avoir voulu éviter de le traduire devant les tribunaux, quand tous ses efforts tendaient à pouvoir se faire un piédestal d'un procès politique ; enfin, qu'en 1836, lorsqu'il ne put plus reculer davantage, le pouvoir se tira d'affaire en se débarrassant de Naundorff par voie de justice administrative, et en le faisant reconduire à la frontière. Alors seulement on commença contre ses fauteurs et adhérents un procès

primitivement en allemand, fut mal traduite en français, et contenait un contre-sens.

Le texte allemand devait être « à l'épouse et aux enfants de « l'horloger Naundorff, *se disant* Louis-Charles, duc de Nor- « mandie. » Le contre-sens provenait de ce qu'on avait littéralement traduit une phrase renfermant une inversion conforme au génie de la langue allemande, mais qui, reproduite textuellement en français, dénaturait complétement la pensée du rédacteur de l'acte en question.

qu'on laissa ensuite tomber dans l'eau. Le rédacteur en chef de son journal déposa contre lui une plainte en police correctionnelle, mais il fut acquitté.

A Londres, où il se retira alors, il fut encore l'objet de divers attentats (1), ne rencontra pas de protecteurs influents, et tomba peu à peu dans de grands embarras d'argent, d'abord parce qu'il y avait un état de maison en rapport avec la nature de ses relations sociales, et ensuite parce qu'il dépensait beaucoup en expériences de mécanique. Il prétendait notamment avoir inventé un canon qui rendrait désormais toutes les guerres impossibles, parce qu'il n'y avait pas de résistance à lui opposer. En dernier lieu, il alla s'établir à Delft, en Hollande, où il mourut le 10 août 1845 (2). Sur le registre mortuaire de la ville, il figure avec les noms et titres qu'il prétendait avoir le droit de prendre.

A en juger par un portrait gravé sur acier qu'on a de lui, sa figure avait le type bourbonnien (3). On loue beaucoup son caractère, et il paraît avoir été extrêmement bienfaisant et serviable. Quant à ses facultés intellectuelles, nous ne saurions nous ranger

(1) Ses adversaires avancèrent dans les journaux que c'étaient là de pures mystifications dont il était lui-même l'auteur. Les détails très étendus dans lesquels Gruau de la Barre entre à cet égard, s'ils sont exacts, ne s'accorderaient guère avec une pareille assertion.

(2) Ses fidèles n'ont pas manqué de signaler la coïncidence existant entre la date de sa mort et celle de la journée de la révolution française, où le trône de Louis XVI fut définitivement brisé en éclats.

(3) On trouvera dans Gruau de la Barre divers détails très circonstanciés sur les autres signes caractéristiques qu'il portait sur le corps.

complétement à l'avis de ses adhérents, car nous n'avons jamais lu de lui une seule phrase s'élevant au-dessus de la médiocrité et de la banalité, et n'appartenant pas à ces lieux-communs stéréotypés à l'usage de ce qu'on appelle « de bons rois, de braves gens. » Admettant qu'il n'y ait pas fraude de sa part, on doit reconnaître que dans la plus grande partie de sa vie son maintien et sa tenue furent sans prétention, réunissant la dignité à la simplicité et à la mesure. Ce n'est que vers la fin de sa vie, lorsque toutes ses illusions s'évanouissent successivement, qu'on voit poindre en lui quelque chose de l'aventurier ; et une circonstance curieuse à noter, c'est qu'il ne commença que fort tard à parler de grandes sommes d'argent qui auraient été déposées pour lui (1), et qu'on lui aurait retenues ; jusqu'alors il n'en avait jamais dit un mot. Peut-être cela tient-il à ce qu'il n'en fut instruit que tard, et seulement par ce M. Brémont, l'ancien secrétaire de Louis XVI. Tout au contraire il annonce de bonne heure le plus grand goût pour les inventions mécaniques (2).

Nous n'attacherons aucune importance à l'explication qu'il donne de divers secrets de l'histoire de France contemporaine, dont, suivant lui, une grande partie des événements l'ont eu pour mobile et cause première. Beaucoup de choses qu'il raconte à cet égard sont si invraisemblables, qu'en les rapportant lui et ses défenseurs ont fait à sa cause plus de mal que de bien. Toutefois, ces assertions diverses sont de nature telle qu'à la rigueur elles pourraient être vraies,

(1) Gruau de la Barre, t. III, p. 432.
(2) Gruau de la Barre, t. II, p. 336.

sans qu'il dût nécessairement en résulter que Naundorff fût Louis XVII, ni qu'il pût l'être; que tout cela soit d'ailleurs le produit de son imagination ou bien ait été inventé par ses défenseurs. Nous n'en citerons donc quelques-unes qu'à titre de *curiosités*.

Il attribue toute la révolution française, partie aux rancunes de l'Angleterre, et partie aux menées secrètes de Louis XVIII. C'est ce prince qui trahit et fait échouer tous les plans formés dans l'intérêt de la famille royale; il ne recule devant l'emploi d'aucun moyen pour pouvoir atteindre le but de son ambition. Il est constamment en rapport avec Robespierre, avec Barras, avec Napoléon, les dupe et est dupé par eux; mais toujours il agit contre son frère et son neveu. C'est lui qui marie Madame Royale au duc d'Angoulême, pour séparer les intérêts de cette princesse de ceux de son frère. C'est en vue du prince, et le plus souvent par suite des menées de son oncle, comme tantôt on l'avance positivement et tantôt on se borne à le donner à entendre, qu'ont eu lieu le massacre de Quiberon, la mort de Hoche et celle de Frotté, que Pichegru a été étranglé dans sa prison et le duc d'Enghien fusillé dans les fossés du château de Vincennes, qu'est arrivée la mort de l'impératrice Joséphine et même l'assassinat du duc de Berry. C'est encore Louis XVIII qui a été l'instigateur secret de la mort de Mirabeau. Lui seul a fait échouer la fuite du roi et de la famille royale à Varennes. C'est lui qui a renversé Robespierre, avec qui il a été longtemps en relations, dès qu'il s'est aperçu que celui-ci travaillait pour son propre compte et avait l'intention de se hisser sur le trône en épousant la princesse Marie-Thérèse. Madame Élisabeth est montée sur l'échafaud,

parce qu'elle avait promis à son frère de révéler un jour à son fils toutes les atrocités du comte de Provence. Le fatal couperet de la guillotine a tranché la vénérable tête de Malesherbes, parce que c'est à lui qu'avait été confié le codicile secret du roi. C'est en produisant une fausse lettre de Louis XVI que son frère a obtenu l'évacuation du territoire français envahi par l'armée prussienne. Si, au retour d'Égypte, Napoléon a pu si facilement traverser la flotte anglaise, il n'en est pas redevable à son étoile, mais à l'influence de Louis XVIII, qui espérait trouver en lui un autre Monk (1). Dans beaucoup de mémoires du temps il est question d'une mystérieuse scène d'assassinat, dont la commune de Vitry, près Paris, fut le théâtre au commencement de l'année 1795. Une bande d'individus, demeurés toujours inconnus depuis, pénétra nuitamment dans le château de Vitry, habité alors par un sieur Du Petitval et sa famille, et massacra tout ce qui s'y trouvait, en tout onze personnes, sans y dérober aucunes valeurs ni effets précieux, mais uniquement, à ce qu'il semble, pour enlever des papiers importants. Ce fait, nous dit-on, se rattachait encore à l'évasion du prince. Cambacérès se maintint auprès de Napoléon et de Louis XVIII, parce qu'il possédait le fameux secret et qu'il ne voulait s'en servir que comme d'une arme défensive. Fouché et Talleyrand étaient dans la même position. Il n'y a pas jusqu'à la mystérieuse affaire Fualdès, et à l'énigmatique conduite de madame Manson, dont on ne prétende nous donner la clef, en disant que tout

(1) Du reste, beaucoup de personnes prétendent que le retour d'Égypte ne s'est effectué que grâce à la connivence de l'Angleterre.

cela se rattache à l'histoire du Da
prises, Duroc et Fouché avaient ai
remettre Louis XVII en liberté, e
nant ce grand secret politique avaie
corruptible loyauté de M. Fualdès
de Louis XVIII tenait à ravoir ces
l'assassinat auquel il se détermina
but, il ne réussit pas dans cette i
tion. C'est de même encore que Lo
jet des mystérieux entretiens que L
1816, avec Martin, le paysan-prop

Tout cela se trouve longuement
dans le livre de M. Gruau de la
avons maintes fois cité; ouvrage
de son étendue (1), de la forme qu
et de cette circonstance qu'il n'a ét
le décès de l'individu qui en est le
rut dans l'indigence, il serait diffi
n'être qu'une simple spéculation
par conséquent constitue lui-même
énigmes de cette énigmatique histoi
foule de lettres, de dires, de pièce
dont nous n'avons pas fait mentio
en pouvait démontrer l'authenticit
tout au moins que Louis XVII n'
Temple, et jusqu'à un certain poir
probable que Naundorff n'était autre
Mais qui nous en garantit l'authenti
on se demande toujours dans quel
cause était si désespérée, après la
dant, dont les enfants ont encore n

(1) Il ne fait pas moins de 2300 pages i
III.

avenir qu'il n'a pu en avoir, on aurait forgé t... s mensonges, fabriqué toutes ces pièces fausses. Au reste, il y a encore aujourd'hui en Europe bien es personnes qui doivent être à même de répondre une manière précise aux principales questions dont s'agit dans cette affaire. On devrait penser que les onsidérations diverses qui ont pu autrefois les porer à garder le silence ont maintenant disparu; *et* nalgré l'insignifiance politique dont peut être cette ffaire dans les circonstances actuelles, toujours seait-il à souhaiter, dans l'intérêt de la vérité historique, qu'on la scrutât à fond et qu'on publiât sans *ré*erve tout ce que les recherches à faire pourraient produire. Avec chaque année de plus qui s'écoule, ces recherches deviennent naturellement plus difficiles. D'ailleurs, si les données du livre de M. Gruau de la Barre sont exactes, il devrait exister dans les archives secrètes de l'Angleterre, des États de l'Église, de la Russie, de l'Autriche et de la Prusse, beaucoup de renseignements précieux sur cette affaire.

Aussi bien, il ne s'agit pas seulement de ce Naundorff et de ses prétentions. De ce qu'il aurait été un fripon, ou seulement jusqu'à un certain point un *monomane*, il ne s'ensuivrait pas nécessairement *que* tout ce que racontent lui et ses adhérents fût de *pure* invention et par conséquent sans importance. Il *pourrait* avoir été conduit à sa monomanie, ou à commettre sa fraude, par les renseignements particuliers et vrais qu'il aurait pu se procurer sur beaucoup de choses demeurées enveloppées de mystère et d'obscurité. Les personnes qui se servirent de lui comme d'instrument peuvent avoir été initiées à ces secrets; et quand bien même le fait principal serait faux, il

pourrait encore y avoir beaucoup de vi
tails rapportés à l'appui. L'ouvrage de
la Barre peut en tout cas servir comme
de commentaire pour toute une série
apocryphes ou suspects, au sujet desqu
vain nous apprend que leurs auteurs n'o
vérité, ou ne l'ont pas sue tout entière, ou
n'ont pas voulu la dire; mémoires dont le
contradictions, réticences et invraisemb
veront parfois de fort naturelles expli
son livre, pour peu qu'on n'hésite pas à
ter à ses déclarations.

Il s'occupe longuement aussi des con
son héros. Nous rapporterons en peu de
dit de ces concurrents l'opinion généra
jusqu'à présent, puis nous citerons la ver
tendant ou de M. Gruau de la Barre.

Le premier qu'il met en scène est
HERVAGAULT, fils d'un tailleur de Basse
dans ce bourg le 20 septembre 1781.
échappé en 1796 de la maison paternelle
pour le fils et héritier de quelque gran
tantôt de l'une et tantôt de l'autre, et
Louis XVII. Bon nombre de gentilshomm
vince acceptèrent ses déclarations pour
firent le plus excellent accueil. Arrêté
diverses reprises sous la prévention de va
puis relâché sur les réclamations de son
par être condamné, en 1802, à Reims, à
de prison pour escroquerie. Il ne se mê
politique; mais Napoléon ne l'en fit pas
fermer à Bicêtre, où il mourut en 1812.
BRUNEAU était né, dit-on, en 1784, à Ve

d'un sabotier. Lui aussi, il s'enfuit en 1795 de la maison paternelle, et, après avoir longtemps erré de droite et de gauche, fut arrêté en 1803 comme vagabond. Entré dans l'artillerie de marine, il déserta et passa en Amérique. Il n'en revint qu'en 1816, mais muni d'un passeport où il était désigné sous le nom de *Charles de Navarre*. Il se donna alors pour Louis XVII, persista à jouer ce rôle devant la police correctionnelle et en prison, et trouva lui aussi des partisans. En 1818, le tribunal de police correctionnelle de Rouen le condamna à sept années d'emprisonnement, qu'il subit au mont Saint-Michel. Remis plus tard en liberté, il reprit, dit-on, la profession de son père. — Celui de tous qui afficha les plus hautes prétentions fut *Henri-Ethelbert-Louis-Hector* HÉBERT, natif des environs de Rouen, d'abord employé à la préfecture de Rouen, à ce que nous apprennent les notes fournies sur son compte par la police, puis propriétaire d'une fabrique de verre à Lesuire. Il se faisait appeler *Louis-Hector-Alfred* baron de RICHEMONT, duc de Normandie, et adressa aux chambres en 1828 et 1829 des pétitions où il récl[a]mait la reconnaissance de ses titres et de ses droits. Suivant ses dires, il aurait été élevé par Kléber, auquel il aurait servi d'aide de camp, et serait passé en 1808 en Amérique, d'où il serait revenu en 1814. Bien accueilli par Louis XVIII, il se serait vu repoussé par la duchesse d'Angoulême, et aurait été arrêté en 1821 sur le territoire autrichien, où il aurait partagé la captivité de Silvio Pellico et de Wi[r]-de Dœring. Une circonstance assurément bien remarquable, c'est que longtemps avant le procès de Hébert, dit *baron de Richemont*, Dœring confirmait

vérité de cette dernière assertion, t
sans aucune préméditation. Ils s'étai
la citadelle de Milan. Silvio Pellico fa
ration. Hébert défendit sa cause dar
et des mémoires. Traduit en 1834
d'assises, il fut condamné à douze a
tion. Cependant, il s'échappa de prisc
à Londres, où il vécut désormais su
pied, mais où il fut l'objet de diverses t
sassinat (en 1838 et 1843). Il mourut
que Naundorff, en 1845.

Naundorff, ou son biographe, préte
prouver par un examen comparatif t
des déclarations faites par ces trois
renseignements fournis sur leur con
verses autres circonstances, que Herva
et Hébert n'ont été qu'une seule et m
dont le véritable nom était le premier
ci-dessus. Hervagault serait l'enfant
Paulin auraient introduit au Temple le
pour jouer le rôle du prince lorsque, ap
de celui-ci, on viendrait à découvrir sa
la prison. Lui aussi, Hervagault, on l'aura
du Temple, et on l'aurait alors amené à
l'aurait fait passer pendant quelque temps
ritable Dauphin, afin de mieux assurer l'asi
ci. Plus tard, il serait tombé entre les mai
vernement, qui en aurait fait un des agents
lice secrète. C'est de la sorte qu'il aurait t

(1) Gruau de la Barre, t. III, p. 361 à 381. — (
de l'ouvrage de notre auteur n'est pas la moins e
de son livre, où il est partout si difficile au lecteu
connaître et de s'orienter.

servi Fouché, Louis XVIII et Louis-Philippe; tous trois ayant parfaitement compris combien il leur serait utile d'avoir toujours à leur disposition un faux Dauphin à opposer au véritable. C'est ainsi qu'ils le firent survenir toutes les fois qu'ils eurent besoin de lui, puis disparaître quand la farce était jouée, sauf à lui faire prendre un autre masque à l'occasion, quand le premier se trouverait usé. Mais Hervagault mentait aussi pour son propre compte. En tout cas, il existe une lettre bien remarquable, si elle est authentique, car il en résulterait qu'en 1808, à une époque où on prétend qu'il était un des hôtes de Bicêtre, Hervagault fut embarqué à bord de la frégate *Calypso* pour l'Amérique, d'où l'on sait que Bruneau revint en 1816. L'arrivée de Bruneau coïncide avec l'époque où, de Spandau, Naundorff commençait ses démarches pour faire reconnaître son individualité et ses droits; et ce Bruneau fut d'abord employé pour faire échouer les démarches faites au nom de Naundorff par Marassin, son mandataire. En produisant ces deux faux-Dauphins, en qui la fraude était si facile à reconnaître, on voulait discréditer par avance le véritable. Au besoin, on les faisait condamner; mais on avait toujours soin de les faire évader. Telle est du moins l'explication donnée par M. Gruau de la Barre au sujet de la coexistence de ces deux faux-Dauphins.

LA CAPITULATION DE PARIS [1]

La perte de Paris devait décider du sort de Napoléon, une fois qu'il eut pris le parti de se rapprocher de ses places fortes du Rhin pour y attirer les coalisés, et que ceux-ci eurent résolu de laisser ce fleuve derrière eux pour se porter sur la capitale de la France par une marche rapide. Que la France appartienne désormais à celui qui est maître de Paris, c'est là un de ces résultats de la révolution française qui prouvent bien que les révolutions se font au profit des dominateurs, quels qu'ils soient, et non au profit du peuple.

Le 29 mars 1814, l'avant-garde russe, commandée par le général Rajefskii, occupa la forêt de Bondy, et le grand quartier général de l'empereur de Russie s'établit au village du même nom. Le 30, à la pointe du jour, la suite de l'empereur était réunie dans la cour du château, attendant le moment où ce prince prendrait le commandement supérieur pour la lutte

(1) D'après les Mémoires du comte Orlof.

décisive qui allait s'engager. Déjà la canonnade se faisait entendre, déjà les colonnes se mettaient en mouvement, quand on amena un officier français qui se dit être envoyé en parlementaire, et qui fut conduit à l'empereur. Pendant ce temps-là, l'adjudant général Ouvarof dit au colonel Orlof (1) que le comte de Nesselrode avait donné ordre d'accueillir immédiatement toute ouverture faite pour entrer en négociation. Orlof représenta que, dans ce cas-là, il serait peut-être bon d'adjoindre au comte un militaire, qui serait autorisé à faire cesser le feu partout où il le jugerait convenable. Ouvarof en référa à l'empereur; et quelques minutes après, Orlof était mandé au cabinet impérial. Alexandre lui communiqua rapidement tous les renseignements qui lui étaient parvenus sur la position de l'ennemi, et termina en disant: « Je vous donne pleins pouvoirs pour faire cesser le feu partout où vous le jugerez à propos, et même pour différer les attaques les plus décisives et les plus nécessaires. Paris, dépourvu de ses défenseurs et de son grand homme, est hors d'état, j'en ai la ferme conviction, de nous résister. Dieu, qui m'a donné la force et la victoire, veut que je n'en use que pour rétablir la paix et la tranquillité en Europe. Si nous pouvons obtenir cette paix sans lutte, tant mieux. Si non,

(1) Michel Feodorowitch, fils naturel du comte Feodor Orlof, l'un des frères du favori de l'impératrice Catherine, et en dernier lieu lieutenant général. On dit qu'il engagea Alexandre à donner à ses peuples une constitution qui, pour convenir à la Russie, aurait dû être une constitution d'un genre tout particulier. En 1825, il fut exilé dans ses terres. Son frère, le comte Alexis Orlof, est le célèbre général commandant supérieur de la gendarmerie sous l'empereur Nicolas.

cédons à la nécessité et combattons
de force, en combattant sur des rui
che de parade entre des files de pala
jourd'hui même l'Europe entre à P:

Orlof, accompagné de deux trom
avec l'officier français et partit au g
lage de Pantin, qu'occupait une bri
russe. Le feu avait déjà commencé d
et toutes les colonnes étaient en mo

Arrivé aux avant-postes, il fit aus
la fusillade des Russes, et ordonna
de sonner. En même temps, l'offic
procha des siens, et fit également
Mais quand ils ne furent plus qu'à
de pas des Français, le prétendu p
méla dans leurs rangs et disparut. T
cris furieux se firent entendre; et q
après, une décharge générale, par
l'ennemi, annonça la reprise des hos
temps qu'une vingtaine de chasseurs
cipitèrent sur Orlof et sur le colonel l
compagnait. Ces deux officiers parvi
s'échapper; quant aux chasseurs qui
à leur poursuite, et qu'on reconnut être
faits prisonniers. Les mêmes faits se
peu près sur toute la ligne, et il fut
terrompre la lutte.

Enfin, après huit heures de com
heures de l'après-midi, on réussit
village de Belleville et des hauteurs
mont. C'est à ce moment seulemen
véritable parlementaire, chargé de l
des négociations. L'empereur Alexa

ui ordonna de parler à cet officier. Co... ...mme co-
i n'était pas porteur de pleins pouvoirs ... et que
nission se bornait à demander aux alliés une sus-
sion d'armes, il lui fut répondu néga...vement.
tefois, Orlof fut chargé d'aller avec lui ...rouver le
de Raguse. Ils partirent l'un contre autre, à
des abattues, par une grêle de balles et d... boulets,
au grand risque d'être tous deux tués soit par
rs amis soit par leurs ennemis.

La première personne qu'Orlof aperçut ... l'extré-
té de la ligne des tirailleurs français, fut le maré-
al Marmont. Il avait l'épée à la main, et du geste
nsi que de la voix il excitait son artillerie, réduite
un minime effectif, à opposer une résistance déses-
érée. Son extérieur était grave et martial. Ses traits
rahissaient le sentiment d'une grande responsabilité
ssumée pour une cause perdue sans ressource. On
eût dit qu'il avait déjà le pressentiment qu'avant peu
il serait le point de mire de toutes les attaques des
partis, et que l'orgueil national blessé ferait de lui
son bouc émissaire. Quand il aperçut Orlof, il s'ap-
procha de lui, en disant : « Je suis le duc de Raguse,
qui êtes-vous? — Le colonel Orlof, officier d'ordon-
nance de S. M. l'empereur de Russie, qui veut con-
server Paris à la France et au monde. — Tel est aussi
notre désir, mon unique espoir ; sans cela, il ne nous
reste plus à nous autres qu'à mourir ici. ... os condi-
tions? — Qu'on cesse le feu, que les troupes françaises
se retirent derrière les barrières fortifiées, et qu'on
nomme immédiatement une commission chargée de
négocier les conditions de la capitulation de Paris. —
J'y consens, et j'irai vous attendre avec le duc de
Trévise (le maréchal Mortier) à la barrière de Pantin.

Donc, faisons tout de suite cesser le f
lignes. Adieu. » Orlof s'éloigna, mais
suite sur ses pas pour lui dire : « Il fau
troupes françaises évacuent la butte M
Après quelques instants de réflexion,
répondit : « C'est juste ; la butte est en
batteries fortifiées. » Quand l'ordre de sus
hostilités parvint aux troupes françaises, c
nétiques de « Vive l'Empereur ! vive N
Grand ! » y répondirent sur toute la ligne
mèrent bien l'ardeur de combattre et l
dévouement des soldats.

Les Russes étaient tout au plus à deux
là. Les tambours retentissaient. Des offici
rurent leurs rangs en toute hâte, et quelq
plus opiniâtres que les autres, contin
pendant quelque temps à envoyer encore
fusil aux Français. Orlof, quand il eut r
gnes russes, intima à un grenadier l'ordre
rer davantage et de rejoindre sa compagn
soldat le regarda d'un air de reproche ;
montrant un tirailleur français, lui dit :
nel, je vous en supplie, permettez-moi
encore ce gaillard-là ! » — Naturellemen
lui fut refusée.

Orlof rencontra à quelque distance
reur Alexandre et le roi de Prusse. Tous
mis pied à terre et se trouvaient sur un
l'empereur organisait lui-même une
garde. Le roi de Prusse remercia les o
pour la brillante attaque que, du villa
ils avaient exécutée sur les flancs et sur
des buttes Saint-Chaumont. Tous att

e les nouvelles dont Orlof devait être por-
eine eut-il fini son rapport, qu'Alexandre,
t hâté de faire appeler le comte de Nessel-
mit à ce ministre, chargé de la direction des
ions qui allaient s'ouvrir, une instruction sur
es de laquelle l'empereur s'était déjà entendu
roi de Prusse et avec le prince de Schwart-
g. Celui-ci désigna encore pour faire partie de
mission son aide de camp le colonel comte de
t Nesselrode s'adjoignit en outre le capitaine
on. Les commissaires partirent alors au galop
a barrière Pantin, où ils trouvèrent le duc de Ra-
ntouré de son état-major. Les troupes françaises
t déjà entrées dans la ville; et elles avaient pris
on derrière les palissades élevées des deux côtés
tte barrière, que couvrait une batterie. Là, le
vait cessé; mais du côté de Blucher, où la con-
on d'une suspension d'armes n'était pas encore
ue, on entendait toujours gronder le canon.
e duc de Trévise n'étant point encore arrivé, le
échal Marmont proposa d'aller au devant de lui.
suivit la ligne des palissades jusqu'à la barrière
la Villette. On ne voyait presque personne der-
e les lignes françaises, on n'entendait aucun cri;
'y avait ni mouvements ni préparatifs extraordi-
res. C'était une défense calme, réfléchie, purement
litaire, à laquelle le peuple ne prenait point une
rt très vive, sans élan révolutionnaire imprimé
r les autorités.

A la barrière de la Villette, ils rencontrèrent le duc
e Trévise. Après un court colloque entre les deux
aréchaux, ils entrèrent dans une espèce de cabaret
ù les négociations s'ouvrirent immédiatement. Le

duc de Raguse porta seul la parole, le m
tier se bornant à indiquer par des signe
points sur lesquels il y avait de sa part a
dissentiment.

Le comte de Nesselrode ouvrit la c
proposant que la ville se rendît à discréti
la garnison. Les deux maréchaux repou
proposition avec indignation. Ils rappe
anciens exploits, énumérèrent les bataill
taient couverts de gloire, et déclarèrent
raient mieux s'ensevelir sous les ruines d
de souscrire une pareille capitulation. Tou
moment où la discussion était des plus viv
de la canonnade devint beaucoup plus fo
mité de l'aile droite des alliés, et fut suivi
de mousqueterie des plus vifs. Puis, il se
fond silence, et on ne tarda pas à appren
comte de Langeron, avant d'avoir reçu
conclusion d'une suspension d'armes, avai
buttes Montmartre; mais que tout auss
suspendu les hostilités, et s'était empressé
les Français de l'état des choses. Comme
chaux persistaient opiniâtrément dans
d'accéder aux conditions posées par M.
rode, celui-ci résolut de se rendre auprès
ques alliés afin de leur demander de nouvel
tions. Du côté des Français, on lui adjo
néral Lapointe (1), pour rapporter l'ulti
alliés.

(1) Orlof avoue qu'il n'est pas bien sûr du n
général Dejean qui apporta la lettre dont il va é
On dit que cet officier avait été envoyé par Rag

Le même officier général français (?) était porteur d'une lettre de Napoléon pour le prince de Schwartzenberg. L'Empereur lui apprenait qu'il venait d'entrer en négociations directes avec l'empereur d'Autriche, son beau-père ; qu'on s'était déjà accordé sur tous les points, et que, dès lors, il était convenable de suspendre l'attaque contre Paris. Le prince reconnut facilement la supercherie, et remit la lettre aux monarques alliés. Les commissaires étaient de retour à sept heures du soir à la Villette, avec des instructions nouvelles, mais ne répondant pourtant pas encore complétement aux demandes des Français ; et la conférence avec les maréchaux fut reprise dans le même local.

Après de brefs préliminaires, dans lesquels il exalta la générosité des monarques alliés, le comte de Nesselrode déclara qu'il consentait bien à ce que les soldats des différents corps ayant pris part à la défense de la ville évacuassent Paris, mais en se réservant de déterminer les routes qu'ils auraient à suivre pour rejoindre les autres troupes françaises. Après que les deux maréchaux se furent retirés dans un coin de la pièce et y eurent conféré entre eux, Marmont fit observer que Paris n'était point bloqué et ne pouvait pas non plus l'être ; que, dès lors, toutes les routes restant ouvertes aux troupes françaises, elles avaient le droit de choisir, pour se retirer, celle qui leur conviendrait ; toutefois, il invita le comte de Nesselrode à indiquer la route qu'il comptait désigner. Celui-ci ayant parlé de la route de Bretagne, le duc

de Schwartzenberg avant même l'ouverture des négociations.

de Raguse déclara qu'à de pareilles conditions il n'y avait pas lieu de négocier plus longtemps ; qu'en défendant Paris pied à pied, il pouvait être rejeté sur la route conduisant au faubourg Saint-Germain, qui, avec la Seine, le séparerait des troupes alliées pendant qu'il battrait en retraite par la route de Fontainebleau ; or, qu'on ne pouvait pas avoir la prétention de lui faire perdre par une négociation ce qu'on ne pouvait pas lui enlever par la force des armes. Il termina en ces termes : « Messieurs, la fortune des armes vous a favorisés. Il est indubitable que la victoire est à vous, et je comprends que les suites de cette victoire sont incalculables. Mais soyez à la fois généreux et sages. Ne poussez pas trop loin vos exigences. Les conseils de la générosité sont quelquefois meilleurs à suivre que ceux de la force. » Les commissaires, conformément au texte et à l'esprit de leurs instructions, ne pouvaient pas encore céder ; on voulait scinder l'armée de Paris, et surtout l'empêcher de rejoindre Napoléon. La discussion devint de plus en plus animée. C'était une suite incessante de propositions et de contre-propositions, d'arguments et d'objections. Aussi, le maréchal Mortier finit-il par s'éloigner en disant que son devoir lui ordonnait de rejoindre les troupes placées sous son commandement, et de prendre les dispositions nécessaires pour la défense de Paris. Il laissait au maréchal Marmont le soin de conduire seul les négociations ultérieures, et approuvait d'avance le parti qu'il croirait devoir prendre.

Marmont se montra digne de la confiance que lui témoignait son collègue. Quoique depuis une heure

de l'après-midi il fût autorisé par le roi Joseph à consentir à ce que la garnison de Paris se rendît prisonnière de guerre (1), il persistait opiniâtrément dans ses idées, et la négociation n'avançait toujours pas. Il était huit heures du soir, et il se faisait nuit. Il n'y avait pas à songer à une attaque de nuit contre Paris ; mais il fallait ne pas oublier que les Français pouvaient encore, pendant la nuit, déloger par la route qui leur conviendrait, et il était à craindre que le maréchal Mortier ne se fût éloigné que pour prendre les dispositions à ce nécessaires. Le comte de Nesselrode suspendit donc les négociations en disant qu'il allait en référer à l'empereur, et laissa Orlof, qui s'était offert à rester comme otage, en donnant sa parole d'honneur qu'une seconde attaque contre Paris n'aurait point lieu tant qu'Orlof ne serait pas revenu aux avant-postes russes.

Orlof accompagna alors Marmont à Paris. Leurs chevaux et ceux de leur escorte allaient au pas. Le silence et l'obscurité régnaient partout autour d'eux. On n'entendait que les pas de leurs montures, et rarement on apercevait sur leur passage quelques visages inquiets et alarmés à des fenêtres qui s'ouvraient

(1) C'est Orlof qui prétend que les pouvoirs donnés à Marmont par le roi Joseph allaient jusque-là. A l'instant de la journée qu'on indique, le roi venait de rédiger des pleins pouvoirs en vue d'une capitulation, quand on apprit, par un officier français appelé Peyre, qui avait été fait prisonnier et que Schwartzenberg avait renvoyé à Paris, que c'était la grande armée des coalisés qui se trouvait sous les murs de la capitale. Ce même officier était aussi porteur d'une proclamation adressée aux habitants de Paris, et où leur cause était soigneusement séparée de celle de Napoléon.

et se refermaient rapidement. Les rues étaient comme mortes. Chacun des deux cavaliers ayant de son côté lieu de faire de profondes réflexions, c'est à peine s'ils échangèrent entre eux quelques paroles. Une fois Marmont appela auprès de lui un de ses aides de camp, et lui donna des ordres à voix basse. L'aide de camp s'éloigna ; et, quelques instants après, on entendit dans une rue adjacente le bruit d'un détachement qui passait par là avec des pièces de canon. Ce bruit continua pendant tout le reste de leur route, et confirma Orlof dans l'idée que les deux maréchaux avaient résolu d'évacuer la ville pour rentrer dans leur ligne de défense. Enfin, on arriva à l'hôtel du duc de Raguse. Il était brillamment éclairé du haut en bas, et il s'y trouvait une foule d'individus qui, à l'entrée du maréchal dans son salon, accoururent au devant de lui, mais qui bientôt se divisèrent en divers groupes, dans lesquels on se livra aux conversations les plus animées. Le maréchal chargea l'un de ses aides de camp de prendre soin d'Orlof, et passa dans son cabinet avec quelques personnes.

Orlof, en comparant la situation actuelle avec le temps passé, trouva l'orgueil national des Français beaucoup plus irritable, beaucoup plus sensible, leur politesse plus froide et moins communicative. Il eut plus d'une épigramme à supporter, plus d'une lutte à soutenir, plus d'une rodomontade à rabattre, plus d'une illusion à détruire : mission dont il s'acquitta avec tact et dignité. Puis, ses adversaires ayant fini par s'apercevoir qu'il n'y avait rien d'hostile dans ses pensées non plus que dans ses sentiments, rien qui pût blesser leur amour-propre, l'entretien devint

lus amical; et, au bout d'une heure, on causa si
ranchement et si amicalement, que tous parurent
éciproquement contents les uns des autres. Du reste,
es Français étaient bien mieux disposés en général
our les Russes que pour toute autre nation. A cette
ccasion, on regretta l'abandon de ce qu'on appelait
n France la *politique d'Erfurt*. « Si les deux empe-
eurs étaient restés amis, ajoutait-on, ils se seraient
artagé le monde. — Mais, ajoutèrent quelques-uns
voix basse, et ce fut là le mot le plus hardi qu'en-
endit Orlof, le monde tout entier était encore trop
troit pour Napoléon. »

Les salons du maréchal ne se vidaient toujours
oint. A chaque instant arrivaient de nouveaux
rands personnages désireux de prendre vent; mais
eu de personnes s'approchaient d'Orlof. La plupart
taient uniquement préoccupés des dangers que leur
isait la situation actuelle, et de l'incertitude de
ur avenir. Quelques-uns paraissaient accablés sous
sentiment de l'énorme responsabilité qui leur in-
mbait. Ils entraient et sortaient précipitamment.
ucun d'eux n'essayait de se mêler à l'entretien fort
anquille qui avait lieu dans le groupe dont Orlof
isait partie. Tout le monde, d'ailleurs, paraiss
sapprouver plus ou moins les mesures prises par le
aréchal. Les autorités municipales de Paris eussent
éféré que la garnison, ou tout au moins une forte
rtie de la garnison, demeurât dans la capitale pour
ssurer le maintien de la tranquillité publique. Le
mmandant de Paris, le général Hullin, leur ré on-
t : « Comment diable ! vous prétendez que je dois
r cela mettre bas les armes ! Mais n'avez-vous pas

votre garde nationale ? Vous oubliez qu
m'accablerait des plus justes reproches
ramenais pas tout ce qui est ramenable !
Le prince Talleyrand traversa aussi le
son air calme et indifférent. Il demeura
temps dans le cabinet du maréchal. En le
s'arrêta pendant quelques instants dans
encombrait le salon, et échangea quelqu
certaines personnes de sa connaissance. T
se montrait curieux de savoir ce qu'il a
et, en conséquence, s'empressait autour
qui il venait de parler : ce qui fit qu'O
moment presque seul dans son coin. Ta
fita de cet instant pour s'approcher de
avec une certaine solennité : « Monsi
mettre aux pieds de l'Empereur votre
mage du profond respect du prince de
Prince, répondit Orlof à voix basse, com
je ne manquerai pas de remettre ce
S. M. I. » Un léger et presque impercep
parut sur les lèvres de Talleyrand, qui,
voir été compris à demi-mot, quitta alors
duc de Raguse.

A ce moment, il s'y fit un mouvemen
naire, causé par l'arrivée d'un aide de ca
pereur, le général de division comte
Girardin. L'apparition d'un des représen
vernement personnel modifia aussitôt la
générale de l'assistance. Chacun prit u
tiale ; les entretiens, tout à l'heure si a
rent des chuchottements, et ceux qui a
procher d'Orlof, afin de causer à leur
se retirèrent bien vite pour se perdre d

près de onze heures du soir, et on passa d...
à manger. A table, Orlof se trouva placé
irardin, qu'il connaissait depuis Wilna.
e à combattre là les digressions calculées
es assertions d'un homme aigri par la m...
tion des affaires, de même que par l'i...
let de sa propre mission ; d'un homme q...
it d'enfler le chiffre des forces effectiv...
léon avait encore à sa disposition, et de di...
des alliés. Du reste, Orlof affirme que M...
a était à ce moment porteur de l'ordre, ... de Gi-
apoléon, d'imiter, lorsque tout serait perdu sans
urce, l'exemple donné par les Russes eux-mêmes
cou, et de faire alors sauter la poudrière de Gre-
: catastrophe qui, en détruisant complétement
, ses monuments et son immense population, eût
uti amis et ennemis. Il ajoute que le colonel
urs avait refusé positivement d'obéir à M. de Gi-
n, tant que celui-ci ne lui remettrait pas un ordre
de la main même de l'empereur Napoléon.

tait déjà fort tard quand on se leva de table.
é de fatigue, Orlof s'étendit sur un sopha dans
n du salon, et tomba bientôt dans une espèce de
lence qui ne l'empêchait pourtant pas de prêter
ps à autre l'oreille à ce qui se disait et de voir
se faisait près de lui. « C'est le sommeil d'un
eur, » dit l'un des assistants ; « et d'un galant
e, » ajouta un autre.

uis le départ des commissaires, les rapports
f avec le grand quartier général avaient com-
ent cessé, et il ne savait plus rien des plans des
Il commençait donc à être inquiet, lorsque vers
x heures du matin on lui annonça l'arrivée du

comte de Paar, qui lui apportait cette
du comte de Nesselrode.

« A. M. LE COLONEL ORLO

« Monsieur,

« Sa Majesté l'Empereur, d'accord
réchal prince de Schwartzenberg, a tr
tageux pour l'armée alliée de ne pa
condition mise d'abord à l'évacuation
tefois, les alliés se réservent le droi
l'armée française sur la route qu'elle
conséquence, vous êtes autorisé par l
gner, conjointement avec le colonel c
convention relative à la reddition et a
Paris, d'après les conditions sur lesqu
tombés d'accord avec les maréchaux d
de Raguse avant que je ne quittasse la
« Veuillez, Monsieur, recevoir l'a
considération particulière,

« Comte

« Bondy, le 18 (30) mars 1814. »

Cette lettre levait toutes les diffic
communiqua le contenu au comte de
avec lui sur ce qui restait à faire, pu

(1) Il faudrait en conclure que ce qu'Orlo
tout à l'heure n'etait pas complet, et que
s'étaient chargés de transmettre les prop
les maréchaux à leurs souverains, dont l'a
réservée.

aréchal Marmont qu'ils étaient prêts à rédiger et
ner la capitulation de Paris. Le maréchal accou-
et on se mit aussitôt à l'œuvre dans le salon
ne, en présence de tous ceux qui se trouvaient là.
f écrivit le traité sur du papier à lettre ordinaire,
lis que le comte de Paar, penché sur son épaule,
ait de l'œil les mouvements de la plume et ap-
uvait ce qu'il écrivait. Au bout d'un quart d'heure
était fini, et Orlof remit au maréchal le traité
t la teneur suit :

CAPITULATION DE PARIS.

Art. 1er. Les troupes françaises sous les ordres des
réchaux ducs de Trévise et de Raguse évacueront
ris le 19 (31) mars, à sept heures du matin.

Art. 2. Elles emmèneront avec elles toute leur ar-
lerie et tous leurs bagages.

Art. 3. Les hostilités ne pourront recommencer
e deux heures après l'évacuation de la ville, c'est-
re pas avant neuf heures du matin, le 19 (31) mars.

Art. 4. Tous les arsenaux et magasins militaires
steront dans l'état où ils se trouvaient avant la si-
nature de la présente capitulation.

Art. 5. La garde nationale à pied et à cheval sera
mplétement séparée des troupes de ligne; les alliés
réservent de la conserver et de la désarmer, ou
ien de la dissoudre.

Art. 6. La gendarmerie de Paris partage à tous
gards le sort de la garde nationale.

Art. 7. Les blessés et les maraudeurs qu'on ren-
ontrera encore en ville après trois heures de l'après

midi seront considérés comme prisonnie
Art. 8. La ville de Paris est recomma
nérosité des puissances alliées.

Marmont prit le papier et le parcourut
quiet. Mais sa physionomie prit bientôt u
sion plus gaie. Il lut les articles à haute et
voix, et d'un air qui voulait dire qu'il at
observations et les conseils des nombreux
cette scène. Tous se turent. Il rendit alor
à Orlof en déclarant qu'il n'avait aucune
faire quant au contenu ou la forme, et qu
acquiesçait complétement au projet de ca
Il chargea les colonels Fabvier et Ducis
l'acte avec Orlof et Paar. Cette formalité
sur l'original même, et copie du tout fu
Marmont.

On nomma alors une députation civile
se rendre au grand quartier général des
se composait du comte Chabrol, préfet
ment de la Seine, du baron Pasquier, préfet du
et d'un certain nombre de membres du cons
cipal. Le jour commençait déjà à paraître, lo
députation se mit en marche. Orlof l'accompa
qu'à Bondy, à travers les bivouacs russes. Ar
quartier général, il l'introduisit dans le grand
du château, et la fit annoncer au comte de Nesse
qui parut quelques instants après. Quant à Or
alla trouver l'empereur, qui était encore au
« Quelles nouvelles m'apportez-vous ? lui dit Ale
dre. » Sire, voici la capitulation de Paris, répo
Orlof. L'empereur prit la feuille de papier et en
le contenu. Ensuite il la plia, la plaça sous son o

ler et dit : « Embrassez-moi. Je vous félicite d'avoir pu attacher votre nom à ce grand événement. » Orlof dut alors lui raconter avec les plus minutieux détails tout ce qui s'était passé dans la soirée et dans la nuit. La surprise de l'empereur fut extrême en apprenant l'incident relatif à Talleyrand. « Ce n'est encore qu'une anecdote, ajouta-t-il, mais il se peut qu'elle devienne de l'histoire. » Alexandre congédia alors Orlof pour aller recevoir la députation de Paris.

Une fois la capitulation signée, les commissaires des alliés convinrent avec les colonels Fabvier et Ducis de se rencontrer à huit heures du matin à la barrière de Pantin, pour rendre la ville aux armées alliées. Tous furent exacts au rendez-vous pris ; mais dans leur fébrile impatience d'en finir avec la domination de Napoléon, les Parisiens ne leur laissèrent pas le temps d'accomplir régulièrement cette formalité.

LE PEUPLE-ROI [1]

SCÈNES CONTEMPORAINES

Tu l'as voulu, Georges Dandin!
(MOLIÈRE.)

Nous laissons à nos lecteurs le soin de faire l'application de cette épigraphe.

S'il n'y avait pas quelque chose de pitoyable dans la manie de moraliser qu'ont toujours les *prophètes des temps passés*, quelque chose de stupide et en même temps de peu généreux dans leur exclamation : « J'avais toujours prédit que cela finirait ainsi ! » qui suit

(1) Le récit de la *Révolution de Février*, qu'on va lire ici, a paru le 25 mars 1848, dans l'une des nombreuses Revues qui se publient à Londres.

L'auteur est une dame anglaise qui se trouvait à ce moment à Paris. Elle s'est moins attachée à nous donner l'histoire et l'appréciation des causes morales et politiques du grand événement qui s'accomplissait sous ses yeux, qu'à en retracer la partie pittoresque. A cet égard, on peut voir qu'elle était

inévitablement l'annonce de quelque malheur après qu'il est consommé, nous nous laisserions peut-être aller à la tentation de nous livrer à une série de fort sages réflexions sur l'aveuglement et l'obstination qui ont provoqué les événements malheureux dont nous venons d'être témoin ces jours-ci, et à la suite desquels a disparu la dynastie de Juillet. Mais nous nous en abstiendrons avec soin. Le malheur a un caractère si sacré à nos yeux, qu'alors même qu'il a été accéléré par l'opiniâtreté et l'erreur, nous nous gardons de toutes réflexions sur ses *causes* pour ne songer qu'à ses *résultats*. Dans la circonstance actuelle, nous nous sommes représenté le malheureux exilé, chassé ignominieusement dans sa vieillesse, pour aller mourir sur la terre étrangère; et nous avons oublié les fautes du roi, pour ne plus voir que les douleurs de l'homme. Dans ses jours de prospérité, nous ne comptions pas au nombre des admirateurs du *roi-citoyen;* quand sonne pour lui l'heure de l'adversité, nous ne voulons nous rappeler que le bon côté de Louis-Philippe d'Orléans, et nous ne rougirons pas d'avouer que nous nous sommes surpris versant quelques larmes sur sa chute.

Mais ce n'est pas pour vous parler de l'ex-roi que

placée aux premières loges, puisqu'elle habitait le boulevard Poissonnière et qu'il lui fut ainsi donné de voir, des fenêtres de son salon, s'accomplir l'une des plus étonnantes révolutions que l'histoire puisse jamais avoir à enregistrer.

Nous n'avons garde de modifier en rien l'expression de ses impressions, non plus que ses jugements sur les hommes et les choses.

Les faits n'ont pas tardé à confirmer ses prévisions sur la courte durée que devait avoir la popularité si peu méritée dont jouissaient les idoles du jour.

nous avons pris la plume. Il s'a
successeur. « Le roi est mort !
tres termes : la dynastie de Juil
le peuple-roi! Pour cette fois n
tisan, nous ne penserons donc c
rain, et nous ne parlerons que

C'est chose curieuse, mais bi
gréable, que de suivre de la fer
progrès et les actes de l'anarchi
notre demeure sur l'un des boule
permis de voir de nos propres y
plus frappants épisodes de la ré
journaux ont déjà donné au pub
principaux faits qui ont signalé le
et 24 février 1848. Mais certain
se rattachant à l'ensemble des év
jugés indignes de fixer l'attention
gés de rédiger les grands articl
feuilles publiques, qui sont suscep
lis et conservés si on les présente
solennelle, et qui acquièrent peut-
particulier du moment où ils son
témoin oculaire.

Chacun connaît les événements
catastrophe; mais les plus clairvo
ne semblent pas avoir prévu dans t
actuelle les résultats accablants qu
En effet, quoique la déterminatic
prise et soutenue par le dernier gou
point retirer la censure flétrissante
discours du trône contre les banque
(elle était comprise dans les expressi
aveugles et ennemies, et fut suivie de l

banquet qui avait été annoncé pour le 22 février), eût provoqué beaucoup d'inquiétudes dans le public, on croyait fermement que cela n'irait pas au delà de quelque *échauffourée* aboutissant à la chute du ministère Guizot. Mais le cabinet était décidé à ne point succomber sans lutte, et en conséquence une imposante force militaire de 75,000 hommes, regardée comme plus que suffisante pour le maintien de l'ordre, avait été réunie à Paris ou dans ses environs. « Il y aura peut-être bien quelques carreaux cassés, mais alors Guizot s'en ira et Molé entrera au ministère ; » telle était la réponse qu'on faisait généralement à toutes les questions trahissant quelque inquiétude au sujet de l'avenir, et la journée s'écoula dans cette rassurante persuasion.

Mais les chefs de l'opposition, après avoir excité les passions populaires, s'apercevant qu'ils avaient réveillé des idées qu'il leur serait impossible de diriger, déclinèrent à ce moment la responsabilité de ce qui pouvait arriver s'ils persévéraient dans leur détermination ; et, à onze heures, ils renonçaient à leur projet de banquet.

Cette concession de leur part venait trop tard.

Déjà l'annonce des préparatifs avait retenti de toutes parts. Les boulevards et les principales artères de la circulation étaient encombrés d'ouvriers en blouse et de *gamins* en guenilles, rôdant çà et là ; et sur toutes ces physionomies on lisait les plus effrayantes menaces. Quelques groupes qui s'étaient formés sur la place de la Madeleine et autour de la Chambre des députés, en criant *Vive la réforme!* furent dissipés par la garde municipale et par des détachements de soldats de la ligne. Plusieurs charrettes

chargées de bois furent pillées, et l
aussitôt leur course le long des bou
sant les bûches qu'ils venaient de
çant à l'occasion contre les fenêt
Ils furent suivis par un détacheme
le commandant ordonnait à haute
des deux rangées de maisons bor
que de fermer leurs demeures; et
après, toutes les boutiques furent
appelait la garde nationale aux a
c'est là un service volontaire, on
sourd à toutes les exhortations; pre
que la milice citoyenne ne symp
avec la cause qu'elle était appelé
circonstance ouvrit en partie les y
complète impopularité de la ligne p
adoptée, mais ne put le détermin
Peut-être se sentait-il maintenant
pouvoir reculer avec dignité; et
fit perdre un instant la rectitude c
avait tant vantée en lui. En effet
qu'on lui fit que la garde nationale
à l'appel aux armes, on affirme qu'
patience : *Eh bien! nous nous en pa*

Ce soir-là, il y eut dans les rues ab
de bien sinistre augure, du bruit ins
parisienne; on n'y entendit que le loi
la tempête qui approchait. L'infatiga
incessamment, retentissant tantôt à
quelques pas de nous. Quelques rar
laient encore de loin en loin, et au l
naire des équipages, celui de la ma
cadencée des patrouilles répondait s

de Paris au chœur des Girondins : *Mourir pour la patrie!* chanté par les voix de Stentor du peuple. Dans le courant de la nuit, quelques barricades furent élevées aux abords des halles, et il y éclata quelques luttes avec la garde municipale.

Mais le mercredi matin, les affaires prirent un aspect plus sérieux. Les rangs de la foule assemblée étaient plus denses, son attitude plus déterminée, ses mouvements plus menaçants. Le déploiement des forces militaires avait pris une extension considérable. La place Louis XV et le Carrousel étaient encombrés de troupes ; des patrouilles sillonnaient les rues dans toutes les directions, et la population fuyait à leur approche, mais seulement pour aller se réunir de nouveau sur un autre point de la voie publique. La garde nationale finit par présenter un effectif considérable, mais il était évident que la crainte seule de voir la tranquillité de la ville sérieusement compromise avait pu la déterminer à prendre les armes, et non l'intention de comprimer l'expression d'un sentiment avec lequel elle semblait complétement sympathiser. Toutes les patrouilles de la garde nationale étaient suivies par des masses de peuple surexcité, et criant à tue-tête : *Vive la garde nationale! Vive la réforme ! A bas Guizot!* Et quoique généralement parlant elles eussent jusqu'alors passivement toléré ces cris, de temps à autre ils trouvaient de l'écho dans leurs rangs. Bref, il était évident que, quoique disposée à empêcher le désordre, la garde nationale ne l'était point à comprimer l'impulsion qui devait le produire.

Ce fut dans ces conjonctures que, sur le coup de midi, les colonels des douze légions de la garde natio-

nale se rendirent aux Tuiler
dience du roi à l'effet de lu
semble de leurs efforts pour
cés sous leurs ordres à ag
ajoutant que, quoique pouv
attaques dont ils seraient l'o
à les voir à chaque instant fr
Leurs représentations eurent
le roi à céder, et il autorisa M
Chambre, alors en séance, q
été chargé de composer un no
une preuve de plus à ajout
avait déjà de la puissance su
corps tel que la garde nationa
in imperio. Un corps placé d
ditions d'existence, appelez-le
nissaires, mameloucks, ou gar
jours par subir la même trans
nir un corps délibérant avec de
un pouvoir devant lequel to
devront s'incliner !

L'annonce du changement
dit comme la flamme de l'inc
et parut produire une satisfac
les officiers chargés de semer
dans les différents quartiers
cheval sur le boulevard, ils
que pas par des groupes de
qui accueillaient leurs répon
ments prolongés et aux cris
nemis du Gouvernement étai
de leurs adversaires politiqu
sent que la substitution de

fût pas de nature à amener un changement matériel dans la politique du pouvoir. Mais le coup fatal était porté; et le Gouvernement, ainsi que la dynastie, avaient la profonde humiliation de se voir contraints d'abandonner l'attitude si arrogante et si raide qu'ils avaient toujours conservée jusqu'alors, et de céder aux exigences de la pression du moment. Là déjà il y avait de quoi faire le bonheur des mécontents.

Tout prit à ce moment un aspect plus serein. Le peuple, qui dans le courant de la matinée avait envahi les boutiques d'armuriers, où il s'était pourvu d'armes de toute espèce, changea ses gestes menaçants en sourires, et, au lieu de ses furieuses vociférations, répéta les motifs harmonieux du chœur des Girondins. A la nuit tombante, il se forma comme un immense cortége armé qui parcourut les boulevards, précédé de torches enflammées. Alors retentit pour la dernière fois dans les rues de Paris le loyal cri de *Vive le roi!* mêlé toutefois de ceux de *Vive la Réforme!* et de *A bas Guizot!* Toutes les maisons s'illuminèrent, et une commotion populaire se changea bientôt en réjouissances publiques. En tous lieux régnait donc la liesse d'une noce, quand une circonstance, qu'on s'est accordé à attribuer au hasard, amena la terrible explosion qui renversa le trône de Juillet et l'enterra sous les barricades sur lesquelles il avait été élevé dix-sept années auparavant.

Le cortége dont nous avons parlé se dirigea vers l'hôtel des Affaires étrangères en se proposant charitablement de forcer M. Guizot à illuminer en l'honneur de sa propre chute. Il trouva dans la cour de l'hôtel un fort poste militaire et un peloton de la ligne rangé devant, sur le boulevard, avec un détache

ment de garde municipale à
effrayer, la foule continua à
meurs, exigeant à toute forc
et se montrant décidée, en
et à le saccager. A ce mome
entendre (personne ne peut
commandant, croyant à une
hommes de faire feu. Une d
duisit le plus meurtrier résu
malheureux soldats furent
populace exaspérée ; et, au fu
combaient, elle approchait d
moustaches et de leurs unifo
mées, pour bien s'assurer qu'
le fer, soit par le feu.

On suppose que le fatal cou
horrible collision ne fut poin
sard, ainsi qu'on le crut d'abo
artiste émérite en émeutes qu
moment, résolut de faire du p
aveugles instruments d'un pl
ment conçu. Le parti républic
pour utiliser tout ce qui pouva
s'aperçut qu'une occasion de f
allait encore une fois lui gliss
que les démonstrations de méc
réussi à provoquer s'effaçaie
dans l'expression de la satisfa
par la chute d'un ministère od
plis jusqu'ici, quoique constitu
avant vers la réalisation des
restaient encore bien éloignés
du parti, sachant à quel point le

ait dès lors en [illegible] moment de moins
riter de nouveau et le porter au pa-
vre, comprenant en outre fort [illegible] bien
lence aurait pour résultat infa[illegible]ible
ises toutes les passions, tous le[illegible] res-
norant pas non plus que les [illegible]dres
aux troupes portaient express[illegible]ment
e pour se défendre; on suppos[illegible] avec
blance que ce furent eux qui [illegible]rigé-
ux coup de feu du boulevard d[illegible]s Ca-
bruit dut faire croire à l'officie[illegible] com-
upes postées aux Affaires étran[illegible]gères
é.

est jusqu'à un certain point ju[illegible] justifiée
un renseignement confidentie[illegible]tiel que
nu depuis d'une personne pro[illegible]ofondé-
ns le mouvement et les concili[illegible]iliabules
, quoiqu'il ne projette pas de l[illegible] lumière
l'incident auquel nous faison[illegible]ns allu-
andé à cette personne si les p[illegible] plus ar-
ns avaient pu s'attendre à la [illegible] réalisa-
dire magique qui venait d'av[illegible]voir lieu
nces nourries pendant si lon[illegible]ngtemps
tience, elle me répondit que, [illegible] quoique
t eût été depuis longtemps ju[illegible]ugé iné-
ommes de son parti, et quoiqu[illegible]e toutes
res à l'assurer eussent été pr[illegible]ises, on
u un seul instant que la crise [illegible]-actuelle
l'occasion si ardemment s[illegible]ouhaitée.
uelle se rattachaient toutes [illegible] nos espé-
mon interlocuteur, était l[illegible]a mort de
événement qui, dans l'ord[illegible]re naturel
levait plus être très éloign[illegible]é. Il avait

été décidé qu'avec ce prince dis
ment la dynastie d'Orléans, ma
monarchique du gouvernement e
ce temps-là, on s'attachait avec so
en plus le principe monarchique
toute espèce d'attaques et d'humilia
parant ainsi les voies propres à le m
ment de côté aussitôt que l'occasion fav
senterait. Cependant, la tournure si
par les affaires avait déterminé le parti
saisir ce moment pour exécuter ses de
croyons savoir qu'il ne fut pas le moi
tous en les voyant réussir si aisément, e
briser en si peu de temps et si complète
de la royauté. C'est *une révolution à la v*
tuée au train de grande vitesse.

Mais ne perdons pas notre temps en i
jectures sur ce qui depuis longtemps est
la catégorie des faits accomplis, et reven
levards.

Quand le carnage eut cessé devan
M. Guizot, le peuple, obéissant en c
prême à son instinct pour les effets de
dans ses bras les cadavres de ses frèr
conduisit dans la cour des Messager
s'empara d'une charrette apparten
ment. On y plaça alors les cadav
cortége reprit la route des bouleva
des torches scintillantes, dont la
rait cet horrible spectacle, et en
cri de *Vengeance! Aux armes!*
en proche et fut rapidement rép
une multitude en fureur. Au m

nos fenêtres cette lugubre procession, tout autre bruit avait cessé ou était complétement étouffé. Alors les illuminations s'éteignirent l'une après l'autre; la foule épouvantée s'enfuit comme à l'approche de quelque immense danger, et la grande cité se trouva tout à coup plongée dans une obscurité et un silence de mort.

C'étaient le calme et l'obscurité sinistres qui précèdent le retentissement de la foudre. De onze heures du soir jusqu'à une heure du matin, pas le moindre bruit ne vint l'interrompre. On n'entendait pas les roues d'une seule voiture, on ne percevait pas le bruit d'un seul passant attardé. Aucune patrouille ne s'approchait pour nous prouver qu'en cas de besoin la force publique était là prête à nous donner son appui. Jamais de ma vie je n'oublierai la terrible incertitude de ces deux heures sans fin. Il était impossible de songer à se retirer pour prendre un peu de repos, fût-ce même tout habillé. Ce silence contre-nature rendait le sommeil bien autrement difficile que n'eussent pu faire les plus bruyantes, les plus tumultueuses manifestations. Nous étions là, assise dans le salon, en proie à la plus mortelle anxiété, avec nos domestiques épouvantés autour de nous, quand un bruit étrange frappa tout à coup nos oreilles et glaça notre sang dans nos veines. Nous courûmes aux fenêtres, et quand nous les eûmes ouvertes, nous aperçûmes la cause de nos terreurs. Des bandes d'ouvriers en blouse s'étaient silencieusement réunies armées de torches et de pioches; alors, animées de la plus farouche résolution, nous les vîmes se mettre à dépaver la voie publique et à en abattre les arbres (les seuls qu'eussent épargnés les révolutionnaires de 1830 étaient des ormes

séculaires situés non loin de la maiso
bitons), comme préparatifs pour la
commencer le lendemain.

Immédiatement, sous les fenêtres d
où nous écrivons ces lignes, s'élevère
redoutables barricades qui aient figu
lution : l'une en travers du boulevar
et les deux autres à la jonction de la
et du faubourg Montmartre avec le
bruit des pavés qu'on arrachait du so
mulait en les jetant les uns sur les au
ment produit par les arbres en tomba
redoublés de la hache, les voix reten
solues des constructeurs de barricad
de leurs travaux à cette heure indue :
en soi la plus étrange fascination de
eussions donné tout au monde pour ne
ces effrayantes clameurs, et cependant
vions nous déterminer à quitter nos fe
l'œuvre de destruction fut achevée, on
verbères qui brûlaient encore, puis
dans l'obscurité et la solitude pour al
cer la même besogne quelques centair
loin sur le boulevard. Ainsi se passa
credi.

Un silence de mort régna jusque e
heures du matin. Mais à ce moment v
mousqueterie à la barricade voisine a
mencement des hostilités et nous ram
blante à nos fenêtres pour voir arrive
litaire imposante placée sous les orc
Bedeau, et consistant en un régiment
un régiment de chasseurs à cheval,

ligne et une batterie d'artillerie. Les insurgés en nilles qui avaient été laissés sur les barricades ur les garder prirent la fuite avant même qu'un oton fit feu ; et les soldats de la ligne démolirent moins d'un quart d'heure les formidables barrières i avaient été construites pendant la nuit, laissant passage libre à la cavalerie et à l'artillerie, qui, rec l'infanterie, prirent immédiatement position sur boulevard, non loin de notre demeure. Après le rrible abandon dans lequel nous étions restée toute a nuit, cette apparence de protection avait quelque chose de consolant. Mais quelles que fussent les espérances excitées par l'arrivée de troupes si nombreuses, elles s'évanouirent bientôt quand on vit les héros de la nuit, après avoir été dispersés par la troupe, revenir en plus grand nombre et recommencer froidement la construction de leurs barricades pendant que les troupes les regardaient tranquillement faire, à cent pas au plus de l'endroit où elles se trouvaient massées, et sans même essayer de les troubler dans leur travail. Les trois barricades furent donc relevées avec une rapidité incroyable, et une populace armée, ne s'élevant pas en nombre au quart de l'effectif des troupes, se rangea à quelques pas d'elles, et se fortifia derrière les barricades, décidée à agir ou à mourir.

Cependant on ne fit rien, pas plus d'un côté que de l'autre ; on resta réciproquement sur la défensive jusqu'à dix heures et demie. A ce moment arriva des Tuileries un aide de camp qui annonça que le roi avait nommé un nouveau ministère, à la tête duquel se trouvaient MM. Thiers et Odilon Barrot. Des cris de *Vive la réforme !* accueillirent cette nouvelle ; et ils

duraient encore, lorsqu'un fort détac
garde nationale déboucha du faubourg
suivi d'une immense populace vocifér
de la réforme, et entremêlant ses voc
cris de *Vive la garde nationale!* Le déta
prendre position au milieu des troupes
lesquelles il parut fraterniser. Sur ce
M. Odilon Barrot et le général Lamori
nait d'être appelé, en remplacement du
queminot, au commandement de la gar
accompagnés par M. Horace Vernet,
cheval et donnèrent aux troupes l'ordre
Ils adressèrent de belles paroles à la
nom du roi, qui, disaient-ils, ne voulait
de lui d'autres défenseurs que *les brav*
tionaux et le brave peuple de Paris. U
conférence fut tenue entre les officiers
la troupe de ligne et la garde nationale
mina par l'ordre donné aux troupes de
positions. Elles le firent en toute hât
leurs fusils et mettant la crosse en l'air, c
de leur résolution de ne point agir. La p
donnait des poignées de main avec la p
cordialité au fur et à mesure qu'elles défila
ses barricades, et les saluait des cris de *Vi*
La cavalerie et l'artillerie suivirent, et dé
les boulevards dans l'ordre le plus parfait,
pettes sonnant une retraite. Mais elles
pas plutôt parvenues à la hauteur du boul
Italiens, que la populace, désireuse d'ess
quelque démonstration pratique la puissanc
venait de conquérir si récemment, se mit à
les soldats; et, à notre grande épouvante, no

une pièce de canon qui venait justement de passer sous nos fenêtres dans toute la pompe d'une marche militaire, enlevée de force aux artilleurs *chargés de la servir* et de la défendre, et ramenée *à la* barricade par une populace frénétique et poussant de confuses clameurs. De pareilles scènes se passèrent sur les autres points où se trouvaient des postes militaires, et en quelques minutes Paris se trouva ainsi abandonné au peuple sous prétexte qu'on *le* plaçait sous la protection de la garde nationale, *toutes les troupes* régulières ayant évacué la ville à l'*exception de celles* qui gardaient le château des Tuileries et le corps de garde de la place du Palais-Royal.

L'occasion que leur offrait cette prise de possession du pouvoir ne devait pas être et ne fut pas non plus perdue par les révolutionnaires. L'influence passagère qu'avaient exercée sur eux Lamoricière et Odilon Barrot s'évanouit promptement, et des cris séditieux témoignèrent de la haine qu'inspirait déjà le nouveau ministère. *A bas Thiers, qui a fait les fortifications de Paris! A bas l'homme qui a fait les lois de septembre!* Telles étaient maintenant les vociférations qui emplissaient l'air. A la fin, le peuple n'hésita pas plus longtemps à proclamer sa volonté; et le cri de *A bas Louis-Philippe!* fut répété par des milliers de voix.

C'est alors que le complot prit de plus vastes proportions. Des masses épaisses de peuple descendirent des faubourgs dans la ville. Ges hommes s'étaient armés comme ils avaient pu, les uns avec les armes qu'ils avaient enlevées à la ligne, les autres avec celles qu'ils avaient pillées dans les boutiques d'armuriers, ou encore dans les magasins des théâtres.

justement de passe
pompe d'une marche
artilleurs chargés
menée à la barricade
poussant de confus
se passèrent sur
es postes militaires
trouva ainsi
qu'on le plaçait
e, toutes les troupes
l'exception de
ileries et le corps
l.
prise de possession
ne fut pas non
. L'influence
Lamoricière et
nt, et des cris
qu'inspirait
, qui a fait les
e qui a fait les
tenant les voci
fin, le peuple
er sa volonté,
répété par des

de plus vastes
peuple descendit
hommes s'étaient
avec les armes
les autres
boutiques
des théâtres

Tout cela vint comme un irrésist
sur les boulevards, s'augmentan
nouvelles recrues, à mesure que c
ques patriotes, furieux d'être enco
traient sans plus de façon dans le
ticulières, et d'un ton qui n'adme
demandaient qu'on leur livrât à l
armes qui pouvaient s'y trouver.
personne qui écrit ces lignes fut en
une rude épreuve par une visite do
gèrent à propos de nous rendre
mine rébarbative, auxquels il n'y a
refuser notre porte, et que nous dû
toute la politesse et tout le sang-froid
nous armer. Pour être juste, force
qu'ils se conduisirent avec beaucou
que, reconnaissant l'inutilité de leu
que le cabinet de toilette d'une femm
pistolets, ni fusils, ni sabres, ils s'
tranquillement, après nous avoir dem
nous avoir dérangée.

Le terrible aspect de ce raout de
lait à l'esprit tout ce qui a été écri
d'armes des faubourgs et des sectio
mière révolution. Quelques gardes na
deurs, juste en nombre suffisant pou
couleur au mouvement, étaient épa
Mais la grande masse se composai
blouse, avec les manches retroussées
brandissant de leurs bras nus des c
bres, des piques, des mousquets, d
arquebuses, des fleurets, et souvent m
branches d'arbres au bout desquelle

s-uns s'étaient affubl s de rasses de carton, emp untés s. Des femmes, car i y en des drapeaux fabriq s pour haillon rouge assuj ti à un e vieille furie mar hait en aules, en guise de m ousquet, e porte arrachée de es gonds; ent au vent, et elle avait une chée au mouchoir q i couvrait mal. Au milieu de assourdis- r leurs vociférations et par l'es- quelle elles hurlai nt la Mar- a tout à coup : « Aux Tuileries! » iolence la rue de ichelieu, la rigea sa course v rs le palais, tre obstacle que brave résis- une héroïque poi ée de gardes dats de la ligne oc upant le poste n face du Palais-R yal. L'officier ayant refusé de li rer ses armes, ups de baïonnet s, et ses braves dans cette néfa e journée firent tous massacrés n même temps orps de garde de fond en comble

énements se pas saient sur le bou- palais étaient témoins de scènes Là régnait enco e la plus complète es Tuileries et le jardin étaient en- s placées sous l s ordres du duc de vait pas encore lieu de douter de elles n'avaient point encore été ap-

pelées à agir; par conséquent elles n
été exposées au décourageant spectacle
celles qui se trouvaient placées sur le
triomphe de la force illégale auquel a
n'est apporté. Le roi les avait passées e
tin même, et il était convaincu qu'avec
à sa disposition il n'avait rien à redou
qu'il était encore au sein de cette sécuri
que M. Thiers entra tout à coup chez l
noncer que la partie était perdue, que l
nale venait de faire cause commune a
que les troupes n'agissaient pas, que
ruait de toutes parts à l'attaque des Tu
toute tentative de résistance ne pouva
une inutile effusion de sang. Ses pa
« Sire, vous n'avez pas d'option, il fau
Le duc de Montpensier appuya le cons
le ministre; mais la reine, qui était
tourée de ses petits-enfants, le pressa a
d'une mère et d'une épouse de ne rien
sanctionneraient ni sa raison, ni ses d
ici, lui dit-elle, si tu crois devoir le
comme je t'aime, je suis prête à mourir
Toutefois, les hésitations du roi furent
les instances pressantes de M. Thiers;
déjà on entendait distinctement les clam
par la foule qui approchait de la der
Louis-Philippe signa un acte d'abdicat
de son petit-fils, le comte de Paris, so
de la duchesse d'Orléans.

« Et maintenant, partez, Sire, vous
moment à perdre! »

Le royal couple descendit dans le jar

ries, qu'il traversa dans la direction du *Pont-Tournant*, précédé par le duc de Montpensier, qui s'efforçait d'empêcher la foule de se presser avec trop de force contre son père. Un petit nombre de gardes nationaux et un ou deux députés les accompagnaient. L'un d'eux, indigné de voir que la foule n'ôtât pas ses chapeaux à la vue du roi, s'écria : « Messieurs, découvrez-vous en présence du roi! — Il n'y a plus de roi! » lui répondit-on. — « Alors, si vous ne respectez plus le roi, respectez au moins le malheur! » reprit avec indignation cet ami fidèle. « — Et le crime donc?... » fut tout ce qu'on obtint de l'entêté républicain.

Le roi, en quittant son palais, avait l'intention de se diriger vers la Chambre des députés; mais les quelques personnes qui l'escortaient, craignant pour sa sûreté, forcèrent nos fugitifs à prendre le chemin de la place Louis XV, où les attendaient quelques fiacres à un cheval. Par une étrange fatalité, le groupe dut s'arrêter un instant tout près de l'obélisque de Louqsor, à l'endroit même où, cinquante-cinq années auparavant, la première victime royale de la liberté en France avait expié par son sang le malheur d'être venue à une époque qu'elle n'avait ni assez de génie pour comprendre, ni assez de force de caractère pour dominer. On peut se représenter quelles durent être, en ce moment, les sensations de Louis-Philippe. Il ôta son chapeau de dessus sa tête, et, s'adressant au peuple qui l'entourait : « Messieurs, dit-il, c'est vous qui m'avez fait monter au trône, c'est vous qui m'en faites descendre. Soyez heureux! » L'instant d'après, il se plaçait dans l'humble véhicule qui devait l'emmener loin de toutes les grandeurs, et, comme il était

arrivé autrefois à notre roi Richard, pas une voix ne s'écria : « Que Dieu le bénisse ! »

La nouvelle de l'abdication fut immédiatement portée à la place du Palais-Royal, où la lutte continuait entre le peuple et la troupe. Le maréchal Gérard parut à cheval, portant une branche de verdure à la main, dans l'espoir que cette nouvelle calmerait toutes les passions haineuses et amènerait la cessation des hostilités. Mais l'esprit de sédition qui avait été excité acquérait de la force à mesure qu'il osait davantage ; et le peuple, qui la veille eût accepté avec reconnaissance un changement de ministère comme une faveur, et un changement dans la politique comme une concession à l'opinion publique, rejetait maintenant avec indignation l'abdication du souverain comme n'étant pas un hommage suffisant rendu à sa toute-puissance de si fraîche date ; et la nouvelle de l'abdication ne fut accueillie que par un redoublement des cris : *Aux Tuileries ! A bas Louis-Philippe !*

A cet instant, quelques-uns des chefs les plus modérés de la populace, prévoyant l'horrible carnage qui aurait lieu si une collision éclatait entre elle et l'immense corps de troupes stationné dans la cour du Carrousel et dans le jardin du château, se présentèrent à la grille en fer ouvrant sur la rue de Rivoli, et demandèrent à être admis auprès du duc de Nemours, qui était toujours aux Tuileries, où il continuait à commander les troupes. Il est inutile de raconter ce qui se passa dans cette entrevue ; mais son effet pratique fut que le duc donna aux troupes l'ordre de se retirer, et, en même temps qu'elles défilaient le long

des quais et par le jardin, le peuple se précipitait dans le palais et en prenait possession.

Il y a quelque chose d'ignoble dans la fuite précipitée de la famille royale, qui partit avec une telle hâte et tant de désordre, que l'instinct du *sauve qui peut* sembla lui avoir enlevé momentanément tout autre sentiment. Les jeunes princesses furent abandonnées par leurs maris au moment de la bagarre, et durent s'en tirer comme elles pourraient. Les Parisiens ont déjà comparé la fuite du dernier souverain de la branche aînée de la maison de Bourbon en 1830, avec celle du roi des Français en 1848; et les termes de cette comparaison sont cruels. « Nous avons renvoyé Charles X à coups de canon, mais nous avons chassé Louis-Philippe à coups de pieds! » Il n'y eut qu'un membre de la dynastie qui montra quelque velléité de résister et de défendre les droits de son enfant. Tandis que le roi et la reine gagnaient en toute hâte le fiacre qui devait les emmener loin de Paris, la duchesse d'Orléans, accompagnée par le duc de Nemours, se rendait à pied avec ses deux fils à la Chambre des députés dans le but de demander au Corps législatif son appui pour le comte de Paris, en faveur de qui son grand-père venait d'abdiquer. Mais il était trop tard... La scène de violence qui se passa alors rappelle à l'esprit les plus orageux épisodes de la première révolution; la duchesse eut à endurer des épreuves non moins cruelles que celles qu'avait subies Marie-Antoinette à la néfaste journée du 10 août 1792. L'influence morale des députés s'était évanouie; et ceux-là même qui auraient été disposés à répondre au pathétique appel de la du-

chesse ne purent point se faire entendre, parce que la Chambre n'était pas seulement désorganisée au moral, mais encore sous l'influence de la terreur produite par la force brutale et la violence. Non-seulement les galeries consacrées à l'admission du public, mais même l'intérieur de la Chambre, furent envahis par une populace furieuse et armée, contre laquelle la duchesse et ses enfants durent aller chercher un refuge sur les bancs les plus élevés de l'enceinte réservée aux députés. Et quand M. Odilon Barrot, à son éternel honneur, essaya de défendre la cause de la mère et du fils, et déclara énergiquement qu'il ne ferait partie d'aucun gouvernement qui ne reconnaîtrait pas des droits si sacrés, tous les fusils aux mains de la populace furent aussitôt dirigés contre lui au milieu d'étourdissantes vociférations en faveur de la République.

C'est alors que la duchesse se leva, se disposant à parler ; mais sa voix se perdit au milieu de cet horrible tumulte. Le duc de Nemours l'ayant contrainte de se rasseoir, elle confia au papier les paroles qu'elle aurait prononcées si on l'eût laissée faire. Ce morceau de papier fut fixé au bout d'une baïonnette et passé aux députés. Voici en substance ce qui y était dit : « Messieurs, c'est de la nation et non de la Chambre que doivent émaner les droits de mon fils orphelin, et c'est là seulement ce que sa mère est venue vous demander. »

Pendant un quart d'heure, le tumulte qui suivit cet acte ne peut être comparé qu'au Pandémonium. La populace couchait en joue les députés, prête à faire feu à la première parole qui lui déplairait. Voilà ce que fut la libre discussion qui décida du sort de

la monarchie ! Sans l'irruption de cette force brutale dans le local des séances, on ne doute pas que les membres les plus exagérés de l'opposition eux-mêmes n'eussent regardé la déclaration de la régence de la duchesse d'Orléans comme une grande victoire politique remportée par leur pays. Mais M. Ledru-Rollin, profitant de la panique, déclara, dès qu'il fut possible d'entendre une voix quelconque, que la Chambre n'avait pas le pouvoir d'accepter une régence, et que c'était au peuple qu'il fallait en appeler. Vint ensuite M. de Lamartine, qui demanda la formation d'un gouvernement provisoire basé sur les suffrages du peuple, et un ou deux autres membres s'exprimèrent encore dans le même sens.

A ce moment, les portes de la Chambre furent brisées par un second flot de populace, plus terrible encore, s'il est possible, que le premier. Les députés évacuèrent en toute hâte la Chambre, et se donnèrent rendez-vous à l'Hôtel-de-Ville à l'effet d'y instituer un gouvernement provisoire.

Quelques individus charitables, saisissant les jeunes princes dans leurs bras, empêchèrent qu'ils ne périssent étouffés dans la foule : la duchesse, à moitié évanouie, fut conduite, non sans peine, aux Invalides. Quant au duc de Nemours, il se jeta par une fenêtre ouverte qu'on lui montra, et se sauva par le jardin de la Chambre des députés.

La nouvelle de ce qui venait de se passer nous fut bientôt apportée sur les boulevards par la terrible *vox populi*. Le cri qui maintenant étouffait tous les autres était celui de *Vive la République !* et nous ne tardâmes pas à voir passer devant nos yeux une preuve sans réplique que c'en était fait désormais de

la royauté. L'innombrable multitude qui, deux heures auparavant, avait couru avec une si irrésistible force à l'attaque du château des Tuileries, s'en revenait maintenant du sac de cette royale résidence, portant avec elle le trône de Louis-Philippe, dépouillé de sa couronne royale et de son chiffre, et se dirigeait avec son trophée vers la place de la Bastille, où plus tard elle en fit poétiquement justice en le brûlant au pied de la colonne de Juillet, et en en jetant les cendres au vent. Une foule sans fin suivait, frénétique de joie ; chacun de ceux qui la composaient portait, fixé à la pointe d'une baïonnette, quelque débris provenant de cette scène de dévastation. Certains de ces trophées parlaient éloquemment de l'horrible lutte qui venait d'avoir lieu. C'étaient des casques tout défoncés et tout souillés du sang des malheureux gardes municipaux massacrés par la populace. On les portait au bout des piques, et sur leur passage on les saluait avec de dérisoires bravos et battements de mains. Venaient ensuite des figures à la fois si effrayantes et si grotesques, qu'au milieu de cette scène d'horreur nous ne pouvions nous empêcher de sourire et de nous demander si nous n'assistions pas à quelques saturnales de carnaval dirigées par la déesse de la folie, au lieu d'avoir sous les yeux les preuves d'une lutte sanglante et impitoyable, qui n'avait fini que par le renversement de l'une des plus grandes monarchies de la terre.

C'est bien à tort que certaines gens vont disant que l'on ne pilla pas ce jour-là aux Tuileries. Il n'y avait pas dans cette foule ivre de fureur et de joie un seul individu qui n'eût quelque part des dépouilles, visible, soit sur sa personne, soit à son bras. Un *gamin*,

avec la moitié d'un habit de grande livrée sur le dos, s'en venait en cabriolant et en criant : « Où est le tailleur du roi ! Envoyez-moi donc le tailleur de Louis-Philippe ! » D'autres portaient les chapeaux à trois cornes des cochers du roi, surmontés de magnifiques bouquets de fleurs artificielles, qui, sans aucun doute, avaient appartenu aux princesses. Quelques-uns s'étaient drapés dans les tapis de table en drap d'or ou cramoisi qu'ils avaient pris dans les grands appartements du château. L'un portait un manchon d'hermine au bout de sa pique ; l'autre un coussin de velours ; un troisième une magnifique coupe en écaille de tortue (vraisemblablement quelque royal caprice) ; celui-ci, une cuisse de venaison embrochée au bout de sa baïonnette ; celui-là, un quartier de *chevreuil piqué*. Bref, tout le *menu* de la table royale, pour ce jour-là, figurait au bout des piques ; et pendant que cette multitude en haillons défilait devant nous, ivre de sa victoire, l'étourdissant tapage produit par le retentissement de ces milliers de voix chantant la *Marseillaise*, combiné avec le bruit de ces milliers de pieds mis en mouvement par les plus ardentes passions, frappait nos oreilles comme le glas funèbre de l'ordre et de la sécurité.

Il me fut impossible de me soumettre à rester plus longtemps à une fenêtre, tranquille spectatrice de ces scènes émouvantes, et, prenant le bras d'un ami, je me dirigeai vers les Tuileries ; expédition qui n'était exempte ni de fatigue ni de danger, car, indépendamment des masses épaisses et frénétiques qui obstruaient la voie publique, on entendait une fusillade perpétuelle entretenue par la populace ivre de son succès, et qui, dans sa joie, tirait incessamment

des coups de feu dans toutes les directions. Aussi eut-on, à cette occasion, à enregistrer une foule d'accidents fâcheux. Ce fut avec une extrême difficulté que nous arrivâmes aux Tuileries par les boulevards et par la rue de la Paix ; mais alors, quelle scène de désolation nous offrit le palais ! Le peuple-roi, tout enorgueilli de son triomphe, trônait sur les ruines de la monarchie qu'il venait de renverser ; et c'était les pieds appuyés sur le cou de la défunte dynastie que l'usurpateur tenait, dans ces beaux salons dorés, son premier lever !

Toutes les parties de ce superbe édifice, depuis le rez-de-chaussée jusqu'aux combles, était remplies, jusqu'à déborder, par la majestueuse présence du peuple souverain. On jetait pêle-mêle par les fenêtres (dont toutes les glaces avaient été brisées) les meubles, les vêtements, les papiers ; et ces objets ne touchaient pas plus tôt le sol, qu'on les mettait en tas pour en faire des feux de joie. Toutefois, par une bizarre anomalie, il régnait une espèce d'ordre dans ce désordre, et le pillage sous forme de vol n'était point permis. On ne tolérait pas seulement, on encourageait la destruction et la dévastation ; mais une fois la première ivresse passée, et quand on avait eu enlevé les trophées que nous avions vus sur le boulevard, une police très sévère avait été établie par les destructeurs. Elle était déjà en voie de rigoureuse exécution au moment où nous arrivâmes sur le théâtre de ces saturnales ; des sentinelles avaient été placées à toutes les issues du palais et du jardin, et quiconque en sortait était fouillé pour qu'on s'assurât s'il n'emportait rien. « Brûlez tant que vous voudrez, mais n'emportez rien ! » Tel était le mot d'ordre ; et dans plus

d'un cas où les délinquants avaient essayé de l'enfreindre, on les avait fait mettre à genoux et on les avait fusillés sur place *pour encourager les autres.* Très certainement, il n'y avait rien de burlesque à voir comme cette nouvelle garde du palais, tant sous le rapport du costume que sous celui de l'équipement. Les blouses déguenillées dominaient, et les lions de granit, aux proportions colossales, qui se trouvent placés à la porte du pavillon de l'Horloge, étaient montés pàr des patriotes ainsi accoutrés; le visage noir de poudre, des pistolets à la ceinture, avec les buffleteries de quelque soldat dévalisé sur les épaules, et des sabres nus étincelants dans leurs mains; — en un mot, le beau idéal des *gardes du corps* de la République! Toutes espèces d'armes et d'accoutrements avaient été mis en réquisition pour ce service; et nous remarquâmes, entre autres, un patriote enthousiaste, non pas seulement armé d'un fusil de chasse, mais encore escorté de son fidèle chien d'arrêt. Il est évident que le pauvre animal s'imaginait que le fusil n'avait pas le droit de faire feu sans qu'il fût de la partie.

Pour nous rendre des Tuileries au Palais-Royal, nous traversâmes la scène du plus grand carnage qui eût eu lieu pendant la lutte, et passâmes devant le poste du Château-d'Eau, où la troupe s'était souvenue de ses devoirs et avait péri en les remplissant. Le corps de garde avait été complétement brûlé, et il n'en restait plus que la façade en pierres toutes noires, aussi criblées de traces de balles qu'un visage fortement marqué de petite vérole. La galerie d'Orléans du Palais-Royal avait été convertie en *ambulance* ou hôpital temporaire pour les blessés, dont bon nombre y étaient amenés sur des brancards fabriqués avec

des débris de portes et de fenêtres. Le palais lui-même présentait un tableau de dévastation analogue à celui des Tuileries, toute espèce de destruction étant considérée là comme un acte non-seulement légal, mais encore méritoire. Quatorze voitures royales avaient été brûlées dans la cour d'honneur, aux acclamations de la populace ; et, sur leurs débris fumants, on lançait des fenêtres du palais des pianos, des lits, des fauteuils, et les armoiries effacées et mutilées de la maison d'Orléans, qu'on arrachait des murailles et qu'on précipitait dans la boue pour compléter l'édifice funéraire de la royauté.

La ville avait l'aspect le plus morne et le plus sinistre. Toutes les boutiques étaient fermées, tous les réverbères brisés. On ne voyait de voitures d'aucune espèce, toute circulation étant empêchée par les barricades qui s'élevaient à l'extrémité de chaque rue, hérissées de baïonnettes et surmontées du drapeau rouge. Les pavés avaient été arrachés, les arbres coupés ; la garde nationale, vaincue et humiliée, avait été désarmée, et une épaisse population de héros du jour, en guenilles, parcourait la voie publique en masses profondes, armée jusqu'aux dents et tirant des coups de feu en manière de divertissement.

Ainsi finit cette mémorable journée du jeudi, dont les angoisses ne pouvaient avoir d'égales que celles qu'on prévoyait pour la nuit qui approchait. La pensée que nous nous trouvions complétement à la discrétion du peuple, que toutes les troupes avaient évacué la ville, que toute espèce de police y était désorganisée, et que la garde municipale (jusque-là chargée de la protection des citoyens) avait été ou massacrée ou dispersée ; cette pensée, dis-je, nous

remplissait de frayeur. Chose merveilleuse à dire, toutefois, il n'y eut pas une seule violence commise. Le peuple-roi, si terrible dans sa fureur, se montra *bon prince* à l'heure de son succès, et fit preuve d'une modération et d'un calme qu'il y aurait plus que de la mauvaise foi à prétendre nier. Des patrouilles d'hommes ayant tout l'air de vrais brigands circulèrent incessamment dans les rues pendant la nuit, et les barricades restèrent exactement gardées pour le cas où quelque essai de contre-révolution viendrait à être tenté contre la ville. Bref, un merveilleux système d'ordre sortit tout à coup du désordre qui avait régné quelques heures auparavant; et il est difficile de refuser son assentiment à l'observation que nous faisait un *gentleman* français (je me trompe, j'aurais dû dire *un citoyen*), qui, tandis que nous nous lamentions sur les événements qui venaient d'arriver, s'écria : « Il faut avouer qu'en France tout sentiment d'honneur s'est réfugié chez le peuple ! »

Dix jours se sont écoulés maintenant depuis la victoire remportée par le peuple. L'ordre a été rétabli, mais la confiance ne revient pas, et on n'entrevoit l'avenir qu'à travers les plus sinistres éventualités. Le gouvernement provisoire a fait et fait encore des efforts presque surhumains pour s'acquitter des onéreux devoirs que le dévouement de ses membres leur a fait accepter. Le plus difficile de tous est d'opposer une digue au débordement des passions du moment, et de modérer les sauvages théories, ainsi que les extravagantes espérances qu'on s'efforce d'accréditer. Chacun a commencé par se récrier contre la possibilité qu'un pays comme la France fût gouverné dans une telle crise par une poignée d'hommes dont les

noms (à une ou deux exceptions près) étaient inconnus, et dont toutes les habitudes précédentes étaient étrangères aux obligations qu'ils se sont imposées. Un poëte et un astronome, se demandait-on, sont-ils bien les gens propres à retenir les roues de la machine détraquée ? Comment les calculs de l'un et les rêveries de l'autre pourront-ils se plier aux exigences pratiques du moment ? Comment pourront-ils être bons à refaire une Constitution et à réformer les forces vives de l'État? Nous avons constamment douté que la France pût être à toujours gouvernée par des institutions républicaines, et nous doutons encore qu'une République, si démocratique qu'on la fasse, comme celle qu'on vient de proclamer, puisse durer. Trop d'intérêts ennemis ne vont pas tarder à se trouver en jeu. Il est impossible, en effet, que la classe supérieure et la classe moyenne, quoique forcées maintenant de subir, dans l'intérêt de leur sûreté, ce qui leur a été imposé, puissent demeurer satisfaites d'un état de choses si antipathique à leurs sentiments, à leurs habitudes, à leurs aspirations et à leurs traditions. En même temps, tout ce que peuvent faire l'énergie et l'honnêteté humaines est tenté en ce moment pour résoudre heureusement ce problème. Les passions extravagantes qui s'associent aux souvenirs des excès et des succès des guerres de propagande de la première République ont été comprimées; et, quoiqu'on crût que le premier acte du gouvernement provisoire serait de flatter le goût national pour la gloire militaire et les agrandissements territoriaux en lançant une armée sur le Rhin pour révolutionner les provinces rhénanes, aucune mesure de ce genre n'a été adoptée. La doctrine proclamée est celle de la

non-agression, et la nouvelle République semble avoir pris pour devise qu'*une guerre légitime est un grand malheur, et une guerre illégitime un grand crime.*

Voilà où en sont aujourd'hui les choses. Le grand sujet d'anxiété, la préoccupation qui l'emporte sur toutes les autres, c'est l'approche des élections pour l'assemblée nationale, dont l'ouverture est fixée au 9 avril prochain. Des utopies en fait de théories et d'espérances commencent à être mises en circulation. De brûlantes questions relatives à la réglementation du travail et à la fixation des salaires sont agitées ; et une sombre tristesse, comme nous n'en avons jamais vu dans ce pays, enveloppe Paris d'une atmosphère de doute et de terreur. Sans doute la grande masse de l'opinion publique soutient le gouvernement, rend hommage au dévouement, à l'intelligence et à la loyauté de M. de Lamartine, l'illustration de ce gouvernement. Le courage dont il a fait preuve tout récemment en repoussant la demande qu'adressaient les combattants des barricades pour qu'on eût à changer le drapeau national et à substituer le drapeau rouge de la révolte, adopté par eux tout dernièrement, au drapeau tricolore consacré par tant et de si glorieux souvenirs, a été vraiment sublime. Son attitude, ses paroles et ses gestes, quand les baïonnettes de cette députation de misérables se sont croisées contre sa poitrine, ont été caractérisés par un noble calme, digne des plus grands héros de l'antiquité. Dieu veuille qu'à l'avenir ses efforts pour repousser des exigences déraisonnables soient toujours couronnés d'autant de succès qu'ils l'ont été dans cette occasion, et que les convictions éloquentes d'un

esprit de cette trempe réussissent toujours à trouver de l'écho dans les esprits âpres et incultes de la multitude. Mais le doute est bien permis à une époque comme celle où nous nous trouvons ; et il nous est impossible, en réfléchissant à tout ce que les soixante dernières années ont fait surgir dans ce pays si agité pendant la grande marche de sa régénérescence politique, d'oublier quel a été le sort de ses plus purs patriotes. Dans la France moderne, comme dans l'ancienne Rome, il n'y a pas loin, en effet, du Capitole à la roche Tarpéienne !

LE MIROIR MAGIQUE (1)

A Edimbourg vivait encore, vers la fin de la première moitié du dix-huitième siècle, lady Eléonore Campbell, fille du second comte de Loudon, petite-fille du chancelier. Elle avait épousé en premières noces James, vicomte de Primrose (2), homme de mœurs dissolues et de passions désordonnées, dont l'amour, si tant est qu'il en ait jamais eu pour elle, se transforma bientôt en une haine profonde. C'était une femme extrêmement respectable; mais ses plus précieuses qualités, son esprit, son courage, la gravité de ses mœurs, n'étaient guère propres à rendre ses relations agréables à un tel mari. Plus elle con-

(1) D'après Burke's *Anecdotes of the aristocracy and episodes in ancestral story*, t. 1er, p. 124 et suiv.

(2) Fils aîné de sir William Primrose de Carrington. Élu en 1703 membre de la Chambre des communes par la ville d'Edimbourg, il fut promu la même année à la pairie sous le titre de lord Primrose de Castlefield et vicomte Primrose, et mourut en 1706. Sa pairie s'éteignit en 1746 en la personne de son second fils, mort sans laisser de postérité.

nut son véritable caractère, et plus il lui parut méprisable. Les fréquentes observations qu'elle lui adressait sur l'indignité de sa conduite ne pouvaient qu'engager lord Primrose à ne pas dissimuler la répugnance toujours croissante qu'il éprouvait pour elle et qui bientôt dégénéra en une espèce de monomanie. Jour et nuit elle occupait ses pensées, mais au lieu de pensées d'amour, c'étaient d'affreux cauchemars que rien ne pouvait dissiper ; et il en vint enfin à prendre la terrible résolution de se débarrasser d'elle à tout prix. Puis, au moment d'exécuter son projet, survenait toujours quelque empêchement. Tantôt c'était le cœur qui lui manquait, et tantôt quelque incident imprévu qui se plaçait entre lui et sa victime.

Vers ce temps-là, lord James prit l'habitude de passer ses nuits à boire ; et pour compagnons d'orgie il choisissait d'ordinaire des individus que la plus vulgaire prudence lui eût ordonné d'éviter. Aussi l'ivresse était-elle bien rarement la seule folie qu'amenassent ces réunions ; le plus souvent les convives, devenus furieux, dégaînaient, ou, à défaut d'épées, se jetaient à la tête les verres, les bouteilles, les siéges, les pelles et pincettes, etc. Une de ces scènes s'était une fois prolongée non-seulement toute la nuit, mais encore une partie de la matinée. La plupart des ivrognes gisaient sous la table, incapables de se relever ; d'autres dormaient la tête appuyée sur la table, ou bien le corps à moitié tombé de leur chaise. Seuls lord James et un vieux buveur émérite qui avait servi dans l'armée de terre et dans la marine, et sur qui le vin le plus capiteux ne produisait guère plus d'effet que sur le vase qui avait servi à le contenir, restaient encore debout. Au contraire, le vin avait agi sur lord

James comme le feu sur le bois vert, qui, loin de donner une flamme claire et bienfaisante, ne produit que de la fumée et des tisons carbonisés. Il était devenu sombre et grondeur; mais il avait conservé ses facultés pensantes et agissantes, et son intelligence n'était que très faiblement obscurcie. On peut dire qu'il se trouvait dans l'état d'un maniaque, qui conserve toute sa sagacité pour le choix des moyens à employer afin d'atteindre un but insensé. Cette désagréable disposition d'esprit n'accommodait pas son compagnon. La conversation tourna donc sur ce qui avait pu la produire, mais sans provoquer de la part de lord James autre chose que quelques exclamations incohérentes par suite desquelles l'autre buveur tint divers propos qui amenèrent tout à coup à complète maturité les noirs projets que le lord nourrissait depuis longtemps. Il interrompit l'entretien, avala une bouteille de vin de plus, et sortit plein de cette résolution obstinée qu'on pouvait attendre dans de telles circonstances d'un homme de son espèce.

Lady Eléonore, à moitié habillée, se trouvait en ce moment dans son cabinet de toilette : grande pièce tout à l'extrémité de laquelle était placé un guéridon, en face de la porte, sous une fenêtre restée toute grande ouverte pour laisser pénétrer l'air pur du matin. Tout à coup elle aperçoit dans son miroir les traits de lord James. Il tenait à la main une épée nue, et telle était la violence des affreuses pensées qui le dominaient, que son visage en était devenu presque noir. Il était entré si doucement qu'elle ne l'avait pas entendu, et la manière lente et silencieuse dont il continuait d'avancer indiquait qu'il ne se doutait pas que sa femme vît dans son miroir chacun de ses mou-

vements. Toujours prompte à prendre son parti, lady Eléonore n'hésita pas dans cette circonstance à recourir au seul moyen de salut qui lui restât. Quelque élevée que fût la fenêtre au-dessus du sol, elle n'avait pas d'autre issue pour échapper au péril qui la menaçait. Elle se jeta donc en bas de cette fenêtre avec le courage que donne le désespoir, fut assez heureuse pour tomber sur la plante des pieds sans se faire grand mal, et courut aussitôt se réfugier chez la propre mère de lord James, où elle était sûre de trouver non-seulement un asile, mais encore un abri contre tout soupçon déshonorant. Elle renonça dès lors à avoir rien de commun avec son mari, et bientôt celui-ci quitta le pays. On fut très longtemps sans entendre parler de lui : les uns le croyaient mort; d'autres supposaient qu'il avait tout simplement changé de nom.

Plusieurs années s'étaient déjà écoulées depuis cette scène terrible, lorsque vint s'établir dans Canongate (1) un étranger qui ne tarda pas à se faire, parmi les bons habitants d'Edimbourg, une grande réputation comme nécromancien. On racontait qu'il possédait surtout le don particulier de faire voir aux gens ce que faisaient leurs amis absents. S'il était rarement disposé à faire usage de cette merveilleuse faculté, disait-on, en revanche la vérité de ses représentations avait toujours été démontrée par des faits irrécusables. Malgré la force de son intelligence, lady Eléonore n'était pas moins curieuse que superstitieuse; d'ailleurs elle ne pouvait se dissimuler qu'elle

(1) Nom d'un quartier d'Édimbourg, que Walter-Scott a rendu célèbre.

eût été fort aise de savoir si elle était encore en puissance de mari ou bien veuve. Un soir donc, sur la brune, elle s'achemina vers la demeure du nécromancien, en ayant la précaution de se faire accompagner d'une amie, afin d'ôter aux mauvaises langues tout prétexte de s'exercer sur son compte. Quoique persuadées que cet homme était capable de leur faire voir des hommes et des objets situés à plusieurs centaines de milles de là, ces deux dames essayèrent de lui donner le change sur leur propre individualité, et pour cela s'enveloppèrent dans les tartans et les plaids de leurs femmes de chambre. Le temps était froid et orageux; il n'y avait presque pas de monde dans les rues, et elles étaient parvenues sans accident jusqu'à une impasse où elles supposaient que devait se trouver la demeure de l'adepte, quand une voix caverneuse, partie de derrière elles, leur fit entendre tout à coup ces paroles : « Vous vous trompez, myladies, ce n'est pas par là! » et les força de s'arrêter court.

Toutes deux se retournèrent involontairement pour voir l'individu qui leur parlait ainsi. C'était un homme d'une haute stature, d'une complexion musculeuse, dont les vêtements complétement noirs avaient une coupe étrange, et la figure sévère quelque chose de repoussant. Cependant, il n'y avait dans son extérieur rien de bas ni de vulgaire; tout au contraire, ses manières étaient pleines de dignité, et son front élevé, ainsi que ses traits de fer, décelaient l'habitude du commandement. Son teint était d'un brun foncé, et une paire de grands yeux noirs brillaient comme des charbons ardents sous les sourcils épais qui les recouvraient à moitié. Plusieurs fois ce singulier personnage leur répéta : « Vous vous trompez,

myladies! » — « En quoi nous trompons-nous? » se décida enfin à lui dire lady Éléonore. — « Vous vous trompez de chemin, reprit l'inconnu, car c'est par là qu'il vous faut prendre. Vous vous trompez sur votre déguisement, car il ne vous cache point aux yeux de celui qui peut voir à travers le voile de l'avenir. Croyez-vous donc qu'on ne voie pas bien plus facilement à travers ces tartans qu'à travers le rideau qui nous sépare du monde des Esprits? » — « Que Dieu ait pitié de nous! s'écria lady Jane, la compagne d'Éléonore; ce ne peut être autre que le mage! » — « Je suis celui que vous cherchez, reprit avec orgueil l'étranger, et ma demeure est située là, aux fenêtres de l'étage supérieur, où vous voyez briller de la lumière. » — « Vous nous donnez là un renseignement bien insuffisant, répondit lady Éléonore, car on aperçoit une douzaine de lumières à l'endroit que vous nous indiquez. » — « En vérité? lady Éléonore; eh bien! regardez encore une fois du même côté! » — « Il vous connaît! » s'écria lady Jane. — « Je vous connais, répliqua l'adepte, et je vous répète : Regardez de ce côté, puis dites-moi si parmi toutes ces lumières vous n'en apercevez pas une qui, même à vos yeux tout troublés, paraît plus vive, plus brillante, plus pure que les autres? » Elles portèrent alors leurs regards dans la direction qu'il leur indiquait de la main, et n'eurent pas de peine à découvrir la fenêtre en question, car la lumière qui en jaillissait avait effectivement quelque chose de particulier. Elle était d'une remarquable blancheur, sans avoir rien de semblable à l'éclairage à l'huile ou à la bougie, et pourtant elle était si vive que dans d'autres circonstances on eût pu la prendre pour les feux d'un phare. « Eh bien!

—

êtes-vous convaincues n
depte. — « Je vois effecti
nous parlez, » répondi
pagne répéta les mêmes
comment saurons-nous
je veux dire le savant
et dont tout le monde p
pondit l'adepte, qui s'a
et lui dit bas à l'oreill
pagne ne put pas enter
et poussa un cri à moit
surprise qui n'était pas
vous satisfaite mainte
oui ! se hâta de répond
l'homme que nous che
— « Eh bien ! alors,
fait ton devoir ! » Et co
la flamme qu'on aperc
gnit aussitôt. « Mainte
Lady Jane, dont la
menté par suite de ce
volontiers renoncé à
mais ces mots pronc
« Taisez-vous et suive
sitations. Le local où
visiteuses était situé
mais au fond se trou
évidemment à commun
avaient aperçue de la
avec une distinction
qu'elles ne pouvaient
chez un individu appa
sociale, et les pria de

disait-il, continuer à tout mettre en état pour l'opération projetée : « Au nom du ciel ! dit lady Jane à lady Éléonore, dès qu'elle eut vu que notre homme avait fermé derrière lui la porte donnant dans la pièce voisine, apprenez-moi donc ce que ce monstre a pu vous souffler à l'oreille, quand nous étions dans la rue. » — « C'est quelque chose, ma chère Jane, que je ne saurais répéter même à vous; par conséquent, ne me questionnez pas davantage. Je me croyais parfaitement sûre qu'il n'y avait, outre moi, qu'une seule personne au monde sachant la moindre chose de ce dont il s'agit ; or, et c'est là ce qui me confond de surprise, l'homme qui a pu me le dire peut, j'en suis convaincue, savoir tout ce qu'il lui plaît de savoir. »

Après qu'elles eurent ainsi causé encore quelque temps, lady Jane continuant à exprimer sa frayeur et lady Éléonore sa ferme résolution, la porte du fond s'ouvrit, et ces dames en virent sortir l'adepte, complétement costumé pour le rôle qu'il allait jouer. Ses bras, ses jambes et ses pieds étaient nus ; seulement, il portait des sandales de velours rattachées à la cheville et fixées là au moyen d'un bouton doré. Une tunique, aussi de velours noir, lui descendait jusqu'aux genoux ; mais la coupe en était telle qu'elle permettait d'apercevoir une grande partie de sa large poitrine. Sous cette tunique, il portait un pantalon de tricot de soie presque complétement dissimulé par le vêtement supérieur. Il tenait à la main une petite corbeille remplie d'argent effilé. Sans regarder lady Jane, toute tremblante de peur, l'adepte s'adressa à lady Éléonore, qui montrait bien plus de courage, et lui dit : « Ayez la bonté, mylady, de remettre votre bourse à votre amie, car il ne doit entrer ni or ni ar-

gent dans cette chambre-là. » — « Comment! s'écria lady Jane toute terrifiée, est-ce qu'il va falloir que je reste seule ici? » — « Assurément, répondit l'adepte : les Esprits sont une engeance mélancolique, aimant tout aussi peu la société des hommes que la lumière du jour. » — « Oh! j'en suis sûre, je vais me trouver mal et perdre connaissance si vous me laissez seule ici! » — « Il le faut! » répliqua l'adepte avec un sourire qu'il n'essaya pas de dissimuler, et dont l'expression malfaisante n'était guère propre à la rassurer.

Lady Éléonore remit sa bourse à son amie, et suivit l'adepte dans la chambre voisine.

C'était une grande pièce mansardée, sans aucune espèce de meubles autres que les rideaux en étoffe foncée appendus aux fenêtres et les quelques objets nécessaires à l'opération projetée. Un rapide coup d'œil jeté sur cette pièce fit voir à lady Éléonore que les objets en question se composaient uniquement d'un vieux fauteuil et d'un autel en marbre noir, au-dessus duquel, au lieu du tableau de sainteté qui dans les églises catholiques surmonte toujours l'autel, se trouvait un grand miroir. Sur cet autel, en face du miroir, il y avait un petit poêle en fonte rempli d'une substance singulière, qui brûlait en projetant une petite flamme bleuâtre, la seule lumière qui éclairât la chambre. « Regardez, mylady, lui dit l'adepte après avoir fermé la porte par laquelle elle était entrée, et si vous tenez à la vie, que la crainte ou la curiosité ne vous arrachent pas une seule syllabe, car cela pourrait avoir pour l'un de nous, et peut-être même pour nous deux, les suites les plus terribles. » Cela dit, il prit dans sa corbeille une petite

bougie de cire jaune qu'il alluma à la flamme du poêle, se dirigea à pas mesurés vers l'extrémité orientale de la chambre, où il la fixa contre la muraille; puis, après s'être incliné à trois reprises, il récita d'une voix sourde des vers anglais dans lesquels il invoquait l'assistance des Esprits supérieurs, et dont voici le sens :

« Feu sacré, enfant de l'air qui circule dans les « tourbillons du monde, ainsi qu'on te nomme d'ha« bitude partout où brille ton foyer, âme de la vie, « puissance de la lumière, sans toi régnerait une nuit « éternelle! Aide-nous à dépouiller le péché originel, « et que rien de mal ne pénètre céans. »

Comme réponse à cette invocation, quelques sons doux, mais plaintifs, se firent entendre dans la pièce, puis cessèrent bientôt. L'adepte, qui semblait avoir attendu cette réponse avec anxiété, répéta la même cérémonie aux trois autres coins de la pièce, parut satisfait du résultat, puis s'agenouilla devant l'autel, la tête baissée. Lady Éléonore avait grande envie de rompre le silence, mais l'adepte se releva assez à temps pour remarquer ces velléités de désobéissance, et appliqua ses doigts contre ses lèvres en donnant de telles marques d'inquiétude, que la terreur l'emporta de nouveau chez lady Éléonore, et la contraignit de rester muette. Il lui sembla que la main de l'adepte tremblait au moment où il prit dans la corbeille une certaine quantité *de poudre rouge* qu'il projeta sur la flamme du poêle.

Une fois cette poudre dans le feu, la flamme bleuâtre devint rouge-cramoisi et se refléta aussitôt dans le miroir. Quelques instants après, à la flamme rouge succédèrent des nuages de fumée ou de brouillard

qui roulèrent onde pa
et desquels s'échappai
chaient la bordure,
Quand ces vapeurs fur
entendit un craqueme
Éléonore que le miroir
en allaient tomber çà e
dissipées, elle reconnu
intact, et un changeme
s'opéra alors à ses yeux
tement disparu, lui lais
lointain une espèce de tal
d'une église. Les lumiè
daient continuellement,
sombres et mates, tantôt
nuages qui forment des in
soleil couchant, sous l'i
leurs mille nuances div
Un prêtre s'approcha de l
tait un mariage qu'on cé
des moyens invisibles,
brillamment éclairée ; le
rurent très nettement ac
fiancé qu'elle avait deva
nut visiblement la fidèle
n'avait pas encore eu le
fonde terreur, lorsqu'el
traits étaient cachés par
tamment dans l'église e
craint d'arriver trop tard
aperçu, et il demeura un
moment où le prêtre se d

, l'inconnu, se débarrassant vivement de
au, se précipita comme pour interrompre la
. Dans cette ombre lady Éléonore reconnut
nt son frère. Lui et le fiancé dégaînèrent
t firent avec leurs épées plusieurs passes,
e l'assistance semblait trop frappée d'é-
pour songer à intervenir. Lady Éléonore
même fort distinctement, ou du moins s'ima-
endre le cliquetis des épées, encore bien que
parût venir de loin. Dans sa terreur, elle
n cri, et joignit les mains en disant « Dieu
mon frère est tué! » A peine cette exclamation
lle échappée de ses lèvres, que toute la scène
lla, puis s'évanouit complétement; les couches
ges roulèrent de nouveau les unes sur les autres,
arurent à leur tour. Alors lady Éléonore ne vit
e le miroir, ainsi que les divers objets qu'elle
déjà aperçus dans la chambre, et sur lesquels
nme du poêle continuait à projeter sa lumière
de. Au même instant, les cierges allumés aux
e coins de la pièce s'éteignirent en rendant des
plaintifs.

Tout est fini pour cette nuit-ci, dit l'adepte d'une
grave en saisissant brusquement la main d'Éléo-
, et plus tôt nous sortirons de cette chambre,
ix nous nous en trouverons l'un et l'autre. Fasse
iel qu'en l'état où sont maintenant les choses, il
ous arrive pas malheur! » Lady Éléonore se laissa,
s souffler mot, reconduire dans l'autre pièce,
elle retrouva sa compagne, qui, pendant son ab-
ce, avait été en proie à la plus vive terreur. Lady
ne, ainsi qu'elle le raconta souvent ensuite, lui fit

...it virement de
...interrompre la
...mère reconnut
...dégainèrent
...sieurs passes.
... frappée d'é-
Lady Eléonore
...u moins s'ima-
...core bien que
...a terreur, elle
...disant : « Dieu
...te exclamation
... toute la scène
...nt; les couches
...s sur les autres.
...Eléonore ne vit
... objets qu'elle
...et sur lesquels
...ter sa lumière
...s allumés au
...en rendant des

...l'adepte d'une
... main d'Éléo-
...elle chambre.

...l'autre. Fais...
... les choses,
...onore se laissa
... l'autre pièce.
...ndant son ab-
... terreur. Lady
... ensuite, lui fit

à ce moment l'effet d'...
frappée par la foudre
de tous ses traits.

L'adepte refusa tou...
fres de lady Éléonore
mylady, ce que j'ai f...
en vue d'un lucre qu...
semblable que si j'a...
nous courions tous ...
je n'aurais jamais o...
moi qui en sais sur c...
pouvez vous imagin...
sains et saufs à l'heur...
une faute en parlant
embarrassée d'une
laquelle elle avait ét...
commis une faute. r...
léger frissonnement
fait leur devoir, et c...
qu'il en ait été ainsi.
en prenant une lam...
teuses jusqu'au bas
ladies, vous retenir
tard pour que des ...
ainsi à regagner se...
loppées dans les ta...
D'ailleurs, un viole...
pas plus tôt rentré...
rents de pluie. »

Le premier soi...
retrouva chez ell...
d'écrire tous les d...
note exacte du j...

e cacheta ce document en présence de lady
époosa dans un meuble à secret. Quelque
s, son frère arriva du continent. Elle lui
dans ses voyages il n'avait rien appris ou
au sujet de lord James Primrose; et son
rna à lui répondre qu'il espérait bien n'en-
s jamais parler d'un tel misérable, puis
détourner la conversation sur toute autre
narquant l'échappatoire à laquelle il avait
dy Éléonore n'en mit que plus d'insistance
nner, et lui donna même à entendre qu'elle
nnes raisons pour cela. Son frère lui avoua
avait effectivement revu lord Primrose;
ç'avait été dans des circonstances telles,
tait maintenant extrêmement pénible d'en-
ononcer rien que le nom de cet homme.
onore insista cependant si bien, qu'elle lui
un après l'autre tous les détails de ce qui lui
vé. Il avait fait à Amsterdam la connais-
n négociant prodigieusement riche et n'ayant
lle unique. Un jour, celui-ci lui apprit que
e personne allait se marier, et ajouta qu'il es-
n que son noble ami lui ferait l'honneur d'as-
a noce. A quoi le frère de lady Éléonore avait
que, pendant toute la matinée du jour fixé
etenu par une affaire de la plus haute impor-
t qu'il espérait bien cependant pouvoir se
à l'église à l'heure voulue. Il n'arriva que
ais encore assez à temps pour démasquer le
qui n'était autre que lord Primrose, ainsi
'a déjà deviné sans doute, et pour sauver la
reuse jeune fille. Tout s'était ensuite passé
lady Primrose l'avait vu dans le miroir ma-

ésence de lady
cret. Quelque
ment. Elle lui
rien appris ou
mrose; et son
rait bien n'en-
isérable, puis
ur toute autre
uelle il avait
us d'insistance
tendre qu'elle
frère lui avoua
ord Primrose:
stances telles,
pénible d'en-
e cet homme.
en, qu'elle lui
ls de ce qui lui
n la connais-
iche et n'ayant
lui apprit que
ajouta qu'il es-
'honneur d'as-
Eléonore avait
e du jour fixé
; haute impor-
it pouvoir se
n'arriva que
démasquer le
imrose, ainsi
our sauver la
ensuite passé
miroir ma-

gique; seulement il n'y avait pa
parce qu'on avait pu séparer
Primrose avait disparu d'Amste
Quand son frère eut terminé
qué le jour où les faits s'étaient
tira du meuble à secret l'écrit
et toutes les circonstances qu
rapportaient exactement à cel
être racontées.

Lord Primrose mourut en
trouva désormais libre. Cor
jeune et jolie, elle ne manqu
mais avant de se décider à fai
de la vie conjugale, elle hésit
plus obstinés de ses adorate
lord Stair, qui effectivement
pour faire une vive impressio
dant, elle ne pouvait toujours
de prendre une résolution; e
lord Stair dut avoir recours à

(1) La source à laquelle nous p
Éléonore eut soin de demander à s
mais non que la visite au magicien c
même jour que la scène en question
Il est impossible que *l'heure ait été*
se célébrait dans la *matinée, tandis*
soir. Par conséquent, *le magicien n*
vraisemblances, *fait voir à lady Elé*
gique qu'un événement *déjà accomp*
s'accomplir au même *moment. Ainsi*
plique alors très *facilement par un p*
et ressemble beaucoup *à un tour de*
Volney dans son *Samuel; tour de pa*
quelques années *avant la Révolut*
père de Louis-Philippe.

ne, non plus que très original, mais du moins effi-
e. Il suborna un domestique, se procura nuitam-
nt l'accès d'une petite pièce située près de la cham-
à coucher de la belle veuve, pièce servant moitié
ratoire, moitié de cabinet de toilette, et dont la
être donnait sur l'une des rues les plus fréquen-
s d'Edimbourg. Le matin venu, quand cette rue
nmença à se bien emplir de monde, lord Stair, à
itié habillé, se fit voir par cette fenêtre à tous les
ssants, dont, comme on pense bien, un pareil spec-
le attira tout aussitôt l'attention en même temps
'il provoquait de leur part les observations les plus
convenantes. Quelques-uns se contentaient d'en
re, d'autres se voilaient la face, tandis que les ama-
urs de scandale se frottaient les mains d'avoir une
nne histoire de plus à raconter, et cela au sujet
une dame dont la conduite, jusqu'alors, n'avait pas
onné la moindre prise à la médisance. Tout ce que
dy Eléonore put faire pour détromper l'opinion pu-
lique et représenter les faits tels qu'ils s'étaient réel-
ement passés, fut inutile. Plus elle s'épuisait en ex-
lications, et moins on les admettait pour vraies;
ussi lui fallut-il, pour réparer sa prétendue faute,
inir par donner sa main à son peu délicat adorateur.
On rapporte que ce n'en fut pas moins pour cela un
mariage fort heureux, sauf peut-être l'extrême pro-
pension qu'avait l'heureux mari à battre sa femme
comme plâtre toutes les fois qu'il s'oubliait trop long-
temps dans les vignes du Seigneur; double usage par-
faitement reçu alors dans les mœurs anglaises, sans
que cela tirât d'ailleurs à conséquence. Cependant,
lord Stair finit par guérir tout à coup de ce défaut.
Un jour qu'il s'était laissé aller à vider quelques bou-

teilles de plus qu'à l'ordinaire, le n
son épouse bien-aimée d'un coup à
couvrit tout aussitôt de sang. Puis,
compli cet acte d'héroïsme, il s'en a
coucher sans avoir le moins du mon
ce qu'il venait de faire. Lady Eléon
trouva que cela dépassait tout à fai
passa le reste de la nuit étendue su
rien tenter pour étancher le sang
plaie; de telle sorte que, lorsque r
réveilla, ses premiers regards furen
peet d'un spectacle bien fait pour
velle qui ne se trouvait pas encor
gagée des fumées de l'ivresse. Il s'en
doit le penser, une explication; e
lorsqu'il était à jeun, le noble lor
d'élévation ni de générosité de sent
tellement honte de lui-même, qu'il
ment solennel de ne jamais boire
son alcoolique qui ne lui eût été pr
rée par sa femme; serment auquel
jusqu'au dernier moment de son
donc il n'acceptait une invitation lo
pouvait pas être de moitié; et jam
passait les limites que celle-ci, dan
assignait. Quand arrivait le mome
de la Grande-Bretagne, lady St
rer avec les autres dames, elle ava
une certaine quantité de vin qu'
encore de boire en plus, et alors i
tentations, de prières ou de railler
faire dépasser la mesure prescrite.

Lady Eléonore survécut d'une

second mari, et ne mourut qu'en 17
été pendant longtemps la reine de la
d'Edimbourg. Elle fut, dit-on, la prem
ette ville qui eut un nègre à son servic
ous venons de montrer lord Stair ol
de sa femme aux dépens de la répu
-ci, se grisant assez volontiers, malt
re moitié dans ses longs moments d'ivr
honte et regret de sa conduite, et répar
ses fautes passées. Nous devons ajoute
ôle plus brillant dans la généalogie et
hn Dalrymple, comte de Stair, était
ohn Dalrymple, deuxième vicomte
e de Stair, mort le 8 janvier 1707, q
e de Guillaume III, devint lord avoca
crétaire d'Etat, et d'Elisabeth Dundas.
James Dalrymple, mort le 25 nover
été nommé par Cromwell lord de se
664, par Charles II, *baronet* et prési
t of session, tribunal supérieur d'Ecos
ervice public en 1681, forcé l'année
fugier en Hollande, il revint en Angl
ince d'Orange, fut alors nommé de n
t de la *court of session*, et créé en
osse. Sa femme était une Margueri
aine d'où ces pairs tirent leur nom,
nery, situé dans l'Ayreshire, fut ap
lliam Dalrymple, en 1450, lors de s
Agnès Kennedy, seule héritière de c
otre lord Stair était né, en 1673, à
avait passé avec son père en Holl
e heure pour pouvoir y servir sous l
ce d'Orange. Celui-ci, en 1688,

Ecosse, à l'effet d'y organiser le mouvement, et lui donna ensuite un emploi d'officier dans ses gardes; grade avec lequel lord Stair accompagna le roi en Irlande.

Lord Stair fit les campagnes de la guerre de la succession d'Espagne sous les ordres de Marlborough (de 1702 à 1709), passa brigadier, se distingua à Oudenarde, et fut chargé de porter en Angleterre la première nouvelle de cette victoire. A l'école de Marlborough, il était devenu non-seulement bon tacticien, mais encore diplomate habile. C'est ainsi qu'en 1709 il alla, comme envoyé britannique, à Dresde; mais il en fut rappelé à la chute de Marlborough. Georges Ier, en revanche, lui confia le commandement en chef de l'armée d'Ecosse, et bientôt après le nomma ambassadeur à Paris, où il exerça une grande influence, surtout à l'époque de la Régence. En 1730, il fut créé grand amiral d'Ecosse. En 1741, il prit avec le titre de feld-maréchal le commandement de l'armée anglaise envoyée en Hollande, et comme il cumulait avec ces fonctions celles d'ambassadeur à La Haye, ce fut lui qui décida alors les Etats-Généraux à prendre part à la guerre contre la France. Le 27 juin 1743, il remporta la victoire de Dettingen. Mécontent de la direction donnée ultérieurement aux opérations militaires, où ses avis rencontraient trop d'opposition et d'obstacles, il donna sa démission, qu'il motiva dans une brochure, et se retira définitivement en Ecosse, où il mourut en 1749. Il ne laissait pas d'enfants, et ses titres passèrent aux enfants de ses frères, du plus jeune desquels descend le lord Stair actuel, créé en 1841 pair du Royaume-Uni, sous le titre de baron d'Oxenford.

SOUVAROF EN ITALIE (1)

Le jour de son entrée dans Milan, qui venait de tomber en son pouvoir, Souvarof (2), avec Mélas et tout le cortége officiel derrière lui, chevaucha à travers plusieurs rues, et ne s'arrêta qu'à la première

(1) Extrait des Mémoires du général Wardenburg (*), publiés en 1843 à Oldenbourg.

(2) Alexandre Wassiliewitch, né le 13 novembre 1729, mort le 18 mai 1800.

(*) Guillaume-Frédéric-Gustave Wardenburg, fils d'un ministre protestant, né le 18 mai 1781 à Fedderwarden, entra d'abord dans l'armée oldenbourgeoise; il en sortit avec le grade d'enseigne, pour aller servir en Italie dans les troupes russes. Recommandé d'une manière toute spéciale par Souvarof au général Mélas, il entra ensuite au service autrichien. Il était au siége de Gênes et à la bataille de Marengo, et après cela s'en alla tenir garnison à Kuttenberg, où, en 1805, il se décida à passer au service de Russie; ce qui lui fut facilité par de pressantes recommandations qu'il obtint du prince d'Oldenbourg. A quelque temps de là il faisait partie de la grande armée russe en Bohême; il assista à la bataille d'Austerlitz, et en 1807 à celle d'Eylau. En 1808 il faisait partie du corps qui envahit la Suède, et il fut fait prisonnier par les Suédois. En 1810, il fut nommé aide de camp du prince Georges d'Oldenbourg. En 1813, il entra avec le grade de lieutenant colonel dans la légion russo-allemande. En 1815, il commanda, comme colonel, le contingent fourni par le duc d'Oldenbourg à la coalition. Nommé général-major en 1819, il mourut en 1839.

porte d'église qu'il trouva ouverte sur son chemin. Alors, sautant précipitamment à bas de sa monture, il fendit la foule et se dirigea vers le maître-autel, où bientôt on le vit se prosterner tout de son long. Après être resté quelque temps dans cette attitude, il se releva, bénit gravement son escorte, sortit de l'église, se remit en selle, et poursuivit sa route vers l'hôtel qui lui était assigné pour demeure, en continuant de distribuer, de gauche et de droite, sa bénédiction au peuple qui se trouvait dans les rues et aux spectateurs qui encombraient les fenêtres. Pour bien se rendre compte de l'originalité de cette scène, il faut se représenter le général Souvarof montant un cheval cosaque sur le dos duquel on a placé une vieille selle allemande tout usée, avec une mauvaise chabraque garnie de franges tout effilochées, ayant pour chaussures des espèces de brodequins sur les talons desquels tombaient ses bas. Sa culotte, de dimensions trop étroites, et d'une étoffe blanche et empesée, était retenue au-dessous du genou par une boucle, mais aucun des boutons n'en était attaché. Sa chemise, sans jabot ni cravate, se prêtait à toutes les exigences de la respiration. Avec cette chemise, il portait une espèce de pardessus blanc fermé par des pattes. Sa coiffure consistait en un casque de cuir bouilli noir, surmonté d'une large touffe de crin noir et jaune. Avec le gant qu'il tenait à la main gauche il excitait continuellement son cheval, tandis que sa droite lui servait à distribuer ses bénédictions.

Il entrait dans la disposition de marche adoptée par les Autrichiens et les Russes combinés, qu'une partie de l'armée autrichienne eût à passer le Mila; mais, par suite du mauvais temps et du déplorable

état des routes, le général Melas se vit forcé, malgré les ordres de Souvarof, d'arrêter ses colonnes devant ce cours d'eau. Souvarof en fut si irrité qu'il écrivit la lettre suivante à Melas :

« J'apprends qu'on se plaint de ce que l'infanterie se mouille les pieds. La faute en est au temps. La marche a eu lieu pour le service du très puissant et très glorieux empereur. Il n'y a qu'une femmelette, qu'un petit-maître, qu'un fainéant, qui parle d'avoir les pieds secs. Les blagueurs qui rechignent contre un rude service sont des égoïstes à qui on doit ôter leur commandement. Les opérations doivent être entreprises rapidement et avec la moindre perte de temps possible, afin de ne jamais laisser l'ennemi se reconnaître. Quiconque se sent d'une faible santé doit rester en arrière. Il faut que nous affranchissions l'Italie du joug de ces mécréants de Français. Tout officier loyal doit faire le sacrifice de sa vie à un tel but. On ne doit souffrir dans aucune armée ce qu'on appelle des raisonneurs. De la justesse de coup d'œil, de la rapidité et de l'énergie dans l'exécution ! En voilà assez comme ça pour cette fois. »

Sous les murs d'Alexandrie, lorsque tout fut prêt pour donner l'assaut à cette place, il ordonna à un officier de faire porter, comme parlementaire, aux avant-postes ennemis, une échelle d'assaut, et de se borner à dire à l'officier qu'on enverrait au devant de lui : « Souvarof fait voir cette machine-là au commandant de la place. » L'officier s'acquitta fort exactement de sa commission, et le général Gordon, connaissant la signification de ce signal et le caractère de Souvarof, capitula.

LA LÉGION ALLEMANDE

Elle fut créée en Russie, et réorganisée plus tard à Kœnigsberg. Wardenburg, qui y occupa pendant quelque temps le grade de chef de bataillon, nous en fait un tableau encore moins flatté que celui que, de son temps, Erselen traça du corps franc de Lutzow. Voici ce qu'il en dit :

« A Kœnigsberg, accouraient tous les officiers et soldats prisonniers, à l'effet de s'engager dans la légion allemande, non pas toujours mus par le louable désir de prendre part à la délivrance de la patrie, mais parce que les affaires tournaient de plus en plus mal pour Napoléon, et aussi parce qu'ils aimaient encore mieux la nourriture substantielle qu'ils étaient sûrs d'obtenir de la sorte, que la maigre pitance qui leur était allouée à titre de prisonniers. D'ailleurs, on ne se montrait pas difficile en matière de recrutement, et on acceptait tous ceux qui se présentaient, pour peu qu'ils fussent en état de dire seulement quelques mots d'allemand. »

Sur les 800 hommes que Wardenburg reçut d'abord du dépôt, à Kœnigsberg, pour compléter son bataillon, il y avait un grand nombre de Hollandais, de Suisses, de Polonais, etc., qui comprenaient à peine l'allemand, quoiqu'il eût été positivement décidé que la légion ne se composerait que d'Allemands. Au début, notre chef de bataillon était heureux à l'idée de se sentir à la tête de 800 compatriotes avec lesquels il allait bientôt prendre une part active à la lutte entreprise pour la délivrance de la patrie commune. Mais son enthousiasme diminua singulièrement quand il se fut aperçu que ses subordonnés s'étaient bien approprié les principes corrompus et les vices des bas-fonds de l'armée française, mais aucune des bonnes qualités du soldat français. La campagne qu'ils venaient de faire en Russie les avait complétement démoralisés. Une grande partie des officiers eux-mêmes ne faisaient point exception, et c'est tout au plus si l'on pouvait se fier à leurs sentiments politiques. Faire observer une discipline sévère à de pareilles troupes n'était pas chose facile. On ne tarda pas non plus à s'apercevoir qu'il s'en fallait de beaucoup que tous les officiers étrangers, inconnus, prisonniers ou transfuges, qui avaient demandé à prendre du service dans la légion allemande, et que, faute de papiers et de brevets (dont on s'expliquait facilement l'absence), il avait fallu admettre en s'en rapportant à leur parole, fussent réellement ce qu'ils disaient être; de même qu'ils ne rendirent pas à beaucoup près les services qu'on avait pu attendre d'eux. Des renseignements de la nature la plus équivoque commencèrent à circuler sur bon nombre de ces officiers. Ce ne fut qu'en employant la sévérité la plus grande que

les chefs purent parvenir à introduire un peu de discipline et d'esprit de corps dans cette bande sauvage.

La légion allemande prit part à la guerre dans le nord de l'Allemagne, sous les ordres de Walmoden. Elle se battit contre Davoust et les Danois, et, plus tard, elle entra en Belgique. Ensuite elle passa à la solde du Hanovre, puis elle entra au service russe.

La légion russo-allemande fut dissoute aux termes d'une convention conclue le 2 juin 1814, à Paris, entre l'Angleterre, la Prusse et la Russie. Il fut stipulé que les officiers allemands seraient incorporés avec leurs grades dans les corps saxons et belges que la Prusse entretenait alors, et que les anciens officiers russes retourneraient en Russie. Ce fut aussi la Prusse qui se chargea de recueillir les invalides. Quant aux sous-officiers et soldats, ceux qui n'étaient pas sujets prussiens furent rapatriés; mais avant de s'en revenir chez eux, la plupart eurent encore le temps de faire la campagne de 1815.

BUCQUOY

Les Longueval sont une vieille famille noble du comté d'Artois, qui a formé deux lignes. A son nom primitif la ligne française a ajouté le surnom de Manicamp, tandis que celui de De Vaux différencie la ligne belge. Le petit-fils d'Adrien de Longueval, baron De Vaux, fondateur de la ligne belge, fut Maximilien de Longueval, comte de Bucquoy, baron De Vaux, ministre des finances et membre du conseil de la guerre dans les Pays-Bas. En 1575, Philippe II avait érigé en sa faveur la seigneurie de Bucquoy en comté. Lors du siége de Tournay, en 1581, il exerçait un commandement; et, quelques jours avant la reddition de cette place, il fut blessé mortellement par la chute d'une pierre tombant du haut des remparts. De son mariage avec Marguerite de Lisle, dame de Fresne-Gœultzin, il laissait une fille, Yolande, qui épousa Hermann de Bourgogne, baron de Fallez, gouverneur du Limbourg, et un fils, Charles-Bonaventure.

Charles-Bonaventure était né en 1571 ; à la mort de Maximilien, il se trouvait donc encore en bas âge. Alexandre de Parme, qui avait le père en estime toute particulière, fit venir l'enfant auprès du lit du moribond pour qu'il pût recevoir ses dernières bénédictions ; et c'est ainsi qu'il fut donné à Charles-Bonaventure d'assister aux obsèques solennelles faites à son père. La pompe toute militaire déployée à cette occasion, l'immense concours d'assistants et les sympathiques regrets dont ils honorèrent la mémoire du défunt, produisirent une si vive impression sur l'enfant, qu'il déclara au duc, son protecteur, qu'il voulait être soldat pour pouvoir être enterré un jour comme son père. Là-dessus le duc lui transmit la compagnie de lansquenets qui avait appartenu à son père, en même temps que sa charge de grand louvetier d'Artois. A quatorze ans, le précoce enfant était déjà devenu un homme, et il accompagnait son noble guide dans ses campagnes en France. Après la mort du duc de Parme, il obtint également l'estime et la confiance de ses chefs ; et il était parvenu au grade de colonel, en 1596, lorsqu'il vint rejoindre l'armée de l'archiduc Albert pour prendre part aux siéges de Calais et d'Ardres.

Il devint ensuite commandant d'Arras, place dont le maréchal de Biron tenta vainement de se rendre maître, et d'où Bucquoy marcha, à la tête de 2500 hommes, sur Amiens qui venait de tomber au pouvoir de l'ennemi. Mais l'archiduc ayant abandonné cette entreprise contrairement à l'avis de Bucquoy, qui avait espéré qu'il allait se donner un vigoureux coup de collier avec les Français, Bucquoy ne put regagner Arras qu'en perdant les deux tiers de son

monde ; et à peu de temps de là on vit Henri IV et son armée arriver sous les murs d'Arras. Pour montrer combien il faisait peu de cas de l'ennemi, Bucquoy confia la défense de la ville aux compagnies de la garde bourgeoise. Ce qui fit dire à Henri IV, lorsqu'il prit le parti de décamper : « Je m'en vais, rien moins que satisfait du manque de politesse des Espagnols qui, au lieu de vouloir faire un pas en avant pour me venir recevoir, ont décliné l'honneur que je consentais à leur faire. » Mais l'archiduc, reconnaissant sa faute, écrivit lui-même en toute sincérité au roi Philippe : « Devant Amiens comme devant Cambrai, les conseils du comte de Bucquoy répondaient aux désirs de nos soldats ; et peut-être est-ce précisément pour cela qu'on ne les a suivis ni dans l'une ni dans l'autre de ces occasions. »

La paix de Vervins transféra le théâtre de la guerre des plaines de l'Artois sur les bords du Rhin. Bucquoy s'en alla rejoindre le marquis de Guadaleste (1), à qui l'archiduc, avant de partir pour l'Espagne, avait remis le commandement de l'armée. C'était pour la première fois qu'il lui arrivait de fouler ce sol germanique sur lequel il devait cueillir plus tard de si nombreux lauriers. Il ne pouvait pas se trouver à meilleure école : car si comme capitaine il avait plus de talent que son chef, en revanche celui-ci possédait la prudence qui manquait encore au trop impétueux jeune homme, dont il dut plus d'une fois réfréner l'ardeur. Une saison rigoureuse avait déterminé l'a-

(1) François de Mendoça, marquis de Guadaleste, fils d'Ignace de Montejar, amiral d'Aragon, commandant de Val de Penas, employé à diverses reprises dans des missions diplomatiques, mort le 1er mars 1623.

miral à prendre de bonne heure ses quartiers d'hiver; et il les avait choisis de manière à se trouver aussi en sûreté que possible, tandis que Bucquoy alla s'établir à Emmerich, place admirablement située pour une irruption en Hollande et en même temps pour la surveillance des provinces insurgées ainsi que des pays de Clèves et de Berg. A la première approche du printemps, on vit arriver l'ennemi; et le comte Louis-Walter de Nassau, comptant sur l'embarras où allait se trouver Bucquoy, attaqua avec quelques régiments un convoi de munitions. Bucquoy n'entendit pas plus tôt le bruit de la mousqueterie, qu'il monta à cheval sans s'inquiéter de savoir combien d'hommes allaient le suivre. Il était donc presque seul quand il assaillit l'ennemi; aussi, malgré la défense désespérée qu'il lui opposa à son tour, finit-il par succomber sous le nombre, et, couvert de blessures, il fut fait prisonnier.

Dès qu'il put supporter les fatigues d'un voyage, il suivit le comte Louis-Walter à La Haye, où il ne tarda pas à recouvrer sa liberté moyennant 20,000 livres tournois de rançon; et il se retira alors dans le château de ses pères, qu'il ne quitta plus que pour venir recevoir les nouveaux souverains du pays, l'archiduc Albert et l'infante Isabelle. Grâce à lui, à l'amiral d'Aragon et à de Solre, Maurice de Nassau, lors de la première attaque qu'il tenta contre les Pays-Bas, eut affaire à une armée bien équippée et parfaitement préparée à l'accueillir. Par leurs promesses et par l'éclat qui s'attachait à leur nom, ils avaient ramené sous les drapeaux les soldats révoltés; et ils avaient retiré et concentré les garnisons de toutes les places regardées comme peu sûres. Mais ce fut de leur part

une faute grave, que d'y ajouter 5000 paysans flamands aussi mal armés que mal commandés. A la première attaque, ces paysans prirent la fuite, parce que, dit-on, ils se méprirent sur le but d'une manœuvre; et il en résulta, pour le reste de l'armée, une affreuse confusion. Bucquoy n'en fut informé que lorsque déjà il était trop tard pour pouvoir y remédier. Tout au début de l'affaire, il avait reçu plusieurs blessures graves ; et il avait fallu le transporter loin du champ de bataille. Les suites de cette déroute furent cependant moins désastreuses qu'on ne l'avait craint d'abord, l'archiduc ayant réussi à mettre en ligne des troupes fraîches. Dans le premier moment, il voulut rejeter la responsabilité du désastre sur l'amiral qui avait été fait prisonnier, et sur Bucquoy qui était criblé de blessures ; mais il ne tarda point à disculper complétement ce dernier.

L'occasion qu'il saisit pour cela fut le mariage que Bucquoy contracta dans l'automne de l'an 1600 avec Madeleine de Biglia, fille d'un gentilhomme milanais venu dans les Pays-Bas à la suite de l'archiduc. A ce propos, l'archiduc montra tant de bienveillance à Bucquoy, que celui-ci oublia tous ses griefs et accepta avec joie un commandement au siége d'Ostende, où il succéda au comte Frédéric de Bergh (1). Mais, mécontent de la manière dont les opérations en étaient dirigées par Jean Rivas, il demanda bientôt à être employé ailleurs, et fut envoyé au secours de Bois-le-Duc : opération qu'il exécuta avec le plus grand suc-

(1) Frédéric, comte de Bergh, baron de Boxmeer et de Bylant, gouverneur et capitaine général de la province de Gueldre, mort le 3 septembre 1618.

cès et habilement secondé par les comtes de Bergh, de Mansfeld et de Buren. Ils durent alors venir rejoindre l'archiduc à Venloo ; mais ils y trouvèrent tout dans le plus grand désarroi, et la nuit même de leur arrivée, l'ennemi put enlever un détachement de cavalerie, qui, par suite d'ordres mal interprétés, avait été prendre position dans un endroit éloigné et isolé. Au lieu de se lancer à sa poursuite, comme le voulaient Bergh et Bucquoy, l'archiduc ramena ses troupes sous les murs d'Ostende. Bucquoy reconnut du premier coup d'œil qu'un tout autre esprit présidait maintenant aux opérations du siége, et que cette entreprise, que pendant longtemps il avait traitée de folie, avait cessé d'être une impossibilité. Il rencontra, en effet, sous les murs d'Ostende Spinola (1), qui désormais était seul chargé de la direction du siége. En l'acceptant, Spinola avait dit : « Je payerai tout, mais je veux tout faire. » Il confia à Bucquoy le

(1) Ambroise, marquis de Spinola, né à Gênes en 1569, amena dans les Pays-Bas 9000 Italiens qu'il soldait lui-même au moyen de prélèvements opérés sur les caisses publiques du gouvernement espagnol, et parmi lesquels il réussit à entretenir constamment la plus exacte discipline. Il prit Ostende en 1604, à la suite d'un siége qui avait duré trois ans et deux mois, et fut nommé général en chef des troupes espagnoles dans les Pays-Bas. Le reste de la campagne fut une véritable partie d'échecs entre deux maîtres consommés dans leur art. Après une suspension d'armes qui avait duré douze ans, ces deux dignes adversaires. Maurice de Nassau et Spinola, se mesurèrent de nouveau. Spinola s'empara de Clèves, et en 1625, de Breda, après dix mois de siége. Mais sa santé avait tellement souffert de l'air malsain des marais, qu'il lui fallut résigner son commandement. Son dernier exploit eut lieu en 1630, en Italie, où il se rendit maître de Casale. Il mourut la même année.

commandement de son artillerie ; et ces deux hommes de guerre conçurent bientôt l'un pour l'autre la plus étroite amitié. Spinola témoignait à son jeune compagnon d'armes la confiance la plus entière, en même temps qu'en toute occasion il montrait pour ses avis une déférence parfaitement justifiée. De son côté, Bucquoy s'attacha avec un dévouement aveugle à ce profond tacticien et à ce savant ingénieur, qui n'avait pas de plus fervent admirateur.

La prise d'Ostende valut à Bucquoy l'ordre de la Toison-d'Or, dont les insignes lui furent remis par l'archiduc, et sa nomination, par le roi, aux fonctions de membre du conseil de la guerre. Il fut alors envoyé vers le Rhin, où en moins de cinq semaines il parcourut en tous sens les pays de Cologne, de Juliers et de Berg, enlevant force transports militaires et détruisant force ouvrages de défense, pillant les bourgs et brûlant les villes sur son passage, de sorte que bientôt les plaintes les plus amères furent portées à Vienne au nom des populations dont les territoires étaient ainsi ravagés. Ces plaintes devinrent tellement vives qu'elles arrachèrent l'empereur Rodolphe II lui-même à ses rêveries et à ses spéculations astrologiques, et le décidèrent à publier (12 septembre 1605) une lettre comminatoire, demeurée du reste sans aucun résultat. Elle fut suivie (1er octobre 1606) d'une nouvelle et tout aussi inutile admonestation, car Bucquoy ne se décida à évacuer le territoire de l'Empire que lorsque le moment fut venu pour lui d'opérer sa jonction avec Spinola : mouvement qui amena immédiatement la conclusion d'un armistice.

Maintenant, Bucquoy se consacra à la paisible jouissance des joies de la vie de famille, jusqu'au

oment où la nouvelle de l'assassinat de l
arracher. Le gouvernement des Pay
ors convenable d'envoyer à la reine do
nbassade de condoléance, et choisit
ucquoy, qui était bien connu comme lo
mme ardent admirateur du feu roi. L
els de cette mission prouvèrent combi
oix était heureux.

L'année d'après, il fut encore adjoir
ns une ambassade honorifique en Bohé
complimenter et de féliciter le nouve
ias, et d'assister à son couronnemen
rta une chaîne d'or avec le portrai
ohême peint sur un médaillon richen
illants.

Le 25 mars 1613, par suite de la
narles de Croy (décédé le 13 janvier
ı grand bailli du Hainaut : fonctions d
tions étaient tout à fait analogues à c
rneur général, et comprenaient la dir
ure des affaires de justice, avec l'exe
grâce, la police et les finances. Mais
connu l'incompatibilité d'un tel poste
ssement de ses devoirs militaires, il s
r le marquis de Chasteler.

En 1614, il fut envoyé au congrès rét
sujet des affaires de Transylvani
uxelles avec une suite peu nombreu
février à Linz, et quinze jours aprè
l'empereur Matthias lui fit l'accueil
ux. Il réussit à se concilier au plus l
eur et la confiance de ce prince. D
ant-coureurs des tempêtes qui approch

une telle gravité, qu'il était impossible à l'Empereur et à Bucquoy de les méconnaître. Matthias adressa donc, sous la date du 11 septembre, à l'archiduc une lettre dans laquelle, faisant mention des menées coupables auxquelles « les hérétiques » se livraient ouvertement dans toutes les provinces de l'Empire, il exprimait la résolution de s'entourer d'hommes expérimentés dans les affaires de guerre et de conseil, ajoutant qu'après s'en être préalablement entendu avec Spinola, il avait nommé Bucquoy quartier-maître général de l'armée impériale. L'archiduc eut l'air de ne considérer cette nomination que comme purement honorifique, et s'exprima en conséquence en la faisant connaître à Bucquoy. Néanmoins, il le renvoya encore l'année suivante à Prague ; et dans les lettres que Bucquoy écrivit de cette ville en Belgique, on trouve les prédictions et les explications les plus positives sur les mouvements qui devaient éclater quelques années plus tard en Bohême. Lorsqu'au mois de septembre il prit congé de l'Empereur, celui-ci lui dit qu'il comptait bien le voir demeurer à son service et revenir au premier appel : ce à quoi, pour se conformer aux instructions qu'il avait reçues de la cour de Bruxelles, l'envoyé ne put répondre qu'en termes évasifs. L'Empereur insista de la manière la plus pressante, tant auprès de Bucquoy qu'auprès de l'archiduc Albert ; mais les régents des Pays-Bas, qui à ce moment-là étaient très mécontents de l'archiduc Maximilien (1), et qui éprouvaient quelques inquiétudes au sujet des dispositions réelles où

(1) Né le 12 octobre 1558, grand maître de l'ordre Teutonique, mort le 23 octobre 1620.

la cour d'Espagne était à leur égard, ne sachant pas non plus comment celle-ci pourrait prendre la chose, jugèrent bon d'envoyer le comte de Bucquoy à Madrid, sous prétexte de faire complimenter le roi à l'occasion du mariage de son fils. L'envoyé trouva la cour de Madrid bien plus favorablement disposée qu'on aurait pu croire. La détermination à prendre, relativement à ce qui le concernait, fut abandonnée à l'archiduc, qui, en conséquence, refusa expressément (20 août 1616) de céder Bucquoy à l'empereur Matthias.

Toutefois, une lettre des plus amicales et des plus pressantes, que l'Empereur lui adressa encore l'année d'après, détermina l'archiduc à consentir à cette mesure (5 novembre 1617). La tournure donnée à cette affaire fut extrêmement désagréable à Bucquoy. Il ne songea pourtant pas à refuser, et crut trouver une échappatoire en exigeant pour ses services une rémunération extrêmement élevée. Mais le comte Wratislaff Furstenberg (1), envoyé de l'Empereur, et de longue date ami intime de Bucquoy, ne lui laissa pas de repos. Enfin, le 13 juillet 1618, année où commença la guerre de Trente ans, fut signé le traité qui devait rendre Bucquoy à jamais célèbre dans l'histoire, et en même temps lui faire rencontrer une mort prématurée sur la terre étrangère.

On lui accorda 2000 florins de traitement par mois, une indemnité annuelle de 13,000 florins, et 600 écus

(1) Né en 1577, employé dans la diplomatie sous le règne des empereurs Rodolphe II, Matthias et Ferdinand II, chevalier de la Toison-d'Or et président du Conseil aulique de l'Empire, mort en 1631. Il était le beau-père du célèbre feld-maréchal d'Ilow, dit *Illo*.

de Brabant à titre de gratification, au moment de la signature du traité. Il quitta alors la Belgique, en compagnie seulement du commissaire général des guerres don Juan Cesate, et arriva le 15 août 1618 à Vienne, où il fut reçu par l'Empereur de la façon la plus gracieuse. Il trouva singulièrement développés les troubles dont il avait reconnu déjà depuis longtemps les premiers germes. En Bohême, il n'y avait plus que trois villes qui fussent demeurées fidèles à l'Empereur : Budweis, Krummau et Pilsen. L'unique général que l'Empereur eût en Bohême, Dampierre (1), s'était retranché avec 9000 hommes à Neu-Bistritz ; et les États de Bohême mettaient à profit la sécurité que cela leur donnait, pour accroître leurs forces défensives et se mettre en mesure de tenter une attaque contre Krummau et Budweis. Seule, la première de ces places tomba en leur pouvoir.

Bucquoy ordonna à Dampierre d'évacuer Neu-Bistritz à jour fixe, et de venir le rejoindre à Deutsch-Brod. Le 4 septembre, il arriva de sa personne dans un village de Moravie appelé Schorncherast, où avaient dû l'attendre les troupes espagnoles et wallones arrivées des Pays-Bas. Il reconnut que tous les détachements n'étaient pas encore arrivés, et qu'il ne se trouvait guère là que 4300 hommes de toutes

(1) Henri Duval, comte de Dampierre, né aux environs de Metz vers l'an 1570, arrivé en Allemagne dans les premières années du règne de l'empereur Rodolphe II, et entré alors à son service; nommé colonel en 1604, en récompense d'une victoire par lui remportée sur Bethlen-Gabor, puis fait prisonnier à Gran, lors d'une révolte de la garnison, employé plus tard contre les Vénitiens et en Bohême, il périt en 1620 à l'assaut de Presbourg.

armes, avec quelques pièces de canon. Cependant il marcha de l'avant, en se confiant à sa bonne étoile. Dampierre, arrivé le 14 septembre, avait vainement tenté de s'emparer de Neuhaus; en revanche, il avait écharpé 500 hommes que le comte Thurn avait fait marcher contre lui, et s'était rendu maître de Pilgram, d'où il vint opérer sa jonction avec Bucquoy, qui l'attendait à Deutsch-Brod.

Bucquoy prit alors avec lui une partie de la cavalerie et 2000 hommes de l'infanterie de Dampierre, et, ainsi renforcé, résolut d'opérer contre Prague en partant des bords de l'Elbe, tandis que Dampierre recevait l'ordre de remonter la Sasawa, en même temps qu'il lui était vivement recommandé d'éviter, autant que possible, tout conflit avec les populations des campagnes de la Bohême. L'impétueux Lorrain oublia sa consigne, se mit à brûler sans pitié les villages, et, attiré par le butin à faire, se dirigea sur Czaslau; mais il tomba dans une embuscade, et dut encore s'estimer trop heureux de pouvoir se retirer à Pilgram, avec des pertes très considérables. Bucquoy l'attendait toujours près d'une petite ville de la frontière appelée Polna, où il avait pris une forte position. Quand de là il se rendit à Pilgram (1er octobre), il n'y trouva plus Dampierre, et comprit bien alors qu'il ne lui fallait plus compter sur une coopération régulière de la part de celui-ci. Bucquoy tenait pour l'Empereur, dont la politique inclinait à la douceur et à la conciliation, et Dampierre pour Ferdinand et ses mesures de rigueur.

Cependant, Bucquoy demeura inactif à Pilgram, jusqu'au moment où une armée de 15,000 hommes s'approcha de cette place. Il commença alors (12 no-

vembre) sa retraite sur Neuhaus, à la face de l'avant-garde du comte Thurn. La marche dura trois journées, dont chacune fut marquée par des combats tellement meurtriers, qu'il arriva souvent que les combattants ne fussent séparés les uns des autres que par la longueur d'une pique. Les troupes impériales n'en continuèrent pas moins leur marche rétrograde sans se laisser un seul instant entamer, et dans le meilleur ordre : résultat dont Bucquoy fut particulièrement redevable à la bravoure du colonel de cavalerie espagnole don Balthazar de Marradas (1), et de Guillaume de Lamboy (2). Le 19 novembre, Bucquoy fit halte aux environs de Budweis, et là, dans une position dont l'avantage compensait jusqu'à un certain point l'infériorité numérique de ses forces, il offrit la bataille, qui se prolongea très tard dans la nuit, et qui ne cessa que par l'épuisement complet des deux armées en présence, mais dont le résultat fut que l'ennemi décampa le lendemain matin pour s'en aller ravager l'Autriche, où il savait ne pas rencontrer un Bucquoy. Il laissait en arrière un corps d'observation aux ordres d'Ulrich Kinski, qui ne gêna en aucune

(1) Commandeur de l'ordre de Malte. Venu en Allemagne avec son oncle, don Guillaume de San Clemento, grand d'Espagne, il passa feld-maréchal en 1625. Nommé plus tard chambellan et conseiller intime, il mourut vers 1640 en Bohême, à l'âge de soixante-dix-huit ans, sans avoir jamais connu le mal de tête, remarque Khevenhüller.

(2) Il était né, vers l'an 1580, aux environs de Gand, et avait suivi Bucquoy en Bohême, où il débuta par le grade de colonel. Il fit toute la guerre de Trente ans, parvint aux plus hautes dignités militaires, et mourut en Bohême dans un âge très avancé Il possédait en Belgique les seigneuries de Dessenaer, Wintershoven et Corteshem.

façon Bucquoy, et qui, tout au contraire, lui servit à tenir ses troupes en haleine et à leur inspirer de la confiance en elles-mêmes.

Sur ces entrefaites, il se présenta à lui un adversaire de plus d'importance : Ernest de Mansfeld (1), qui, de même que lui, avait appris l'art de la guerre à la grande école des Pays-Bas. Il était arrivé dans les premiers jours d'octobre à Prague, à la tête de 4000 hommes d'infanterie et de 300 cavaliers qu'il avait recrutés et équipés lui-même. Il avait été nommé général d'artillerie par l'Union, et chargé de marcher sur Pilsen, que Félix Dorhaus ne pouvait guère défendre avec plus de 500 hommes. Ce n'étaient pas là des éléments de défense suffisants contre un tel adversaire. Mais Bucquoy répara jusqu'à un certain point cet échec par un brillant combat de cavalerie qu'il livra (19 novembre) aux environs de Budweis, et à la suite duquel il marcha ensuite sur Krummau, qui capitula après deux jours d'investissement. Bucquoy y laissa 300 mousquetaires flamands et 200 reitres; puis, avec le restant de son corps d'armée, il s'en alla prendre ses quartiers d'hiver en Autriche.

Pendant l'hiver, il se rendit à Vienne à l'effet d'y

(1) Fils naturel du prince Pierre-Ernest de Mansfeld (né en 1517, mort en 1604), qui déjà, sous le règne de Charles-Quint, avait rempli les fonctions de gouverneur général des Pays-Bas, de 1592 à 1594. Il était né en 1585, d'une dame de Malines, et avait été légitimé par l'empereur Rodolphe. Élevé dans la religion catholique, à la cour de son parrain l'archiduc Ernest, il servit d'abord l'Empereur et les Espagnols. Mais, en 1610, le gouvernement ayant refusé de lui attribuer la propriété d'une partie des domaines de son père, il embrassa le protestantisme, passa au service de l'Union, et mourut en 1628, à Urakowicz, en Bosnie.

participer à des négociations pour la paix, qui n'offraient guère de chances de réussite ; mais, fatigué du spectacle navrant qu'offraient tant de passions et d'intérêts luttant confusément et sans souci d'épargner quelques heures d'amertume au vieil Empereur prêt à descendre dans la tombe, il se hâta de s'en retourner à Krummau. De là, à l'aide de ponts reposant sur de doubles rangées de tonneaux vides disposés dans les marais à peu près impraticables derrière lesquels Kinski s'était parfaitement fortifié, il réussit à jeter 1000 hommes d'infanterie et 500 reîtres dans Budweis, sans perdre un seul homme dans cette difficile opération. Plusieurs engagements des plus vifs eurent lieu alors entre les Impériaux et les Bohêmes, et au total se terminèrent à l'avantage des premiers. Bucquoy vit bien Waldstein, avec le régiment de 1000 reîtres qu'il avait recruté lui-même dans les Pays-Bas, et Dampierre à la tête de quelques centaines de fantassins et 500 reîtres hongrois, venir grossir ses forces ; mais l'effectif réel de son corps d'armée ne dépassa pas pour cela 9000 hommes. C'est avec de si faibles ressources qu'il résolut de se jeter entre les deux armées protestantes ; et il se mit d'abord à la recherche de Mansfeld, qu'il rencontra le 10 juin à Nadelitz. L'avant-garde impériale, commandée par Dampierre, plia d'abord. Elle fut remplacée par des reîtres wallons, dont la charge fut tellement irrésistible, que l'ennemi dut se réfugier dans une place entourée de murailles et de fossés, où il opposa encore la résistance la plus désespérée, et se fit massacrer jusqu'au dernier homme. Le village fut livré aux flammes ; mais Bucquoy traversa l'incendie pour aller attaquer Mansfeld, qui, en cet instant

même, prenait ses dispositions pour battre en retraite. Comme l'infanterie de Bucquoy était restée en ar rière de sa cavalerie, il plana pendant quelque temps un peu d'incertitude sur l'issue du combat acharné qui s'engagea alors. Un ordre mal compris ayant amené un vide dans les rangs de l'ennemi, Bucquoy, avec son coup d'œil d'aigle, eut bientôt saisi le moment décisif, et mit l'ennemi en pleine déroute. Mansfeld essaya encore de résister derrière un retranchement construit avec des chariots du train des équipages; mais à la fin il lui fallut se retirer à Pilsen avec les débris de son monde. 1100 morts, autant de prisonniers, 7 drapeaux, 2 canons, et toute la correspondance de Mansfeld tombée aux mains du vainqueur : tels furent les trophées de cette victoire. Elle fut remportée le jour même où le sang-froid de Ferdinand résistant aux barons rebelles, et l'heureux secours des reîtres wallons arrivant juste au moment nécessaire, sauvaient l'Autriche. Ferdinand avait écrit à Bucquoy pour que celui-ci eût à lui faire passer des renforts; mais Bucquoy, qui ne voulait point se démunir, avait ordonné au gouverneur de la citadelle de Krems d'envoyer à Vienne, sous les ordres du colonel Gebhard Saint-Hilaire (1), 500 reîtres wallons du régiment de Dampierre. Ils arrivèrent à l'instant même où Ferdinand se sentait hors d'état de résister davantage, et où André Tschernembel (2) le saisissait par les boutons de son pourpoint en s'é-

(1) Un Lorrain, fils d'un capitaine d'artillerie: fonctions qu'il remplit aussi plus tard lui-même.

(2) Il s'enfuit plus tard à Prague, devint président du conseil de la guerre, se rendit ensuite à Heidelberg, et mourut, en 1626, à Genève, dans une profonde misère.

criant : « Mon fils! rends-toi, il faut signer! (1) » C'est à ce moment que retentit dans la cour du château impérial le cri : « Les Wallons ! » suivi du bruit de leurs trompettes, et aussitôt les orgueilleux révoltés de s'enfuir précipitamment dans toutes les directions. Ce trait d'audace valut au colonel la charge de grand maître des pêcheries, en souvenir de ce que c'était par la Porte dite des Pêcheurs, la seule don les Bohêmes n'eussent pas pris le soin de s'assurer, qu'il avait pénétré dans le château. On accorda au régiment le privilége exclusif de pouvoir entrer au son de sa musique dans le château impérial.

Bucquoy n'eut pas seulement à lutter contre les difficultés que lui créait l'infériorité numérique de ses troupes relativement à celles de ses adversaires, il lui fallut encore combattre l'hostilité mal déguisée de tous les fonctionnaires de l'ordre militaire, qui, pour se venger de la sévérité avec laquelle il réprimait leurs déprédations et leurs concussions, s'attachaient à le laisser dans l'embarras, de même que la jalousie de Dampierre. Mansfeld réunit une nouvelle armée; Kinski couvrait Neuhaus, et le comte Thurn était attendu à chaque instant en Bohême. Bucquoy, d'accord avec Dampierre et Marradas, n'en déploya qu'une plus infatigable énergie : dans l'espace de

(1) On voulait qu'il signât l'acte d'union des États d'Autriche avec les Bohêmes. Dans la nuit du 6 juin il avait déjà dû résister à un bien rude assaut, quand le château impérial ayant été attaqué par les bandes aux ordres de Thurn, la fusillade l'avait chassé de ses appartements. Il avait alors passé la nuit à genoux en prières devant un crucifix, et n'avait quitté cette attitude qu'en croyant entendre une voix mystérieuse qui lui disait : *Ferdinande, non te deseram !*

vingt-sept jours il eut conquis les clefs de vingt villes et d'un grand nombre de châteaux forts de la Bohême.

Des événements politiques d'une grave importance suspendirent alors en fait les hostilités pendant quelque temps. Ferdinand était inopinément accouru à Francfort, où il avait été élu empereur parce que Maximilien de Bavière, son seul concurrent redoutable, avait eu la sagesse de se retirer. D'un autre côté, les Bohêmes avaient élu pour roi l'Electeur-palatin Frédéric, qui avait accepté la couronne qu'on lui offrait. Cette élection et son acceptation étaient deux actes d'une égale imprudence. Frédéric n'était pas l'homme qu'exigeaient les circonstances, et il n'apporta point aux Bohêmes la puissante assistance dont ils avaient besoin. En effet, son beau-père, le roi Jacques Ier d'Angleterre, ne le secourut point; et comme réformé, il avait pour adversaires les protestants luthériens. D'ailleurs il ne comprenait pas le côté national du mouvement bohême, qui était bien plus une affaire d'opposition politique nationale que réellement basé sur le terrain des questions de foi religieuse, lesquelles, dans toute cette guerre, ne furent pour beaucoup qu'un prétexte et un masque.

Alors on vit la guerre civile recommencer avec un redoublement de fureur. Bucquoy fit tout pour en adoucir les horreurs. Il chargea Marradas et Waldstein de poursuivre et de chasser du pays les bandes hongroises et polonaises qui avaient déserté les drapeaux de l'Empereur pour parcourir les campagnes en les pillant et en les dévastant. Son quartier général fut longtemps établi à Mirowetz, petit village situé sur la rive gauche de la Moldau, d'où il pouvait surveiller

dans toutes les directions les mouvements de ses adversaires. Le 28 septembre, il s'en éloigna à la nouvelle d'une formidable invasion dont on était menacé par les Hongrois. Il en instruisit Dampierre, qui occupait une position avantageuse sur les frontières de la Bohême et de la Moravie; accourut à Budweis, où il établit Marradas en qualité de gouverneur; puis se dirigea vers l'Autriche, à la tête d'un corps d'armée dont divers renforts avaient porté l'effectif à un chiffre de 16,000 hommes. Sur toute sa route, il trouva les populations protestantes hostiles, et travaillées par leurs prêtres ainsi que par des émissaires de Bethlen-Gabor. A Hoorn, il lui fallut se faire ouvrir les portes à coups de canon. A Roetz, Dampierre vint le rejoindre avec les débris de son corps, que la trahison et la défection venaient de décimer. En vain Bucquoy tenta de faire accepter une bataille à l'ennemi, en canonnant pendant une journée les murailles de Znaïm. Il repassa la Theiss et suivit lentement le bord du Danube. A Bisamberg, il repoussa victorieusement, avec son artillerie, une attaque tentée contre son arrière-garde, et sur les rives du Danube il opéra sa jonction avec l'archiduc Léopold (1) venu au devant de lui avec une partie de la garnison de Vienne. Dans les journées des 25 et 26, il lui fallut effectuer le passage du Danube au milieu de combats incessants dans

(1) Léopold-Guillaume, second fils de l'empereur Ferdinand et de Marie-Anne de Bavière, né le 6 janvier 1614. Dès l'âge de seize ans il était pourvu de neuf hautes dignités ecclésiastiques. De 1646 à 1656, il remplit les fonctions de gouverneur des Pays-Bas espagnols, et il fut ensuite le tuteur de son neveu l'empereur Léopold. C'était un prince bon, sensé et ami des arts. Il mourut le 20 novembre 1662.

lesquels Waldstein se distingua aussi d'une façon toute particulière. Il réussit, sous le feu continuel de l'ennemi, à transporter sur l'autre rive du fleuve tout son corps d'armée avec son artillerie et ses bagages, dans un ordre que les écrivains contemporains ne savent trop admirer, et en ayant soin de détruire tous les ponts après lui. Il eut dans cette circonstance le bras fracassé par un coup de mousquet.

Mais quand le colonel Rodolphe Tiefenbach (1), qui avait été envoyé contre Presbourg, s'en revint seul, apportant la nouvelle que son régiment avait été exterminé, que Presbourg était au pouvoir de Bethlen-Gabor, et l'armée du vice-roi anéantie, Bucquoy, oubliant sa blessure, courut à la rencontre des Hongrois à la tête de ses cuirassiers. Il attaqua leur avant-garde avec une incomparable énergie, et il s'engagea alors une lutte effroyable. Toujours à la tête des siens, il est entouré et reconnu. On lui arrache sa riche armure, et un coup de sabre lui découvre le cou. Mais chacune de ces insultes est immédiatement vengée par la mort d'un ennemi; et, quoique le bras en écharpe et pouvant à peine conduire son cheval, il parvient à se dégager, à rallier ses cavaliers et à se retirer en bon ordre.

Quand les bandes sauvages qui venaient d'épouvanter Vienne eurent battu en retraite, il s'occupa d'abord de nettoyer le duché des hordes de l'Ukraine et des maraudeurs hongrois, et songea ensuite à rem-

(1) Devenu plus tard feld-maréchal et membre du conseil intime. Son régiment d'infanterie, créé en 1619, est le plus ancien de l'armée autrichienne et subsiste encore de nos jours. Des terres confisquées à Wallenstein il obtint pour sa part les domaines de Kumbourg et d'Aulibitz.

plir l'engagement qu'il avait pris de lever et d'organiser dans les États héréditaires un corps d'armée de 20,000 hommes; et, pour cela, il lui arriva de l'argent d'Espagne, de Rome et des Pays-Bas. Parmi les officiers des nombreux détachements qui vinrent solliciter l'honneur de servir sous ses ordres, on remarquait surtout des gentilshommes belges, entre autres un Guillaume de Melun (1), un Charles de Croy (2), Ernest de Suys, baron de Clingelandt, qui, plus tard, en sa qualité de commandant de Prague, figura parmi ceux qui se prononcèrent contre Waldstein : ce qui lui valut le grade de quartier-maître général, et, en 1645, le titre de comte de l'Empire; Albert de Ligne-Aremberg (mort en 1674), prince de Barbençon, comte d'Aigremont; Maximilien de Billéhé, tué en 1634 à la bataille de Nordlingen, et fils du baron de Vierset; Jean Bette, baron de Leede, qui, en 1619, avait amené à Bucquoy 500 cuirassiers recrutés en Belgique, mais qui, à Eichstædt, se laissa surprendre et battre par les troupes de l'Union; François de Morialmé; Albert de Gavre, baron d'Inchy; Charles de Mazures; Alexandre de Bournonville, comte de Hennin-Liétard (né en 1586, mort à Lyon le 26 mars

(1) Guillaume de Melun, prince d'Espinoy, marquis de Richebourg, comte de Beaussart, sénéchal de Hainaut, chevalier de la Toison-d'Or, envoyé plus tard à diverses reprises, par l'Espagne, en Hollande et en Allemagne, mort le 10 septembre 1625.

(2) Charles-Alexandre de Croy, Castellan héréditaire de Mons, marquis d'Havré, comte de Fontenay-le-Château, chevalier de la Toison-d'Or, assassiné à Bruxelles le 9 novembre 1624. Son frère Ernest, baron de Fenestrange, et son cousin François, baron de Noirthout, combattaient sous ses ordres à la bataille de Prague.

1656) ; François d'Herzelles, Jacques d'Arlin, baron de Bornival. Cette organisation une fois terminée, c'est-à-dire vers la fin du mois de janvier 1620, Bucquoy entra en campagne et marcha d'abord contre Mansfeld, qui venait de remporter des avantages sur diverses garnisons de places de frontières.

Mais Mansfeld, rappelé à Prague, avait remis le commandement au jeune baron de Fels, qui commit l'imprudence de trop s'avancer. Attaqué (21 février) à Langenlois par Bucquoy, il fut mis complétement en déroute à la suite d'un combat opiniâtre qui dura six heures, et qui lui coûta au moins 1,200 morts et autant de prisonniers, plus la perte de six drapeaux, de deux étendards et de deux pièces de campagne. Les jours suivants, les Impériaux soutinrent également de victorieux combats à Eggenburg et à Burgschleinitz. On résolut alors de marcher sur Prague ; mais un délai de quinze jours était nécessaire pour approvisionner l'armée, et pendant ce temps-là, l'ennemi prit des dispositions par suite desquelles il fallut renoncer à cette opération. Christian d'Anhalt s'était si bien retranché de l'autre côté d'Eggenburg avec 12,000 hommes et une nombreuse artillerie, qu'une attaque désespérée, tentée pendant deux jours contre ses lignes par les Impériaux, demeura infructueuse. Bucquoy déplora surtout la perte du colonel des reîtres wallons, le baron Miromont, resté sur le champ de bataille avec 140 des siens. La cavalerie impériale vengea la mort de ces braves en décidant (21 avril) le gain de la bataille de Sitzendorf, qui coûta aux Bohêmes deux généraux, Fels et Haugwitz, et la fleur de leur noblesse. Bucquoy mit à profit le désordre et la confusion qui furent le résultat de cette déroute

pour l'ennemi, et reprit quelques villes et châteaux forts du duché qui étaient jusqu'alors demeurés en son pouvoir. Par compensation, les Impériaux perdirent d'autres places sur les frontières de la Moravie.

A ce moment, son beau-frère, le comte de Biglia, qu'il avait envoyé à Krems annoncer à l'Empereur la victoire remportée à Sitzendorf, lui rapporta l'heureuse nouvelle que le duc de Bavière s'avançait vers le Danube à la tête de 30,000 hommes. Tilly commandait l'armée de la Ligue et avait également sous ses ordres un certain nombre de gentilshommes belges. De Mortaigne (1) était colonel de 3,000 arquebusiers, le comte de Bronckhorst (2), quartier-maître général de l'infanterie; Van der Nerseer, Van Liedeloo, de Virmondt, colonels de cavalerie. Bucquoy opéra sa jonction avec le duc à Neu-Polda. Dans le conseil qui fut tenu immédiatement, il combattit vivement l'opinion de la majorité qui prétendait qu'il fallait marcher immédiatement sur Prague, et soutint qu'en rai-

(1) Deux frères Mortaigne, Cornelius-Gaspard, duquel il est ici question, et Christophe, servirent d'abord la Ligue, mais passèrent plus tard au service de Suède. Cornelius fut aussi employé par les Suédois dans diverses missions diplomatiques, et jouissait d'un grand crédit auprès de Baner. Après la mort de Baner, il devint feld-maréchal au service de Hesse, et il mourut au champ d'honneur le 18 juillet 1648.

(2) Jean-Jacques, comte de Bronckhorst et Anholt, baron de Batenburg, Müllendonck, Bar et Latoumb, seigneur de Neuwerburg, Drachenfels et Meular, né en 1580, comme Bucquoy, perdit, jeune encore, son père sous les murs de Lochem (1585), fit son apprentissage de l'art de la guerre à l'école de Spinola, entra ensuite au service de la Ligue, se distingua en Bohême, contre les Brunswickois, contre Mansfeld et contre les Danois, reçut l'ordre de la Toison-d'Or, fut créé comte de l'Empire, puis feld-maréchal, et mourut de la peste le 19 octobre 1630.

son de l'état avancé de la saison et des difficultés qu'on éprouverait à nourrir l'armée, il valait mieux prendre des quartiers d'hiver en Moravie. Il ne put faire prévaloir son avis contre les désirs du duc, contre l'ardeur guerrière de Tilly, et surtout contre le fanatisme du général des Déchaussés, le P. Dominique de Jesus-Maria; et il dit alors à Tilly : « Eh bien! baron, dépêchons-nous de vaincre, ou préparons-nous à mourir de faim! » Toutefois, il éprouva encore une consolation à Budweis, point vers lequel l'armée se mit immédiatement en marche. Guillaume Verdugo (1) venait d'y arriver de Milan à la tête de 8,000 Espagnols, ce qui porta l'armée de la Ligue à un effectif de 50,000 hommes. Le duc de Bavière commandait les troupes allemandes; les Espagnols, les Belges, les Italiens et les Polonais, étaient sous les ordres de Bucquoy.

Les deux armées prirent des routes différentes, et se rejoignirent trois jours plus tard sous les murs de Pilseck. Cette ville essaya de résister; mais après trois jours d'investissement, le commandant de la place, ne recevant point de secours, demanda à capituler, en suite de quoi un armistice fut conclu. Par malheur, six mois auparavant, le commandant espagnol de cette même place, don Martinez de Huerta, avait été égorgé par ses soldats, qui avaient livré la ville à l'ennemi. Les Wallons brûlaient de se venger, et, malgré la conclusion de la suspension d'armes, un de leurs régiments franchit les murs et massacra la

(1) Né en 1578, mort à Kreuznach le 15 janvier 1629. Il obtint la seigneurie de Dupau, enlevée à Schlick, et celle de Maschau, confisquée sur Stampach; mais sa race s'éteignit bientôt.

garnison jusqu'au dernier homme. Arrivèrent ensuite les Cosaques, qui auraient mis la ville tout entière à feu et à sang, si le duc Maximilien et Bucquoy n'avaient pas su, l'épée à la main, contraindre ces furieux à rentrer dans l'ordre. Les places se rendirent alors les unes après les autres, et quand il prenait possession d'une nouvelle ville, le duc avait habitude de dire : « Ce sont encore ces diables incarnés de Wallons qui nous ont ouvert les portes de celle-ci ! » Toutefois, sous les murs de Pilseck, où l'on se trouvait avoir Mansfeld en face, on se laissa arrêter assez longtemps par des semblants de négociation; puis enfin on se décida à marcher sur Prague.

A Radnitz, où avec l'avant-garde Bucquoy avait personnellement pris part avec plus de passion qu'il ne convient à un chef d'armée à un combat entre Wallons et Hongrois qui se termina par la prise de cette place, il reçut un coup de feu dans le bas-ventre, de sorte qu'il fut alors pendant quelque temps sans pouvoir monter à cheval, et qu'il lui fallut se faire porter en litière. Mais il ne continua pas moins pour cela à diriger les opérations avec une énergie morale qui lui faisait aisément oublier la douleur de sa blessure. Cette fois encore, dans le conseil de guerre, il émit l'avis qu'au lieu de s'en aller attaquer la formidable position que l'ennemi occupait sur le *Weissen-Berg*, il valait bien mieux se jeter sur Prague et s'en emparer d'un coup de main ; mais au bruit du canon qui vint interrompre la délibération, il se laissa gagner par l'enthousiasme général et s'écria alors : « Allons, Messieurs, il nous faut maintenant remuer nos bras au lieu de nos langues! » La veille de la ba-

taille, les Wallons, commandés par le vieux colonel Gaucher le Bourguignon, avaient déjà réussi à surprendre un village situé au pied du *Weissen-Berg*, où ils avaient massacré des reîtres hongrois à s'en démettre les bras, puis ils s'en étaient revenus, ramenant un riche butin en chevaux. Le village en feu éclaira leur retour.

Ce fut par une froide et sombre journée de novembre que se livra la célèbre bataille qui décida et confirma la soumission de la Bohême sous le sceptre de la maison d'Autriche. Vers midi, le brouillard, en se dissipant, donna le signal de l'attaque. Bucquoy, qui avait quitté sa litière, commandait l'aile droite, le duc et Tilly l'aile gauche. Chefs et soldats firent leur devoir. Pendant la première demi-heure, on se borna à se canonner. Christian d'Anhalt mit en fuite deux régiments de reîtres impériaux ; Bucquoy lui opposa Guillaume Verdugo et ses Wallons qui eurent bientôt dispersé les reîtres d'Anhalt, et qui s'emparèrent en outre d'une des batteries de l'Union. Tilly envoya le colonel Kratz attaquer l'ennemi en flanc, mouvement qui jeta dans ses rangs la plus grande confusion. Verdugo prit un étendard de sa propre main et fit en outre le prince prisonnier. Les affaires n'allaient pas moins bien à l'aile gauche, et moins d'une demi-heure après, l'armée impériale avait remporté la plus complète des victoires.

Au bout de quelques heures, Bucquoy vit arriver à son quartier un parlementaire qui venait lui annoncer que la garnison du château fort situé sur le *Weissen-Berg* ne voulait se rendre qu'à lui, parce que sa générosité lui était connue et qu'elle croyait

pouvoir l'invoquer. Bucquoy donna aussitôt au baron Philippe de Mérode (1), dont le frère venait d'être tué, l'ordre d'aller occuper le château avec 200 hommes. Mérode, en accomplissant cette mission, fit preuve d'autant de courage que d'humanité. Il défendit la vie de ses prisonniers et le riche mobilier du château contre la fureur des autres troupes. Dans cette mémorable affaire, les Belges qui avaient suivi Bucquoy en Allemagne fournirent amplement tribut à la mort; et parmi ceux d'entre eux qui restèrent au champ d'honneur, on cite le colonel de la Croix, M. de la Motte (natif de Mons), qui commandait un régiment de cuirassiers wallons, Jean de Mérode, les capitaines de Mazures, de Villers et de Domprée, le lieutenant Trieux et deux enseignes.

Quand, après la bataille, Bucquoy s'en alla visiter les blessés, qu'il fit aussitôt transporter dans les hôpitaux, les démonstrations de joie et de reconnaissance que lui prodiguèrent ces malheureux formèrent la scène la plus saisissante et la plus touchante. Ceux qui avaient conservé le plus de forces se pressaient autour de lui et embrassaient ses genoux en l'appelant leur père. Quelques-uns lui montraient en riant

(1) Jean et Philippe de Mérode entrèrent au service de l'Empereur dès le commencement de la guerre. Jean, baron de Petersen, se distingua d'une manière toute particulière à l'affaire de Radelitz; mais fut tué sous les murs de Prague, à la tête de 500 cuirassiers wallons. Philippe, baron de Warroux, fit la guerre en Bohême, en Moravie, et dans le Palatinat, puis s'en revint en Belgique, où il fut créé marquis de Waterloo par le roi d'Espagne, et où il mourut en 1638. On l'a souvent confondu avec le comte de l'Empire Jean de Merode-Thiant, qui fut tué, avec le grade de général, en 1633, à l'affaire d'Ouderldorp, près d'Hameln.

leurs blessures. D'autres, de qui la mort s'approchait et qui le savaient, lui rappelaient leurs communes campagnes et bénissaient son nom.

De Prague, Bucquoy avec ses Espagnols et ses Wallons, marcha sur Karlstein (13 décembre), dont la garnison capitula immédiatement, parce qu'elle se composait surtout d'auxiliaires anglais que le roi Jacques avait envoyés à son gendre, et qui crurent que la fuite du roi avait mis fin à leur mission. Grâce à ce succès inattendu, les Impériaux purent pénétrer en Moravie, où bientôt Iglau, Trebitsch et vingt autres villes tombèrent en leur pouvoir. Znaïm elle-même fut réduite à capituler, et les États de Moravie firent leur soumission à Bucquoy, qui les renvoya à la décision de l'Empereur. Il termina la campagne en dispersant une bande de brigands qui, venus de Hongrie, infestaient les frontières, et en occupant Skalitz et Treuschin; après quoi il alla prendre ses quartiers d'hiver à Olmutz.

Au commencement de janvier 1621, après avoir temporairement remis le commandement au brave Guillaume Verdugo, il se rendit à Vienne à l'effet d'y conférer avec l'Empereur au sujet des mesures à prendre pour amener la soumission de la Hongrie, et obtenir de ce prince qu'il lui donnât un successeur. Son désir le plus ardent était en effet d'aller jouir de sa gloire au sein de sa patrie, au milieu de sa famille et de ses amis. Mais l'Empereur ne voulut à aucun prix lui accorder son congé et le combla de nouveaux témoignages de sa faveur. Il lui avait déjà octroyé le comté de Gratzen; il lui fit don maintenant du magnifique domaine de Rosenberg en Bohême et de diverses autres grandes terres. Lors de la présen-

tation solennelle des trophées de la campagne qui s'était terminée par la journée du *Weissen-Berg*, Bucquoy était placé près de l'Empereur; et chaque fois qu'un guerrier venait déposer un drapeau ennemi aux pieds du monarque, Bucquoy lui nommait le lieu du combat et le régiment qui avait pris ce drapeau. Quatre-vingt-cinq drapeaux, bannières ou étendards pris en moins de trois mois furent ainsi présentés à l'Empereur, qui, dans le sentiment de satisfaction qu'il éprouvait, se décida enfin à accorder à Bucquoy l'autorisation de s'en retourner en Flandre, aussitôt que Bethlen-Gabor aurait mis bas les armes. Le héros n'était pas destiné à voir arriver ce beau jour.

Bucquoy alla rejoindre Verdugo et son armée sur les frontières de la Hongrie, puis se mit en marche contre Presbourg, où Bethlen-Gabor avait jeté quinze mille hommes. La place n'en fut pas moins forcée de capituler, malgré les immenses moyens de défense qu'on y avait accumulés; et Bucquoy y fit son entrée solennelle, tandis que la garnison se réfugiait encore dans le château fort en y arborant le drapeau rouge. En dépit de toutes les représentations que lui adressèrent ses officiers, Bucquoy donna des ordres pour qu'une revue générale de ses troupes eût lieu sur la place située en avant de ce château. A trois reprises on tira sur lui du haut des murailles, tandis qu'il passait devant le front de ses troupes. A la troisième décharge, son cheval se cabre et Bucquoy se contente de sourire. Cinq jours plus tard, le château capitulait à son tour, et la garnison obtenait les honneurs de la guerre. Saint-Georgen, Pœsing, Modern, Altenburg, Tyrnau, Neytra, et l'île de Schütt, suivirent cet exem-

ple et reçurent des garnisons impériales. On marcha alors sur Neuhæusel, où commandait le comte Thurn. Là, chaque jour Bucquoy quittait son camp pour aller reconnaître le pays, et dans l'une de ces promenades il lui arriva d'être surpris par plusieurs centaines de Hongrois, que ses braves Wallons réussirent toutefois à repousser. Comme les hordes de Bethlen-Gabor ravageaient de plus en plus les campagnes en enlevant les convois, il fallut protéger les reconnaissances et les expéditions à la recherche du fourrage par de plus forts détachements de troupes : d'où résultait régulièrement une sortie des assiégés, qui souvent amenait des engagements d'une extrême vivacité. Le 3 juillet 1621, à un mille de distance du camp, un transport qui s'y rendait se trouva attaqué par des forces supérieures. Bucquoy, en ayant été instruit, ne prit pas même le temps de s'armer complétement; se jetant précipitamment à cheval, il accourut sur le lieu du combat, suivi seulement d'un détachement de cavalerie et de quelques fantassins. Quand il fut arrivé, il reconnut bien vite que la partie n'était pas égale ; mais, encourageant ses gens de la voix, du regard et du geste, il met résolûment le sabre à la main et se précipite sur l'ennemi. Son cheval est frappé en plein poitrail et s'affaisse sur lui. Bucquoy continue de se défendre, mais un coup de lance l'étend à moitié mort sur le terrain, où bientôt l'ennemi l'achève. Un comte hongrois appelé Ladislas Sturzo se vanta plus tard d'avoir porté au feld-maréchal le coup qui lui avait arraché la vie. Il avait reçu seize blessures. Sa mort enflamma tellement le courage de ses soldats, qu'ils repoussèrent l'ennemi victorieux et réussirent, bien que singulièrement réduits en nom-

bre, à rapporter le corps de leur glorieux général dans leur camp.

Le 31 juillet, un convoi aussi brillant que nombreux traversait entre une double haie de soldats les rues de Vienne en se dirigeant vers l'église des Cordeliers, où un caveau attendait béant le corps du feld-maréchal Bucquoy. Le vœu qu'avait exprimé l'enfant était rempli : il avait reçu les derniers honneurs rendus à la mémoire du guerrier d'une manière plus magnifique encore que son père.

La patrie du héros porta également son deuil. L'archiduchesse-infante, qui était récemment devenue mère, exprima à la famille du défunt sa douloureuse sympathie. Le recteur de l'Université de Louvain, Erycius Putaneus, écrivit en latin une lettre de condoléance au fils du feld-maréchal, et à ce propos lui rappela qu'il avait entretenu une longue et savante correspondance avec son glorieux père. Vernulæus composa en son honneur une oraison funèbre (1). Lambert de Vlierden célébra les campagnes de Bohême en vers latins, Dyonisius Coppæus écrivit un panégyrique, Olivier de Wree traduisit le discours de Vernulæus en vers flamands.

L'Empereur voulut donner Henri de Bergh (2) pour

(1) *Laus posthuma Bucquoi supremi S. Cæsareæ Majestatis exercitus præfecti a quinque militibus Wallon-Belgo, Italo, Germano, Hispano, Cosacco-Polono celebrata. Stylo Nicolai Vernulæi. Lovani*, 1622.

(2) Né à Brême, en 1573, de réfugiés des Pays-Bas ; il entra en 1591 au service de l'Espagne, fit les mêmes campagnes que Bucquoy dans sa jeunesse, et, en 1604, se distingua à la défense d'Oldensee. En 1618, il fut nommé commandant des troupes espagnoles dans les Pays-Bas, et succéda ensuite à son frère Frédéric en qualité de gouverneur des provinces de

successeur à Bucquoy, mais celui-ci déclina un tel honneur. Autant en fit Caraffa (1), autre compagnon d'armes de Bucquoy. Bethlen-Gabor honora dignement la mémoire de son illustre adversaire en contraignant les Impériaux à lever le siége de Neuhæusel, en leur reprenant le plus grand nombre des places dont il s'était rendu maître, et en pénétrant au cœur de l'archiduché, où il livra aux flammes plus de douze cents villages, hameaux et châteaux (2).

Bucquoy laissait un fils unique, Charles-Albert, chambellan de l'empereur Ferdinand, conseiller de guerre du roi d'Espagne, chevalier de l'ordre de la Toison-d'Or, général de cavalerie, gouverneur et grand bailli du Hainaut. De son mariage avec Wilhelmine de Croy, comtesse de Solre (morte en 1663), celui-ci eut six enfants : Ferdinand, Charles, Philippe, Landelin, Albert, Marguerite mariée au comte de Quesnoy et d'Argenteau, et Marie-Madeleine mariée au comte de T'Serclaes-Tilly. Landelin fut tué avec le grade de colonel au service de l'Empereur, à la bataille de Salankenem livrée contre les Turcs. Charles-Philippe fut créé en 1688 prince espagnol sous le titre de prince de Longueval. L'année suivante, cette dignité lui fut également reconnue dans les États hé-

Gueldre et de Zutphen. Mais, ayant conspiré contre les Espagnols, il fut condamné à mort en 1632. Réfugié alors en Hollande, ce fut lui qui commanda l'armée de ce pays contre ses anciens maîtres, et il mourut en exil le 16 juin 1638.

(1) Jérôme, prince de Caraffa, marquis de Montenegro, alors capitaine général des troupes espagnoles en Sicile. Il avait épousé Hippolyta de Lannoy, et mourut à Gênes en 1633, à l'âge de soixante-neuf ans.

(2) Consultez Ralh, *les Belges en Bohême*. Bruxelles, Leipzig. et Gand, 1850.

réditaires autrichiens. Mais la ligne princière s'éteignit dès l'année 1703 en la personne du prince Charles (Philippe?). Emmanuel-Albert (mort le 7 octobre 1714), membre du conseil impérial de la guerre, continua la race, qui possède encore les seigneuries de Gratzen et de Rosemberg, acquises par son glorieux ancêtre, et qui a aujourd'hui pour chef le comte Georges (né le 2 août 1814), chambellan de l'Empereur, marié le 30 mai 1847 à la princesse Sophie d'Œttingen Wallerstein (née le 6 janvier 1829).

Le père du comte Georges n'avait pas suivi la carrière des armes. C'était un original très spirituel et très remarquable, qui cultivait les sciences avec ardeur. Georges-François-Auguste de Longueval, comte de Bucquoy, baron de Vaux, était né à Bruxelles le 7 septembre 1781 et avait été élevé à l'académie noble, à Vienne. Devenu par la mort de son oncle (en 1805) possesseur du majorat de la famille, il alla voyager en Suisse, en France et en Italie. Il épousa ensuite (15 juillet 1806) la comtesse Marie-Gabrielle de Rottenhaus (née le 16 janvier 1784), héritière des terres allodiales de Rothenhaus, Prosnitz et Hauenstein. Il vécut alors constamment dans ses terres, où il se consacra exclusivement à ses études favorites, la philosophie naturelle, les mathématiques, la physique, la chimie et l'économie politique, ainsi qu'à la direction d'importantes fabriques où toujours il était en avant des idées de son siècle. Il a composé divers ouvrages, dans l'exécution desquels la philosophie naturelle domine trop le mathématicien capable. D'ailleurs, quoique incontestablement doué de facultés supérieures, de connaissances variées, et animé du zèle le plus ardent pour le progrès des sciences, il n'a

pu se soustraire aux défauts ordinaires des autodidactes. Il se laissa aussi entraîner au torrent des idées de 1848, époque où il n'hésita pas à travailler avec ardeur à la destruction de l'ordre social et politique que son aïeul avait eu la gloire de consolider. La réaction contre-révolutionnaire l'ayant emporté, il se vit l'objet de poursuites judiciaires et subit même une assez longue incarcération. Il est mort à Prague, le 19 avril 1851.

FIN DU TROISIÈME ET DERNIER VOLUME.

TABLE

DU TROISIÈME VOLUME.

TABLE ALPHABÉTIQUE

DES NOMS QUI SE TROUVENT DANS LES TROIS VOLUMES.

NOTA. — *Le premier chiffre indique le numéro du volume, et les chiffres suivants les numéros des pages.*

C.

E.

F.

H.

I.

J.

M.

O.

P.

Q.

R.

T.

U.

V.

Y.

Z.

2607. — Paris, impr. de Ch. Jouaust, rue S.-Honoré, 338.